



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

ME-
I
UEL
A
NCE

2

2

DU GOUVERNEMENT TEMPOREL

DE LA

PROVIDENCE

PAR

M. L'ABBÉ J. FÈVRE

CURE DE LOUZE

*Quata est dies perditionis AUT
adese festinant tempora.*

(Psal. XXXII.)

TOME SECOND

NANCY ET LANGRES

BORDES FRÈRES, RUE SAINT-DIZIER, 161, ET RUE DE NEVERS,

1839

2 - 17/12

DU

GOUVERNEMENT TEMPOREL

DE LA

PROVIDENCE

L'Auteur et les Éditeurs se réservent tout droit de traduction et de reproduction à l'étranger.



PARIS, — TYPOGR. COSSON ET COMP., RUE DU FOUR-ST-GERMAIN, 43

DU GOUVERNEMENT TEMPOREL

DE LA

PROVIDENCE

PAR

M. L'ABBÉ J. FÈVRE

CURÉ DE LOUZE

*Juxta est desperditionis AUT
adesse festinant tempora.*
(Psal. XXXII.)

TOME SECOND

NANCY ET LANGRES

BORDES FRÈRES, RUE SAINT-DIZIER, 161, ET RUE DE NEVERS.

—

1839



AVANT-PROPOS

En commençant, par la seconde partie, la publication de cet ouvrage, nous cédon's au désir de quelques personnes et nous croyons répondre au vœu de nos souscripteurs. A défaut d'instances, nos propres réflexions nous auraient déterminé à prendre ce parti. Aujourd'hui tout est de circonstance : la société se hâte, il faut se hâter ; il faut se presser de parler de vérité, d'ordre, de religion aux peuples, de peur de ressembler au médecin qui disserterait de maladie à côté d'un cadavre.

« Un mauvais livre écrit en français, disait le vicomte de Bonald, est une déclaration de guerre à l'Europe. » Cette maxime d'un maître en science politique nous revient en mémoire, comme un sujet de trouble au moment où nous abandonnons ce livre aux vicissitudes de la publicité. Nous avons voulu écrire un bon livre et travailler à la paix. Nos intentions nous rassurent. Mais les intentions

ne suffisent pas dans la composition d'un ouvrage d'esprit. Quand on envisage le problème européen dans l'unité de son vaste ensemble, quand on considère la hauteur de principes qu'il suppose, la variété de détails qu'il implique, la délicatesse d'appréciation qu'il réclame, il faut reconnaître qu'une intelligence élevée pouvait se méprendre, un esprit ferme s'embarrasser et une âme, d'ailleurs noble, défaillir avant l'achèvement de sa tâche. A plus forte raison devons-nous craindre de notre faiblesse et présumer de notre inexpérience de plus graves méprises. Dans cette anxiété nous présentons, à notre décharge, quelques observations préliminaires.

Depuis la chute originelle il y a dans l'homme deux hommes et dans le monde deux mondes. « Deux amours, dit saint Augustin, ont bâti deux cités : l'amour de soi, porté jusqu'au mépris de Dieu, a bâti la cité de la terre ; l'amour de Dieu, porté jusqu'au mépris de soi, a bâti la cité du ciel. — » Ces deux cités forment ici-bas, l'une, le royaume de Satan, l'autre, le royaume de Dieu. Le monde est donc comme un champ de bataille. Deux puissances ennemies y poursuivent des buts opposés : Dieu cherche sa gloire dans le bonheur de l'homme ; le démon cherche à enlever à l'homme sa félicité et à Dieu sa gloire. Satan a sous ses ordres les anges de ténèbres, Dieu, les anges de lumière. L'homme, sous le double entraînement de

sa nature corrompue, incline tantôt vers Dieu, tantôt vers Satan. Là est l'éternel combat : Dieu et Satan sont les deux champions, l'homme est l'arbitre et l'enjeu de la lutte. Les penchants contradictoires de sa nature sont indestructibles : la vie de l'homme est une guerre perpétuelle. Satan, qui déchaîne les penchants mauvais, ne peut être maintenant ni vaincu jusqu'à ruine complète, ni vainqueur jusqu'à parfait triomphe. C'est le Christ qui vainc, règne et commande : il descend par sa grâce et par son Église dans l'arène avec ses élus ; par sa puissance, sa justice et sa miséricorde, il plane au-dessus du combat ; il fait tourner à sa gloire même les chutes de l'homme, même les triomphes de Satan. Le mal eût triomphé naturellement du bien ; Dieu triomphe surnaturellement du mal, et l'Église, toujours attaquée, est toujours victorieuse.

La lutte du bien et du mal a pris sous nos yeux d'étonnantes proportions et revêtu un caractère particulier. En ces jours de foi chancelante et de corruption systématique on ne conteste pas quelques vérités, mais toute vérité ; le combat n'est pas engagé autour des principes, mais autour des extrêmes conséquences ; on ne se bat pas pour l'Église, mais pour l'État ; et les deux armées, empruntant à l'objet de leurs luttes le vocable qui les distingue, s'appellent l'armée de l'ordre et l'armée de la révolution.

Coïncidence digne de remarque ! on voit dans le camp de l'ordre plus d'une tente bâtie avec des matières inflammables, et trop souvent les soldats voués à sa défense pénétrés d'idées révolutionnaires. Sorte de camp étrange qu'on ne peut ni comprendre ni discuter, mais dont on apprend du moins la fragilité à l'attristant spectacle de ses revers. Armée de contradiction qui paraît avoir accepté la mission de renverser ce qu'elle a devoir de soutenir. Le devoir de l'écrivain, avant de marcher à l'ennemi, est donc de jeter d'abord hors du retranchement ces matières que peut embraser une main ignorante ou rebelle ; et de combattre dans ses compagnons d'armes les idées fausses qui, par une pente insensible, aboutissent au triomphe de la révolution ; dégagé de ces embarras, il peut entrer en lice avec sécurité et hâter, même par les plus humbles efforts, l'heure de la victoire.

La crainte de voir ma patrie tomber et entraîner avec elle l'Europe sous les coups du socialisme, le spectacle des efforts tentés pour nous inoculer les idées révolutionnaires, la vue des succès malheureux qui ont jusqu'ici couronné ces efforts, voilà ce qui m'a inspiré l'idée de m'appliquer à cet ouvrage. J'ai eu en vue de démontrer qu'il y a dans les institutions et dans les hommes des principes faux qui conduisent à des bouleversements certains.

On verra dans ce volume les crimes qui appellent aujourd'hui des châtiments sur les peuples : crimes contre la Religion, l'Église, la Famille, l'État ; crimes dans la constitution des pouvoirs, dans les libertés constitutionnelles laissées aux sujets, dans l'économie politique et l'économie charitable, dans l'enseignement, la littérature, le théâtre et les mœurs publiques. On verra ensuite les œuvres expiatoires qui réparent ces crimes, les châtiments qui les punissent et les issues possibles à la situation faite par l'excédant des crimes sur les châtiments. Enfin j'ai cru pouvoir, sans sortir de ma sphère ni manquer aux convenances, dire quels sont, dans les circonstances présentes, les devoirs des individus, des peuples et du gouvernement français. \

Ce court programme fait suffisamment connaître l'étendue, l'importance et la délicatesse des questions soulevées dans cet ouvrage. Ces questions, je les ai traitées sans exagération et sans audace, mais avec mesure et gravité, recherchant toujours ce que dit l'histoire, ce qu'enseigne la philosophie, ce que révèle l'expérience. J'étais loin de me flatter de les éclaircir comme il eût été convenable ; je suis néanmoins entré dans la carrière avec le courage qu'inspire l'amour de la vérité et l'assurance de la bonne cause. On reconnaîtra, j'espère, à mes accents, un défenseur de la société et un soldat de l'Église militante.

Bien que je n'aie point laissé ma plume courir à l'aventure, j'ignore si dans la multitude des questions qui se sont offertes à moi, j'en ai résolu quelque une d'une manière peu conforme aux dogmes de la religion ; j'ignore si, dans quelque passage, j'ai établi une proposition erronée ou me suis exprimé en termes malsonnants. Avant de publier mon ouvrage, je l'ai soumis à la critique officieuse de quelques amis et à la censure de l'autorité ecclésiastique ; sans hésiter, je me serai plié à la plus légère insinuation, épurant, corrigeant, modifiant ce qui aurait paru inexact, douteux, contestable ou simplement inopportun. Nonobstant cette première précaution, je sou mets mon écrit tout entier au jugement de l'Église catholique, apostolique, romaine. A l'instant où, du haut de sa chaire, le Vicaire de Jésus-Christ, l'Évêque des évêques, le Prince des prêtres prononcerait une parole contre une seule de mes opinions, je la condamnerais et cesserais de la professer. Être redressé par l'Église et s'incliner devant ses arrêts, c'est essayer, comme disait Montaigne, une défaite triomphante à l'envi des victoires.

Louze, ce 25 août, fête de S. Louis.

J. FÈVRE.

DU

GOUVERNEMENT TEMPOREL

DE LA

PROVIDENCE

CHAPITRE XXVI.

Des crimes individuels qui doivent attirer aujourd'hui des catastrophes

Les déductions de la théorie et les faits de l'histoire nous montrent Dieu poursuivant toujours le péché de ses châtiments et ramenant, par la peine, l'ordre là où le désordre s'était introduit. A ce titre, le châtiment est inévitable. On doit toujours le voir éclater ici ou là ; car, dans l'état actuel de l'espèce humaine, le péché, sans être imposé à personne, est nécessaire cependant pour la généralité des hommes, et si le péché est inévitable, le châtiment ne peut nous épargner. La peine nous apparaît donc comme une auguste messagère qui a toujours à remplir de divins messages.

Tel n'est plus le problème que nous voulons poser.

Nous ne voulons point dire que le châtiment est inévitable aujourd'hui comme toujours : l'affirmer serait clair par soi et ne tirerait pas à conséquence. Entrant de plain-pied dans l'étude du temps présent, nous voulons établir que le châtiment inévitable à toutes les époques, doit atteindre en ce moment d'épouvantables proportions, parce que nombreuses et profondes sont les prévarications qui l'appellent. Fournir en détail la preuve de cette affirmation n'est pas possible. L'homme ne sondera jamais l'abîme de sa méchanceté. On approcherait cependant de la vérité si, pour connaître les crimes individuels qui peuvent attirer sur nous des catastrophes, on transcrivait un de nos *Examens de conscience* à l'usage des pécheurs ignorants, sauf à laisser indécis le nombre et indéterminées les circonstances. Nous en approcherons davantage en recherchant non pas l'espèce et le détail de nos forfaits, mais en découvrant leur source, en dessinant leurs traits caractéristiques, en montrant que le péché n'est plus l'effet de la fragilité humaine ou l'œuvre d'une malice qui saura se désavouer, mais que le mal est érigé en système, que le crime est élevé à la dignité d'une science, j'allais dire à l'honneur d'un progrès.

I. Avant de procéder à cet examen, il est nécessaire de poser des principes sûrs, d'établir un diagnostic certain ; autrement nous pourrions nous laisser prendre à des mirages ou ne relever que des faits sans portée, et, dans ce cas, nous ne saurions formuler la

vérité avec la mesure et la délicatesse désirables.

La dignité de l'homme ne consiste pas dans une indépendance absolue, mais dans la soumission du corps à l'âme et dans la soumission de l'âme à Dieu. Cette soumission est rendue naturellement obligatoire par la supériorité de l'âme sur le corps et de Dieu sur l'âme ; elle se pratique par la mortification de nos mauvais penchants et par le libre choix du bien. L'âme est l'intermédiaire entre le corps et Dieu pour imposer à l'un le frein de l'autorité, et rendre à l'autre le tribut de l'obéissance. C'est donc, en définitive, à l'état de son âme que se mesure la dignité de l'homme. Ce qui assure cette dignité, c'est la domination de l'intelligence sur la matière, de la volonté sur les passions et la soumission de cette même intelligence, de cette même volonté aux pouvoirs légitimes, représentants-nés de Dieu sur la terre. Au contraire, ce qui constitue la corruption barbare ou policée, c'est la domination de la matière sur l'esprit, des passions sur la volonté, et, comme traduction sociale de cette suprématie, la révolte contre l'autorité : domination et révolte subsistant non comme fait passager et local, mais comme fait habituel et général. En deux mots, la grandeur et la décadence morale de l'homme dépendent : — dans l'homme, de la soumission ou de la domination de la matière, de la défaite ou de la victoire des passions, — et dans la société, de l'obéissance des sujets ou de la révolte contre les pouvoirs.

Malheureusement, dans notre infirmité actuelle,

on ne peut guère rencontrer cette parfaite sujétion du corps, ce règne paisible de l'âme dans les régions sereines de la vérité et de la vertu. La vie est un combat. Dans ce combat, il y a des alternatives de succès et de revers. On ne saurait donc apprécier la valeur morale du siècle présent, sans avoir, avec la notion théorique de la force morale, une intelligence pratique des degrés qu'elle peut parcourir.

En quoi consiste donc la force morale? Consiste-t-elle à ne faire jamais aucun mal? Évidemment non, car si telle était son essence, la terre ne serait peuplée que de lâches habitants, et, à coup sûr, il est ici-bas des âmes généreuses. L'absence de force morale consiste-t-elle davantage à ne faire que le mal? Non encore; car les plus grands criminels font quelque bien, et Balmès a pu dire, après saint Augustin, qu'ils font même beaucoup plus de bien que de mal. Cependant il y a en ce monde des bons et des méchants; des bons qui font quelque mal, des méchants qui font quelque bien. Quel est dès lors leur trait distinctif? Ce qui les distingue, c'est, chez les méchants, une plus grande fréquence de chutes et surtout cette opiniâtreté dans le mal qui étouffe le remords, oblitère la conscience, met obstacle à la conversion et laisse le pécheur croupir dans le borbier de son infamie. La force morale consiste donc à faire communément le bien et à se relever toujours d'un méfait par le repentir.

II. A quel degré maintenant s'élève la force mo-

rale des contemporains? A un degré tel qu'il faut croire à un grand affaiblissement des âmes et à la présence de crimes sans nombre. Irons-nous, pour le démontrer, nier l'existence de nobles vertus ou répéter, à renfort de dithyrambes, ces phrases d'indignation vertueuse qu'aiguisent les esprits chagrins? Non. D'éminents esprits, d'admirables vertus, il nous est doux de le redire après tant d'autres, fleurissent au sein de l'Église, et un héroïque dévouement multiplie çà et là les instituts de sainteté. Mais aussi observez la foule, analysez ses inspirations, suivez ses mouvements. Des faits nombreux et indubitables se présentent. En pénétrant leur sens intime, nous arrivons, sans lamentations ni systèmes, à mettre en évidence la justesse de notre réponse.

Nous n'étudions ici que les relations particulières des âmes avec la religion et l'Église.

Le premier devoir de l'homme envers la religion, c'est la foi. La foi n'est autre que l'adhésion de l'intelligence à la parole de Dieu, en des matières soustraites à nos investigations et révélées d'En-Haut pour nous tirer de l'ignorance des vérités nécessaires. Au lieu de s'incliner devant l'enseignement divin, l'homme, dans son orgueil, a toujours voulu lui substituer une doctrine de son choix ou un système de son invention. Depuis dix-huit siècles, l'hérésie et le philosophisme poursuivent cette chimère et varient leurs déguisements pour nier l'une après l'autre toutes les vérités du symbole. Aujourd'hui leurs armes sont émoussées : le triomphe passager d'une hérésie sup-

poserait moins d'incrédulité, et un attachement quelconque aux systèmes des philosophes exigerait plus d'ignorance sur les déconvenues du philosophisme. On se tient dans une discrète réserve. Au dedans de l'Église, l'hérésie et le philosophisme sont vaincus; au dehors, ils désertent toute controverse : ils ne discutent plus, ils oppriment.

L'orgueil, répudiant le mirage trompeur du philosophisme et abandonnant la sophistique chicanière de l'hérésie, a cessé de s'en prendre directement aux articles du symbole ; il les nie tous implicitement, en niant le mot *credo*, en condamnant l'acte de foi : c'est le rationalisme. Le rationalisme est la grande hérésie de ce siècle. On le voit changer de forme suivant les degrés qu'il occupe dans la hiérarchie sociale : il est disputeur chez les lettrés, poli avec la bonne compagnie, grossier dans les campagnes. Au fond, il est partout le même ; il revendique pour l'homme le droit de se créer une religion par la raison seule ; à l'autorité, en matière de religion, il substitue le libre examen, et transfère ainsi à l'homme un droit qu'il refuse à Dieu. Désormais plus d'enseignement religieux ; notre raison devient la règle de la foi, et c'est l'homme qui fera à Dieu sa part de nos adorations. Une méconnaissance aussi audacieuse du droit de Dieu et des institutions qui en assurent le respect est de soi un grand crime.

L'autorité de Dieu, méconnue en matière de foi, nous conduit au renversement de la raison, à la corruption de la religion et à l'idolâtrie.

Renverser la raison ! telle est en ce siècle, dit le P. Gratry (1), la principale attaque dirigée contre le Christianisme. Autrefois on le menaçait de la raison et de la liberté, aujourd'hui on le combat en détruisant la liberté et la raison. Admirable justice de Dieu ! ce renversement s'opère précisément par la déification de la raison humaine. En mettant l'homme à la place de Dieu, on a ravi à son intelligence toutes les lumières qu'elle recevait d'En-Haut, et détruit la règle de conduite qu'elle trouvait dans ces lumières. Livrée maintenant à son ignorance et à ses incertitudes, elle va comme un homme ivre, chancelant à chaque pas, se heurter à toutes les pierres du chemin. De là cet abaissement de la raison, cette perversion du sens commun, cette folie religieuse (2) et ces égarements politiques dont parlera l'histoire. Le *credo* est devenu trop lourd pour les contemporains ; leur infirmité intellectuelle ne saurait porter le poids des mystères. Les principes les plus clairs, les vérités les mieux définies, les droits et les devoirs le moins susceptibles de discussion, rien n'est compris. Le rationalisme qui n'est point la raison, mais la déraison, réserve même à l'absurde le privilège du bon accueil. Les plus monstrueuses folies ont eu des apôtres et n'ont pas manqué de disciples. Cette génération superbe, tombée aujourd'hui dans une atonie délétère,

(1) Gratry : *De la connaissance de Dieu*, introduction ; et Martinet : *Etude sur la Méthode d'enseignement théologique*.

(2) Londres et sa banlieue possèdent cent neuf religions seulement. On remplirait des pages avec la simple nomenclature des sectes qui pullulent en Angleterre et aux Etats-Unis.

s'enferme dans un scepticisme niais, broute, comme un troupeau, au râtelier du journalisme, et s'enorgueillit sans cesse, à faire compassion, de l'éclat de ses lumières et de la force toujours vantée de son intelligence. Quand l'homme veut s'élever de lui-même jusqu'à Dieu, il tombe dans l'abrutissement.

En défonçant le sol de la raison, on empêche l'édifice religieux de se tenir debout. Aussi a-t-on rarement vu plus tristes égarements. A entendre les Anglais, le Christ s'est incarné seulement pour la Grande-Bretagne. Les Russes vous diront que la chaire apostolique est entrée dans la succession des czars. Demandez à ces foules incrédules leur manière de voir (avec le libre examen on ne parle que de manières de voir : — savoir ce qu'est Dieu, où va l'homme, pure curiosité, affaire de fantaisie) sur telle grave question, ou vous n'obtiendrez pas de réponse positive, ou vous entendrez les plus cruelles absurdités. L'un parle métempsycose, l'autre divague dans le panthéisme, le grand nombre est descendu jusqu'à l'athéisme d'Épicure, ou se repose dans le dualisme de Manès. Ce sont d'ineptes fous qui blasphèment ce qu'ils ignorent et s'arrêtent aux idées les plus saugrenues avec la suffisance grotesque d'écoliers sans talent.

Avec une telle ignorance, on arrive fatalement à l'idolâtrie. J'entends ici par idolâtrie, non l'adoration stupide d'une muette statue, mais l'assujettissement à un homme qu'on revêt bénévolement du titre de révélateur. Ce crime résulte de l'affaiblissement des

intelligences et de la corruption des doctrines révélées. L'homme est un être enseigné, et il a d'autant plus besoin de l'être qu'il est plus ignorant. Si donc l'enseignement de Dieu est repoussé, l'homme usurpera la charge de docteur, et des dieux de chair se multiplieront d'autant plus, que le Dieu véritable sera plus oublié. On ne le voit que trop. C'est Luther qui signe en *notaire de Dieu*, c'est Calvin qui organise son pachalik prédestination, c'est Henri VIII qui coupe la tête à quiconque n'adopte pas ses maximes; et c'est à ces hommes, non pas à Dieu, que le schisme et l'hérésie rendent leurs hommages. L'indifférence aboutit au même crime. De nos jours vous voyez les professeurs poser en chef d'école, les journalistes devenir présidents de club, et les utopistes former des partis. A ces divinités qui se hissent sur le piédestal de l'orgueil, la multitude offre un encens profané, elle prend un nom pour drapeau et fait d'un journal son Évangile.

Ainsi ce siècle a érigé en principes et commis en fait trois crimes contre la foi : crime de révolte en substituant à l'autorité de Dieu le libre examen, crime de servilisme en s'inclinant devant des dieux de chair, crime de corruption en abaissant l'intelligence et en remplaçant la révélation par les plus tristes erreurs.

III. Le second devoir de l'homme envers la religion est l'observation des commandements. L'observation des commandements s'obtient par la soumis-

sion de la volonté humaine à la volonté divine. Le croirait-on ? en présence de cette obligation, l'orgueil humain a su encore trouver ses avantages. Cette fois du moins il acceptait l'autorité de l'Église, il s'inclinait devant les mystères, mais il voulait la loi ou moins sévère ou plus rigide, avide qu'il était de jouissances indignes ou de vertus impossibles. Ces révoltes ont eu pour effet providentiel la définition des préceptes et l'attempérament de leurs exigences aux difficultés des temps. Désormais la loi divine est inattaquable et en apparence inattaquée. On ne veut pas de dogmes, dit-on, mais pour la morale on la proclame sublime ; comme si un devoir, séparé de la doctrine qui l'impose, avait une base solide et une sanction sérieuse. Ce n'est, du reste, qu'un hommage illusoire. L'éloge est sur les lèvres et la révolte gronde au cœur. Suivez les préceptes du Décalogue : Un seul Dieu tu adoreras... on n'en adore qu'un, mais par celui du ciel ; — Dieu en vain tu ne jureras... et le blasphème est devenu la cheville ouvrière de toute conduite privée, et la grossièreté du langage qui n'est pas seulement le signe de la corruption, mais cette corruption elle-même, frappe l'observateur le moins attentif ; — Les dimanches tu garderas... et la profanation du dimanche est le préliminaire obligé des orgies du lundi ; — Tes père et mère honoreras... et une abominable jeunesse ronge le frein d'une autorité de moins en moins redoutable ; — Homicide point ne seras... et le respect de l'homme, profondément diminué, attriste tous ceux qui gardent le sentiment

de leur dignité; — Bien d'autrui tu ne prendras... et l'attaque à la propriété est devenue une théorie économique; — enfin Luxurieux point ne sèras... ceux qui savent comment meurent les peuples ont découvert ici un abîme!

Cette violation de la loi de Dieu a amené l'affaiblissement des volontés et l'abaissement des caractères. C'est la loi du destin : un crime pose toujours des principes de ruine.

Pour faire le mal, il suffit de s'abandonner à l'entraînement de ses passions; pour faire le bien, il faut résister à leurs emportements. Cette résistance exige de la volonté un effort soutenu. Cette perpétuité de l'effort, par l'exercice qu'il commande, inocule à la volonté une force qu'elle voit se ralentir dès qu'elle se relâche, et disparaître dès qu'elle renonce au combat. La volonté ne cesse point pour cela de se mouvoir, mais ses mouvements ne sont plus les mouvements de l'homme qui s'élève, ce sont les mouvements de la bête qui se déshonore à la poursuite d'une vile proie. La force de l'homme est la force de la vertu, et avec la vertu qui s'en va cette force disparaît. L'observance tant soit peu fidèle de la loi divine n'est plus le privilège que de quelques terres catholiques. Partout ailleurs, on dirait que la faculté de vouloir a été retranchée des âmes et que l'impuissance est entrée dans l'ordre. Posez la main sur la poitrine de ces ombres qui passent, rien n'y bat. *La volonté languit tristement* faute d'un but qui l'appelle. On ne sait à quoi se prendre dans ce monde de fantômes.

L'abaissement des caractères, observe Jouffroy, suit toujours l'ébranlement des convictions et l'affaiblissement des volontés. L'homme, en effet, n'acquiert sa physionomie spirituelle que par un attachement ferme à la vérité, et par un complet dévouement à la sainte cause du bien. Dès qu'il chancelle, ses traits s'effacent et son auréole disparaît. Voyez maintenant comme s'accomplit cette loi du monde. L'absence de caractères forts est tellement palpable, que si vous exceptez le sacerdoce et l'armée, où la vigueur de la discipline trempe d'énergie les âmes, vous n'apercevez rien de saillant, rien qui éclate, qui domine, qui écrase la foule de sa comparaison. « Est-ce qu'il n'y a pas, dit Lamartine, une grande lacune, non dans les masses, mais dans les supériorités? Ne dirait-on pas que toutes les étoiles de première grandeur ont pâli et n'ont été remplacées que par des reflets affaiblis de leur grandeur nationale? (1) » On ferait en effet passer nos vulgaires grands hommes sous le niveau de la médiocrité remarquée. La plupart présentent d'ailleurs d'humiliants contrastes, et c'est n'être que juste que d'attribuer le marasme de la société à l'absence d'hommes. Et pourtant le Seigneur Dieu a mis tous les faiseurs à l'œuvre, comme s'il avait voulu, par la mobilité des pouvoirs, mettre en relief l'aplatissement universel. O ironie de la Providence!

IV. Le troisième devoir de l'homme envers la reli-

(1) Lamartine : *Cours familier de Littérature*, t. II

gion, c'est la pratique de la prière, la digne réception des sacrements et la participation au moins morale à l'acte du Sacrifice. En allant puiser à ces sources de grâce, l'homme trouve le courage de l'humilité et l'énergie de la vertu. La décadence de la foi et la violation permanente des commandements nous permettent de présumer que le Sacrifice, les sacrements et la prière ne sont plus pour les chrétiens l'objet d'un culte empressé. Les faits répondent à cette présomption.

La prière est un besoin de l'homme et un devoir du chrétien, devoir sacré comme sont du reste tous nos devoirs. Dieu, d'ailleurs, l'a instituée pour nous ennoblir. En nous donnant l'intelligence, la force et la liberté, il a voulu nous associer à son gouvernement divin ; et, en nous prescrivant la prière, il nous a élevés, si j'ose ainsi dire, au-dessus de lui-même, il a fait de nous ses directeurs. L'intervention de nos prières entre donc dans ses desseins ; elle attire ensuite ses bénédictions. Mais la prière est un acte d'humilité, et par conséquent elle est tout à fait étrangère aux hommes d'aujourd'hui. L'orgueil est le roi du monde. Rien ne le contredit et ne lui porte ombrage comme la prière ; il s'accommode encore de la charité, qu'il nomme bienfaisance, mais il ne fait point grâce à la prière. Nos chrétiens n'honorent pas même Dieu des lèvres et un grand nombre ne parlent de la prière que pour en déraisonner. Or, la prière est un indicateur qui marque avec une précision mathématique l'état moral d'une nation. Que penser des nations modernes ?

Que dire du divin Sacrifice? une partie de l'Europe a renversé les autels, l'autre les déserte. La croix se redresse dans des temples solitaires, et ces générations voluptueuses semblent dire : Que son sang retombe sur nous et sur nos enfants!

Des sacrements, il en est un dont la désertion presque générale est à la fois un crime horrible et un fait significatif : je parle du sacrement de pénitence. Errer, dit un vieil adage, est chose humaine ; persévérer dans ses égarements, est crime diabolique. En effet, le comble de la malice n'est pas de choir, mais de ne pas vouloir se relever. Avec une nature corrompue, dans un monde séducteur, au milieu d'habiles ennemis, ne point pécher serait un privilège de Dieu et le dernier achèvement de la perfection ; pécher est une conséquence de la fragilité humaine, une surprise, quelquefois la source d'un endurcissement passager ; mais s'opiniâtrer dans le mal, refuser le repentir, se glorifier de ses faiblesses, c'est le propre du méchant et le trait de l'esprit malin. C'est là le crime du chrétien qui repousse la réconciliation, et ce crime est le crime du grand nombre.

Saint-Marc Girardin, parlant de la direction au dix-septième siècle, observe qu'alors on se repentait beaucoup. Aujourd'hui, ajoute-t-il, nous ne savons plus avoir de scrupules. Dès que les consciences s'égarèrent, elles s'en prennent aux événements, à la société, au monde, rarement à elles-mêmes. Dans ce cas elles remplacent la direction du prêtre par la direction du médecin. Le malaise intérieur est devenu

l'affaire des nerfs, une question de vapeurs (1). Pourquoi s'étonner de ce renversement? Le mal a été désiré sans honte, il est commis sans regret; la conviction erronée qui l'a autorisé avant l'acte ne le désapprouve point après; et tel est l'anéantissement du sens moral que le désaveu est devenu faiblesse et l'amendement presque un sujet de honte. Cependant les coups de tonnerre ne sont point si rares. La quasi-famine reposait naguère sur des maladies mystérieuses et sur des fléaux qui commandaient la réflexion; la guerre mettait hier en feu l'Orient et versait le sang avec une abondance qui eût pu faire croire à une expiation; précédemment la peste avait fait le tour du monde avec un cortège effrayant de funérailles, signe ordinaire des vengeances célestes. Une sorte de terreur couvre encore le monde d'un nuage. Qu'importe? L'adversité trouve incorrigible, dit saint Augustin, ceux qu'a corrompus la prospérité. L'homme du commun est poli, empressé, presque affectueux, repentant jamais : il voit passer la justice de Dieu avec un ébahissement qui étonne les croyances. Le héros du jour, lui, avale l'iniquité comme un breuvage exquis, et puis, dans l'égale impuissance de porter le crime et de le repousser, il se perce le sein et meurt à l'antique, drapé dans son manteau,

V. Telle est l'économie de la religion, des vérités à croire, des lois à observer, des sources de grâce à décharger de leurs eaux, pour puiser dans leur effusion

(1) *Journal des Débats*, novembre 1856.

l'humilité de la foi et la générosité de la vertu. A ces commandements de Dieu s'ajoutent les commandements de l'Eglise, ainsi nommés, non parce qu'ils ne viendraient pas de Dieu originairement, mais parce que l'Eglise, qui les a reçus de son fondateur, a marqué à ses enfants *quand et comment* ils doivent en remplir les obligations. De ces commandements les uns sont renfermés explicitement dans les commandements de Dieu, nous n'en parlons pas ici ; les autres, ceux qui ont trait au jeûne et à l'abstinence, assurent dans l'homme la fécondité de la grâce par le commandement exprès du sacrifice. Car, depuis la chute l'homme n'entre en possession de lui-même qu'en s'abdisquant, il ne s'enrichit que par la pauvreté, ne s'élève que par les humiliations et ne trouve le bonheur que dans la souffrance.

Malheureusement, nos crimes contre la loi de Dieu amènent comme fatalement la violation des préceptes de l'Eglise. Au fond de toutes les révoltes de l'orgueil il y a une faiblesse de la volonté, et au fond de toutes les défaillances de l'âme il y a une révolte de la chair. Quand l'expérience ne rendrait pas cet oracle, la force des principes nous en imposerait les conséquences. Dès qu'on a défié la raison dans la libre-pensée, défié la volonté dans l'indépendance des actes, il faut défier la chair dans la volupté et élever l'égoïsme à la majesté d'une religion.

Que telles soient les tendances de la foule, c'est ce que fait entendre le cri brutal du sensualisme. L'Eglise, dit-il, est dépassée par le mouvement du

siècle. Au fond, ce qui est dépassé, c'est la vertu ; ce que l'on célèbre, avec le lyrisme grossier des passions, c'est la jouissance, et ce à quoi l'on aspire avec les artifices peu habiles du sous-entendu, c'est au harem. Plus de ces mots antiques de beau, de juste et de saint : à moi des bayadères, des repas de Lucullus et des orgies de Néron !

Ces vœux ont à leur service les forces économiques. L'agriculture est abandonnée pour l'industrie, et l'industrie met tous ses produits à la discrétion du luxe. Les villes servent d'entrepôt. Autrefois nos cités avaient un sens intellectuel et moral quelconque, aujourd'hui ce sont d'immenses bazars où toutes les aspirations trouvent leur objet, tous les désirs une provocation. N'avez-vous jamais pensé, en parcourant les grandes villes surtout, à l'art avec lequel l'homme les organise de plus en plus pour se séduire lui-même ? Il y rassemble toutes ses sciences et toutes ses corruptions. C'est l'arsenal des sept péchés capitaux : paresse, gourmandise, envie, avarice, luxure ; et la ville entière est un théâtre d'orgueil.

Les idées suivent la même voie. On tient communément pour axiomes de la conscience publique des maximes comme celles-ci : la souffrance est le mal ; il faut s'attacher au positif ; le gouvernement doit vulgariser l'aisance ; chacun doit se ménager une position douce ; il faut faire de brillantes affaires, etc. Ce mouvement d'idées trouve son expression, non-seulement sur les lèvres d'obscurs citoyens, mais même dans des discours de princes qui se lisent dans la chaumière,

et il arrive, dans les théories socialistes, à désordonner la société uniquement en vue des raffinements de la jouissance.

L'entraînement des mœurs pousse à réaliser ces maximes. Communément on ne rencontre plus sur les tables privées l'aliment dont la présence permettait au chrétien d'observer la loi de son Église. L'abstinence du samedi est universellement méconnue. Les masses, toujours âpres à la jouissance, s'asservissent de plus en plus à toutes sortes de besoins factices. Le tabac, le café, l'eau-de-vie se consomment avec une fureur qui compromet la santé publique. Ce qui suffisait ne suffit plus; il faut du nouveau et du mieux. Et comme égout à cette civilisation animalisée avec élégance s'étend la pratique de la prostitution.

VI. Quand les passions triomphent dans l'homme, elles ne peuvent obéir dans la société qu'autant qu'elles sont satisfaites, sinon elles se révoltent. Mais la satisfaction des passions est chose de soi irréalisable, entre autres motifs, à cause de l'élasticité de leurs exigences et des obstacles qu'oppose l'insuffisance des forces productives du globe. Les bouleversements politiques sont donc des catastrophes fatalement imposées à toute société esclave du vice. On en a le secret pressentiment lorsqu'au milieu des progrès de tous genres, on développe la force publique. Si l'on nous garde, c'est que nous avons besoin d'être gardés. Cette civilisation si fière se partage en deux ;

une moitié garde l'autre et parvient à peine à y réussir.

L'histoire contemporaine atteste d'ailleurs l'insuffisance de la force à défendre la société. Au milieu de nos perpétuelles agitations, les pouvoirs sont dans l'alternative du despotisme ou de la déchéance, les peuples dans l'alternative de l'esclavage ou de la rébellion. La liberté et l'ordre deviennent d'autant moins possibles qu'on en sent plus vivement le besoin, qu'on en réclame avec plus de force la reconnaissance. Les Etats ressemblent à une réunion de tribus qui auraient planté leurs tentes sur le cratère d'un volcan.

Enfin la conscience publique redoute une explosion. En dépit du luxe, il y a aujourd'hui dans les âmes plus de tristesse et d'inquiétude qu'autrefois. L'orgueil avec lequel on a prétendu sans Dieu gouverner le monde et porter le poids de la vie pousse tout au désespoir. On a comme le pressentiment d'une grande catastrophe qui nous tirera de la situation intolérable où nous sommes ; et au lieu de travailler à en conjurer les malheurs en changeant de vie, les âmes faibles trouvent plus commode de changer la religion. La multitude a du poison dans les veines et elle marche pleine d'effroi vers l'avenir que préparent ses crimes.

En résumé donc, affaiblissement des intelligences, ruine des volontés, décadence de la foi et des mœurs, désertion des sources de la grâce, révoltes fréquentes, et, pour tout dire d'un mot (car ce mot embrasse tout dans une série de causes et d'effets), sensualisme. Maintenant je demande en quoi diffèrent le barbare

du quatrième siècle et le sauvage de l'Océanie des hommes de l'Occident au dix-neuvième siècle? Le sauvage et le barbare n'ont sans doute ni agriculture, ni industrie, ni commerce; leurs terres restent sans culture, leurs forêts sans aménagements, leurs fleuves sans digues; ils ne connaissent point les machines, n'élèvent pas de monuments; mais en tout et partout le sauvage et le barbare s'acharnent à la poursuite d'une jouissance immédiate, grossière, bestiale, fâlût-il brûler l'arbre au pied pour cueillir ses fruits. Le civilisé n'est dans la forme ni grossier ni bestial, mais il lui faut aussi la jouissance : s'abstenir est désormais réputé impossible. Ainsi le sauvage et le barbare obéissent à des passions lâches et brutales; le civilisé obéit à des passions décentes et industrieuses. Au fond, identité dans l'obéissance aux passions. L'Européen d'aujourd'hui est le sauvage et le barbare de la civilisation.

CHAPITRE XXVII.

Des crimes nationaux qui doivent également attirer des catastrophes :

Crimes contre la religion.

La religion est la loi divine qui ramène à Dieu, non-seulement l'homme, mais la famille, la société civile et même l'humanité. Cette loi, après avoir donné à l'homme sa règle de conduite, assigne à chaque institution ses principes constitutionnels. De sorte qu'ici-bas rien dans l'ordre qui ne soit ordonné de Dieu.

La société civile a, envers la religion, deux devoirs fondamentaux : 1° elle doit, dans la mesure du possible, soumettre à la révélation du Christ son chef et ses membres ; 2° elle doit admettre dans sa constitution comme principes de droit public, non-seulement les règles naturelles de l'ordre social, mais encore les principes surnaturels du droit catholique. Nous verrons comment les sociétés modernes ont accompli ce dernier devoir en traitant des crimes de la société

contre elle-même ; ici nous nous bornons à constater le degré d'attention des sociétés modernes à soumettre à la religion du Calvaire les rois et les peuples. C'est une des plus grandes questions qui puisse occuper un homme raisonnable. Nous lui donnerons une solution péremptoire en dressant la statistique religieuse de l'Europe et en montrant la profondeur des ulcères qui la rongent.

I. Déroulons sous nos yeux la carte d'Europe : à l'est, les empires du sultan et du czar ; au nord, la Confédération-Germanique et les royaumes scandinaves ; à l'ouest, l'Angleterre et la France ; au sud, l'Espagne, l'Italie et la Grèce ; au centre, l'Helvétie.

En l'an 600 de notre ère un riche marchand se donna en Arabie pour le prophète de Dieu. L'imposteur jeta au vent du désert les feuillets apocalyptiques de ses révélations et enrôla dans sa secte d'abord ceux de sa famille. Chef de quelques disciples, il profita habilement des divisions de son pays, exploita ses préjugés, flatta ses passions et le soumit. Cet homme, qui n'avait jamais refusé l'honneur d'une femme à ses désirs et le sang d'un homme à ses vengeances, précipita ses compatriotes sur les trois continents. Maîtres de l'Asie occidentale, de l'Afrique septentrionale et de l'Espagne, ces farouches vainqueurs rencontrèrent à dix siècles de distance, près de Poitiers, Charles-Martel, et sous les murs de Vienne, Sobieski. Depuis ils ont remis leur épée au bourreau et se sont enfermés dans le sérail, seul temple vraiment digne

de leur culte. Des rives du Tigre aux rives du Danube, quinze millions d'hommes crient : Dieu est Dieu, et Mahomet est son prophète !

Avant que le cimetierre n'eut conquis les rives du Bosphore, Constantinople avait renié la religion du grand Constantin. A la mort de Théodose, cette brillante cité était devenue la capitale de l'Orient. Cet Orient superbe vit naître dans ses provinces toutes les grandes hérésies. Les discussions dont elles furent la cause inoculèrent au peuple grec tous les vices de la décadence : obséquiosité portée jusqu'au servilisme, fougue ardente seulement pour le mal, rage de discussion, et surtout esprit d'hostilité contre Rome, avant-coureur ordinaire des grandes catastrophes. Les patriarches, jaloux de voir le Vatican dominer Sainte-Sophie, rapportaient aux Césars byzantins l'obéissance qu'ils devaient à saint Pierre. Ces tristes Césars résumaient en eux, à un degré remarquable, toutes les infirmités du caractère national. Quand le cycle des hérésies fut épuisé, et que le génie des grands docteurs eut donné à l'apologétique grecque ses dernières gloires, vint Photius. Docteur plus subtil qu'instruit, et plus ambitieux que subtil, il usurpa sur un saint évêque le siège patriarcal, et expia par une mort honteuse le crime de son ambition. Un siècle plus tard, Michel Cérulaire reprit l'œuvre de Photius, et Constantinople, séparée de Rome, tomba sous le joug mahométan. Depuis, ces Grecs, rebelles à Dieu, reçoivent des mains du sultan leur patriarche *œcuménique*, et, dans l'empire turc,

quinze millions d'hommes crient : Dieu est Dieu , et Photius est son prophète !

Une boule de neige, détachée des monts Ourals, après avoir erré dans les steppes de la Moscovie, a couvert de ses débris de vastes contrées, c'est l'empire russe. Cet empire, d'abord catholique, relevait du patriarcat d'Orient, qu'il suivit dans son schisme. Un jour ses églises virent arriver sous leurs portiques un évêque, exilé de Byzance, qui créa dans Moscou un patriarche deux fois schismatique. Pierre le Grand remplaça, de son autorité privée, ce patriarche par un synode dirigeant, dont le chef, à la nomination de l'empereur, rédige, sous les inspirations du pape moscovite, des ukases religieuses. Des bouches du Volga aux glaces de la Laponie, des campagnes de la Pologne aux neiges de l'Amérique du Nord, soixante millions d'hommes crient : Dieu est Dieu, et le czar est son prophète !

Deux siècles avant cette restauration du césarisme païen, l'Allemagne et les royaumes du Nord s'étaient séparés de Rome. Un moine apostat, un clerc sodomite et un curé brûlé de convoitises avaient levé l'étendard de la rébellion. D'ineptes humanistes s'étaient, sous les conseils de leurs passions et avec le dogmatisme de leur ignorance, érigés en théologiens auxiliaires de ces vils porte-étendards. Les seigneurs et les paysans avaient trouvé en faveur de la réforme, dans la perspective du pillage, des arguments victorieux. L'Allemagne devint une arène de discussion. Les conseils municipaux des villes libres, transformés

en conciles, dont les pots de bière faisaient les frais d'inspiration, se prononcèrent pour l'évangélisme. Un général des chevaliers teutoniques déroba à l'Eglise le Brandebourg. Dans les pays du Nord, de farouches despotes firent adopter, à coups de hache, la religion du libre-examen. Les théâtres de disputes devinrent bientôt des champs de carnage. Trente années durant, des guerres atroces promenèrent dans toutes ces contrées l'incendie et la mort. Quand les guerriers manquèrent aux combats, vinrent les sophistes qui consacrèrent, avec la plume de la diplomatie, les envahissements de la révolte. Et après toutes ces scènes de deuil, il reste trente millions d'hommes qui crient : Dieu est Dieu, et Luther est son prophète!

En Angleterre, un Trissotin couronné lut dans les yeux d'une courtisane un nouvel Évangile. Cet homme, qui trempa ses mains dans le sang de cinq femmes, qui jeta au bourreau la tête des sages, et au vent la cendre des saints, cet homme, ou plutôt ce monstre, car on ne sait comment l'élever à la dignité de l'histoire, sépara de l'Église la Grande-Bretagne. Après sa mort, ce lâche pays, qui n'avait pas su avoir des martyrs, se fit calviniste sous Édouard VI, et luthérien équivoque sous Élisabeth, mariant, dans un établissement national, la hiérarchie des évêques et l'autorité d'un symbole à la pratique du libre-examen. La révolution l'agita cinquante ans de ses fureurs, mais lui laissa assez de relâche pour qu'il arrosât son sol, pendant trois siècles, du sang des apôtres

que lui envoya Rome. Aujourd'hui, sur cette vieille terre, autrefois l'*Ile des Saints*, quinze millions d'hommes crient : Dieu est Dieu, et la gracieuse reine des trois royaumes est son prophète !

En repassant la Manche, nous entrons dans le royaume très-chrétien. Ici du moins on eut, pendant des siècles, des lois catholiques ; l'hérésie ne fut jamais populaire ; le schisme avorta dans de vaines tentatives ; et le royaume de saint Louis, pour avoir su servir l'Église, fut appelé à diriger l'humanité. Hélas ! notre France elle-même a oublié ses titres de noblesse. Un jour, des avocats inscrivirent dans sa charte l'égalité civile des cultes, l'un d'eux proclama l'athéisme de la loi, et le peuple ne se leva point pour démentir ces stupides législateurs. L'erreur n'eut donc pas en France l'autorité despotique qu'elle avait usurpée ailleurs, mais elle ne trouva pas non plus une simple tolérance, elle partagea avec la vérité catholique l'égalité constitutionnelle. Et de la France des voix sortirent qui disaient : Dieu est Dieu, et Pierre n'est plus son prophète !

Enfin, pour achever ce douloureux pèlerinage, nous n'avons plus qu'à jeter un furtif regard sur la Suisse qui a déserté en majorité la foi des vainqueurs de Granson ; sur le Piémont et l'Espagne qui achètent, au prix de la paix et de la gloire, le déshonneur de copier l'Angleterre ; et sur la Grèce qui a vendu au schisme les avantages d'une précaire indépendance.

II. Pour apprécier justement le mal, il ne suffit pas de mesurer l'étendue des plaies, il faut en sonder la profondeur. Nous procédons à cette opération en remontant aux principes, et en résumant les faits qui les confirment de leur témoignage.

On peut ramener à trois formes l'organisation administrative qu'a reçue l'erreur ou dont elle a su tirer profit : le système allemand, le système russe et le système français. Dans le système allemand, le premier principe proclamé est celui du libre-examen, tout le reste est subordonné à l'autonomie de l'individu. Dans le système de la Russie, qui est également, par quelques côtés, celui de l'Angleterre, de la Prusse et des royaumes du Nord, le libre-examen est mis à l'écart, le prince dresse des formulaires de foi et institue une hiérarchie sacerdotale. Enfin, dans le système français, les principes reconnus forment une sorte de christianisme transcendental, et l'État devient comme une Église laïque. Ces trois systèmes produisent des effets divers en apparence, mais qui aboutissent au même terme, sans doute parce qu'ils procèdent du même principe.

Au moment où la fatale réforme éclata en Europe, les docteurs catholiques avertirent ses partisans que la libre pensée les mènerait droit au socinianisme, c'est-à-dire à une espèce de *mahométisme européen*, qui anéantirait en grande partie le christianisme. Bossuet, personne ne l'ignore, insista de toute la puissance de son génie sur cette prévision, aujourd'hui parfaitement vérifiée. Mais ces spéculations ne

sont pas à la portée de tous les esprits ; pour le grand nombre, il faut l'expérience, et l'expérience a parlé. Le vaste domaine des révélations divines n'est plus, pour les protestants, qu'un pays ravagé par une trombe religieuse. La trinité, la création, l'incarnation, la grâce, le libre arbitre, les sacrements, le Sacrifice, la prière : tout a disparu. En 1817, le corps des pasteurs genevois a solennellement abjuré la divinité du Verbe. Enfin, en 1835, Strauss a révoqué formellement en doute l'existence historique du Sauveur. Et quand le protestantisme s'agite pour célébrer des jubilés, proposer des réunions de sectes, ou prôner le propagandisme, il a trop d'esprit pour ne pas sentir que tous ces mouvements attestent sa décrépitude.

Le protestantisme n'a pas seulement détruit le corps des croyances chrétiennes dans les orgies du libre-examen, il a tari encore les sources de la foi par ses alliances avec le philosophisme. Spinoza, Kant et Schelling n'avaient vu dans les Saints Livres qu'un accident de l'éternelle révélation de Dieu dans la nature, et de l'humanité dans l'histoire. La théologie protestante, inconsidérée dans ses négations avec les premiers réformateurs, hypocritement sophistique avec leurs successeurs immédiats, se traîna bientôt à la remorque de ces théories philosophiques. De là naquirent trois écoles : l'école naturaliste de Breitschneider, l'école spéculative de Schleiermacher et l'école mythique de Semler. Maintenant le criticisme de ces écoles a achevé sa tâche et voici les résultats : le

Pentateuque est l'Iliade des Hébreux, une série de mythes poétiques dans la Genèse, juridiques dans l'Exode, sacerdotaux dans le Lévitique, politiques dans les Nombres, étymologiques, diplomatiques et généalogiques dans le Deutéronome. Josué est un recueil de fragments composés après l'exil. Le livre des Rois est un poème didactique ; Esther, une épopée romanesque. La fin d'Isaïe est apocryphe ; Ezéchiel, descendu de la poésie, se traîne dans une prose lâche ; Daniel est relégué au temps des Machabées. Les Proverbes et l'Ecclésiaste ne sont plus de Salomon qui reçoit, en retour, le livre de Job. Enfin Ruth, les Paralipomènes, Esdras, Tobie, Judith, les Machabées n'ont aucune des qualités qu'on est en droit d'exiger d'une histoire authentique.

Voulez-vous maintenant savoir comment il faut expliquer ces livres ? voici quelques exemples : l'arbre du bien et du mal n'était qu'un mancenillier ; la face de Moïse rayonnait par un effet d'électricité ; l'Arche d'Alliance était une pile galvanique ; la vision de Zacharie s'explique par la fumée des candélabres ; les rois mages étaient des marchands forains et leur étoile une lanterne ; la transfiguration, un orage ; les anges du sépulcre, l'illusion d'un manteau de lin. Bref, le christianisme est bâti, comme la cité d'Aristophane, sur des nuées, c'est-à-dire sur un sentimentalisme vague, sur la raison, les idées, la science, et cette fois du moins il est à la hauteur du siècle. De tels renversements rappellent bien la folie de ce tyran qui jetait sur un lit de fer ses malheureuses victimes ;

pour faire prendre à toutes les mêmes proportions. Et ces graves docteurs qui sacrifient tour à tour le corps et la lettre de leurs croyances, ne remettent-ils pas en mémoire la fameuse nuit de la Constituante où chaque seigneur brûlait ses lettres de noblesse sur l'autel de la patrie?

Le despotisme des czars n'a pas été plus heureux que le libre-examen du protestantisme allemand. Saint Augustin disait jadis, avec la justesse qui lui est propre : *Je ne croirais pas à l'Évangile si l'autorité de l'Église n'en y faisait croire*. En effet, là où Pierre ne commande pas par ses successeurs, il n'y a point d'Église; là où il n'y a pas d'Église il n'y a pas de pouvoir spirituel; il faut, quelle que soit l'autorité des princes, se laisser dissoudre par le principe du jugement privé.

En Russie, pour nous borner à cet exemple, une force invincible rapproche l'Église schismatique des sectes protestantes pour les unir et les confondre, à moins qu'à l'époque où l'Église russe sera protestante il n'y ait plus de protestants ailleurs. Sous le knout, qui sert de bâton pastoral au pape moscovite s'échelonnent : une noblesse empoisonnée de breuvages philosophiques, un épiscopat avili dans le servilisme, un clergé régulier tombant de pourriture, un clergé séculier abruti dans l'ivrognerie, et un peuple esclave de préjugés stupides ou atroces. Comme les vers naissent d'un cadavre, d'innombrables hérésies, d'une infamie et d'une absurdité que rien n'égale, sont sorties de cette dissolution. Les vieux croyants du *ras-*

colnisme se partagent en *bénis, observateurs de l'ancien rit, mangeurs de lait, lutteurs de l'esprit, sans-prêtres* etc. On cite les sectes nouvelles des *immolés*, des *eunuques*, des *frères flagellants*, des *muets* et des *observateurs du sabbat*. Là, comme ailleurs, l'hérésie devient faction politique. Les loges de la franc-maçonnerie se multiplient dans toutes les grandes villes et comptent dans leur sein des personnages considérables. La corruption a préparé d'ailleurs une facile victoire aux doctrines du socialisme, qui est là en faveur. L'ignorance et le fanatisme des masses en feraient, le cas échéant, des instruments terribles aux mains de l'ambition.

Enfin le libéralisme s'est joint à cette conjuration du czarisme et du libre-examen pour détruire dans un grand nombre de pays catholiques les derniers restes de religion. Avec l'égalité constitutionnelle des cultes est née l'indifférence. « Le bien, le mal, l'arbre qui donne la vie et celui qui produit la mort, nourris par le même sol, croissent au milieu des peuples qui, sans lever la tête, passent, étendent la main et saisissent leurs fruits au hasard. Religion, morale, honneur, devoirs, les principes les plus sacrés comme les plus nobles sentiments, ne sont plus qu'une espèce de rêve, de brillants et légers fantômes, qui se jouent un moment dans le lointain de la pensée, pour disparaître bientôt sans retour. Non, jamais rien de semblable ne s'était vu, n'aurait pu même s'imaginer. Il a fallu de longs et persévérants efforts, une lutte infatigable de l'homme contre sa conscience et sa raison,

pour parvenir enfin à cette brutale insouciance. Arrêtez un moment vos regards sur ce roi de la création : quel avilissement incompréhensible ! Son esprit affaîssé n'est à l'aise que dans les ténèbres. Ignorer est sa joie, sa paix, sa félicité ; il a perdu jusqu'au désir de connaître ce qui l'intéresse le plus. Contemplant avec un égal dégoût la vérité et l'erreur, il affecte de croire qu'on ne les saurait discerner, afin de les confondre dans un commun mépris ; dernier excès de dépravation intellectuelle où il lui soit donné d'arriver : *Cum in profundum venerit, contemnit* (1). »

Ainsi la vérité a diminué en Europe et sur ses débris s'avance le triomphe de l'erreur. Ce n'est là cependant que le côté négatif du mal qui nous dévore. L'homme est nécessairement en relation d'amour ou de haine avec les objets qui l'entourent. Ces erreurs ne sont donc que des haines armées du sophisme. Elles-mêmes ne nous permettent pas d'en douter. Le protestantisme n'a jamais été, dans sa définition la plus générale, que l'aversion du catholicisme : il proteste. « Je tiens pour certain, disait le comte de Maistre, que l'Église russe n'a qu'un dogme qui lui tiennne à cœur, la haine du pontife romain ; elle laisse tous les autres reposer tranquillement dans ses livres. » (2) « Les libéraux, disait à son tour O'Connell, sont beaucoup plus les ennemis de l'Église que les amis de la liberté. » De là le mot de cette énigme *d'une souveraine amitié*

(1) Lamennais : *Essai sur l'indifférence*, introduction.

(2) *Opuscules* : Réflexions critiques sur l'ouvrage de Methodius, archevêque de Twer.

entre des religions et des partis qui sont, par nature, ennemis irréconciliables. Ce n'est donc pas seulement la perte, mais la haine de la vérité qui constitue dans son espèce le crime des peuples modernes contre la religion.

En remontant le cours des âges, nous entendons d'autres voix et nous recueillons d'autres préceptes. Autour d'une étable des anges chantent : *« Gloire à Dieu au plus haut des cieux et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté. »* Sur le sommet du Thabor une voix, sortie de la nue, crie : *« Celui-ci est mon fils bien-aimé, écoutez-le. »* Au Golgotha, un centenier qui avait vu mourir en croix un juif de Nazareth, se frappait la poitrine en disant : *« Celui-ci était vraiment le fils de Dieu. »* Un peu plus tard une voix divine disait à un pêcheur : *« Simon, fils de Jean, païssez mes agneaux, païssez mes brebis ; »* et s'adressant à d'autres hommes obscurs, elle ajoutait : *« Allez, enseignez toutes les nations, baptisez-les, et ordonnez-leur d'observer tout ce que je vous ai prescrit. »* Seize siècles plus tard, l'Europe n'avait pas perdu souvenir de ces paroles. Du Nord au Midi, de l'Orient à l'Occident, elle ne formait qu'une grande famille de peuples. Partout le même symbole, la même loi, le même culte ; partout un seul Dieu et un seul baptême. Et maintenant quelles divisions séparent les fils de Japhet ! Au lieu de ce concert des esprits proclamant un même dogme, au lieu de ce concert des cœurs s'épanchant dans un même sentiment d'amour, au lieu de cette majestueuse république de peuples gravitant autour de la chaire aposto-

lique, on n'entend plus que cris discordants, on ne voit plus que forces ennemies. Voix de l'Orient qui chante la luxure, voix de la Russie qui célèbre le schisme, voix de l'Allemagne qui prône le rationalisme, voix de l'Angleterre qui prêche l'hérésie, voix de la France qui exalte l'indifférentisme : voix de tous les peuples qui crient : haine à la foi antique et mépris au Sauveur du monde !

CHAPITRE XXVIII.

Des crimes des nations contre l'Église.

La religion a ici-bas pour organe l'Église catholique. Si donc les peuples abandonnent ou repoussent la religion, l'Église reste pour la défendre et la propager. Les orages ne l'étonnent ni ne l'émeuvent. Un vaisseau qui fend les ondes ne vogue pas avec plus de sécurité, sous un ciel pur, qu'elle ne met de calme à affronter la tempête. Société divinement instituée et gardant, avec les promesses de la vie présente, les promesses de la vie future, elle ne demande à la terre que d'être laissée au libre développement de ses institutions. Son fondateur lui a conféré le droit d'exister, le droit de se régir, le droit de sanctifier les âmes, le droit de posséder des biens, droits divins contre lesquels on ne peut élever aucune prétention fondée, observe Bossuet. Avec la reconnaissance de ses droits et la force de son établissement, l'Église sait démêler

toujours les vains sophismes de l'erreur, discipliner les passions, et résister, s'il le faut, aux brutales prétentions du despotisme. Mais quoi qu'on fasse, elle est reine; elle ne se résignera jamais au rôle infime de servante; elle revendique ses libertés, parce que avec la liberté elle peut présenter une noble main à son céleste époux et ouvrir un cœur fécond à la foule de ses enfants.

Quelle est donc, au milieu de l'apostasie des peuples, la liberté laissée à l'Église? Avant tout examen, on doit penser que l'état actuel des idées et des mœurs ne lui prépare que servitudes. Avec l'homme descendu à la condition d'animal lubrique et sensuel, l'Église ne peut être considérée que comme une ennemie, elle doit être poursuivie comme un censeur importun. Néron se cache donc sous le masque de Julien, et alors se concerte ce plan d'attaque qui caractérise les temps de décadence : l'attaque à la discipline, l'attaque à l'existence extérieure de l'Église, l'attaque à ses attributions temporelles, pour la réduire à n'être en ce monde qu'une chimère mystique et une abstraction vénérable.

On distingue dans l'Église enseignante le pape et les évêques : le pape, chef souverain de l'Église universelle; les évêques, successeurs des apôtres, pour gouverner les églises sous la principauté pontificale. Le pape est à la fois pontife et souverain, pontife par ses attributions spirituelles, souverain par les attributions temporelles qu'il remplit dans ses États, quelquefois dans toute la chrétienté. Nous considérons ici

le pape comme pontife et comme souverain, et les évêques comme coopérateurs de son pontificat. Ces distinctions posées, voyons quelle liberté est laissée aujourd'hui aux sièges épiscopaux et à la chaire apostolique.

I. Les droits du souverain pontife et sa suprématie spirituelle sont tellement sacrés dans l'Église catholique qu'ils forment l'essence même de la religion. Si l'on ôtait ce dogme fondamental, nous serions à peu près d'accord avec les Églises russe, grecque, orientale, etc., ou du moins les différends ne tomberaient que sur des points faciles à éclaircir, avec la bonne foi qui s'y prêterait de part et d'autre. C'est la suprématie pontificale qui forme le grand obstacle à la réunion, parce que nous y tenons, nous catholiques, comme à un point essentiel de la religion. Aussi les protestants nous appellent *papistes*, les russes *pontificaux*, et ils ont grandement raison : seulement ils se trompent de la manière la plus déplorable en donnant une signification injurieuse à un titre d'honneur, signe exclusif de la liberté et gage assuré de notre indépendance. Un peu d'urbanité leur donnerait plus de raison.

Il ne s'agit pas de démontrer ici ce point de notre foi, il suffit de rappeler que c'est pour nous un dogme fondamental. D'où il suit que gêner nos communications avec le saint-siège, ou gêner sa juridiction sur nous, c'est, par le fait, supprimer l'Église catholique ; et c'est ce que font la plupart des gouvernements, qui ne cessent de s'immiscer dans le régime intérieur

de l'Église et veulent la conduire à leur gré, sans s'occuper de l'autorité divinement instituée qui la dirige (1).

On arrive là d'un bond dans tous les pays où le prince est à la fois le chef de l'Église et de l'État. Son titre de pape laïque n'est rien autre que la négation pure et simple de la puissance pontificale. Encore cette extrémité d'audace a-t-elle sa compensation dans les excès qu'elle prévient; sans cela où serait la règle? On mettrait le Symbole en thèses et bientôt en chansons. Mais de là à vouloir imposer à l'Église la suprématie du prince, il y a tout un ciel, et on paraît ne pas s'en douter. Il faut que le catholicisme plie, comme ces religions souples qui s'accommodent à toutes les volontés. L'indépendance de ses allures déplaît. Ces pouvoirs ombrageux croient n'être rien, parce que d'autres aussi commandent. Une telle confusion d'idées forme seule une accusation grave contre une nation.

Dans les pays catholiques, où les pouvoirs temporels ont perdu leur caractère de service public et de puissance limitée, on *tend* également à empiéter sur la juridiction pontificale. Les actes des papes sont soumis au *placet* injurieux des gouvernements, et les actes des évêques doivent passer par la voie d'un *ministre des cultes* (titre funeste), qui ne sait souvent pas un mot de ce qu'il faudrait savoir, on ne dit pas pour leur rendre justice, mais seulement pour les comprendre. Les princes, bons juges en matière de con-

(1) Maistre : *Lettre sur l'état du christianisme en Europe*, § 4, n° 3.

venance, devraient savoir que pour un catholique, et surtout pour un prêtre, l'antichambre d'un ministre des cultes est, sans contredit, le plus grand des supplices, après toutefois, dit le comte de Maistre, celui d'avoir l'honneur de lui parler.

Quand on demande aux avocats du pouvoir civil la raison de ces mesures, ils vous répondent, avec une précieuse imperturbabilité, que le pouvoir ne peut autoriser la publication des pièces émanées de la chancellerie romaine, avant d'être assuré de leur innocuité. Si l'argument est péremptoire, on doit abolir le secret des lettres privées. En présence de ces inepties, on pense malgré soi à la folie du monarque éthiopien, qui fit pendre son cordonnier, dit l'historien Ragon, parce qu'il avait voulu faire sauter en l'air Sa Majesté, en creusant une mine... dans le talon de sa botte. Le vrai mobile de ces rigueurs tout à fait bysantines, c'est la manie de trancher du pontife, et ces empiétements, disons-nous, ne tendent à rien moins qu'à l'anéantissement du catholicisme.

Mais que les catholiques ne trouvent là rien qui étonne leur foi ou désespère leur courage. Rome n'est pas la capitale de l'Église triomphante, et les papes, dans leur ministère spirituel, ne représentent pas le Christ glorifié. Quand saint Pierre, épouvanté des fureurs de Néron, eut résolu de quitter Rome, il rencontra, au sortir de la ville, le Sauveur en personne : « Maître, dit l'Apôtre, où allez-vous ? — Je vais à Rome, répondit Jésus, pour y être crucifié. » Être crucifié est donc la vocation des papes. Le pontificat,

en effet, est la continuation de la vie et de l'œuvre de Jésus-Christ sur la terre ; or, la vie de Jésus-Christ ne fut que martyre, et sa mission fut de racheter l'humanité en mourant sur la croix. Aux papes donc de remplir après lui une vie de luttas et une mission d'angoisses. C'est là le secret de leur grandeur et la garantie de leur force. Quand les peuples, aveugles comme les Juifs, ont crucifié un pape, ce digne vicairé du Christ peut dire en toute vérité : *Et ego si exaltatus fuero a terrâ, omnia traham ad me ipsum.* (Joan. XII, 32.) Mais n'oublions pas que le sang du juste retombe sur le peuple coupable, de générations en générations.

II. En restreignant ainsi la liberté des pontifes, les rois ne nuisent pas seulement à l'Église, ils nuisent encore au christianisme en général, et compromettent par suite la stabilité de leurs États : ils ne sont que les domestiques couronnés de la révolution. La révolution prend l'attaque à ce point pour la continuer contre le domaine temporel des papes ; elle veut renverser ce vieux roi, hier inconnu, aujourd'hui maître du monde, qui trône au Vatican. « Rome, dit un évêque dont le zèle apostolique assure au siège de Poitiers un second saint Hilaire, Rome est son point de mire favori. Non-seulement elle y trouve un champ de bataille commode, à cause de la faiblesse matérielle de cet État, mais son instinct lui dit que ce théâtre de ses opérations a une importance particulière et décisive, attendu que cette ville, qui est le boulevard de la religion, est en même temps le rempart iné-

branlable de toute vérité, la forteresse séculière du principe de l'autorité et de tous les principes de la vie sociale (1). »

Le pape est chef de l'Église universelle. A ce titre, il est le principe et la base de la hiérarchie, la source de la juridiction spirituelle, le dépositaire et l'interprète de la foi, le gardien et le vengeur de la loi. Le pape doit donc être libre et indépendant, d'une indépendance souveraine, qui paraisse au dedans et au dehors, autrement l'obéissance et le respect qui lui sont dus seraient amoindris, et, inconvénient plus grave, l'exercice de sa puissance deviendrait impossible. Pour obvier à ces difficultés et ne point faire du miracle une ressource vulgaire de gouvernement, Dieu, par son grand ministre le temps, par ses coopérateurs ordinaires les Francs, a élevé le trône temporel des souverains pontifes. Cette royauté, commencée par Constantin, achevée par Charlemagne au moment où les nations modernes se fixent, s'établit sans dépasser violemment personne; elle est instituée à Rome, que sa position géographique et ses antécédents historiques désignent d'avance à cette dignité, et l'étendue des États qui lui sont attribués est telle qu'elle suffit à sauvegarder l'honneur et la liberté des papes, sans les jeter dans les embarras d'un gouvernement considérable, ni dans les rivalités d'intérêt avec les grandes puissances. De là résultent les avantages les plus précieux, pour l'Église d'abord, ensuite

(1) Mgr Pie : *Discours et instructions pastorales*, t. II. Instruction synodale sur Rome considérée comme siège de la papauté.

pour Rome, pour l'Italie, pour le monde, avantages qu'aucun inconvénient ne contrebalance au milieu des vicissitudes de l'histoire. En sorte que la puissance temporelle du saint-siège, par les circonstances qu'elle rappelle, les droits qu'elle représente et les désastres qu'elle conjure, s'impose à la reconnaissance non moins qu'à la raison éclairée.

Or, pour frapper au cœur la papauté sans encourir l'odieux que soulèverait la poursuite publique d'un tel but, la révolution méconnaît ses droits incontestables à la possession d'un domaine temporel, droits fondés sur l'acquisition la plus légitime et consacrés par la prescription la plus vénérable ; elle méconnaît les harmonies providentielles qui marquent l'établissement de ce pouvoir ; elle méconnaît ses bienfaits, qui éclatent comme le soleil. Ensuite elle relève çà et là quelques vices inhérents aux institutions humaines ; elle signale à la vindicte de l'opinion les administrations romaines comme un ensemble de cupidité basse et de lamentable inintelligence ; elle s'apitoie , avec une tendresse menteuse, sur les malheureux peuples qui en seraient victimes, et tout cela pour réclamer, au nom d'une chimère *d'unité italienne*, la déchéance du pape comme souverain et préparer par le discrédit la ruine totale de la papauté. Les pontifes romains, dit-on, seraient plus vénérables , si , jetant leur couronne , ils gouvernaient l'Église comme les premiers papes. Le miracle alors serait tellement palpable, que l'orgueil abjurerait ses erreurs, la faiblesse ses crimes, l'aveuglement ses ténèbres chéries, et le genre

humain entrerait à flots pressés au giron de l'Église. Tandis que ces vulgarités défrayent, devant l'opinion, la cause des agresseurs, on prépare, par voies secrètes ou manœuvres publiques, les révoltes qui doivent les traduire en événements; on agite les peuples et on les dit impatients du frein. L'ambition donne la main à la cupidité; la révolution ameute ses bandes et aiguise ses poignards. L'intérêt veut même attacher les souverains aux projets de la rébellion, et c'est à peine si l'on espère ne point voir porter encore sur le trône pontifical ces coups malheureux, qu'une solidarité nécessaire et un juste jugement de Dieu font toujours retomber sur le trône.

A ceux qui tiendraient nos craintes pour exagérées, nous rappellerons la récente levée de boucliers de lord Palmerston contre Pie IX, les paroles agressives portées à quelques tribunes parlementaires, les menaces proférées dans les journaux (1), et les menées poursuivies avec un redoublement de zèle par les *alliances évangéliques*. Ces haïnes qui cherchent des armes n'ont rien qui puisse nous surprendre. La haine contre la papauté a toujours été à peu près l'unique dogme des sectes dissidentes. Aujourd'hui, dit un prélat hongrois, nous sommes plus que jamais catholiques romains; par contre, ceux qui ne sont pas catholiques sont plus que jamais *antiromains*: c'est un parallélisme moral fondé sur de mystérieuses harmonies.

(1) Le *Morning-Post* disait il y a deux mois, (juillet 1858) : « Tous les signes du temps annoncent une guerre prochaine avec Rome; l'alliance de la Prusse nous est assurée pour cette campagne.

III. A cette attaque habilement perfide s'en joint une autre non moins profondément satanique. Avec un pape gardant le dépôt de la foi en exil, ou dans les chaînes, on voudrait des évêques transformés en magistrats civils, changés en fonctionnaires à papiers ecclésiastiques. S'ils refusent de se prêter à ces vues, qu'ils soient dépouillés, eux aussi, de toute attribution même sur le temporel des Églises, le royaume du Christ n'est-il pas hors de ce monde? Tel est le vœu secret, telle est la tactique adoptée; et cette tactique, elle est suivie avec une persistance qui étonne, marchant à son but, tantôt par des menaces et des sévices, plus communément par ces empiétements d'insignifiante apparence qui cachent toujours les desseins d'une ambition vivace. A tel point qu'un savant canonisme n'a pas craint de dire que ces envahissements des pouvoirs civils mettaient l'Église, presque par toute la terre, dans l'impossibilité d'exercer dans toute leur plénitude les pouvoirs spirituels qu'elle tient de son fondateur (1). Et un grand évêque à cru n'exagérer point en affirmant qu'aux plus mauvais jours du paganisme, le vieil empire romain, dans les intervalles qui séparaient les persécutions sanglantes, laissait à la communauté chrétienne plus d'autorité sur sa discipline extérieure et sur ses possessions temporelles que ne lui en reconnaissent la plupart des gouvernements modernes (2).

(1) Philips : *Du droit canon dans ses principes généraux*, t. III.

(2) Mgr Pie : Op. cit. *Instruction synodale sur les principales erreurs du temps présent*. On peut consulter également l'*Allocu-*

A ces autorités, dont il serait facile de multiplier le nombre, s'ajoute la preuve que fournit le spectacle même de la réalité. Si, depuis que l'Église existe, l'État, dans les rapports qu'il a naturellement avec elle, ne s'est approché qu'à de très-rares intervalles de l'observance exacte du droit divin, il n'est que trop vrai de dire que, de nos jours, il en est presque partout extrêmement éloigné. Nulle part il n'existe plus d'État catholique dans le sens véritable du mot, et, à l'exception de ceux qui portent encore ce nom, sans le justifier, l'Église se voit entourée de toutes parts de gouvernements dont elle est obligée de désapprouver le système religieux, sinon à cause des institutions en elles-mêmes, du moins pour les principes qu'elles consacrent relativement aux rapports de ces gouvernements avec l'Église et le catholicisme en général. Un coup d'œil rapide sur les divers États nous fera connaître, sous cet aspect, la situation religieuse.

Le paganisme et l'islamisme, le schisme et l'hérésie se partagent l'Asie et l'Afrique. C'est à peine si l'Église peut approcher du tombeau de son divin époux : il faut qu'elle en mendie l'accès à des schismatiques et à des musulmans. En Amérique, nous changeons d'horizon, non de perspective ; les quelques États vraiment catholiques font à peine ombre à côté de la grande conspiration contre la liberté du bien, person-

tion du Souverain Pontife au consistoire du 9 décembre 1854, et les *Cas de conscience politique* (1^{re} série), par Mgr Parisis, évêque de Langres.

nifiée dans l'Église. Le Pérou a son Fébronius dans le docteur Vigil et ses Joseph II sur le fauteuil de la présidence. Le Chili compte dans ses assemblées une majorité favorable au propagandisme protestant. La Nouvelle-Grenade a sapé par la base le majestueux édifice de l'ordre hiérarchique, ôté aux évêques l'exercice de leurs pouvoirs, aux séminaires leur indépendance, aux églises leurs biens. Cuba supprime les instituts monastiques, postes avancés de la foi et de la civilisation. Le Mexique *répartissait* hier les propriétés de ses Églises. Enfin, aux États-Unis, si l'égalité des cultes est inscrite dans les codes, l'oppression fanatique des sectes se glisse partout, grâce à la facilité de la loi : de la Floride au Maine et de la Californie à l'Atlantique, la ligne tracée par l'intolérance est aussi perceptible que ses effets sont désastreux (1).

En Europe, la situation des catholiques est toujours des plus précaires dans les États du sultan, du czar et des rois scandinaves. Si Constantinople, tiraillée par la politique, reconnaît, par deux hatt-humaïoum, nos droits les plus sacrés, le fanatisme de la Mecque rend illusoire cette reconnaissance. Si la Russie se proclame tolérante dans ses lois, son ambition secrète la pousse, avec une hypocrisie sanguinaire, à l'anéantissement de toute liberté chrétienne. La Suède et le Danemarck excluent les catho-

(1) Eyzaguirre: *Le Catholicisme en présence des sectes dissidentes*. L'auteur de cet important ouvrage raconte les faits que indiquons avec l'autorité que donne une immense érudition servie par des talents supérieurs.

liques des fonctions civiles et politiques, et la Norvège ne les y reconnaît aptes que grâce à l'énergique persévérance du storthing. Mais ce qui dévoile plus manifestement l'hostilité cachée de ces Etats contre l'Eglise, ce sont les peines portées contre ceux qui ont le courage de rentrer dans son sein. En Turquie la conversion d'un mahométan et le retour d'un renégat sont également punis de mort. En Russie, l'abjuration d'un grec schismatique est suivie de la perte de tout emploi, de la confiscation et souvent de l'exil. En Danemarck et en Suède, l'apostasie de la *pure doctrine évangélique* entraîne l'expatriation forcée et la déchéance de tout droit civil. Enfin, pour expliquer ces violences, dans toutes ces contrées, le prince est à la fois chef de l'Eglise et de l'Etat, le maître des âmes et des corps, le pape et l'empereur. Comment ne poursuivrait-il pas de sa haine cette Eglise qui lui dit : César, à toi le temporel, à moi le spirituel ; à toi l'administration extérieure, à Dieu les consciences !

Comme contraste à opposer à ces Etats du Nord, on peut citer les Etats du Sud où la religion catholique est seule autorisée. Dans ces Etats cependant les ambassadeurs étrangers d'une confession particulière, et les résidents de leur nation jouissent de la protection des lois et de la liberté du culte domestique. D'ailleurs, même dans ces Etats, le mauvais génie de l'oppression pousse les pouvoirs à empiéter sur l'Eglise. L'Espagne, lâchement infidèle à son concordat, pillait naguère ses églises ; le Piémont,

jaloux de la bienveillance protestante, suit à grands pas le chemin du schisme ; la Toscane garde ses lois léopoldines dont le saint-siège vient de mettre à l'index la défense ; et la monarchie sicilienne elle-même se prévaut d'un vieux titre de légat *qu'elle tient de la chaire apostolique*, pour exercer, *contre la chaire apostolique*, des actes de juridiction spirituelle dans un certain cercle d'affaires.

En Angleterre, dans la libérale Angleterre, où l'on manque de chaînes administratives parce qu'on croyait avoir exterminé les catholiques, on oppose aux triomphes de l'Eglise les saturnales d'une populace immonde. En Allemagne, comme en Angleterre, les temps sont passés où l'on envoyait les catholiques à l'échafaud à cause de leur croyance ; mais les princes donnent à l'Eglise des règlements qu'on peut appeler la grande charte de la tyrannie. Enfin la Suisse, livrée à un radicalisme sauvage, paraît avoir juré l'anéantissement définitif de l'Eglise dans la patrie de Guillaume Tell.

En France, l'exercice du culte est réglé par le concordat. Ce traité ratifie des concessions avantageuses pour l'Etat et souvent onéreuses pour l'Eglise ; cependant tel qu'il est, il suffit aux vœux des catholiques, puisque Rome a voulu le souscrire. Mais ces concessions ne devaient pas satisfaire l'inexplicable ambition de l'Etat. Vinrent les articles organiques que le saint-siège a toujours repoussés, parce qu'ils sont, dit un évêque, *la désorganisation audacieuse du concordat* ; vint le décret concernant l'adminis-

tration des fabriques, dont la seule promulgation, dit le même prélat, accusé un empiétement manifeste ; et puis à des intervalles divers survinrent une foule de pièces tendantes, la plupart, à séculariser l'Eglise. Toutes ces dispositions réunies forment, dit le cardinal Villecourt (1), un ensemble indigeste de lois permissives, préceptives ou prohibitives, de lettres interrogatives ou explicatives, d'arrêts comminatoires ou conciliants, de circulaires publiques ou confidentielles, licols législatifs, nœuds-coulants administratifs, continue Rohrbacher, qui jettent l'Eglise dans une servitude à la turque. En sorte qu'un savant prélat a pu dire en toute vérité : « En France, est-il possible depuis un demi-siècle de citer un seul moment où la liberté religieuse ait été sincère à l'égard des catholiques ? Je ne le pense pas. Peut-être pourrait-on citer comme une ère de liberté les quelques jours ou plutôt les quelques moments écoulés entre la signature du concordat et la publication des articles organiques qui constituent l'esclavage de l'Eglise. Hors de là, tout ce qui s'est fait sous les divers régimes a toujours eu pour but d'asservir l'Eglise. Que la religion catholique soit la religion de l'Etat ou la religion de la majorité, elle est toujours la religion dont on semble redouter le succès et vouloir modérer l'influence (2). »

(1) *La France et le pape* ; et Hist. univ., t. XXVIII.

(2) Mgr Rendu, évêque d'Annecy : Lettre à M. de Montalembert à l'occasion de son livre *des Intérêts catholiques au dix-neuvième siècle*. On peut consulter encore la savante et courageuse brochure *des Empiètements*, publiée par Mgr Parisis.

Le croirait-on ? Ces rigueurs de la loi n'ont point suffi, il a fallu y joindre tous les caprices de la violence. Après avoir parcouru les Etats pour y étudier ce qu'on appelle, par une dénomination digne de la chose, le droit *civil ecclésiastique*, comme on disait à Bysance *nomo-canon*, recueillons-nous et écoutons les bruits du siècle. Pas une voix d'hérétique, pas une voix de dogmatiseur libertin, silence complet. Mais il s'agit des droits de l'Eglise à une existence autonome, libre, respectée : quel chœur de réprobation et quel concert d'attaques ! C'est le Souverain-Pontife traîné en captivité ou chassé de ses Etats ; c'est le cardinal Wisemann, c'est l'évêque de Gand exécutés en effigie ; ce sont les archevêques de Cologne et de Posen jetés en prison ; c'est l'évêque de Limbourg traduit en Cour d'assises ; ce sont les archevêques de Turin et de Cagliari, les évêques de Lausanne, d'Osma, de Barcelone et de Cadix chassés en exil ; c'est l'archevêque de Fribourg, gardé à vue dans son palais épiscopal ; et, pour couronner dignement ce tableau, l'archevêque de Bogota mourant, en vue de Rome, sur une terre étrangère.

Que serait-ce si je parlais de l'autocrate persécutant ses sujets catholiques avec la duplicité d'un Grec et la violence d'un Tartare ; si je parlais de rois s'ingéniant à enlacer l'Eglise dans les liens d'une administration savamment tyrannique ; si je parlais des évêques abreuvés d'avanies, découragés par des oppositions tracassières, arrêtés par l'inertie d'un mauvais vouloir qui se déguise, ou simplement taquinés

par ces légères vexations qui caractérisent la malignité de l'impuissance? Que serait-ce enfin si, descendant la hiérarchie, pour arriver aux fonctionnaires subalternes et au clergé inférieur, je découvrais des manœuvres dont la bassesse révolte et dont le but déconcerte?

Durant trois siècles et plus, les martyrs du Christ, amenés dans le cirque, passèrent devant la loge impériale, disant à César toujours respecté d'eux : *Cæsar, morituri te salutant!* Et refusant d'introduire dans les dogmes des catacombes les dogmes de l'empire, ils sont morts; mais l'Eglise qu'ils représentaient n'est point morte. Elle est venue s'asseoir en face de César, devenu son humble enfant, et César a été fort par elle. Bientôt cependant il a cru que sa force était de lui, et il a refusé le concours de l'Eglise pour ne plus subir son autorité. Il a chancelé alors et le voilà descendu à son tour dans l'arène. Il passe, ne sachant où il va; il passe, encore couvert de pourpre et d'or, injuriant cette vieille reine, douce comme au jour de ses tristesses, paisible comme au jour de ses splendeurs. Elle le regarde avec compassion et lui offre la paix; il la regarde avec colère et lui montre son glaive mutilé : *morituri te blasphemant!* Et c'est pourquoi César ne reviendra plus, quel que soit César. Mais pour l'Eglise, ne craignez pas. La parole, qui demeure quand tout passe, a prononcé l'arrêt d'En Haut; elle a dit pour tous les siècles : *Ayez confiance, j'ai vaincu le monde* (1).

(1) Louis Veuillot : *Mélanges*, t. I, le Christianisme et la démocratie.

CHAPITRE XXIX.

Des crimes des nations contemporaines contre la famille.

On dit qu'en de certains pays la femme est encore l'esclave de l'homme : enfant, elle est esclave de son père; épouse, elle est esclave de son époux; mère, elle est esclave même de ses enfants. Dans cette vie de servitude, elle doit porter avec tristesse le poids de sa condition, surtout aux instants solennels de l'existence. Au moment du mariage, par exemple, elle est vendue comme une vile marchandise et, pour qu'elle n'oublie pas son abjection légale, son acheteur la conduit, la corde au cou, dans ce qu'on appelle ailleurs le sanctuaire domestique. Là, ce n'est pas un sanctuaire, c'est une sorte d'étable destinée au bétail, au bétail humain. Un troupeau de femmes est entassé. Le tyran qui les tient dans cette prison conjugale en tire de temps à autre une de ses captives. Ses passions satisfaites, il la renvoie à la garde des eunuques

et la laisse se flétrir dans une corruption infâme. Ainsi s'écoule la vie de ces misérables créatures :

O voi ch' intrate, lasciat' ogni speranza !

Telle est la condition de la femme dans toutes les contrées que le christianisme n'éclaire pas de son flambeau, et telle on devra la rencontrer, proportion gardée, dans tous les pays où baisse l'esprit du christianisme. La raison s'en présente d'elle-même. L'homme a reçu la force en apanage ; la femme a la faiblesse, c'est son lot ; tous deux sont rapprochés par de douces sympathies qui éveillent et déchaînent bientôt la plus violente des passions : passion désordonnée qui rend l'homme égoïste, lâche et cruel ; passion infâme que l'homme n'ose avouer, même quand elle peut lui assurer une satisfaction légitime, parce qu'elle le ravale à la condition de la bête. Si cette passion est réprimée, l'époux est généreux et l'épouse soumise ; si elle est affranchie, l'homme n'est plus qu'un tyran brutal, et la femme une esclave qui tremble, en murmurant, sous le fouet du maître. La civilisation tient donc, en dernière analyse, à la lutte contre la concupiscence de la chair. Or, le christianisme est la seule religion qui ait osé l'atteindre et qui ait su la dompter. Toutes les autres religions, convaincues de fausseté à ce seul signe, ont transigé avec le membre infâme ou cédé au torrent de ses fureurs. On peut même affirmer, sans manquer au respect dû au genre humain, que les religions fausses ne sont que la conquête de ses révoltes. Le plaisir

sensuel a toujours été l'engrais de l'incrédulité et toutes les erreurs célèbres ne sont que des exhalaisons du libertinage.

On doit donc reconnaître dans l'apostasie générale de l'Europe le triomphe du sens infâme. Au défaut de la logique, l'histoire éclairerait de sa lumière les fangeux arcanes de la révolution. Qu'étaient ces prétendus génies qu'on ose encore proclamer libérateurs de la pensée et rédempteurs des peuples? Qu'étaient Luther, Calvin, Zwingle, Henri VIII, Élisabeth, Rousseau, Voltaire et cent autres? D'ignobles débauchés. Luther affecte dans son langage les mots orduriers et souille de scandales sa robe d'apostat. Calvin porte sur l'épaule la fleur de lis de la sodomie. Zwingle laisse un monument écrit de sa lâcheté. Henri VIII avoue toutes ses faiblesses. Élisabeth, la reine vierge que Shakspeare nomme par antiphrase *la belle vestale assise sur le trône de l'Occident*, eut, au rapport de Lingard, sept amants en titre. Voltaire pratiquait avec des marquises la religion de la nature. Enfin, Rousseau se vante, avec un cynisme imperturbable, d'avoir laissé des bâtards dans tous les pays où le porta son aventureuse misanthropie. Ce sont là les coryphées du monde moderne et les réformateurs de vingt peuples.

Au reste, les faits parlent assez haut. On a vu la décadence des mœurs, l'affaiblissement de la religion et les servitudes de l'Église. On peut voir les orgies du luxe et les débauches du théâtre. Ce sont là des faits, et ces faits ont des causes morales. Nos convictions reposeront sur une base plus ferme encore en

recherchant quel est l'état de la famille, particulièrement en Europe.

I. Et, d'abord, comment se prépare-t-on au mariage ? et comment vit-on dans le célibat ?

A cette question, deux chiffres répondent, le chiffre de la prostitution et le chiffre des enfants naturels. Paris, cette ville envasée de voleurs et de prostituées, dont le tiers doit la vie au libertinage et dont la moitié meurt à l'hôpital, disait Marat, Paris voit chaque nuit ses rues inondées d'un déluge de filles publiques et les passants appréhendés au corps, même en plein jour.

Londres, la métropole du protestantisme, compte, au rapport du docteur Eyzaguirre, de cent à cent vingt-cinq mille filles publiques. Ces chiffres parlent sans commentaires ; deux mots d'explication en feront encore mieux saisir la portée. A voir le luxe insolent des courtisanes, on doit conclure que leur ignoble métier est lucratif et, pour qu'il le soit à ce degré, il faut que la vente quotidienne de la pudeur ait, en nombre suffisant, des chalands plus vils encore que les prostituées. En défalquant de la population totale des villes les vieillards, les enfants et les femmes, que reste-t-il à inscrire sur les listes de l'honneur ?

La prostitution des villes est stérile, le libertinage des campagnes donne le jour aux enfants naturels. D'après les documents officiels, le nombre de ces malheureuses créatures s'élève par an pour la France

à une moyenne de soixante-dix mille ; de 1800 à 1835, on en compte un total de deux millions cent vingt-trois mille. L'abbé Gaillard, dans ses *Recherches sur les enfants trouvés*, estime qu'on en admet environ trente-trois mille par an dans les hospices. En admettant ce chiffre, voici quel a été le développement des admissions :

En 1809	70,000
En 1819	100,000
En 1829	115,000
En 1833	129,000

Ce progrès s'explique en partie par l'accroissement de la population ; mais comme il le surpasse, il doit être imputé aux mauvaises mœurs. Les dépenses d'entretien se sont élevées ainsi de quatre à neuf millions. L'Angleterre, avec une population moindre de moitié, consacre à cette dépense dix-sept millions, et l'avortement y passe front levé sans craindre les tribunaux, et l'infanticide s'y pratique sur une assez grande échelle pour que la seule ville de Léd, digne rivale de Gomorrhe, ait vu commettre en une même année trois cents crimes de ce genre.

Aux Indes, l'incontinence britannique a créé un peuple d'Eurasiens, ainsi nommé pour rappeler qu'il doit le jour à des pères européens et à des mères asiatiques : peuple qui dépasse aujourd'hui des centaines de mille et que condamnent à une irrémédiable misère les castes oppressives de l'Asie et l'impudent libéralisme de l'Europe.

Aux États-Unis, depuis la prédication du *libre-amour*, on peut lire dans les journaux des annonces comme celle-ci : « Un tel et une telle se proposent de vivre ensemble maritalement sans qu'intervienne la commune ou la paroisse ; ils ne seront unis que par leur sympathies et se sépareront suivant leur bon plaisir. » C'est juste ce que pratiquent, depuis la création, les bêtes au fond des bois ; mais on ne s'était jamais avisé de l'annoncer à son de trompe. O cynisme de la corruption !

II. Maintenant comment se contracte le mariage, et quelle force est reconnue aux liens qui l'ont formé ?

Le mariage n'est pas un simple contrat d'homme à femme, c'est un sacrement, et ce sacrement doit être reçu avec les dispositions que commandent les graves intérêts qu'il protège. Hélas ! que nous sommes loin de cet idéal ! Le sol de l'Europe porte un Etat qui garde le mariage polygame et le maintient à l'état de vil marché : c'est la Turquie. Les Etats protestants ont tous enlevé au mariage sa dignité de sacrement ; ce n'est plus pour eux qu'un contrat imposant réciprocité de charges. Dans un certain nombre d'Etats catholiques on a séparé le mariage civil du mariage religieux, et il se trouve de lâches chrétiens qui ne se présentent même pas au prêtre ; ou bien, et c'est le cas le plus ordinaire, les futurs époux ne se présentent qu'avec des dispositions notoirement insuffisantes et posent ainsi le sacrilège

comme pierre angulaire de la famille. Enfin on retrouve presque partout ce trait de mœurs, que si l'époux n'achète pas sa femme en réalité le père la vend : ce n'est pas l'épouse qu'on prend, c'est la dot ; l'héritage en perspective est le proxenète invisible qui pourvoit aux unions :

Virtus post nummos, quærenda pecunia primum.

Le mariage contracté doit unir irrévocablement les époux ; c'est l'ordre de Dieu : *Quod Deus conjunxit, homo non separet* (). La grande majorité des Etats européens, cédant au torrent des passions, ont violé cet ordre et proclamé le divorce. Le protestantisme allemand a toujours fait d'un fameux discours de Luther sa charte matrimoniale ; le protestantisme du Nord ne s'inspire pas à d'autres sources ; l'Angleterre vient de suivre leur exemple ; et de tous les Etats protestants de l'Union américaine, un seul, la Caroline du Sud, a résisté jusqu'ici à l'entraînement. Or, qu'est-ce que le divorce sinon l'adultère en espérance d'abord, ensuite en pratique. Inscrire dans un code la faculté de la rupture, c'est exciter les époux mécontents à chercher dans le crime un moyen de séparation. Convoler ensuite à de secondes noces, et on ne se sépare guère pour un autre motif, c'est transporter le mariage dans l'adultère. De là bientôt dans les mœurs un ébranlement général, car un homme ou une femme qui ont connaissance charnelle avec deux époux actuellement vivants ont déjà

perdu toute pudeur. La pudeur est la mère et la gardienne de toutes les vertus ; sa ruine déchaîne toutes les passions. Alors les peuples tombent dans cette atonie morale, ce marasme intellectuel et cette dégénérescence physique, châtiment nécessaire du désordre en matière conjugale.

Tels sont les principes, voici les faits.

En France, un homme longtemps considérable par sa situation, célèbre comme directeur d'un journal et ayant hautement aspiré au rôle de premier ministre, a cru pouvoir publier et signer de son nom un plan de réorganisation sociale dans lequel il propose, pour améliorer les mœurs, une vaste institution civile supprimant le mariage et mettant à sa place en vente, à prix comptant, et par devant notaire, ... la pudeur des femmes !

Dans cette même France, terre catholique s'il en fût, des poètes sans cœur poursuivent avec une opiniâtre impudence la réhabilitation de l'adultère ; et une cohue de réformateurs sans vergogne s'en viennent, après dix-huit siècles de christianisme, ou prôner le divorce, ou préconiser les impudicités phalanstériennes et la promiscuité communiste !

En Angleterre, la loi sur le divorce commença à produire les funestes effets de démoralisation qu'engendre d'ordinaire le mépris de toute loi primordiale. En un seul jour neuf mariages ont été rompus au nom de la reine. Parmi les unions dont la dissolution a été prononcée récemment, on remarque celle

du romancier Ch. Dickens, qui avait eu de son mariage un grand nombre d'enfants. Les législateurs, en formulant cette loi, voulaient que ses *bienfaits* s'étendissent à toutes les classes de la société : leur vœu est exaucé, car on a vu parmi les aspirants au libre-amour des cochers de fiacre et des agents de police. Les protestants d'Irlande, je ne dis pas irlandais, semblent impatients d'avoir aussi à Dublin une cour de divorce. Plaise à Dieu qu'on épargne cette honte à la catholique Irlande !

En Prusse, on compte en moyenne trois mille divorces par année. Les progrès de la dissolution y sont assez alarmants pour que la législature se soit occupée, à différentes reprises, du rétablissement de l'unité du mariage.

En Suède, les feux de l'impureté sont plus vifs que les feux du soleil. La fête du plus grand jour de l'année voit se renouveler les orgies des Bacchanales. Le divorce, très-commun parmi les personnes aisées, donne lieu, dit Eyzaguirre, à mille aventures qui, après avoir blessé la morale des familles, outragent celle de la société tout entière. Le protestantisme abrite en ce pays, sous le manteau du divorce, la conduite la plus injurieuse aux principes de l'Évangile ; et sans qu'il soit nécessaire d'ajouter foi aux anecdotes qui se colportent dans les cercles ni à celles qui se racontent à l'étranger, on ne saurait nier que les époux ne se séparent avec la facilité la plus grande pour passer à de secondes nocés, dans lesquelles un ami prendra peut-être

la femme que son ami vient de quitter, et réciproquement. Voilà un échange autorisé par le protestantisme!

Aux Etats-Unis on trouve, du Wisconsin au Massachusetts, les sociétés abolitionnistes d'*amalgamation*, les conventions des droits de la femme, les *bloomers*, les cercles spiritualistes et les clubs du libre-amour. A Saint-Louis, deux cours de justice ont reçu le pouvoir de séparer ceux que Dieu a unis; chaque cours tient deux sessions, et à chaque session il y a de nombreuses demandes. Les lois du Missouri sont encore moins relâchées que celles de l'Iowa. Dans ce dernier Etat, outre les nombreuses causes de divorce spécifiées au Code, une clause finale autorise le juge à prononcer la dissolution du mariage lorsque, *dans son opinion*, il croira le divorce convenable.

A Cincinnati, dans l'Ohio, il y avait pour la première cession de cette année 1858, cent cinquante-sept demandes de divorce. La facilité des lois fait de l'Indiana le Botany-Bay des mauvais maris et des femmes coupables. La condition morale de la Californie est encore moins satisfaisante: chaque jour, et nous prenons cette expression à la lettre, chaque jour y voit se rompre plus de mariages qu'il ne s'en forme. Et brochant sur le tout, les déserts de l'Utah, qui abritent la polygamie mormone. Si les choses continuent à marcher sur ce pied, les cours de justice ne suffiront pas longtemps pour *démarié* ceux qui se seront mariés précipitamment. On pré-

tend même que l'opposition des sénateurs aux mesures du président contre les mormons, provient de leur sympathies pour le concubinage. Le mormonisme serait un tronc que l'on ne veut pas déraciner, parce que l'on espère y greffer des institutions de même nature, à l'usage des réformateurs sociaux de la nouvelle Angleterre.

III. Là où la loi, restée chrétienne malgré la décadence des mœurs, a maintenu l'unité du mariage, la vie conjugale, vie sainte quand elle est pure, est souillée d'une corruption désespérante. On cite d'autres pays que la Suède, où le prêt des femmes se pratique avec non moins d'audace que dans la Rome républicaine de Caton. Les grandes villes voient des époux s'affranchir d'un commun accord des devoirs de la fidélité : la jalousie, le dernier des sentiments qui s'éteigne au cœur des époux, est morte dans ces cœurs flétris. Dans certaines provinces, le crime de bestialité est d'une fréquence notoire. Enfin, il est partout un crime qui éclipse les autres, c'est celui qui frustre le mariage de sa fin principale. A l'époque de leur union, les époux s'étaient promis de donner le jour à un enfant, à deux en cas de surprise. Quand ces enfants sont passés de néant à vie, la société conjugale sert de manteau à un libertinage secret qui tue dans leur germe les enfants à naître. On a trop soif de jouissances pour consentir à élever sa progéniture. Qu'un enfant, indiscret dans sa conception, menace de forcer les portes de la vie, la violence saura bien

éteindre en lui les premiers souffles(1). En cas d'insuccès, la thérapeutique n'a-t-elle pas des compositions précieuses pour garantir l'équilibre entre la population et les subsistances ?

Qui donnera de l'eau à ma tête et à mes yeux une fontaine de larmes pour pleurer, comme il convient, d'aussi criminels attentats ! Dieu avait dit : « Croissez et multipliez. » En laissant au flot des générations son libre cours, la famille restait sainte et, parce qu'elle était sainte, la croissance de la population trouvait son correctif dans le nombre simultanément progressif des vocations religieuses. C'était une harmonie commencée par des vertus achevées par des bienfaits. Maintenant que les âmes sont ensevelies sous la matière, l'homme, au milieu de ses débauches, se dit : « Non, je ne croîtrai pas ; non, je ne multiplierai point. » Le mariage est frappé d'une stérilité volontaire : plus que de rares vocations, plus que des bras dégénérés pour porter l'épée, manier la hache et conduire la charrue. C'est un désordre qui commence par un crime et qui se consommera dans de sanglantes catastrophes. Quelles terribles leçons seront nécessaires pour nous apprendre ce que nous avons voulu oublier !

On comprend que de tels mariages ne peuvent être bénis de Dieu et jouir des bienfaits de la paix. En

(1) Le nombre des enfants morts-nés est, en France, de trente à trente-cinq mille. Les économistes ont constaté une correspondance frappante entre la corruption des mœurs et les progrès de ce fléau. — Voir : *De la vocation dans la vie commune et dans le célibat*, par Mgr l'évêque d'Hésébon.

France, pendant les années 1837, 1838 et 1839, le nombre des demandes en séparation de corps s'élevait à 2,222, dont 601 d'individus appartenant à des professions libérales. En 1840, 940 nouvelles demandes occupaient les tribunaux; en 1841, ce chiffre, toujours en progrès, s'élevait à 987.

En présence de ces scandales, les ouvriers, avec leur grossier bon sens, concluent à l'inutilité du mariage. Tandis que les tribunaux accueillent des demandes en séparation, la Société charitable de Saint-François Régis s'applique à légitimer les unions désavouées par la morale. Depuis 1826, époque de sa fondation jusqu'à 1858, elle a ramené à la religion environ dix-huit mille ménages et réhabilité à peu près seize mille enfants. Ici du moins, grâce à Dieu, nous ne découvrons la plaie que par sa guérison.

Mais on donnera une éducation convenable à la rare jeunesse, que la mollesse contemporaine n'a pas dédaigné d'admettre au banquet de la vie. Le zèle des parents trouvera dans la soumission des enfants une douce récompense. On aura des vertus. — Détrompez-vous. La famille est comme ces fruits que la pourriture dévore dès qu'un ver les a touchés; la corruption des mœurs l'envahit dans toutes ses parties. On a tant prôné l'égalité, que les supériorités naturelles ont paru elles-mêmes une usurpation, et les parents ont cru rentrer dans l'ordre en renonçant à leur autorité, comme les nobles à leurs titres. Ensuite la foi religieuse venant à diminuer, les hommes, oublieux de Dieu, n'ont plus compris la dignité

paternelle ; ils ont méconnu le caractère sacré que lui donne la délégation divine. Abandonnés à eux-mêmes, ils flottent entre les excès de la faiblesse et de la violence, et la famille, au lieu d'être gouvernée par la justice, est abandonnée aux caprices des passions. Dès lors, les devoirs des enfants ne sont pas mieux remplis que ceux des parents. La révolte cachée ou publique prend la place de l'obéissance ; le désir de l'indépendance s'exalte dès le bas âge ; la jeunesse, l'enfance même, deviennent impatientes du frein de la discipline et des rigueurs salutaires de la loi. Quand ces désordres désolent la famille, ils passent bientôt dans l'État ; car le gouvernement civil s'affaiblit, dès que le régime paternel se relâche. La mauvaise éducation des enfants a donc produit de mauvais citoyens, et l'ébranlement de la famille, après avoir préludé aux troubles de la société, assure aujourd'hui leur permanence.

Cicéron pourrait encore écrire à Atticus : voyez de quelle mort ignoble nous périssons : *Ecce quam vili morte perimus !*

CHAPITRE XXX.

Des crimes des sociétés modernes contre la société politique :

1^o Dans l'organisation des pouvoirs.

Les seuls attentats des sociétés modernes contre la religion et l'Église suffisent, et au delà, pour envelopper l'avenir d'incertitude. Dieu n'a point créé l'homme pour cette terre, mais pour le préparer sur cette terre à la félicité du ciel. Si donc les enfants des hommes se révoltent et empêchent même les enfants de Dieu de servir leur Père, ce grand Dieu doit confondre les œuvres du crime et briser les entraves de la violence. Les attentats contre la famille, autre base essentielle de la société, ajoutent à ces sujets de crainte de nouveaux motifs d'épouvante. Que sera-ce si l'ordre divin des principes sociaux n'est pas conservé ? La société, en effet, a reçu de Dieu les principes naturels de sa constitution, et, quand Jésus-Christ est venu restaurer toutes choses, à ces principes il a ajouté des perfectionnements qui rattachent

à l'Église les sociétés temporelles. Une nation élevée, par la profession du christianisme, à l'ordre surnaturel trouve donc dans la foi, le lien essentiel de ses membres et la base nécessaire de ses institutions. Le plus grand malheur qui puisse lui arriver est de tomber de ces hauteurs, de redescendre, comme nation, à l'état païen, n'ayant plus qu'un symbole humain imposé par l'homme à d'autres hommes, où l'on retrouve à peine, mais sans unité et sans autorité, des lambeaux de christianisme. Un peuple qui en est là voit bientôt ses institutions trembler et ses membres se disjoindre. La forte éducation à laquelle l'Église l'avait soumis avait donné aux esprits de hautes idées, aux cœurs de nobles sentiments, à l'activité une infatigable énergie. La direction de l'Église manquant à ces forces, elles restent sans guide, sans objet, sans terme : réglées par le christianisme qui les avait fait naître, elles eussent été de puissants instruments pour le bien ; dévoyées maintenant et emportées par la fureur des passions, elles ne peuvent plus qu'amener d'incomparables désastres.

On peut considérer dans la société trois choses : la constitution des pouvoirs, les libertés reconnues aux sujets et les rapports qui unissent les sujets jouissant de telles ou telles libertés au pouvoir, s'exerçant d'après tels ou tels principes. Dans la constitution des pouvoirs on doit distinguer : premièrement la condition morale de l'autorité, secondement la distribution hiérarchique de la puissance pour la parfaite administration de la chose publique : nous l'étudions

sous ces deux aspects. Enfin ces questions peuvent être prises à deux points de vue : au point de vue des principes et au point de vue des conséquences : au point des principes, la discussion porterait sur le droit public et sans doute, en se tenant dans une sage réserve, la discussion serait permise, nous voulons cependant nous l'interdire : nous constatons seulement les principes reconnus, nous déduisons ensuite les conséquences qui nous paraissent cacher un danger public et confirmer les vues de cet ouvrage.

I. En principe de droit chrétien, le pouvoir vient de Dieu par le peuple ; a pour objet le bien matériel subordonné au bien spirituel ; pour limites les droits des individus et des familles, les privilèges des différentes classes de citoyens et les prérogatives de l'Église ; et, dans ses rapports avec les sujets, est soumis à l'obligation de rendre facile l'œuvre de leur salut. Est-ce d'après ces grands principes que sont constituées les sociétés modernes ? Question délicate qui trouvera sa réponse dans le parallèle des doctrines catholiques avec les doctrines de la politique contemporaine. Cette voie nous est ouverte par une encyclique célèbre du pape Grégoire XVI ; nous irons donc sans crainte dans ces sentiers périlleux en marchant à la lumière de la parole apostolique.

« Que tous les pouvoirs considèrent, dit l'auguste pontife, que suivant l'avis de l'Apôtre, *il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu ; que celles qui existent ont été établies de Dieu ; qu'ainsi celui qui ré-*

siste à la puissance résiste à l'ordre de Dieu, et ceux qui résistent, s'attirent la condamnation (1). Cette voix, qui jadis remuait l'Europe, ou n'est plus comprise ou n'est point écoutée. D'un bout de l'Europe à l'autre il y a comme une conjuration contre le *droit divin* du pouvoir entendu dans son sens catholique. A la place de l'autorité divine, ayant pour représentant la principauté pontificale et donnant par elle le baptême aux pouvoirs, on a élevé la souveraineté du peuple ne relevant de Dieu que d'une manière vague ou s'érigeant en puissance absolue, comme si l'humanité était l'incarnation permanente de Dieu. Dès lors le pouvoir perd son caractère divin ; il ne descend pas du ciel, il monte de la terre ; à la force de son droit se substituent les volontés changeantes d'une multitude aveugle ; le prince est un jouet, le régicide un acte héroïque ; pour éviter le despotisme on se précipite dans l'anarchie, et la société, qui ne peut reposer que sur le dogme de *l'origine divine du pouvoir*, rendue impossible par la condition précaire de l'autorité, va s'engouffrer à toutes voiles dans l'abîme des révolutions.

L'histoire éclaire ces déductions d'une lueur sinistre. Depuis soixante-dix ans la France a vu *douze fois* son gouvernement renversé, et l'Europe a vu *soixante trônes* rouler dans la poussière. A peine un sceptre est-il remis à des mains sûres, que des prétendants, qui se croient des droits à le porter, s'efforcent de le

(2) Encyclique *Mirari vos* du 15 août 1832, contre les erreurs du journal *l'Avenir*, publié par l'abbé de Lamennais.

rejeter sous les pieds de la foule pour le saisir à l'improviste et rallumer le flambeau de leur puissance. Ces scandales princiers trouvent des imitateurs et quelquefois des coopérateurs dans les associations d'assassins dont le but est d'égorger les rois. Que ces trames de haut et de bas étage échouent, les conspirateurs sont de vils criminels; que leurs complots réussissent, on les transforme en héros. Chose plus désastreuse, ceux dont la tête est vouée aux dieux infernaux de la Révolution paraissent fermer les yeux sur le péril ou manquer d'énergie dans la répression, comme s'ils doutaient du droit de Dieu qui les institue et de l'autorité du Christ qui les consacre. Lamentables faiblesses et criminels desseins qui couvrent d'avanies la souveraineté et appellent, par l'avilissement du pouvoir, de cruelles vengeance.

« Que les pouvoirs considèrent, continue le pontife, que leur autorité leur a été donnée, non-seulement pour le gouvernement temporel, mais surtout pour défendre l'Église, et que tout ce qui se fait pour l'avantage de l'Église se fait aussi dans l'intérêt de leur puissance et de leur repos. Qu'ils se persuadent même que la cause de la religion doit leur être plus chère que celle de leur trône, et que le plus important pour eux, pouvons-nous dire avec le pape saint Léon, *est que la couronne de la foi soit ajoutée de la main de Dieu à leur diadème.* » En réponse à ces avertissements paternels, la plupart des gouvernements de l'Europe mettent des entraves à l'action de l'Église. Ensuite ils concentrent, comme à l'envi, leur attention

sur le seul bien-être. Développer l'industrie sans égard pour les lois de Dieu, procurer aux peuples la plus grande somme de jouissance, sans s'occuper des besoins moraux, tel est trop souvent leur but. On doit tout faire pour l'instruction du peuple, assez pour ses besoins, peu pour ses plaisirs. C'est à l'encontre de cette maxime, que se dirigent les tendances exclusivement économiques des peuples modernes. La science des richesses est la théologie, et le pot-au-feu la divinité des sociétés actuelles. Tous les dithyrambes en l'honneur de la civilisation se résument, dit un publiciste, dans l'éloge de la gamelle. Les peuples sont-ils donc de vils troupeaux auxquels on ne doit que la nourriture du corps? ou bien ont-ils des âmes à qui l'on est obligé de procurer de plus nobles aliments? En présence de tels égarements il est permis d'en douter : *Det vitam, det opes, æquum mi animum ipse parabo*. C'était déjà au temps d'Horace toute la politique du troupeau d'Epicure.

« La concorde mutuelle du sacerdoce et de l'empire, ajoute Grégoire XVI, qui fut toujours si favorable et si salutaire aux intérêts de la religion et à ceux de l'autorité civile, est un sujet de terreur pour les partisans d'une liberté sans frein. » Un des plus grands successeurs de saint Pierre, Innocent III, parlant de cette même concorde avait dit : L'union des deux puissances prépare la foi, triomphe de l'hérésie, préserve de l'iniquité, produit le calme, éteint les persécutions, dompte la barbarie, augmente la prospérité de l'empire et la liberté de l'Eglise, assure la tranquillité des corps, le

salut des âmes, les droits du clergé et ceux de l'Etat.» Hélas ! cette concorde, objet des vœux de l'Eglise et de la frayeur des anarchistes, elle a excité aussi les craintes des conservateurs, même dans les pays catholiques. Au lieu de reconnaître la subordination naturelle des deux puissances, on proclame leur égalité et l'on pousse à une complète séparation, quand on n'essaye pas d'établir la supériorité de l'Etat sur l'Eglise. Cependant les exigences de la pratique imposent ces rapports de soumission que commandent les principes, et alors s'écrivent les concordats. Aujourd'hui l'Eglise est partout soumise au régime de ces traités. Mais un concordat porte déjà dans son origine et dans sa dénomination je ne sais quel souvenir de luttes et quel instinct de défiance. Avant l'accord, si j'ose ainsi parler, il y avait désaccord, et au moment de l'entente on a voulu se retrancher derrière les stipulations écrites, comme si l'Eglise était un ennemi jaloux dont il faille redouter les agressions. Et puis combien n'est pas lamentable l'histoire de ces concordats ! Ce ne sont le plus souvent qu'interprétations frauduleuses ou violations insolentes. On élude les dispositions qui favorisent l'Eglise, on aggrave celles qui l'obèrent jusqu'à ce que l'Eglise, n'en pouvant mais sous ce réseau qui l'étreint, réclame l'observation des dispositions qu'elle a souscrites et l'abrogation des ordonnances qui lui ravissent les bénéfices des traités.

Ainsi l'origine, l'objet, les limites morales du pouvoir temporel sont l'objet d'erreurs qui sont autant de

crimes nationaux contre l'institution divine de la société. En suivant les conséquences de ces errements on arrive à découvrir de plus grands crimes. Tandis que des princes substituent à la théologie du pouvoir chrétien une théologie contradictoire, la révolution vient qui adopte leurs principes et les pousse aux dernières extrémités. Louis XIV, disent de concert — et ce concert est une forte preuve — Louis Blanc, Augustin Thierry et Rohrbacher, fut un grand niveleur, un digne précurseur de la Convention. On peut ajouter, à titre de commentaire, que le libéralisme des assemblées vient du libéralisme des princes, et que le socialisme des peuples procède du socialisme des rois. Les réformateurs contemporains, forts de cette généalogie, s'appliquent à renverser les gouvernements pour mettre à leur place des conventions impuissantes, c'est-à-dire pour inaugurer la guerre civile dans des sociétés livrées au banditisme. Plus de girondins, s'écrient tout d'une voix Considérant, Rittinghausen, Ledru-Rollin, Mazzini et Proudhon, plus de pouvoirs politiques, rien que *le gouvernement direct du peuple par le peuple*, autrement dit l'an-archie (1). Mais l'insolence de cette orthographe ne change rien à la nature des choses et n'atténue pas les débauches de

(1) Louis Blanc : *Plus de Girondins!* où l'auteur résume assez heureusement la controverse qui s'éleva en 1850 entre les chefs du socialisme, au sujet de l'organisation politique à donner à la société. Suivant l'usage, ces messieurs ne s'entendaient point pour reconstruire ; mais pour démolir, il y avait parfaite entente : tous partaient du principe qu'il faut détruire le pouvoir et chercher pour la société un mode de gouvernement. Trouvez cette quadrature et expliquez cet azymptote :

ces théories. Quand tout le monde commande, dit Bossuet, tout le monde est maître, et là où tout le monde est maître, tout le monde est esclave. La société repose sur une liberté farouche et sauvage ; chacun peut prétendre à tout, et par suite tout contester ; la raison ne peut rien, parce que chacun appelle raison la passion qui le transporte ; le droit même de la nature demeure sans force, puisque la raison n'en a pas ; et par conséquent il n'y a ni pouvoir, ni propriété, ni bien, ni repos assuré, ni, à vrai dire, aucun droit, si ce n'est celui du plus fort ; encore ne sait-on jamais qui l'est, puisque chacun à son tour peut le devenir avec l'âge et suivant le hasard des conspirations. La barbarie, et une barbarie brutale et sanguinaire, est ainsi le dernier résultat de la négation d'un dogme, particulièrement de la négation de la souveraineté.

II. Les pouvoirs ne relèvent pas seulement de certains principes moraux, ils se distribuent encore hiérarchiquement à certaines classes de personnes et à certaines communautés locales, subordonnées les unes et les autres à l'action centrale du pouvoir politique et aux devoirs généraux de la société. Ainsi l'ancienne France voyait s'échelonner au-dessous du roi, le clergé, la noblesse, et le tiers ; et l'administration de la chose publique, confiée d'abord à la famille, à la commune et à la province, ne laissait au gouvernement que les services purement politiques. Les trois ordres ne formaient point des castes jalouses et égoïstes ; ils se recrutaient sans cesse dans le peuple et avaient pour

obligation commune le dévouement à la souveraineté nationale, dont ils n'étaient du reste que le prolongement. Les communautés locales, préposées à la garde des intérêts civils, veillaient avec intelligence, zèle et désintéressement à la garde de ces intérêts. Partout régnait l'ordre, partout s'épanouissait la liberté.

Les sociétés modernes, entraînées par la force de leurs principes et égarées bientôt par les vicissitudes de leur histoire, ont fait table rase de ces institutions. Les libertés domestiques, municipales et provinciales ont disparu; l'État a envahi toutes les sphères de l'activité publique et privée. Les classes de la société ont suivi les libertés dans leurs ruines; les services qu'elles rendaient ont été mis à la charge de fonctionnaires qui se contrôlent et reçoivent l'impulsion d'un ministère. L'État est à peu près tout dans la société et le prince est tout dans l'État.

Mais l'État ne peut suffire à tout et le prince a besoin de coopérateurs. De là bientôt abandon ou négligence de quelques services, création d'une puissance nouvelle toujours imparfaite et toujours progressive qu'on nomme l'administration, et appel d'une foule d'ouvriers à l'œuvre trop complexe des gouvernements. En somme, ruine des libertés publiques, remise des affaires aux mains d'une *fonctionnocratie*, comme disait Timon, et prédominance dans la société des *bureaucrates* qui partagent avec le gouvernement politique la direction de la société : tels sont les faits qui par leur importance exercent sur la hiérarchie des

pouvoirs et, par contre-coup, dans la société, une influence que nous étudions ici.

L'anéantissement à peu près complet des libertés publiques ou, comme on dit, la centralisation administrative, concentrant en quelques mains l'enseignement, la justice, la guerre, les finances, le commerce, l'administration des provinces et des communes, en un mot toute action sociale, éparpille le pouvoir dans la société et détruit tous les éléments naturels de l'ordre social. Le pouvoir en s'étendant à tout s'affaiblit, et la société, mue par des ressorts factices, sent bientôt son énergie l'abandonner. La force est alors le dernier rempart de l'ordre. Mais, comme on l'a très-finement observé, on peut tout faire avec des baïonnettes, excepté s'asseoir dessus. La centralisation équivaut ainsi à la ruine du pouvoir et au renversement de la société.

Condamnable en principe, le buralisme n'est pas moins désastreux dans ses conséquences : il entrave, plus qu'il n'accélère, la gestion des affaires, rabaisse la dignité des citoyens, et épuise à la longue la force des peuples. Les affaires désormais ne se traitent plus par devant les intéressés, sur les lieux où elles sont connues ; elles sont renvoyées à des chefs-lieux, discutées sur des rapports souvent contradictoires, toujours insuffisants, et résolues plus d'une fois contre toute raison, après d'interminables lenteurs. Les particuliers mettant tout leur intérêt dans des affaires personnelles, ne sentent plus leur égoïsme contrebalancé par l'esprit de dévouement. L'énergie que dé-

veloppe et les nobles sentiments que forme la pratique des affaires publiques, disparaissent. On n'a plus, dans un peuple, qu'une multitude soucieuse de son bien-être, une foule de valets toujours prêts à acclamer les maîtres que leur impose la brutalité des événements.

Ces conséquences sont déjà des faits de l'histoire. L'Europe continentale étouffe sous les étreintes de la bureaucratie. Les excès du buralisme, joints aux excès de l'industrialisme, menacent de tout emporter. Aussi n'avons-nous point été surpris de recueillir tout récemment de la bouche d'un prince des paroles comme celles-ci : Notre unité nationale, préparée par une longue suite de siècles, n'a rien à redouter désormais de l'exagération de l'individualisme ou de l'esprit local. Le danger n'est pas là : il serait plutôt dans la tendance contraire si elle se développait à l'excès. Ce que nous devons craindre, en effet, c'est l'absorption des forces individuelles par la puissance collective, c'est la substitution du gouvernement au citoyen pour tous les actes de la vie sociale, c'est l'affaiblissement de toute initiative personnelle sous la tutelle d'une centralisation administrative exagérée. Je voudrais voir les citoyens, cessant de compter sur l'intervention et les faveurs de l'État, mettre un légitime orgueil à se suffire à eux-mêmes, et fonder sur leur propre énergie et sur la force de l'opinion publique le succès de leurs entreprises. « J'ose dire que si, à notre unité politique, source de notre puissance, objet d'admiration et souvent de crainte pour nos voisins, nous savions joindre

cette force qui naît du concours spontané des individus et des associations libres, notre patrie verrait s'accomplir les grandes destinées prévues par d'illustres citoyens (1). »

La destruction des classes de la société a substitué dans le maniement des affaires l'intérêt à l'esprit de sacrifice. Les anciens ordres trouvaient dans des honneurs la solde de leur dévouement. Les administrations modernes sont des domesticités aux gages des gouvernements, avec traitement fixe, avancement en perspective et espoir de retraite. L'ancien système combattait les trois concupiscences et rendait l'homme meilleur; le nouveau prend la concupiscence pour un levier et prétend faire reposer les assises de l'ordre social sur le développement des appétits. Les conséquences qui résultent de là sont incalculables; nous en marquons quelques-unes.

La première, c'est la surcharge du budget. Autrefois un homme qui avait assuré à sa famille une honnête aisance, mettait son ambition à se dévouer au service de la société. Quand cet homme avait servi sa patrie dans les plus hautes charges, on lui donnait un chiffon de papier qui lui conférait les honneurs de la noblesse et lui imposait, d'une manière particulière, l'obligation de la vertu. Aujourd'hui les honneurs ne sont qu'un accessoire; le caractère de la dignité est dans la force du salaire; et tout acte de dévouement est un billet à vue sur le trésor, car on ne consent plus

(1) Discours du prince Napoléon à Limoges, pour la clôture de l'exposition des départements du centre. Juillet 1858.

à s'immoler que sur l'autel des gros appointements. Les rois eux-mêmes émargent au budget comme premiers fonctionnaires. En France, nous avons vu le Napoléon de la paix demander aux Chambres un supplément de traitement, justifier par chiffres, après un refus, ses sollicitations et tendre sa royale sébile au mariage de ses fils. Bon roi d'Yvetot!

Il n'avait de goût onéreux
Qu'une soif un peu vive;
Mais, en rendant son peuple heureux,
Il faut bien qu'un roi vive.

Le montant de ces honoraires se prend en impôts sur la matière contribuable à *merci et miséricorde*. Malheureusement la proportion de l'impôt et du revenu a des termes qu'on ne peut changer, et quand une société, rongée par le *fonctionarisme*, a dépassé les limites, elle meurt. Lactance rapporte (1) qu'au temps de Dioclétien *major erat accipientium quam solventium numerus*; le fisc dut augmenter l'impôt; les laboureurs ne pouvant payer ce surcroît abandonnèrent leurs terres, et il se fit des solitudes que devaient cultiver plus tard les Goths devenus chrétiens.

A mesure que l'esprit religieux décline, les convoitises se développent et la probité est exposée à plus de tentations. La dissémination des affaires dans les petites administrations devient périlleuse alors, et il est nécessaire de les ramener à un centre commun. D'ailleurs, quand la démocratie entre dans la consti-

(2) *De mortibus persecutorum*, Cap. VII.

tution des pouvoirs il faut qu'il y ait une monarchie dans l'administration. La décadence de la foi d'une part, les nécessités de la logique de l'autre, demandent donc qu'on augmente les juridictions, qu'on multiplie par suite les fonctionnaires et les formalités. De là embarras des affaires et encombrement des causes. Du reste la multitude des lois et des contrôles n'atténue que d'une manière insuffisante les ravages des mœurs qu'elle crée et n'empêche pas l'abus. Ce qui manque aux sociétés ce ne sont pas les lois, mais les mœurs; ce qui les menace ce sont moins les institutions que les hommes. Multiplier les ordonnances quand s'avilissent les caractères, c'est rendre plus difficile l'accomplissement du devoir quand diminue l'aptitude à s'en acquitter. Les anciennes administrations étaient simples, tellement simples qu'on taxe d'impéritie leur simplicité; elles étaient simples, rudimentaires si l'on veut, et suffisantes cependant, parce qu'alors administrateurs et administrés, tous étaient vertueux. Les administrations nouvelles sont compliquées, embarrassées sous un réseau de formalités, surveillées par des multitudes de *missi dominici*, et nous arrivons aux mœurs administratives de la Chine, et déjà nous avons vu des ministres d'État sur les bancs des escrocs.

Ce régime nécessaire de surveillance, si peu honorable pour les fonctionnaires, n'est pas plus favorable à la nation. Avec le nombre des places augmente le nombre des solliciteurs. La demande est toujours supérieure à l'offre. C'est là sans doute un des plus

grands périls des sociétés modernes. Il est temps pour les hommes d'État de reconnaître que le désir universel et immodéré des emplois publics est une déplorable maladie. « Elle répand dans tout le corps de la nation, dit le noble comte de Montalembert, une humeur vénale et servile qui n'exclut nullement, même chez les mieux pourvus, l'esprit de faction et d'anarchie. Elle crée une foule d'affamés capables de toutes les fureurs pour satisfaire leurs appétits, et propres à toutes les bassesses dès qu'ils sont rassasiés. Un peuple de solliciteurs est le dernier des peuples. Il n'y a pas d'ignominie par où on ne puisse le faire passer (1). »

Rien n'approche de la bassesse autant que l'orgueil. Ces administrateurs, esclaves de la cour, sont, dit le Père André, tyrans dans les provinces. Un règlement est la charte sacro-sainte qui les dirige, et ce règlement reçoit partout une exécution uniforme. Cette implacable uniformité devient souvent une iniquité révoltante. Ceux que le maniement des petites affaires a initiés à la délicatesse des détails voient à combien de vexations conduisent ces rigueurs. A défaut de vexations, il y a dans le mécanisme administratif des rudesses qui choquent les susceptibilités les moins chatouilleuses ; un fonctionnaire est un rouage vivant qui vous saisit, vous entraîne et vous écrase. Malheureusement, l'administration est si engagée dans la routine et si convaincue de son infailibilité qu'elle n'a pas même la pensée de se réformer. En même

(2) *De l'avenir politique de l'Angleterre.*

temps elle a su donner une telle idée de son obstination et de ses ressources pour s'assurer l'obéissance, que peu de volontés privées se trouvent l'énergie et le moyen de lui résister. Au besoin elle est patiente, elle attend; plus rarement elle recule; ce qu'elle a résolu de faire, elle n'y renonce jamais. La politesse des manières ne rachète pas ces inconvénients; la hauteur des procédés est même en raison inverse de la hauteur des situations. Heureux ceux qui n'ont rien à débattre avec l'importance des subalternes! heureux surtout ceux qui ne vivent pas directement sous leur joug! Dans ces rangs inférieurs on rencontre des tyranneaux impassibles, formalistes, sourds à toute espèce de raisonnement, incapables de toute bonne grâce, et qui savent merveilleusement faire sentir leur petite importance (1).

A ce mal, qui paraîtra un jour le plus insupportable des abus, s'ajoute un mal plus grand. *Notre ennemi*, c'est *notre maître*, disait La Fontaine; on peut ajouter: et les ennemis du maître ce sont ses serviteurs. Car le peuple reporte toujours au pouvoir les haines qu'allument dans son cœur les sévices des subalternes. Le P. Ventura s'exprime sur ce sujet avec son élévation et son exactitude ordinaires; son témoignage achèvera notre démonstration.

« Je suppose, dit le grand orateur, que les mains du prince soient aussi intelligentes que pures. Eh bien même dans ce cas, il est impossible qu'elles fassent tout marcher d'après les lois de la justice. On a, par

(1) *Univers*. Juillet 1858.

exemple, sept ou huit cent mille employés à surveiller, cinquante à soixante mille places à donner et autant d'affaires à décider; or, il est impossible que dans une action si immense, si multiple et si compliquée, l'intrigue ne l'emporte bien souvent sur le mérite, l'arbitraire sur le droit, la faveur sur la justice, la fraude sur la vérité. Il est donc impossible que, sans en avoir la moindre intention, et même avec la volonté la plus sincère et la plus ferme d'être juste, le pouvoir ne se fasse chaque jour l'artisan innocent d'injustices par centaines, dont cependant toute la responsabilité et tout l'odieux retombent sur lui. Comme c'est lui qui est censé tout savoir et tout faire, c'est lui aussi qui doit répondre à l'opinion publique de tout abus, de tout désordre qui a lieu dans l'action gouvernementale. Tout cela l'use sourdement, le fait baisser dans l'estime du peuple, lui aliène l'adhésion même de ses amis, augmente l'esprit d'opposition de ses ennemis et finit par faire disparaître le prestige de sa grandeur, par faire douter de son droit et par anéantir son autorité. Dès ce moment, sa chute ne peut être incertaine, l'époque seule peut en être retardée par la force des circonstances (1). »

(1) *Le Pouvoir politique chrétien*. Discours prononcés à la chapelle impériale des Tuileries.

CHAPITRE XXXI.

Des crimes des sociétés modernes contre l'ordre politique ;

2° Dans les libertés constitutionnelles reconnues aux sujets : liberté de pensée, liberté de conscience.

Fatal destin des sociétés modernes ! on diminue ou l'on détruit la liberté là où il eût fallu la reconnaître ; on la reconnaît là où il eût fallu la restreindre ou l'anéantir. Cette anomalie n'est qu'une conséquence des principes admis dans la constitution des pouvoirs. Quand on a méconnu l'origine divine, les limites morales, la fin surnaturelle et la distribution nécessaire de l'autorité, il faut, par une correspondance inévitable, reconnaître aux citoyens des libertés politiques qui contredisent leurs devoirs moraux ou en gênent l'accomplissement. C'est ainsi qu'on en est venu à proclamer la liberté de pensée, la liberté de conscience, la liberté des cultes et la liberté de la presse.

Ces libertés existent à des degrés divers dans toutes les sociétés européennes ; partout elles sont procla-

mées comme principes sociaux, autant du moins qu'elles l'ont été assez souvent à d'autres époques, c'est-à-dire que l'erreur est l'objet d'une bienveillance qui assure ses progrès, et que la vérité trouve facilement des chaînes. La responsabilité des pouvoirs qui les ont concédées, est, devant Dieu, ou dégagée ou chargée d'un crime, suivant que la concession a été faite sans nécessité, ou imposée par les circonstances. Si ces concessions ont été faites sans nécessité, c'est un crime du pouvoir; si elles n'ont pu être refusées sans les plus graves inconvénients, c'est le crime des sujets, et, dans les deux suppositions le châtimement est infaillible. La pratique de ces libertés amène à sa suite de funestes conséquences, et ces conséquences, avec leurs tristes fruits, sont les premiers ministres de la vengeance céleste. C'est à la recherche de ces conséquences que nous nous attachons dans l'étude des libertés constitutionnelles de la pensée et de la conscience.

I. La liberté est l'essence de l'homme. Avec la noble constitution qui lui est faite, il peut rapporter à Dieu sa pensée, sa volonté, son amour; il peut aussi refuser à Dieu son amour, sa volonté, sa pensée: là, c'était l'usage méritoire de la liberté, ici c'en est l'abus criminel. Cette liberté, appliquée à l'intelligence, est un attribut nécessaire de la faculté pensante; par conséquent, pour l'exercer, il n'est pas besoin de l'octroi d'une constitution politique.

Mais, à cause des abus dans lesquels elle peut tomber, cette liberté appelle un frein. Sa tendance à l'erreur est même une des raisons fondamentales de l'établissement d'une puissance sociale ; car l'homme, dit Bossuet, sociable par nature, est insociable par tous ses mauvais penchants. Une société doit donc respecter dans ses membres la liberté intérieure des facultés spirituelles. Si quelqu'un, roi ou peuple, venait me dire : Crois, ou je te tue ! il porterait atteinte à la liberté naturelle de ma pensée, et en rendrait impossible l'usage méritoire. Une vérité présentée à la pointe d'une baïonnette n'est pas une vérité, c'est un outrage. Mais tout en respectant l'usage, et même l'abus intérieur de la liberté, une société doit nécessairement en réprimer les abus extérieurs, les excès publics. C'est l'objet de son institution. Proclamer donc comme liberté constitutionnelle la liberté absolue de la pensée, c'est méconnaître le but premier de la société, et provoquer, par cette méconnaissance, son renversement.

Cette conséquence éclate en effet dans l'application de la libre pensée à l'ordre social. Toute société a une religion, un symbole, au moins un symbole politique. Une société, même civile, n'est telle que par l'union des esprits dans une commune pensée. Une simple juxtaposition d'êtres animés ne ferait pas plus société que le rapprochement de molécules désagrégées ne formerait un bloc de marbre. La liberté de pensée, consacrée comme principe et exerçant son droit sur tous les domaines de l'activité

intellectuelle, apporte donc ici un élément de dissolution. La religion de la société va être livrée au libre-examen. Le libre-examen suppose le doute et amène la discussion. La discussion provoque les animosités et allume la guerre. Bientôt les esprits sont désunis, les cœurs aigris et les principes de l'ordre social renversés par le protestantisme politique. La discussion est l'*incognito* de la mort quand la mort s'approche d'un peuple à son déclin.

L'intelligence est la directrice de l'homme, les organes sont ses serviteurs. La libre pensée n'amène donc pas seulement des discussions, elle produit des actes en harmonie avec elle. Non que la conduite morale de l'homme soit toujours la traduction fidèle de sa foi. L'inconséquence humaine, heureuse dans le mal, regrettable dans le bien, veut que nos actes soient au-dessous de nos convictions quand ces convictions sont pures, qu'ils soient au-dessus quand ces convictions, viciées par l'erreur, portent atteinte au devoir. Malgré ces restrictions, on doit admettre en principe général que la vie de l'homme est un reflet de sa foi. L'homme est un symbole vivant; ses vices sont le fruit de sa perversité, ses vertus l'honneur de ses croyances. Que ses idées, laissées à une indépendance illusoire, se mettent d'accord avec sa corruption, égaré par de fausses lueurs, emporté par des passions brutales, il n'est plus dans le corps social qu'un membre malsain, et en face du pouvoir qu'un sujet rebelle. Sa présence est donc une cause de dissolution, et la nécessité de réprimer ses dé-

sordres devient un principe de ruine, en rendant nécessaire le recours au despotisme, dernière garantie d'une société, privée d'appuis moraux.

Cette liberté qui désorganise la société et aide à la corruption de ses membres ne peut pas rester le privilège des simples citoyens, elle est aussi au bénéfice du prince. Un prince, libre penseur ! que vous en semble ? Libre penseur, libre faiseur, car on n'est l'un, dit un publiciste, que pour devenir l'autre. Notre prince, libre faiseur, verra donc d'avance tous ses caprices justifiés, ses desirs, même les plus monstrueux, placés sous la sauvegarde du droit. La société verra bientôt se déchaîner sur elles ces monstres qui ne s'arrêtent qu'épuisés de débauche sur des monceaux de cadavres.

D'ailleurs la liberté de pensée n'est pas un droit de l'homme. L'homme a le pouvoir *physique*, mais il n'a pas le pouvoir *moral* de laisser son intelligence à la discrétion de la fantaisie. La liberté constitutionnelle de penser ce qu'il veut est donc pour l'homme une impossibilité de conscience, et devant Dieu une impiété. La raison a ses lois, Dieu ses exigences. Vouloir penser en toute liberté est une prétention absurde, qui ne trouve sa complète pratique que dans la folie. Aussi Esquirol a-t-il constaté dans les pays protestants du Nord, pays de libre-examen, dix-sept fois plus de cas de folie que dans les pays catholiques du Midi, bien qu'il y ait dans les pays catholiques du Midi dix-sept fois plus de causes de folie que dans les pays du Nord.

Que devient enfin avec la libre pensée l'harmonie du royaume de Dieu? Cette harmonie a pour base le rapport volontaire de toutes les pensées de l'homme à la pensée de Dieu. Au lieu de l'harmonie parfaite, la libre pensée nous donne la discordance universelle, et c'est là sans doute un mal que Dieu ne saurait longtemps souffrir. La Société ne peut subsister dans un état contraire au respect dû à la majesté souveraine.

II. La liberté de conscience est, comme la liberté de pensée, une faculté naturelle de l'homme : c'est l'essence de l'homme envisagée dans l'usage de la volonté, après avoir été reconnue dans l'emploi de l'intelligence. L'exercice de cette liberté est nécessaire à l'acquisition du mérite. Connaître le vrai, vouloir le bien sont les deux déterminations qui inspirent nos actes : l'esprit dirige le cœur, le cœur pousse la main. Cependant la reconnaissance de la dignité de l'homme ne doit pas faire oublier sa misère. La volonté a ses faiblesses comme l'intelligence ; elle est même la faculté particulièrement blessée. Un homme qui sache vouloir est une exception dans la foule. La masse voit le bien et ne le fait qu'imparfaitement ; les hommes d'élite mêmes ne joignent que trop souvent à une intelligence distinguée une volonté débile. Reconnaître politiquement la pleine liberté des consciences, n'est donc pas sauvegarder l'intégrité humaine, mais jeter à la faiblesse un malheureux défi. Comment, avec des millions de consciences auxquelles on a crié : Vous êtes libres !

mettre un frein efficace à des volontés pétries de faiblesses et de présomption ?

Sans insister sur la difficulté inhérente à la direction de consciences politiquement libres, on comprend qu'il y a contradiction entre affranchir et comprimer. Affranchir, c'est reconnaître que la source n'est point souillée ; comprimer, c'est déclarer que le ruisseau roule des eaux corrompues. D'une conscience droite, et il fallait qu'elle le fût pour être déclarée politiquement libre, il ne doit jaillir rien que de pur. C'est bien en effet l'innocence humaine qu'on a voulu proclamer en reconnaissant la liberté de conscience. Mais, si la conscience est immaculée, la société sera coupable en réprimant ses manifestations. L'affirmer cependant n'est possible ni en bonne logique ni en sage politique. La société qui réprime n'est point coupable, puisqu'elle se borne à un acte de légitime défense et que d'ailleurs elle a du ciel consigné de veiller à sa conservation. Dès lors la conscience peut être coupable et ne doit jouir par conséquent que d'une liberté soumise à des restrictions. Lever toute entrave serait légitimer en principe tous ses excès.

Quel est, du reste, l'origine de la conscience ? et quel est son ministère dans le royaume de Dieu ? Dans son origine, elle n'est autre qu'une lumière divine descendue dans les âmes pour leur faire discerner les choses bonnes, nous pousser à les rechercher, nous aider à les conquérir, et nous punir ou nous récompenser suivant notre conduite. La conscience a donc

dans le royaume de Dieu un pouvoir législatif, exécutif et judiciaire : avant l'acte, elle porte une ordonnance ; pendant, elle prête son concours ; après, elle donne une approbation ou une censure. Dieu, qui lui a imposé ces fonctions, lui communique les moyens d'en remplir les charges. Affranchir la conscience de l'homme déchu, c'est donc substituer à la lumière de Dieu les ténèbres de la corruption humaine et mettre à la merci des passions l'ordre divin des institutions terrestres. Dieu, blessé de ce désordre et irrité des profanations qu'il entraîne, doit intervenir, pour rétablir par le châtement, la soumission des consciences aux prescriptions de sa loi.

Antipathie digne de remarque ! ces libertés de conscience, de pensée, etc., sont pour les âmes pieuses un sujet de deuil et pour les méchants un motif de triomphe. Un socialiste célèbre, dont il est impossible de méconnaître la clairvoyance, Proudhon, s'est exprimé en ces termes : « Oh ! je le sais aussi bien que vous : il est difficile de conduire une société, république ou monarchie, à qui l'on reconnaît des droits comme ceux-ci : liberté d'examen, liberté de conscience, liberté de presse, etc. La garantie de tous ces droits est, comme leur conciliation, un immense problème qui fera mourir à la peine plus d'un législateur. Mais, je vous le déclare, contre la philosophie, contre la liberté, contre l'égalité, vous n'avez de refuge que dans l'absolutisme de l'Église et de l'État (1). »

(1) Lettre au journal l'*Union* au sujet des journées de juin.

CHAPITRE XXXII.

Des crimes des sociétés modernes contre l'ordre politique :

2° dans les libertés constitutionnelles laissées aux sujets. — Liberté des cultes.

Quand on a reconnu l'autonomie de la pensée et l'indépendance de la volonté, il y aurait inconséquence manifeste à refuser la libre expression de la pensée et l'usage libre des convictions. Un sophiste de notre temps le démontre à l'aide d'une disposition typographique qui frappe le lecteur : La liberté, dit-il, n'est pas rectiligne, elle est triangulaire, elle comprend :



LIBERTÉ DE PENSER.
LIBERTÉ DE DIRE
LIBERTÉ DE FAIRE.

Vous avez raison, philosophe ; seulement, veuillez remplacer par des lignes les articles de votre *credo*, et vous aurez... le couperet de la guillotine.

Cette formidable liberté, laissée à l'homme dans ses rapports publics avec Dieu, s'appelle la liberté des cultes ; laissée à l'homme dans ses rapports avec la société civile, c'est le droit de réunion, de suffrage, et, pour tout dire d'un mot, la liberté de la presse. Dans ce chapitre, nous nous occupons de la liberté des cultes.

Des distinctions sont nécessaires pour procéder avec ordre et donner à notre argumentation force et mesure.

On distingue la liberté dogmatique et la liberté politique des cultes. La liberté dogmatique serait le droit divin de différents cultes à exister simultanément : par exemple, comme le judaïsme et la gentilité ; la liberté politique, c'est le droit à l'existence reconnu par la société à des cultes divers. La liberté dogmatique est, avec l'Église catholique, un non-sens. L'Église est la constitution divine de l'humanité ; elle embrasse tous les temps et tous les lieux, et Dieu l'a chargée de faire entrer dans son giron tous les peuples de l'univers. Dès lors, il répugne que d'autres cultes que le culte catholique tiennent de Dieu le droit d'exister. La liberté politique peut venir d'un fait victorieux que le pouvoir se croie forcé d'ériger en droit.

La liberté politique des cultes est absolue ou relative : la liberté absolue est le droit qu'auraient tous

les cultes imaginables d'être politiquement reconnus ; la liberté relative est celle reconnue à quelques cultes dont les divergences doctrinales sont supposées ne pas nuire à la stabilité de l'ordre politique.

La liberté absolue des cultes est impossible dans une société bien réglée, en ce sens du moins que le mot culte, pris dans son acception générale, s'étend de la manifestation de toute idée religieuse. Tout acte bon ou mauvais procède d'une religion quelconque. Le crime lui-même a sa religion. C'est ainsi que les sacrifices humains et les prostitutions légales faisaient partie intégrante du paganisme. La liberté absolue des cultes serait donc la liberté des cultes honnêtes, mais ce serait aussi la liberté des cultes atroces ou immondes, la liberté des escrocs, des incendiaires, des assassins, de tous les monstres qui font le déshonneur de l'espèce humaine. La société ne peut reconnaître une liberté incompatible avec son existence.

En insistant sur l'impossibilité de la liberté absolue des cultes, on devrait, en bonne logique, nier toute liberté de culte. On ne peut, en effet, reconnaître politiquement que les cultes dont l'existence est sans péril pour la société. Or, s'il est vrai que la religion soit nécessaire à la société, c'est-à-dire que la société doive avoir une base divine, il ne peut exister et il n'existe qu'une religion servant leur base divine aux institutions sociales. Les autres cultes n'ont de conservateur que ce qu'ils ont gardé de la religion catholique, et ce qu'ils ont de conservateur est neutralisé par les principes révolutionnaires qu'ils proclament pour

former schisme ou hérésie. La conclusion est évidente. Cette conclusion a en sa faveur l'autorité de l'expérience. Jamais État n'a existé d'une manière paisible et prospère que la religion ne lui ait servi de base ; jamais non plus État ne fut renversé que le catholicisme n'ait été d'abord ôté de ses fondements.

La liberté relative des cultes est celle que reconnaissent la plupart des sociétés modernes. Cette liberté, avons-nous dit, est celle accordée à *quelques cultes* réputés inoffensifs pour l'ordre public. Nous saurons si cette présomption est fondée en recherchant les conséquences que produit cette liberté des cultes.

Le premier fait qui en résulte, c'est l'indifférence du pouvoir. Nous ne disons pas l'indifférence de la personne dépositaire du pouvoir : nous ne croyons pas à l'indifférence, mais l'indifférence du pouvoir politique qui n'admet au banquet de la vie sociale différents cultes qu'autant qu'il les tient pour politiquement inoffensifs. Quel que soit le nombre des adhérents d'un culte séparé, s'il était réputé dangereux, au lieu de lui accorder la liberté, on ne lui donnerait qu'une simple tolérance. L'égalité constitutionnelle suppose l'innocuité politique, et cette égalité s'identifie avec l'indifférentisme. Mais l'indifférence politique n'est pas une chimère qui réside sur des nuages aériens, c'est une réalité vivace qui s'étend à toutes les sphères de l'activité sociale. L'indifférence passe donc des choses aux hommes ; ou plutôt, ce n'est déjà plus l'indifférence, c'est une dispo-

sition moins favorable encore envers ces deux étrangers qu'on appelle... la vérité et la vertu !

Car, dit le docte P. Debreyne, « un État qui n'est pas catholique est nécessairement hérétique, rationaliste, déiste, impie ou athée. Or, il est dans la nature d'un pareil gouvernement de refuser les libertés nécessaires à l'Église catholique, ou de la persécuter d'une manière quelconque. Il ne peut pas ne pas le faire ; il le fera à son su et insu, et peut-être malgré lui, mais enfin il le fera ; c'est, je le repète, dans son instinct et dans sa nature ; c'est pour lui une raison d'être, un moyen de conservation, une nécessité politique ; car la vérité, tôt ou tard, le tuerait inévitablement. Un tel gouvernement est donc fatalement poussé à travailler à la destruction du catholicisme (1). »

La liberté relative des cultes n'est pas moins pernicieuse à l'État qu'à l'Église. En reconnaissant légalement plusieurs religions, la société ne se déclare pas positivement athée, elle se tient pour incompétente en matière de doctrines et se résigne à ne s'appuyer désormais que sur les principes naturels de l'ordre social. Alors le pouvoir et la propriété ne sont plus fondés sur la loi religieuse, mais sur la loi civile. Or, ce que les hommes ont fait, d'autres peuvent le défaire. « Légalement, dit encore le P. Debreyne, ils pourront et voudront faire des lois nouvelles, peut-être même une loi agraire. Et ils le feront infailliblement s'ils deviennent les plus forts. La société sera donc alors abandonnée aux éventualités du ha-

(1) *Le Salut de la France.*

sard, c'est-à-dire aux chances de la force brutale devenue le droit public de la nation. » (Op. cit.)

Cet ébranlement des institutions est fatal aux hommes ; la liberté des cultes est d'ailleurs directement préjudiciable aux citoyens. L'homme incline au mal, et si l'influence extérieure de l'exemple s'ajoute à l'entraînement des passions, il tombe facilement sous le joug du vice. La force de résistance à ces emportements est dans la foi religieuse ; la religion seule a le secret d'armer l'homme contre lui-même et de le faire remporter ces victoires où il est en même temps glorieux vainqueur et heureux vaincu. Réunissez maintenant sous un même sceptre des hommes professant des cultes opposés. Cet assemblage est une muette leçon d'incrédulité. Comment vivre côte à côte avec des infidèles, des juifs, des hérétiques, des schismatiques, des apostats et garder la virginité de ses sentiments ? La foi s'en va, le doute arrive, monte à toutes les têtes, descend dans tous les cœurs. Laissez au temps le soin de féconder ces semailles. Les âmes, emportées par des courants contradictoires, arriveront dans un bref délai aux dernières extrémités. Notre civilisation, si fière de ses conquêtes, vogue sur un océan dont chaque vague cache un écueil, dont chaque nuage apporte une tempête.

Ensuite, notre liberté des cultes accorde la liberté de n'avoir pas de culte, et c'est une ignominie que ne porte pas même le paganisme. Ainsi, un Français peut naître, vivre et mourir en dehors de toute religion ; les registres de l'état civil suffisent à tous les

besoins de l'homme déchu, et la loi ne s'inquiète pas des mœurs. Des milliers, des millions d'hommes peut-être, libres de tout frein, se bornent donc à la religion du Code civil, et il s'en trouve pour refuser à leurs enfants l'initiation chrétienne. Ces enfants de pure nature donneront naissance à des fils semblables à eux, et ainsi de suite dans une progression ascendante. Une société qui laisse à ses membres une telle latitude est une société lassée de vivre. Des hommes sans religion sont des êtres haineux, délibérément ennemis de tout ordre. Le glaive peut leur imposer le respect ; mais en rampant devant le glaive ils arrivent jusqu'aux pieds de celui qui le porte et lui arrachent son arme pour tourner contre lui l'épée destinée à le défendre.

Enfin la liberté des cultes aboutit à une impossibilité. Entre une religion vraie qui veut nécessairement s'étendre, et des religions fausses qui veulent non moins nécessairement l'attaquer, la paix est impossible. On propose comme contrepoids la douceur de nos mœurs. Illusion ! Nos mœurs ne sont pas douces, elles sont molles, et leur mollesse n'exclut pas la férocité. Voyez, au surplus, comme s'opère la séparation entre tout ce qui est catholique et tout ce qui a cessé de l'être. Jérusalem a relevé son temple, mais les portes de Babylone vomissent des nuées d'ennemis. Nabuchodonosor est déjà sur son char. Du milieu de ses frimas, il tourne des regards avides vers les temples de Sion. Les soldats sont innombrables dans cette armée de l'apostasie et le choc sera terrible. An-

ges de Dieu, veillez sur les élus ! Seigneur, abrégez ces épreuves !

Oui, nos espérances sont vaines et nos rêves puérils. Des sophistes, dans leur dédain superbe, jetaient naguère l'insulte aux siècles assez nobles pour soutenir les combats du Seigneur. » Des guerres de religion, disaient-ils, sont des luttes atroces qui déshonorent les temps de barbarie. L'élégant nourrisson des sociétés modernes a le cœur trop haut pour ne pas fuir l'âcreté du sang répandu. Devant nous vont se rouvrir les portes du Paradis terrestre. » Ces misérables dithyrambes n'étaient pas à leurs derniers écarts, que les glaives sortaient du fourreau et l'Europe se voyait convertie en arène de combat. Guerres de religion, philosophes, entendez-vous ? Guerres pour ou contre la souveraineté, pour ou contre la propriété : oui ; mais guerres de religion, puisque la propriété et la souveraineté sont des institutions positives de Dieu. Toutes nos guerres sont des guerres de religion, et c'est là ce qui les relèvera devant l'histoire. Seulement nous sommes déchus jusque dans nos passions ; au lieu de nous battre pour les principes, nous nous battons pour les conséquences ; nous ne tirons pas l'épée pour l'autel, il faut la tirer pour le trône des rois et pour l'héritage des particuliers. On ramassera la dernière victime de nos discordes civiles près de la borne d'un champ.

CHAPITRE XXXIII.

Des crimes des sociétés modernes contre l'ordre politique ;

2^e dans les libertés constitutionnelles laissées aux sujets. — Liberté de la presse.

La liberté de la presse est à la société civile ce qu'est à la société religieuse la liberté des cultes : c'est la liberté laissée aux individus d'entendre à leur manière la société dont ils sont membres, et de prêcher leur opinion par la parole ou par l'exemple. Une telle liberté ne peut être un droit contre Dieu et contre ses institutions ; elle n'est qu'une concession volontaire ou forcée, et, déjà regrettable en principe, elle est, dans ses conséquences, un nouveau principe de ruine.

La liberté de la presse trouve sa pratique dans la publication des livres et des journaux. Étudions donc l'influence morale des journaux et des livres.

Comment aborder un tel sujet ? On va nous citer les merveilles de l'imprimerie, la multiplication des livres, la diffusion des lumières, toutes choses bonnes,

mais d'une bonté relative qui a bien ses correctifs. Malheureusement on oublie l'état des sociétés modernes, on n'envisage qu'un côté des graves problèmes qu'il pose, et encore n'est-ce que sous le mirage des préjugés et dans le vague enchanteur de la théorie. Tout est bien alors pour l'imagination, mais où est l'utile? et le nuisible ne lui ferait-il pas ombre? Quoi qu'on pense, nous voyons ici, avec le pape Grégoire XVI, *une liberté funeste dont on ne peut avoir assez d'horreur.* (Encyclique, *Mirari vos.*)

I. Un premier principe qui nous paraît mériter attention est celui-ci : un peuple qui lit est un peuple qui s'avilit. Non que la lecture en elle-même soit essentiellement vicieuse, ou que, faite en de certaines conditions, elle ne puisse être profitable. Les saints ont tous pratiqué et les maîtres de la vie spirituelle recommandent tous cet exercice comme moyen d'édification. Notre pensée ne saurait donc être de condamner le pieux usage de la lecture spirituelle. Notre dessein n'est pas davantage de condamner une certaine lecture, prise par certaines classes comme récréation. On trouve là un noble délassement, et c'est le cas de dire avec l'Orateur romain : *Adolescentiam alunt, senectutem oblectant, delectant domi, non impediunt foris, nobiscum peregrinantur, rusticantur.* (Pro Archid.) Mais qu'on remarque les restrictions données à notre pensée : nous ne condamnons pas une certaine lecture, faite en de certaines conditions, par certaines classes de lecteurs, avec une certaine

fin ; nous repoussons tout autre lecture comme perniciose. Que sera-ce si cette lecture devient un fait prépondérant, une habitude sociale, une condition de vie ? La lecture qui tout à l'heure était un noble aliment, la lecture qui donnait de la vigueur à l'âme, du nerf à l'esprit, de l'élasticité aux membres, n'est plus qu'un opium moral, un venin secret qui s'insinue par les yeux pour énerver les âmes et souiller les corps. *Non in solo pane vivit homo, sed in omni verbo quod procedit de ore Dei.* (Matth., iv, 4.) Ce n'est donc pas la lecture, mais la parole qui donne la vie aux hommes. La parole de Dieu descend dans les âmes par les illuminations intérieures de l'Esprit-Saint et par la parole de l'apôtre. La lecture devenue, comme aujourd'hui, fait social, substitue à la parole de Dieu la parole de l'homme. Tout écrivain, en ce cas, est un apôtre qui usurpe une fonction spirituelle ; tout lecteur est un juge qui s'arroe l'appréciation des doctrines. A la vie succède le marasme.

L'apôtre, dira-t-on, peut faire du livre un écho de la chaire et lutter à armes égales dans le champ-clos de la publicité. A cette difficulté nous opposerons deux autres principes : 1° le nombre des mauvais écrits sera toujours plus considérable que celui des bons, et 2° même en supposant le nombre égal de part et d'autre, un bon livre fera toujours moins de bien qu'un mauvais ne fera de mal.

Autrefois, il y avait très-peu d'écrivains, et un très-petit nombre de ce très-petit nombre était impie. La science était une noble culture réservée à de nobles

esprits qui savaient rendre hommage au Dieu des sciences. Aujourd'hui la science est meurtrière, la philosophie anarchique, la littérature séditieuse, la langue barbare. Nos savants ne sont plus ces vénérables personnages des temps anciens, ces initiateurs des peuples que le jugement de l'histoire a placés, dans l'estime du genre humain, un peu au-dessous du prêtre. C'est un peuple de conjurés dont les livres sont des phares allumés sur des écueils et dont l'influence s'étend à tout dans le monde. Ainsi on a vu, sans étonnement, la monarchie de Juillet avoir pour ministres d'État... des professeurs. A notre humble avis, l'avènement des hommes de lettres au gouvernement des peuples est un grand événement et une grande chute. Ce n'est pas à la science à conduire des hommes; rien de ce qui est nécessaire ne lui est confié. C'est au clergé, c'est aux nobles, c'est aux grandes familles, aux grands officiers de l'État, à être les dépositaires et à rester les gardiens des vérités conservatrices. Que peut-il advenir, si le pouvoir passe aux notables de la phraséurgie et si le gouvernement s'incline devant une science corrompue? De là bientôt cette multiplication des hommes de lettres, signe ordinaire de la décadence des peuples; de là ce déluge de mauvais livres qui a diminué la vérité parmi les hommes et propagé les plus insolentes doctrines.

Ainsi le nombre des mauvais écrits sera plus considérable que celui des bons. D'ailleurs même en supposant l'égalité, les mauvais livres auront toujours la grande part d'influence.

L'homme, sans doute, a été créé pour la claire vue de Dieu, et rien ne l'attire comme la vérité. Au fond de l'abîme de sa déchéance, il garde encore une soif du vrai qui l'anime dans toutes ses recherches, le lance à la poursuite de toutes les lueurs et le comble de joie, dès qu'il peut contempler une vérité dans son radieux isolement. Mais autre chose est de contempler la vérité spéculative, autre chose d'aimer la vérité pratique; autant la première nous séduisait par ses splendeurs, autant la seconde nous repousse par ses exigences. Hélas! cette vérité que nous encensons tant qu'elle reste sur son trône, nous l'écartons comme une importune messagère dès qu'elle s'approche de nous, le front couronné d'épines et la croix à la main.

Ce fait de vulgaire expérience nous permettrait déjà de présumer le succès relatif qu'obtiendront, en temps ordinaire, les bons livres. La malheureuse époque que nous traversons ajoute à ces répugnances de nouvelles défaveurs. Ce siècle qui, dans son fol orgueil, s'appelait siècle de lumières, a été, comme les philosophes rebelles du paganisme, livré aux ténèbres de son esprit et aux désirs dépravés de son cœur. La raison a passé son sceptre à l'imagination; et les sens, heureux de ce désordre, ont fait de l'imagination leur humble servante. Le développement anormal de l'industrie et le mouvement rétrograde des idées ont poussé au luxe réclamé par les passions. Enfin le socialisme s'est présenté comme mise en œuvre de ces idées, débouché de cette industrie et satisfaction à

tous ces désirs. Avec l'affaiblissement de la raison et l'éveil des convoitises, les bons livres qui, pour être tels, doivent être judicieux et moraux, n'ont qu'une faible chance de succès. Ceux qui devraient les lire, ne les liront pas. L'absurde et l'ignoble sont trop honorés, pour que le vrai et le juste gardent le privilège du bon accueil.

Or les peuples ne tombent pas sous les coups du glaive, mais sous les coups de l'erreur et par les ravages de la corruption qu'elle entraîne. Quand donc vous descendez aux cœurs des sociétés modernes pour rechercher à quel degré ces déductions de la théorie sont devenues des faits de l'histoire, vous êtes frappé d'une stupeur qui emprunte à la gravité du danger je ne sais quoi de solennel. Les livres de vrai savoir restent l'aliment de quelques hommes sérieux. Les ouvrages de littérature facile, de forme attrayante même, ne descendent pas dans le domaine de l'opinion. La fureur des lectures est aux histoires secrètes, aux chroniques galantes, aux souvenirs, aux impressions, aux voyages, aux mémoires, aux biographies. La presse, esclave de la vogue et habile à déjouer la loi, verse par torrents les poisons les plus actifs dans les entrailles des peuples. On dirait un concert de toutes les nations européennes dans l'intérêt de leur destruction. La France, toute puissante pour le mal comme pour le bien, remplit ici, par le prosélytisme de son caractère et la magistrature de sa langue, un ministère que tout cœur français doit désavouer. Nos livres sont chargés de matières inflammables, et notre

imprimerie est une machine de guerre qui vomit sans cesse les plus épouvantables projectiles. Depuis quarante ans, les ouvrages les plus impies et les plus immoraux du seizième et du dix-huitième siècle, exhumés de l'oubli et rendus plus dangereux par le luxe sacrilège de la typographie et le cynisme de la gravure, ont revu le jour sous toutes les formes. Aux publications anciennes répandues par millions, est venu se joindre un déluge de productions nouvelles qui surpassent en corruption tout ce que peuvent inventer l'imagination la plus dévergondée, et l'intelligence la plus pervertie. Et afin que ce torrent d'infection s'infilte plus promptement jusqu'au cœur des peuples, un art infernal publie à vil prix ces productions immondes ; les journaux les donnent par chapitre, par feuillet, et telle est l'avidité pour le mal que les spéculateurs d'immoralité trouvent là un appât pour amorcer les abonnés. En voyant passer ces flots de fange on se prend, comme malgré soi, à répéter, mais dans un meilleur sens, le mot de Goethe expirant : La nuit ! la grande nuit !

II. Cette malheureuse liberté, qui a corrompu le monde avec des livres, l'abrutit aujourd'hui avec des journaux. La feuille quotidienne a supplanté le volume. On n'a plus le temps de lire, et en eût-on le temps qu'on n'en aurait pas le courage. On ne lit donc plus et on ne sait vraiment plus lire. Comme il faut beaucoup de lectures à ceux qui ne savent pas lire, on reçoit chaque matin la feuille imprimée la

veille. Un œil, souvent distrait, la parcourt dans la somnolence rêveuse des après-dînées, et ce noble aliment rassasie l'appétit intellectuel du siècle.

Un journal est déjà, par sa distribution, un élément de désordre. Les journaux politiques, ainsi nommés par antiphrase, portent quatre pages in-folio ; la première est consacrée aux articles de fond, c'est-à-dire de forme ; la seconde rapporte les dépêches et correspondances ; la troisième relate les faits divers ; la quatrième, enfin, sert de supplément aux enseignes des magasins pour l'annonce des produits. Les articles de fond, grâce à la disette d'hommes instruits et à l'absence d'études sérieuses, sont, à l'ordinaire, de splendides monuments d'ineptie. A peine distingue-t-on dans cette foule d'écrivains quelques têtes lucides et quelques plumes correctes. Les subalternes sassent et ressassent le mot d'ordre. On peut résumer tous leurs articles en deux mots : si l'on n'effectue les réformes que nous proposons le monde est en péril, et ces réformes ne peuvent s'opérer qu'en prenant pour chef le gracieux seigneur qui soudoie notre plume. Ce thème, dont chaque jour apporte sa variante, trouve sa confirmation dans les correspondances, qu'on peut définir : la conspiration des nouvelles exagérées, et ici l'exagération n'est plus le mensonge des honnêtes gens. Le correspondant n'est en effet qu'un commis à gages, comme les rédacteurs ordinaires, pour écrire d'une capitale quelconque les hautes observations qu'il fait avec les lunettes de son propre intérêt. A voir ses lettres et celles de ses collègues en correspon-

dance vous croyez l'univers éclairé par un soleil qui emprunterait ses feux au foyer de la rédaction de votre journal. Vous êtes dupe. Les faits divers quittent l'ornière du parti pour vous donner les nouvelles du jour. La page est régulièrement pleine ; c'est celle que recherchent les palais délicats. Vous apprenez là tous les artifices de l'escroquerie et tous les attentats du crime. Le journal vous donne même la statistique des cours d'assises et le compte rendu des audiences les plus friandes. Comment la délicatesse de la conscience publique résisterait-elle à cette invasion quotidienne de la criminalité dans le sanctuaire de la famille. Enfin pour vous reposer des émotions des tribunaux, vous passez au magasin d'annonces annexé au journal. C'est l'officine du luxe, le bazar de toutes les délicatesses, la réclame de toutes les entreprises hasardées, quelque chose comme un coupe-gorge où l'on obtient, moyennant finance, le droit de détrousser poliment les amateurs d'aventures.

Chaque journal représente une opinion, quelquefois même une simple nuance d'opinion, la nuance opposée trouvant écho dans une autre feuille. Cette divergence produit une complète confusion d'idées dans l'unité d'une même langue. En politique, en économie, dans les arts, les sciences, les lettres, les métiers, ce ne sont que cris hostiles ou voix discordantes. Ainsi, pour ne parler que de politique, les journaux représentent, qui l'État, qui les partis politiques. Parmi ces derniers, l'un prône le droit divin dans le sens moderne d'une légitimité rétrograde ;

l'autre ajoute à ce droit le suffrage universel ; un troisième tient seulement pour le suffrage populaire et dérive jusqu'aux confins de la démocratie sociale ; les autres flottent dans une métaphysique vaporeuse ou se cloîtent dans un commode *statu quo* ; enfin ceux que les lecteurs dédaignent trouvent le salut des peuples non dans les inventions de partis, mais dans les institutions de celui qui fait ses solutions avec les débris des nôtres. Cependant les familles se partagent entre ces journaux dont elles professent d'avance les opinions ou dont elles adoptent comme fatalement les idées. La confusion passe de la presse à la société ; aucune réunion n'est plus possible qui n'éclate en disputes ; et quant les révolutions se déclarent, aux disputes succèdent les sévices.

Enfin, au milieu de cette cohue, il y a des journaux ennemis de toute religion et de tout ordre. « L'esprit d'impiété et de subversion révolutionnaire, disait tout récemment le journal officiel de l'empire, se glisse derrière les débats religieux : il en profite pour détruire tout principe d'autorité en inspirant le mépris de tout principe de religion (1). » C'est là en effet la tactique des feuilles révolutionnaires. Dans le but de renverser l'ordre social sans encourir la sévérité du pouvoir, ils attaquent la religion avec une habileté perfide, tuent en bas le respect, en haut la confiance. Leur unique savoir est la calomnie ; leur unique raison, l'injure ; leur unique morale, la persévérance dans l'attaque. De tels procédés de dis-

(1) *Moniteur* du 28 janvier 1858.

cussion rendent impossible toute controverse. En présence de ce débordement d'iniquités, la presse conservatrice doit mettre son effort à ne pas provoquer de plus furieuses répliques. En dépit de cette prudence, une publicité populacière colporte ces feuilles dans tous les mauvais lieux. On les commente dans les tabagies, le verre en main, avec l'infailibilité que donnent de fortes libations. Ces journaux, tachés de lie, courent ensuite les ateliers des villes, inondent les plus humbles villages, corrompent les populations agricoles et serviront peut-être un jour à bourrer les fusils de bandes insurgées.

En somme, ces journaux que fait éclore la liberté de la presse ne sont bons à rien, quand ils ne sont pas un instrument de désordre. « Un gouvernement sage, dit un jurisconsulte, se gardera donc de laisser à la presse et au colportage une liberté illimitée ; il connaît trop la légèreté, l'ignorance, la crédulité du peuple, pour l'abandonner à cette tourbe de sophistes et de discoureurs qui ne peuvent se faire un nom que par l'audace, et ne savent que remuer les passions les plus basses du cœur humain (1). » Nous n'aurons garde de contrevenir à l'opinion du judicieux auteur, mais *la difficulté est d'attacher le grelot*. Les journaux sont une propriété qu'on craint de violer ; ils ont un personnel nombreux qu'on ne veut pas déclasser, des lecteurs qu'on ne veut pas irriter. Une amende sur un journal, pour des violences d'ailleurs injustifiables, blesse au cœur tous les abonnés et rend

(1) Delahaye : *De la Liberté des cultes*.

le journal plus précieux. L'abus du talent ne déshonore pas aux yeux des peuples; ils ne comprendront jamais que trois ans de reclusion soient la juste peine de quelques lignes écrites dans un accès de mauvaise humeur. D'ailleurs si l'opinion est favorable au journal, le jury absoudra les rédacteurs pour humilier le gouvernement. Enfin la casuistique des tribunaux ne condamne que les excès de parole. Une plume exercée saura donc se livrer à tous les attentats avec le masque d'une artificieuse modération. En sorte que la presse, tant soit peu libre, renversera toujours un gouvernement qu'elle abhorre.

L'histoire du journalisme pousse des dates sous notre plume, mais elles sont dans toutes les mémoires. Citons seulement quelques faits. En Autriche, sur cent cinquante journaux tant soit peu importants, un seul est catholique, et encore son orthodoxie laisse à désirer. En France, nous avons une ou deux revues, deux ou trois journaux vraiment religieux. Dans les pays protestants ou libéraux, ce qui tôt ou tard revient au même, c'est une conspiration violente du préjugé contre le sens commun. Quelques terres privilégiées restent comme des oasis à l'abri des bourrasques.

Un grand écrivain de ce siècle, une sorte de saint François de Sales sous l'habit laïque, nous fournira notre conclusion :

« On a coutume, dit Silvio Pellico, de vanter les journaux comme des instruments efficaces : moi, je n'en tiens pas grand compte. Les journaux raisonnables ne persuadent que les hommes naturellement

portés à la modération, et ceux-là n'ont aucun besoin de pareilles lectures. Les journaux exagérés sont un fléau de plus dans la société, où ils exaltent les âmes inexpérimentées. Je me trompe peut-être, mais je sens ainsi, et quoique j'honore la vertu et les intentions de quelques journalistes, je n'aime pas ce genre de publications (1). »

(1) *Lettres de Silvio Pellico*, 2^e édition de Paris.

CHAPITRE XXXIV.

Des crimes des sociétés modernes contre l'ordre politique ; 3^e dans les rapports
des pouvoirs avec les sujets.

L'abîme invoque l'abîme. Quand le pouvoir est sorti de ses voies ; quand les peuples usent de libertés dont la jouissance est plus que périlleuse, il faut que l'autorité pèse sur les peuples de tout le poids de la domination, et que les peuples s'élèvent contre l'autorité avec l'audace de la révolte. Au crime qui a transformé les institutions s'ajoute le crime qui les ébranle : c'est la source impure qui donne son eau empoisonnée.

On avait vu, dans les temps anciens, des empires armés les uns contre les autres, et des sociétés divisées contre elles-mêmes. Ce n'était au dehors que guerres d'extermination, au dedans que luttes interminables entre patriciens et plébéiens. Tous les États de l'antiquité y succombèrent ; Rome, le dernier de tous, se déchira de ses propres mains. Quand les bar-

bares eurent traîné son cadavre aux gémonies, le christianisme donna au monde politique de longs siècles de prospérité. On vit sans doute éclater çà et là ces révolutions bienfaisantes, semblables à la brise qui agite la surface des eaux pour purifier l'Océan ; mais on ne vit nulle part ces révolutions formidables qui bouleversent la société dans ses profondeurs, telles que ces tempêtes dont le souffle violent amène la vase à la surface des mers. Depuis que les principes chrétiens ne président plus à la constitution des empires, l'équilibre s'est rompu. On a revu ces guerres de peuple à peuple, qui ont abouti à l'anéantissement de tous les petits États. On a revu ces guerres plus que civiles de riches contre pauvres, qui mènent à leur ruine les sociétés. En ce moment, les grandes nations se rencontrent sur l'arène, et des fractions d'un même peuple se heurtent à mains armées dans les rues des cités. La guerre étrangère a pour but la domination universelle ; la guerre intérieure pousse au renversement de l'ordre social.

En suivant ces tendances, le monde moderne doit décliner et à la longue s'anéantir. La suppression des petits États a déjà eu les résultats les plus déplorables. Au moins, dans les républiques chrétiennes du moyen âge, l'activité, sans cesse sollicitée, acquerrait une indomptable énergie. En éteignant ces foyers d'action, on a agrandi les États, on a diminué l'homme. L'émulation est morte, la fécondité du génie humain s'est ralentie. En outre, le peu d'étendue des États laissait plus vaste carrière à la charité internationale. On n'avait

pas de ces haines lèse-humanité qu'on voit, par exemple, dévorer les bruyantes républiques de l'antique Hellade. On a ravivé depuis trois siècles le patriotisme farouche qui fait de l'étranger un ennemi, et ces haines, tournées bientôt contre des compatriotes, après avoir été un instrument de conquête, sont devenues une cause active de décadence.

Dans l'ordre politique, la plupart des peuples de l'Europe vivent sous le régime des chartes, c'est-à-dire sur le pied de guerre. Une charte est un contrat synallagmatique stipulant, sur une parole humaine, les conditions auxquelles le pouvoir sera donné et l'obéissance prescrite. Dès lors le pouvoir perd son caractère sacré et l'obéissance ne retient rien d'obligatoire. L'autorité ne descend pas du ciel, elle monte de la terre ; la soumission n'est plus une charge d'En-Haut, c'est un devoir que s'impose le peuple. Le prince est serviteur ; le souverain, c'est la nation. Dans cette situation délicate, où l'inférieur commande au supérieur qui obéit, chaque contractant fait sa part la meilleure possible ; bientôt l'un et l'autre se croient lésés ou font semblant de l'être ; la contestation est portée au tribunal de la force, et la justice rendue à coups de canon, quelquefois à coups de hache.

Après le combat, chaque parti panse ses blessures ; on se rapproche, on pactise derechef, on ajoute de nouvelles clauses, on modifie les anciennes, et toujours on jure de part et d'autre à la constitution fidélité éternelle. Vains rapprochements ! Jouet de ses caprices, le peuple ne sait ce qu'il veut ou ne veut que

ce qu'il ne saurait posséder. A peine remis des fureurs de l'orage, il se précipite, impatient de la paix, dans l'abîme de l'anarchie. Les constitutions ne renaissent que pour mourir. En corriger les défauts et ajouter au pacte fondamental des lois organiques, est devenu une fonction permanente comme la fabrication des objets d'industrie. En dépit des travaux législatifs, et malgré ce luxe de stipulations, les gouvernements et les peuples confiés à leur garde sont sans cesse en alarmes ; la rupture est toujours imminente ; et pouvoirs et sujets, ballottés entre les serments et les parjures, n'ont de choix qu'entre le despotisme et la déchéance, l'asservissement et la révolte.

Telle est donc l'alternative ordinaire de la vie politique : ou les rois violent la liberté des peuples, ou les peuples foulent aux pieds l'autorité des rois. C'est une lamentable histoire que celle-ci : *Status plorandus, non describendus*. Détachons cependant de ces récits quelques traits propres à nous donner de salutaires avertissements.

Depuis trois siècles seulement, que de princes ont violé les droits divins et humains des peuples ! Luther paraît, Calvin le suit. Autour d'eux s'agite une tourbe de grossiers prédicants, tous accroupis en plats valets devant les trônes qu'ils ne peuvent renverser. Des milliers d'Églises et de couvents, patrimoine du peuple, sont pillés, dévastés, confisqués au profit des rois. Des légions de prêtres et de religieux, noble et pure portion du peuple, sont chassés en exil comme de vils troupeaux ou expirent dans les plus affreuses tor-

tures. Des populations entières sont jetées violemment dans l'hérésie. Gustave Wasa, Christiern, Albert de Brandebourg, Henri VIII, Elisabeth, lèguent à l'histoire des noms exécrés. La guerre de Trente ans fait de l'Europe un champ de carnage. Louis XIV se déclare propriétaire des âmes, des corps et des biens de ses sujets : *Omnibus major, Deo solo minor*, dit une devise du temps. La vie de Louis XV n'est qu'un long attentat à la pudeur de son peuple. Semblables à trois vautours qui déchirent une blanche colombe, trois rois du Nord se partagent l'héroïque Pologne, le peuple chéri de l'Église, le boulevard de la chrétienté... N'allons pas plus loin, car il faut se résigner à ne pas tout dire.

La colère des peuples châtie le délire des rois. *Les rois s'en vont*, disait-on naguère, et rien n'est plus tristement vrai. La mobilité des pouvoirs permet à peine de saisir leurs variations. La monarchie fait place à la république, la république au gouvernement représentatif, le gouvernement représentatif au régime parlementaire, le régime parlementaire à l'anarchie, l'anarchie au despotisme, et toujours il y a dans l'ombre un nouveau système social qui s'agite, prêt à saisir, par un coup de main, un pouvoir tombé en de si aventureuses destinées. La mobilité des personnes surpasse celle des pouvoirs. Ce que le monde chrétien n'avait jamais vu s'est répété sous les yeux de l'Europe moderne : deux fois l'échafaud s'est dressé et deux têtes de rois sont tombées sous la hache. En moins d'un siècle on a vu plus de soixante fois des dé-

bris de trône traîner dans la fange des carrefours. Combien d'autres trônes ont été ébranlés par des conspirations sourdes ! Combien d'autres rois ont vu leurs jours mis en péril par des attaques ouvertes ! L'attentat à la vie des souverains est un fait tellement vulgaire qu'on s'en étonne à peine. Dans la crainte que la conscience publique ne revienne de ses égarements, chaque nuit voit se renouveler sur le poignard le serment de haine à l'autorité. Les commis-voyageurs du régicide colportent dans toute l'Europe ces serments de la rébellion. Le feu prend partout. Là, volcan souterrain, il ronge les plus profondes assises de l'ordre social ; ici, flamme livide, il en consume le faite ; partout, incendie inextinguible, il prépare des calamités que ne sauraient soupçonner nos prévisions.

En présence de ces ravages, devenus plus sensibles à la lueur des bombes de la rue Lepelletier, un ministre de France disait à l'Empereur : « Le péril flagrant est dans l'inépuisable secte des assassins. » Un journal catholique, l'*Univers*, développant cette pensée, disait : « Les hommes de 93 n'ont pas fondé un gouvernement, et l'on peut douter, malgré leur jactance, qu'ils en aient eu même la prétention ; mais ils ont fondé le désordre, l'anarchie et l'assassinat. Ils ont fait entrer dans le sang de la France cette peste et cette lèpre infâme. Jusqu'à eux le régicide avait été un fait isolé, un crime véritablement exécré. On avait vu des fanatiques, des forcenés. Ils paraissaient rarement, ils n'avaient point de complices ; ils ne se proposaient même pas de produire ce que l'on peut appeler

aujourd'hui une révolution. Mais depuis la Convention et depuis ses apologistes, les choses ont bien changé. On n'a pas vu la justice et la réprobation atteindre assez les coupables, et les sophistes ont pu trop impunément entourer d'une abominable auréole les mains qui avaient manié le poignard. La société subira le poids de ces connivences et de ces lâchetés incroyables. Elle payera cher les éloges dont elle a permis que le crime fût salué hautement, et les bassesses même qui l'ont excusé ou qui, sans aller jusque-là, se sont misérablement tues devant lui. » (22 Janvier 1858.)

Un de ces hommes qui voient loin parce qu'ils voient de haut, le vicomte de Bonald, avait dit, en des circonstances analogues : l'Europe aujourd'hui fait pitié aux hommes d'esprit et horreur aux hommes vertueux. Quand ceux que la société a institué ses défenseurs deviennent ses tyrans ; quand il suffit d'un colonel, d'un régiment et de quelques heures pour détruire une royauté et renverser une nation de tant de siècles ; quand des hommes dont on sait le nom et la demeure, et des écrits avec noms d'auteur et d'imprimeur peuvent impunément applaudir à de pareils excès et sans doute en diriger les auteurs, l'Europe ne peut plus que se débattre dans les horreurs d'une longue agonie, et, si ce n'est la fin du monde qui approche, c'est la fin de la société... Et si l'imagination excitée par un si grand spectacle, l'imagination qui aime à s'élancer dans les profondeurs de l'avenir, demandait à la société si elle n'a pas eu le

pressentiment de sa fin ; et à la religion, dépositaire des destins du monde, si elle n'en a pas averti ses enfants, peut-être dans ses prédictions mystérieuses, où a été consignée il y a dix-huit siècles l'histoire des temps qui devaient suivre, trouverait-elle l'histoire symbolique des temps qui sont arrivés. Ce soleil qui refuse sa lumière, ces astres éclipsés qui, sortis de leur orbite, errent dans l'espace, ces tremblements de terre, ces guerres, ces famines, ces maladies, tous ces phénomènes avant-coureurs des derniers jours du monde, pris dans un sens moral, seraient à ses yeux la religion prête à retirer le flambeau qui éclaire l'univers ; les chefs des nations, ces astres du monde politique qui ont perdu la route qui leur était tracée et qui errent dans le vague des théories humaines ; le bouleversement du monde social ; les guerres de doctrines qui tuent les esprits, la famine de la vérité, seule nourriture des intelligences ; la contagion de l'erreur, véritable peste qui désole la société.... et sans doute après ces grandes catastrophes morales, plus effrayantes pour les esprits qui réfléchissent, que ne le seraient pour les sens des désordres physiques, l'Europe en silence attendrait.... un *dernier jugement* sur les peuples et sur les rois (1). »

(1) *Mélanges littéraires, politiques et philosophiques*, t. II.

CHAPITRE XXXV.

Autres faits sociaux qui sont tantôt crimes, tantôt éléments de décadence ;
1° dans l'économie publique.

L'objet premier et direct de la société civile est le bien temporel, et ce bien s'acquiert par la guerre que fait le travail de l'homme à la parcimonie de la nature. Ce travail affecte deux formes principales : tantôt il s'applique au sol pour lui faire produire les matières premières, et c'est l'agriculture ; tantôt il s'empare des matières premières pour les transformer, et c'est l'industrie. En étudiant leur développement historique, on voit la priorité et la prééminence appartenir à l'agriculture. L'industrie n'apparaît que plus tard, quand les découvertes du génie ont rendu le travail plus productif, quand l'accumulation des richesses permet des loisirs et que le chiffre de la population assure des répondants à toutes les entreprises.

L'agriculture et l'industrie exercent sur l'économie

des sociétés des influences très-différentes. Le travail agricole durcit le corps, aiguise et élève l'esprit, échauffe et ennoblit le cœur ; le travail industriel use prématurément les forces, annihile l'intelligence et rend inutile la volonté. L'agriculture nourrit tous ceux qu'elle a fait naître , donne à chacun le travail qui lui convient et accepte comme une douce nécessité le repos du dimanche ; l'industrie fait naître ceux qu'elle ne peut pas toujours nourrir, groupe les ouvriers dans d'inflexibles catégories et les oblige à un travail homicide. Aussi l'harmonie de l'agriculture, de la famille et de la religion est-elle un des plus grands faits de l'histoire. De là résulte la prospérité des peuples. Non que l'industrie soit essentiellement mauvaise , puisque nous la rencontrons chez les peuples florissants ; mais elle n'est pas là en reine, elle n'est que l'humble servante de l'agriculture, dont elle met en œuvre les produits et dont elle occupe l'excédant de population. Au contraire, quand l'industrie fait naître plus d'hommes que la religion ne peut en instruire et que l'autorité ne peut en contenir, quand l'industrialisme enlève des bras à l'agriculture, demande au globe entier des matières premières et veut fabriquer pour tout l'univers, alors la prospérité est compromise, les liens de famille sont brisés, la religion est abandonnée et les villes pullulent d'enfants chétifs , dont les pères, ouvriers aujourd'hui , seront demain les soldats de l'émeute.

L'agriculture et l'industrie ont-elles gardé chez les peuples modernes le rang qui leur convient ? leur

rôle respectif n'est-il pas méconnu? et de fâcheuses tendances ne menacent-elles pas d'aggraver encore leurs premiers écarts?

I. Un premier fait à observer, c'est la désertion de l'agriculture et la prédominance antisociale de l'industrie. Autrefois, une charrue était une dot; quelques champs formaient un domaine où la poésie avait placé le séjour du bonheur. *O fortunatos nimium, sua si bona norint agricolas*, disait Virgile. Horace, plus pratique, déclarait heureux celui qui, libre de dettes, cultivait avec ses bœufs des champs paternels. Ces sentiments se retrouvent encore dans les bucoliques de nos poètes, mais rencontrent malheureusement dans la réalité le plus cruel démenti. Le laboureur, chargé, comme le bûcheron de la fable, d'impôts, de créanciers et de corvées, ne se procure par un travail pénible qu'une substance précaire. Une année de disette le met à la gêne, cinq années d'abondance le ruinent. Avec la dose de connaissances que lui apporte le mouvement de notre civilisation, il se dit, en comparant sa condition avec celle des autres classes, que le pâturage et le labourage, ces deux mamelles de la patrie, ne sont pour lui que les sources de l'appauvrissement. Dans cette pénurie, il songe à soustraire son fils aux inexorables nécessités de sa condition; et le fils, entraîné par ce courant d'idées et de désirs qui l'enveloppe, songe bientôt à s'en aller à la recherche de la fortune. Cet amour du sol natal, qui résume tant de nobles sentiments et

qu'appuient de si puissantes raisons, ne suffit point à le retenir. Le voilà donc qui s'en va un beau matin , la larme à l'œil si l'on veut, mais il s'en va, et personne dans l'humble village qui n'applaudisse à sa détermination. L'arrivée à la ville a bien ses embarras et l'entrée dans l'atelier n'est pas sans déboires. Qu'importe! il a quitté son pays, il poursuit la fortune : il se ferait esclave plutôt que de revenir au foyer paternel. Enfin, il est enrôlé; un rouage de plus fonctionne dans la grande machine de l'industrie, deux bras de plus manquent à la charrue (1).

Ce malheureux échange de la liberté des champs contre le travail forcé de l'industrie ou contre l'asservissement du commerce tient à des causes aussi nombreuses que profondes : au poids exorbitant de l'impôt, à l'insuffisance du crédit, à la modicité du revenu, à la mollesse des mœurs; il tient plus particulièrement encore au régime que subit la propriété dans le partage des terres.

Les juifs, les gentils et les tribus barbares de la Germanie, c'est-à-dire les peuples de Dieu et les peuples de l'homme , les peuples de l'art et les peuples de la nature, avaient assuré, par les institutions, la perpétuité des familles et la garde des propriétés. La révolution, dont la spécialité est de détruire, a renversé cet ordre de choses : elle a dé-

(1) En France nous avons de terres incultes la valeur moyenne de quinze départements. En Angleterre, sur une population totale de quinze millions d'habitants, il y avait, en 1840, dix millions d'ouvriers attachés à l'industrie.

couronné les pères en reconnaissant aux enfants un droit d'héritage qui démembre leur autorité. Sans doute, c'est une sensibilité respectable, celle qui s'attendrit sur le sort des puînés traités en apparence avec moins de faveur, quand l'aîné a une part plus considérable dans la succession. Il y a cependant une sensibilité plus mâle, plus morale et plus intelligente, c'est celle qui, détachant son regard de ces avantages illusoires, découvre aux institutions anciennes de puissantes raisons d'existence.

C'est d'abord une pénible condition que celle faite au père de famille par l'égalité des partages. Il faudrait ne point connaître le vif attachement qu'inspire à l'homme la propriété qu'il cultive, pour supposer qu'un père met plus d'intérêt à partager cette propriété à ses enfants, qu'à la transmettre à ses descendants avec l'intégrité qu'elle tient des aïeux et les embellissements dont il l'a ornée. Une vive douleur le pénètre quand il voit ce beau domaine se morceler à sa mort en parcelles à peine cultivables, passer aux mains d'un voisin jaloux, peut-être aux mains d'un ennemi : *Barbarus has segetes ! en queis consuevimus agros !*

Dans cette perspective, si le père met moins d'ardeur à tout travail d'amélioration, les enfants mettent moins de zèle à lui prêter leur concours. A mesure qu'ils grandissent, ils s'en vont former à leur tour des familles sans tradition ou chercher dans d'autres établissements un travail plus lucratif. Les parents, cependant, avancent en âge et vendent quel-

quefois pièce à pièce des terres qu'ils laisseraient dépérir. A la nouvelle de leur mort, les enfants accourent pour se disputer les restes, et si les terres sont morcelées, les cœurs sont encore plus divisés.

La quotité disponible ne remédie pas à ce mal, parce que l'un des enfants, l'aîné ordinairement, garde pour lui-même les bâtiments d'exploitation, à moins, ce qui arrive, que ces bâtiments ne soient partagés d'une manière dommageable. Cet achat grève l'acquéreur de dettes qui le rongent comme un chancre, le mince revenu de la terre ne lui permettant pas de se libérer. D'ailleurs, ces bâtiments destinés à une exploitation plus considérable dépérissent dans ses mains. La famille disparaît. Les frères puînés, attachés à une petite fraction de propriété, s'exténuent à en tirer une chétive substance qu'ils auraient gagnée dans une autre profession avec moins de peine et plus de profit. Et la mère, seule autorité que reconnaisse encore la jeunesse, la mère, veuve de ses enfants plus que de son époux, traîne une vie sans considération, loin des enfants sortis de son sein (1).

De là dans l'ordre économique, dans l'ordre politique et dans l'ordre moral, les conséquences les plus désastreuses. Dans l'ordre économique d'abord, c'est le perpétuel morcellement de la propriété. La grande propriété est si bien dans l'esprit et dans l'intérêt de l'homme qu'il s'applique sans cesse à arrondir son

(1) Bonald : *Mélanges*, plusieurs articles sur l'économie politique, sur le droit d'aînesse, etc.

domaine. Avec le partage forcé, ce soin est un vrai labeur de Sisyphe. A la mort du père, démembrement : à la mort du fils, démembrement ; à la mort du petit-fils, démembrement. Les chefs de famille ne sont occupés qu'à raccorder des parcelles que partagent leurs héritiers : *perit labor irritus anni*. Ce morcellement, en multipliant les séparations, multiplie les terres sans rapport, et cette multiplication a atteint des limites inquiétantes. Dans la paroisse que j'habite, il résulte de là, bon an mal an, une perte nette de vingt mille francs. Ensuite, avec ces champs morcelés, on ne peut plus songer à la stabulation du gros bétail. Étranges sociétés que les nôtres ! on fabrique avec de gigantesques machines, et bientôt il faudra labourer à la bêche et conduire le bétail à la corde.

Dans l'ordre politique, l'égalité des partages a un effet à remarquer. L'esprit militaire est le foyer de toutes les vertus qui conservent les sociétés, et les populations agricoles sont celles qui possèdent au plus haut degré les vertus militaires. Avec des charrues on forge des armes ; avec des métiers on ne fabrique que du drap, quelquefois encore pour l'ennemi. Notre droit de succession, en faisant tomber le service volontaire, a rendu nécessaire la conscription, et la conscription, par la dépense de rachat qu'elle impose au père, grève la propriété, à moins qu'elle ne creuse, par le service qu'elle exige du fils, un abîme entre le peuple et le noble métier des armes. Une jeunesse qui serait, sous les drapeaux, mieux nourrie, mieux logée, mieux vêtue qu'à la maison paternelle,

redoute un service qu'elle embrassait jadis avec ardeur. Servir son pays est tenu pour une mauvaise fortune. On n'apprécie plus la générosité de ceux qui s'y dévouent. Le dégoût de la profession militaire gagne même de proche en proche ceux qui jadis donnaient au peuple l'exemple d'en courir les hasards.

C'est dans l'ordre moral surtout qu'éclatent les conséquences de cet état de choses. Une des plus funestes est la condition faite au mariage. Le partage forcé des biens entre les deux sexes, sans rien ajouter de sérieux au bien-être et à l'indépendance des femmes, conduit chaque homme prévoyant à fonder son avenir sur l'éventualité d'une riche alliance. Cette chasse aux héritages subordonne au calcul un acte qui devrait être uniquement réglé par les inspirations du cœur ; elle dégrade également les deux époux et détruit les garanties du bonheur domestique. Lorsque de telles mœurs sont devenues générales, il en résulte un dommage invisible et lent, mais certain, qui jette les peuples au dernier degré de l'infériorité morale.

Une conséquence plus funeste encore, c'est l'amoindrissement des familles. Les nations qui jouissent de la liberté testamentaire ont toutes pour caractère commun la fécondité des mariages. Une multitude de causes concourent, au contraire, à rendre le mariage stérile chez les peuples qui subissent le partage forcé. Le père de famille porte tous les inconvénients de la fécondité sans en recueillir les

avantages. Nous avons vu qu'il lui est à peu près refusé de trouver parmi ses enfants des aides et des successeurs. Ensuite il doit supporter des charges qui n'existent pas dans les autres régimes, telles que la nécessité de doter les filles, l'obligation de chercher à grands frais l'instruction et l'établissement des garçons. La multiplicité des enfants détruit d'ailleurs toute chance de conserver intact le patrimoine de famille. Enfin, les parents savent qu'ils peuvent rarement trouver une compensation à leurs sacrifices dans l'obéissance des enfants.

Une autre conséquence malheureuse, c'est l'indolence de la jeunesse dans les familles aisées. Le père vit dans l'opulence ; les fils jouiront après lui de sa fortune, sans avoir, comme dit Beaumarchais, d'autre peine que celle de venir au monde. Sur les bancs de l'école vous les voyez déjà, ces fils de famille, professer pour l'étude un sublime dégoût et revendiquer la paresse comme un privilège de caste. Aussi rien de plus vain que cette engeance. Aujourd'hui être jeune, c'est avoir des cheveux, des gants, des bottes vernies, se peigner à deux brosses, estimer les cigares, apprécier le vin et monter à cheval. Les enfants de famille pauvres aspirent donc seuls au vrai, au juste et au bien, et encore dans des conditions qui n'assurent guère que leurs avantages personnels. De là dans la société un affaiblissement des caractères, une grande mobilité dans les personnes et une sorte d'impossibilité de faire honneur aux grandes entreprises.

Citons encore comme cause de démoralisation : la dispersion après inventaire des objets que respecte la piété filiale dans toute constitution libre de la famille ; les scandales donnés par les riches qui ne se sont d'aucune manière rendus dignes de leur opulence ; l'importance exagérée des enfants dans les familles riches ; les espérances qui, sans blesser l'opinion, se fondent tout haut sur la mort des parents ; les prélèvements anticipés des enfants prodigues ; la spoliation exercée contre les pères de famille frappés de veuvage ; et ces exemples d'inconduite ou de révolte donnés par tant d'enfants au mépris de l'autorité paternelle (1).

Telle est chez la plupart des peuples modernes la condition de la propriété et tels doivent être les résultats de ce régime. On dit que le partage forcé est la chair et le sang de notre civilisation. Hélas ! chair putride et sang corrompu, dont la décomposition détrempe la terre sous nos pas et charge l'atmosphère de nuages pestilentiels.

II. C'est donc l'industrie qui attire toutes les pensées et occupe toutes les forces. Au siècle dernier nos philosophes n'admiraient que la nature. Il n'était bouquet à Iris et dissertation sur les eaux chaudes où chacun d'eux n'eût déposé sa profession de foi. Le romancier de l'état sauvage, Rousseau, nous eût volontiers ramenés à manger de la chair crue, à nous

(1) *Patrie* : article signé Le Play, conseiller d'État.

vêtir de peaux de bêtes et à dormir à l'ombre des arbres. Ces durs Spartiates sont devenus d'efféminés sybarites : ils ne parlent plus que d'industrie ; ils voudraient nous voir tous dans des palais somptueux filer des jours de soie. De frugalité, de tempérance, de modération dans les désirs, il n'en est pas question. Tout se réduit à produire pour consommer, à consommer pour produire. Aussi l'industrie et le commerce sont-ils considérés comme le lien des peuples et le garant de la paix, bien que des jalousies de commerce aient été et doivent être encore le sujet de toutes nos guerres. La société suit l'entraînement de ces opinions.

Pour comprendre les résultats de ce fait social, étudions l'industrie dans l'emploi des forces qu'elle met en jeu et dans l'idéal qu'elle s'efforce d'atteindre.

L'industrie conserve sa prépondérance principalement par la division du travail, l'emploi des machines et l'émulation de la concurrence. La division du travail en classant les ouvriers suivant leur aptitude, l'emploi des machines en simplifiant les opérations, la concurrence en excitant les rivalités, décuplent et perfectionnent singulièrement les produits. Mais, si chacune de ces forces, contenue dans de justes bornes, est un élément de progrès, chacune aussi, abandonnée à l'entraînement anarchique des intérêts, est un élément très-actif de décadence.

La division du travail donne à l'ouvrier une habileté remarquable et n'exige qu'une modique dépense

d'esprit ; elle compense cette médiocre fatigue d'esprit par la prolongation du travail ; comme cette prolongation a des limites naturelles, après s'être attaquée au temps de l'ouvrier, la division s'en prend au salaire ; finalement elle réduit l'ouvrier à un pur machinisme. L'art fait du progrès, l'artisan rétrograde. C'est ce que reconnaît en propres termes l'Hermès trimégiste de l'économie politique, J.-B. Say : « Un homme qui ne fait toute sa vie qu'une même opération, dit-il, parvient à coup sûr à l'exécuter plus promptement et mieux qu'un autre homme ; mais, moins capable de toute autre occupation, soit physique, soit morale, ses autres facultés s'éteignent et il en résulte une dégénération dans l'homme (1). » Ainsi, plus la division du travail augmente, plus l'intelligence du travailleur diminue et la main-d'œuvre tend à se réduire. Mais plus la valeur de l'ouvrier s'abaisse et la demande de travail faiblit, plus le salaire diminue, plus la misère augmente. Et ce ne sont pas quelques centaines d'hommes qui sont victimes de cette perturbation industrielle, ce sont des millions qui souffrent, ce sont des classes tout entières qui s'atrophient.

Les machines viennent en aide à la division du travail en réduisant les frais de production par la simplification des procédés. En sorte que l'industrie, après avoir accru la population, imagine le moyen de se passer des hommes. De ses découvertes résultent : le

(1) Say : *Cours d'économie politique*.

déclassement des travailleurs, au moins à l'époque de l'invention d'une machine ; le défaut d'équilibre entre l'offre et la demande du travail qui perd de son prix ; l'accumulation rapide des produits et conséquemment les chômages ; enfin la condensation du capital aux mains du petit nombre. D'où il suit que les machines sont une source féconde de richesses et une cause permanente de misère. Le travail est pour l'homme une condition de noble existence et un devoir sacré devant Dieu. A consulter les règles de la sagesse, la mécanique ne devrait donc venir en aide au travail de l'homme que pour les objets de nécessité première, et lui laisser, pour tout le reste, le champ libre. Car, dans toute société, on doit trouver le travail nécessaire à la subsistance de cette société ; et il faut, sous peine d'indigence et même de ruine, qu'il y ait assez de consommation pour la production. Le mercantilisme n'a pas de ces pensées ; il veut produire au plus vite, au meilleur marché, et par les alternatives d'aisance et de misère qu'il provoque, il donne à la société une population qui, *fabriquant des objets d'industrie sans pouvoir les consommer, n'en est pas moins obligée de consommer les produits du sol sans pouvoir ni les acheter, ni les produire*. A la moindre crise cette population se trouve sans pain, et l'on voit se déployer dans les rues des cités manufacturières des drapeaux avec cette sentence : Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

Après la division du travail et l'emploi des machines, la concurrence entre les ouvriers pour la

main-d'œuvre, entre les maîtres pour la production, est l'un des agents les plus actifs de l'industrie. Mais dépourvue de garanties légales et emportée par les aspirations de la convoitise, elle amène les résultats les plus déplorables. Entre ouvriers, elle entraîne la baisse des salaires, le prolongement des séances de travail, l'emploi prématuré des enfants dans les manufactures et les désordres physiques et moraux qui résultent tant du surcroît de travail que du mélange des ouvriers et ouvrières. Entre maîtres elle pousse la production à une activité dévorante, provoque les fraudes, hâte les faillites, écrase les métiers par les machines et les magasins par les bazars. La concurrence, au lieu de garantir la sincérité du commerce, n'aboutit qu'à former une aristocratie mercantile, mille fois plus rapace que l'aristocratie nobiliaire, et à livrer l'ouvrier corps et âme au bon plaisir de l'industrie.

Les rigueurs du monopole, la balance du commerce et les spéculations du crédit prêteraient matière à des considérations analogues. Ces études nous mèneraient trop loin, sans modifier d'ailleurs nos convictions. Qu'il nous suffise de tirer cette conséquence : les effets naturels des forces économiques livrées à l'anarchique exploitation de l'industrialisme sont l'accumulation de richesses sans utilité et l'abrutissement de l'espèce humaine.

L'industrialisme a d'autres vues et, disons-le, de plus nobles sentiments ; il voudrait soulager cette pauvre humanité qui traîne depuis six mille ans le

boulet de la misère, et même il espère l'amener *par la progression du luxe à la jouissance indéfinie*. Sans vouloir contester la pureté de ses intentions, nous devons dire que son but est infâme, et que le moyen d'atteindre ce but n'a qu'une puissance illusoire.

Le luxe est donc prôné comme ouverture à l'écoulement des produits. Par une réciprocité de bons offices, le luxe alimenterait le travail et le travail répondrait aux aspirations du luxe. Cette prétention des économistes n'est qu'un brouillard malsain qui s'évanouit au rayonnement du bon sens.

Le luxe peut se définir : une dépense *excessive* eu égard à la destination de l'objet ou à la condition de l'homme. Ainsi le P. Félix, dans ses conférences de Notre-Dame, a eu tort de reconnaître la légitimité du luxe tant qu'il se borne à servir de voile à la pudeur, à marquer la souveraineté de l'homme, à distinguer les classes de la société et à orner les temples. Dans ces acceptions le luxe n'est pas luxe, c'est une nécessité ou une convenance et non le désordre flétri par les moralistes. Qui dit luxe dit superflu. En ce sens, le luxe procède encore d'une noble aspiration, il n'est que la recherche désordonnée du bien ; ainsi, au lieu de le chercher dans l'âme il le met dans le corps, au lieu de s'arrêter au nécessaire il veut de l'inutile. C'est le motif qui a toujours fait condamner le luxe comme un désordre et l'a fait considérer comme un principe de ruine.

Les conséquences de ce désordre sont en effet très-

alarmantes. Dans l'ordre moral le luxe amollit l'homme, le rend avide, égoïste, esclave de mille besoins factices. Conséquemment, il pousse l'industrie à la création de l'inutile au détriment du nécessaire, et, en couvrant de splendeurs menteuses des abîmes de misère, il tarit par des dépenses immo-dérées les sources de la charité. En substituant à l'amour de l'homme les conseils de l'égoïsme, il irrite le peuple par le contraste insolent du faste et de l'indigence. Avec des hommes qui ne s'aiment pas, nulle société n'est possible, car le luxe donne aux haines qu'il allume des moyens de vengeance en faisant naître à chaque industrie nouvelle une nouvelle population. Les populations industrielles tendent ainsi à augmenter sans cesse, quand les classes supérieures occupées de services publics restent stationnaires ou diminuent. La proportion entre la partie ignorante et la partie éclairée d'une nation, entre celle qui sait contenir par l'influence de ses vertus et l'ascendant de sa considération, et celle qui doit être contenue, est rompue au bénéfice de cette dernière, et alors arrivent les bouleversements. On a des villes plus difficiles à gouverner que des empires et des capitales d'Etat, qui ne sont que des capitales de la révolution.

« Ah! le luxe, s'écrie le P. Ventura, le luxe, c'est l'homme voulant se donner en spectacle, s'adorer et se faire adorer. Si l'on faisait une exacte statistique des effets qu'il produit, on serait obligé de reconnaître qu'il amène moins l'honnêteté du travail que

les dépenses folles, la profanation du mariage, l'abandon des enfants et la décroissance de la population ; on serait obligé de reconnaître que le luxe est le conseiller de la coquetterie, de la prostitution, du vol, du meurtre, du suicide ; qu'il épuise plus de ressources qu'il n'en crée, et qu'il tue plus d'hommes qu'il n'en fait vivre (1). »

Quand le luxe n'amènerait pas ces désordres, l'idéal que poursuit l'industrialisme n'en serait pas moins infâme. Son but est de parquer l'humanité dans les débauches de la jouissance indéfinie. C'est entendu : les pasteurs des peuples ne sont que des gardeurs de troupeaux, l'homme n'est qu'un vil faconnneur de matière, l'humanité n'a rien à faire qu'à boire, à manger, à digérer et à dormir au soleil. Mais le travail de l'homme n'a point pour but de créer ou même d'irriter les besoins ; il doit les modérer et leur donner une légitime satisfaction en découvrant leur rapport avec les réalités de la vie. Fausse comme théorie, cette doctrine n'est en pratique que l'application du plus voluptueux matérialisme. Alors la jouissance accordée au corps dans une mesure qui contrarie son développement et à l'âme, avec une abondance qui rend impossible son éducation, la jouissance tue toute énergie physique, abaisse l'intelligence dans la contemplation de la matière, rétrécit les cœurs par l'explosion de l'égoïsme et affaiblit les volontés par le venin secret de la délectation. Quand de désordre in-

(1) Ventura : *Discours prononcés à la chapelle des Tuileries en 1857.*

dividuel la jouissance est devenue plaie sociale, alors la société s'éteint dans une lente corruption, ou se déchire dans des guerres plus que civiles pour voir bientôt flotter à l'horizon le drapeau des barbares.

Un homme célèbre autant par l'élévation de son génie que par la grandeur de sa chute a écrit sur ce sujet quelques lignes qu'on tiendrait pour une page inédite de l'imitation.

« On ne saurait, dit-il, tromper plus dangereusement les hommes qu'en leur montrant le bonheur comme le but de la vie terrestre. Le bonheur n'est point de la terre, et se figurer qu'on l'y trouvera est le plus sûr moyen de perdre la jouissance des biens que Dieu a mis à notre portée. Nous avons à remplir une fonction grande et sainte, mais qui nous oblige à un rude et perpétuel combat. On nourrit le peuple d'envie et de haine, c'est-à-dire de souffrances, en opposant la prétendue félicité des riches à ses angoisses et à sa misère. Je les ai vus de près, ces riches si heureux ! Leurs plaisirs sans saveur aboutissent à un irrémédiable ennui qui m'a donné l'idée des tortures infernales. Sans doute, il y a des riches qui échappent plus ou moins à cette destinée, mais par des moyens qui ne sont pas ceux que la richesse procure.

La paix du cœur est le fond du bonheur véritable, et cette paix est le fruit du devoir parfaitement accompli, de la modération des désirs, des saintes espérances, des pures affections.

Rien d'élevé, rien de beau, rien de bon ne se fait

sur la terre qu'au prix de la souffrance et de l'abnégation de soi, et le Sacrifice seul est fécond.

Peuple ! peuple ! Dieu a empreint sur votre front le sceau mystérieux de la croix ; la croix, c'est le martyre ; mais la croix c'est la liberté (1). »

(1) Lamennais : *Œuvres posthumes*.

CHAPITRE XXXVI.

Nouveaux éléments de décadence : 2° dans la spéculation boursière.

L'ordre économique d'une société comprend la production, la distribution et la consommation des richesses. La production a pour agents principaux le travail, le capital, le commerce et la spéculation. Le travail donne par la main de l'homme aux matières premières une façon qui en constitue la valeur d'utilité. Le travailleur ne détruisant pas toutes les utilités qu'il crée, l'excédant des fruits de son travail s'accumule sous le nom de capital; ce capital forme la richesse de l'ouvrier et devient un élément de production pour des ouvriers d'une autre espèce. Le commerce, par les transports, ajoute aux produits une valeur d'échange. Enfin, au-dessus du travail, du capital et du commerce apparaît la spéculation.

La spéculation est la conception intellectuelle des procédés à employer pour rendre plus productif le

travail, le crédit et la circulation. C'est elle qui découvre les gisements de la richesse, invente les moyens économiques pour l'exploitation des mines qui les renferment, on augmente leur rendement par des façons nouvelles de travail, des combinaisons de crédit et des modes particuliers de transport.

La spéculation est donc essentiellement aléatoire, comme toutes les choses qui n'ayant d'existence que dans l'entendement, attendent la sanction de l'expérience. Emportant avec elle un certain risque, elle court des chances de perte et de gain, et, parce qu'elle expose le spéculateur à des pertes, il est moral qu'elle le fasse, en cas de succès, bénéficier de profits correspondants.

Jusqu'ici la spéculation est parfaitement légitime. Mais toute chose a ses abus. Le travail a fait imaginer l'esclavage, le crédit appelle l'usure, le commerce aspire au monopole, et la spéculation tombe dans le parasitisme. Sans souci de la production, elle cherche à réaliser par l'intrigue, l'escroquerie, la concussion des bénéfices fabuleux. La spéculation ainsi entendue n'est plus que l'art de s'enrichir sans travail, sans capital, sans commerce ; le secret de s'approprier la fortune d'autrui sans donner en échange aucun équivalent, c'est le chancre de la production et la perte des sociétés.

Toute puissance devant avoir dans la société son organe, la spéculation ne pouvait rester à l'état idéal. L'industrie a ses manufactures, le capital ses banques, le commerce ses ports et la spéculation a pour palais

la Bourse. La Bourse est le marché aux capitaux. Les détenteurs de fonds y portent leur avoir en expectative d'une copieuse rente ; les spéculateurs prennent cet avoir pour l'exécution de leurs entreprises ; enfin viennent les agioteurs, qui, suivant les chances réelles ou fictives de gain et de perte, négocient à bénéfice les titres des prêteurs en attendant le résultat lucratif ou désastreux de l'entreprise.

Notre but est d'étudier ici la spéculation, non comme force productive, mais comme opération boursière, dans son influence sur l'économie des sociétés. Notre base d'opération est la bourse de Paris. Nos réflexions s'appliquent d'ailleurs sans correctif aux Bourses de Londres, de Vienne, de Berlin, d'Amsterdam, de Hambourg et de toutes les villes importantes.

I. La Bourse est-elle fréquentée ? car si elle ne comptait qu'un petit nombre d'habituels elle n'aurait sur les mœurs qu'une influence insignifiante. Deux faits nous fournissent les éléments de la réponse : la taxe d'entrée et les honoraires des agents de change.

La municipalité de Paris a établi sur la Bourse un droit d'entrée de 1 fr. par personne et de 50 centimes par abonnement. L'imposition de ce droit a pour but d'écarter les spéculateurs tout à fait pauvres. Vingt sous pour arrêter à la porte du temple de Plutus ceux qui allaient négocier sur des millions ! Le produit de la taxe pendant le mois de janvier 1857 a été de cent vingt mille francs ; soit pour vingt-six jours de Bourse,

en ne tenant pas compte de la différence de l'abonnement , quatre mille six cent quinze francs par jour : ce qui porte le nombre des habitués quotidiens à cinq mille en moyenne. Il n'était pas de cinq cents il y a dix ans.

Les opérations boursières s'effectuent par l'intermédiaire d'officiers ministériels nommés agents de change. Ces agents achètent leur place deux millions et déposent un cautionnement de cent vingt-cinq mille francs. En retour, la corporation prélève par an pour reports et droits de courtage quatre-vingt millions à répartir entre les soixante offices : un million un tiers par titulaire. Au droit de un quart pour cent, ces quatre-vingt millions représentent trente-deux milliards de transactions boursières, c'est-à-dire trois fois la production annuelle de la France. Or, le courtage officiel n'opère qu'à peine la moitié des transactions, l'autre moitié s'effectuant par les *coulissiers*, *remisiers* et *courtiers-marrons*. En sorte qu'on peut évaluer les ventes et achats annuels à soixante ou quatre-vingt milliards. Si la plaisanterie était permise en pareil sujet, ne serait-ce pas le cas de modifier la chanson :

Peuple français, peuple de *joueurs* !

Notons , pour justifier cette variante que, les offres sérieuses se retirent de plus en plus de la Bourse. Le change est rentré dans les attributions des banques et des comptoirs d'escompte ; les ventes sérieuses de marchandises se font dans les fabriques, les entrepôts

ou par commissionnaires ; les assurances ne figurent au parquet que pour y faire coter leurs actions ; il en est de même de la batellerie et des chemins de fer. De manière qu'il ne reste à la Bourse que les fonds publics et les actions des entreprises industrielles.

II. Quel effet produit sur l'ordre public la possibilité du jeu ?

Les premiers effets de la spéculation boursière sont l'éloignement du travail et le développement de la cupidité.

« Au spectacle de quelques fortunes subites, inattaquables peut être au point de vue d'une légalité incomplète , mais parfaitement illégitime devant la conscience, s'est ébranlée la multitude des âmes faibles, en qui la soif du bien-être avait marché plus vite que le sens moral. Une conviction s'est formée dans le silence universel, sorte de profession de foi tacite, qui a remplacé pour les masses les anciens programmes politiques. »

Que de toutes les sources de la fortune le travail est le plus précaire et le plus pauvre ;

Qu'au-dessus du travail il y a d'abord le faisceau des forces productrices, fonds commun de l'exploitation nationale, dont le gouvernement est le dispensateur suprême ;

Qu'enfin vient la spéculation, entendant par ce mot l'ensemble des moyens, non prévus par la loi ou insaisissables à la justice, de surprendre le bien d'autrui (1).

(1) *Manuel du spéculateur à la Bourse* : Introduction.

Cet entraînement des idées a trouvé dans les faits sa confirmation. Le grand nombre des concessions, la création de monopoles, les subventions aux entreprises, les garanties d'intérêt ont jeté partout à l'ambition un gant qu'elle s'empresse de relever. Comment arroser de sueur une terre ingrate et confier à des sillons avares une semence qu'un ciel inclément refusera peut-être de mûrir, quand on peut en cinq minutes devenir l'émule de Turcaret? Aussi voyez quelle frénésie! Chaque pays est une arène de joueurs. Sous les arceaux de la Bourse, le provincial rencontre le citadin, et le laquais coudoie le grand seigneur. L'agiotage a résolu le problème de l'unité politique par la fusion des antagonismes. Tous jurent par la cote des fonds publics, n'écoutent que les oracles de la prime et adorent l'écu de cent sous. Avec cette âpreté au gain, on déserte le travail. C'est à qui fuira plus vite les conditions pénibles, à qui fera plus vite fortune. En suivant cette pente, on ne voudra bientôt plus porter l'épée, ceindre l'écharpe, endosser la simarre ou revêtir l'humble hermine : on délaisse déjà le marteau, la hache et la charrue! Le pouvoir s'étonne, les académies posent des problèmes, la statistique recueille des chiffres, la magistrature fulmine des mercuriales, la comédie agite ses grelots. Recherches vaines, plaintes inutiles. Les ardeurs qui dévorent Crésus ne deviennent que plus vives sur les bords du Pactole. Certes, cette horreur du travail, cette soif de l'or, dernières passions d'un peuple, sont bien des symptômes dont la signification épouvante!

III. Mais ce jeu est-il donc si innocent? A défaut de raisonnements, les faits répondent. Des fortunes colossales, amassées en un clin d'œil, ne peuvent pas avoir été amassées par des moyens qu'approuve la justice. Ce n'est pas ainsi que naît la saine opulence : *Crescit occulto velut arbor ævo* : une longue succession de talents et de vertus sont dans une famille la condition première de son existence. Le fils s'élève au-dessus du père, le petit-fils continue de gravir, l'arrière-petit-fils touche à peine au sommet. Que dire de cette lenteur antique en face de la rapidité contemporaine? Eh! que l'une suivait la droite voie de l'honneur, et que l'autre n'arrive que par les tortueux sentiers de l'injustice!

Cette présomption se justifie par l'étude du jeu. Au lieu de l'exposer ici dans les termes techniques de l'argot bursal, nous citons des exemples de fantaisie :

Grippe-Million a une idée, une idée lumineuse, féconde, mais pas d'argent. Son associé Grapinard a de l'argent, mais pas d'idées. Les deux lancent l'affaire. Trois mille prospectus sont répandus, et le pot-de-vin est donné aux journalistes. Le lendemain, c'est un concert d'une merveilleuse entente : l'idée est admirable, le succès assuré, les bénéfices seront énormes. L'animal stupide et ambitieux qu'on nomme rentier prend des actions, et les actions arrivent à la Bourse. Grippe-Million et Grapinard jouent à la hausse. Commandite, crédit public, dividende, intérêt, ne sont rien pour eux : l'oiseau de proie ne chasse

pas les mouches. Ce qu'ils cherchent, ce sont les coups de Bourse, les râflés, les razzias. La malveillance, l'intrigue, la mauvaise foi, amènent, à force d'agitation, la hausse tant désirée. L'actionnaire jubile ; les deux faiseurs vendent les actions restées en leurs mains et touchent primes et reports. A la hausse factice succède l'impitoyable baisse. Le rentier est à demi ruiné ; les hommes à idée ont fait fortune. Grippe-Million peut ajouter à son nom une particule aristocratique, et les enfants de son confrère seront, sans doute, un jour, barons de la Grapinarderie.

L'appétit vient en mangeant. M. de Grippe-Million est à la tête d'une grande fortune. Au lieu de se retirer des affaires, le voilà qui fonde de nouvelles sociétés et garde, grâce à sa fortune, une notable partie des actions. Les dites actions se cotent à la Bourse avec un léger bénéfice. M. de Grippe-Million porte à la Bourse toutes ses actions d'une même société, un même jour, et fait vendre avec ce bénéfice léger. L'actionnaire, croyant quelque anguille cachée sous roche, vend à son tour. Grande baisse par suite de l'affluence d'actions, perte pour l'actionnaire, tandis que Grippe-Million fait acheter les actions en grande baisse, après avoir vendu les siennes à profit : double avantage. M. de Grippe-Million fait ainsi à son gré hausse ou baisse ; le petit actionnaire est submergé dans ce va-et-vient, et toujours la pompe aspirante du jeu fait affluer l'or dans les coffres de M. de Grippe-Million. En suivant la progression ascendante, pourquoi le fils

de ce Monsieur ne s'appellerait-il pas M. de Grippe-Milliard ?

Les industries de Bourse ne se bornent pas là. Ces exemples suffisent pour montrer combien de pareils jeux ont mérité leur nom infamant de tripotages.

IV. Notre attention se concentre sur les résultats moraux et politiques de la spéculation boursière.

Le premier, c'est l'atteinte portée à l'antique probité. La logique va vite en dissolution. « Des subalternes, témoins des grands coups de leurs chefs, se disent qu'en pillant les caisses qui leur sont confiées, ils ne sont, après tout, ni plus ni moins prévaricateurs que leurs honorables patrons; et ce qu'il y a de triste, tandis que ces misérables s'absolvent dans leur conscience, le public n'est pas loin de leur appliquer le bénéfice des circonstances atténuantes !

Compagnie d'assurances *l'Économie* : Détournement de plus d'un million, espèces, par le directeur ;

Compagnie du Chemin de fer du Nord : Soustraction de cinq à six millions, actions, par le caissier ;

Succursale de la Banque à Besançon : Détournement de 400,000 francs par le caissier ;

Sous-comptoir des denrées coloniales, à Paris : Pillage de la caisse par le gérant ;

Compagnie du Crédit mobilier : Vol de 147,000 francs par un courtier de la compagnie (1). »

Pas un département, pas un chef-lieu qui n'ait son scandale. Et combien que l'on ignore ! combien que

(1) *Manuel du spéculateur à la Bourse.*

l'on dissimule par respect des familles et pour ménager la dignité des compagnies. En Angleterre, la fraude a pris de telles proportions qu'on a proposé de former des assurances contre le vol. La seule falsification des denrées alimentaires a donné lieu à de gros livres pour nous défendre de l'intoxication. L'honnêteté publique a disparu ; la piraterie règne dans les affaires. Comparez donc aux misères des époques antérieures l'improbité d'une époque qui a pris pour philosophie la Bourse, pour politique la Bourse, pour morale la Bourse. N'est-ce pas là un des caractères des sociétés qui s'en vont ?

Un résultat non moins immoral, c'est le trop rapide déplacement des personnes. Dans une société bien réglée, à la longue le prolétaire devient bourgeois, et le bourgeois devient noble. La vertu monte l'échelle, le vice la descend. Il n'y a dans le spectacle de ces vicissitudes rien que de moral. Dans les sociétés modernes, les choses vont tout autrement. Hier chiffonnier, aujourd'hui millionnaire ; aujourd'hui millionnaire, demain chiffonnier. Ce déplacement subit est nuisible à ceux qui s'élèvent et à ceux qui tombent. Le riche ruiné vit dans l'aigreur et meurt sur une barricade. Le parvenu est dur aux autres, et par sa dureté il irrite ceux d'en bas contre ceux d'en haut. La tête lui tourne, le cœur lui manque. Les folies du luxe, la débauche somptueuse, l'orgie aux *cinq cent mille francs de rente* deviennent les conséquences de fortunes faites sans travail, au milieu des rapines. L'immoralité suit le développement de la spéculation

déshonnête. La fille de joie n'est plus cette vile créature, reléguée dans un *ghetto* immonde, dont le cadavre était jeté à la voirie; c'est une créature aimable qui tient maison ouverte et donne des soirées; et ses pareilles forment une caste qui a son faubourg comme l'antique noblesse. *O tempora!*

Un troisième résultat, c'est la mobilisation du sol et la constitution rapide des *latifundia*. On ne joue pas sur les brouillards de la lune. Le petit peuple, trouvant sa terre d'un revenu trop faible pour ses goûts somptueux, aliène une partie de ses biens, dont le prix passe aux mains d'un agent de change. Au jeu, véritable lutte du pot de terre contre le pot d'or, la victoire est toujours pour les princes de la finance. La petite propriété s'en va rejoindre les écus, et l'anarchie de la spéculation élève le trône des seigneurs boursiers sur les débris des petites fortunes.

Un résultat qui hâtera le triomphe de la féodalité industrielle, c'est l'aggravation inévitable de l'intérêt des capitaux. La gratuité du crédit est un principe de droit divin et de droit naturel. « J'ai reconnu, disait Mirabeau père, d'accord en ce point avec d'Aguesseau, qu'indépendamment de la religion, les opinions de l'école s'accordaient à cet égard avec la saine morale; la défense de l'intérêt serait le plus sûr moyen de faire reflourir l'industrie. » Or, continue l'*Almanach de la Bourse*, dans les reports, on voit fréquemment l'intérêt s'élever jusqu'à dix pour cent en quinze jours, laps de temps pour lequel sont en général consentis ces sortes de con-

trats. A ce taux on retirerait, par an de son argent, un revenu de deux cent cinquante pour cent. Le privilège des agents de change produit à la corporation quatre-vingt millions. Et l'on déclarera infâme l'usurier de village qui prête à douze. La loi doit avoir raison. Pour se mettre d'accord avec elle-même, elle devra lever toutes les barrières. Décision malheureuse, mais fatale, que prépare l'évolution des idées, et qu'amènent les principes de l'économisme. Les journaux, tous vendus aux juifs, ont déjà rompu des lances en faveur de l'usure. La monnaie, disent-ils, n'est pas seulement le signe représentatif des valeurs, c'est encore une marchandise, et, à ce titre, il faut l'admettre au bénéfice de l'offre et de la demande. Et maintenant, Caton, réjouis-toi ! les temps du prêteur à petite semaine pourront revenir, et ce sera le triomphe de la bancocratie boursicotière.

Enfin le jeu de Bourse tue le patriotisme. Qu'importe la patrie à ces bourgeois devenus prolétaires par la défaveur de Mercure ? La propriété était le dernier lien qui les attachât au sol ; ce lien rompu, il n'y a plus pour eux de sol natal. Qu'importe leur nationalité à ces Nabad européens dont les fonds sont placés sur toutes les bourses ? Que le pouvoir se pique de dévouement ou de gloire, la spéculation ne connaît ni la pitié ni l'honneur. La cote suit les projets de la politique, guette les marches et contremarches de la diplomatie, et le baromètre bursal dicte au pouvoir ses déterminations. Vingt francs de hausse ou de baisse assureront l'ordre ou déchaî-

neront la révolution. Qu'eût pensé de cette légitimité Blaise Pascal?

Et maintenant vienne un Hercule administratif pour nettoyer ces écuries d'Augias, et si le bras d'Hercule est impuissant, que le Jupiter de la politique lance la foudre sur les Babylones de la finance.

CHAPITRE XXXVII.

Autres éléments de décadence : 3° Dans l'économie charitable.

Quand la terre a donné à l'homme ses produits, il reste dans le monde des forts et des faibles, des savants et des ignorants, des sages et des débauchés. Avec une économie politique qui distribue les biens selon les rigueurs de la justice, il faut donc, dans la société, une économie charitable qui les répartisse à son tour suivant la douceur de la miséricorde.

Le problème à résoudre, pour l'économie charitable, est celui-ci : l'humanité étant donnée avec l'inévitable distinction des riches et des pauvres, 1° enseigner aux riches le don volontaire de leurs biens, et 2° distribuer ces biens aux pauvres sans nuire à la dignité de l'homme, à la liberté du citoyen, aux prérogatives de la famille et aux droits sacrés de l'Église.

Ce problème a reçu de nos jours deux solutions :

la solution que donne la bienfaisance politique, et la solution que présente la charité religieuse. La solution de la bienfaisance politique a été adoptée, dans la plupart des États modernes, sous le nom de *Système de la charité légale* ; nous l'étudions dans ce chapitre.

I. Le premier devoir de la charité légale est de rendre les riches généreux, de leur inspirer la volonté sérieuse de faire du bien aux pauvres, de les amener surtout à ce sacrifice de ses biens et de soi-même, qui seul peut rendre efficace les bons désirs. La tâche est difficile, car il s'agit de faire une douce violence à l'égoïsme. La charité légale l'a compris, et la voilà qui se transforme en prédicateur pour faire appel aux sentiments du devoir, à la bienfaisance naturelle et à la nécessité politique.

La notion abstraite du devoir dit : *donner est une obligation sacrée*, et par cette simple parole elle obtient sans contredit l'assentiment de toute intelligence droite. Mais, pour victorieuse qu'elle soit de la raison, elle aura peu d'action sur la volonté, et ne dilatera certainement pas le cœur. Si donc, connaissant l'obligation générale de donner, vous demandez combien il faut donner, toujours au-dedans de vous-même, une voix répondra : le moins possible. Mobile insuffisant donc qui ne nous portera jamais à partager les maux d'autrui et ne nous commandera que les dons insignifiants d'une main avare.

A la notion abstraite du devoir se joint le sentiment naturel de bienfaisance. Celui-ci dit qu'il faut aimer son semblable, compatir à ses souffrances, et,

si la chose n'est pas matériellement impossible, lui venir en aide dès que l'affliction le visite. Malheureusement nous n'habitons plus l'Éden primitif, et la nature déchue, sensible encore à ce noble sentiment, n'en fait que rarement sa règle de conduite. Au contraire, l'égoïsme fait le fond de la nature humaine, et l'égoïsme, son nom le dit assez, n'est pas généreux. Cette philanthropie banale, qui s'accommode de l'égoïsme, n'est donc, comme dit Chateaubriand, que la fausse monnaie, la misérable caricature de la charité.

Alors intervient la légalité. La légalité dit : Il en est beaucoup qui gémissent dans les angoisses de la faim ; pour étouffer leurs gémissements, et n'exaspérer pas leur indigence, donnez, et moi, société, j'irai répandre dans leur sein vos dons. Cette action sociale supprime tant soit peu la liberté nécessaire pour que la générosité soit honorable et diminue singulièrement le bonheur qu'on éprouve à donner. Aussi, au lieu de donner ce que je puis, je donnerai seulement ce que je ne saurais retenir.

Le riche, par l'insuffisance notoire de ces mobiles de conduite, loin d'écouter la voix de ces convictions, d'obéir à l'entraînement de ses sympathies, et aux appels du seigneur État, ferme son cœur à la charité, trahit par égoïsme la loi d'amour, et la détruit même quelquefois avec toute la perversité d'une nature délibérément malfaisante. Sur ce, la légalité ne se borne plus à demander, elle commande pour faire descendre sur des besoins proclamés des droits la charité

au nom de la justice. En suivant cette pente, un grand nombre d'États européens en sont venus à créer une taxe des pauvres, c'est-à-dire à prendre aux uns pour donner aux autres. Cette taxe existe sous des formes diverses, aux États-Unis, dans quelques cantons suisses, en Allemagne, en Prusse, en Livonie, en Danemarck, en Suède, en Norwège, dans les Pays-Bas, en Écosse et en Angleterre. Ce dernier pays acquitte pour ce seul service deux cent millions.

La taxe exerce sur les pauvres une déplorable influence. En voyant la contrainte lever des deniers pour leur soulagement, ils acquièrent naturellement l'idée qu'ils ont un droit à l'assistance. Dans cette conviction, ils s'abandonnent à toutes les violences de l'impudeur : ils réclament des secours, même quand ils ont des ressources ; ils demandent leur ration avec menace, s'informent si on ne leur soustrait rien, sollicitent des augmentations, insistent pour obtenir l'assistance à vie, ou se raillent des administrateurs, en promettant de boire à leur santé. En de telles circonstances, les idées se modifient et les mœurs en suivent l'entraînement ; à l'ingratitude et à l'impudence se joignent la paresse, l'imprévoyance et la dissipation. Les faits parlent trop haut pour que ma plume leur serve ici d'interprète.

La taxe des pauvres n'exerce pas sur ceux qui la payent une influence meilleure. D'abord elle ferme les cœurs à la bienfaisance et détruit toute charité

privée : « Que demandez-vous ? Nous avons payé la taxe, que la charité légale vous nourrisse, et que le bon Dieu vous bénisse ! » Ensuite elle est une source de vexations pour les contribuables dont les ressources diminuent précisément lorsque les besoins des pauvres augmentent ; elle aigrit ainsi les sujets contre le pouvoir, et arrête, par la progression inévitable de l'impôt, l'essor des fortunes. Enfin elle méconnaît les dispositions de la Providence, qui laissait à l'homme la liberté de la charité pour lui faire obtenir par l'aumône le pardon de ses fautes.

Ainsi, que la charité légale demande au nom de la miséricorde ou au nom de la justice, son action est insuffisante : elle laisse les riches dans leur égoïsme et augmente le nombre des pauvres n'ayant, d'ailleurs à leur offrir que de médiocres secours.

II. La charité légale a recueilli ses subsides ; elle doit maintenant établir des institutions chargées de verser l'aumône dans le sein des pauvres. Or, à la manière dont elle fonde ces institutions, et par les conditions qu'elle met à leur exercice, elle est moins heureuse encore dans ses établissements que dans ses prédications et ses levées d'impôts.

La première condition à remplir, c'est de construire des bâtiments pour recueillir certaines classes de pauvres, donner abri à ceux qui les soignent, et servir de siège au comité de direction. Ensuite, il faut recruter un personnel de membres aptes à diriger l'institut charitable et à remplir, près des malades,

le ministère actif de la charité. Ces deux charges d'installation et d'entretien, prélèvent déjà sur le budget des pauvres un crédit d'autant plus onéreux que la charité légale exige un plus grand nombre de fonctionnaires.

Les bâtiments construits et le personnel formé, comment ces apôtres de la charité légale rempliront-ils leur ministère? De deux choses l'une : ou ils auront été choisis dans les rangs du clergé, ou ils auront été tirés d'entre les laïcs. Dans le premier cas, les frères servants des pauvres, appartenant ou au clergé séculier ou à des ordres religieux, les indigents recevront tous les secours désirables tant pour l'âme que pour le corps. Dans le second cas, et c'est le cas échéant, la taxe des pauvres n'existant que dans des pays non catholiques, ces pénibles et souvent répugnantes fonctions de la charité n'auront que des titulaires incapables. Entre autres raisons qui serviraient à le démontrer, il en est trois que je ne saurais omettre : la première, c'est qu'il y a dans les besoins des pauvres quelque chose d'imprévu auquel ne répondront jamais les institutions les mieux combinées de l'État ; la seconde, qu'il y a partout de ces pauvres honteux que des administrateurs laïques ne sauraient connaître ; la dernière, enfin, c'est que le pasteur des âmes seul donne, avec le pain matériel, la bonne parole qui change les murmures populaires en accents de reconnaissance. A défaut de raison, on comprendrait par l'esprit du cœur, *mente cordis*, que l'argent, loin de donner, ôte au contraire l'intelligence du pau-

vre et le secret des consolations qui lui conviennent.

Ces apôtres à cinq francs par jour, seraient-ils tous autant de Vincent de Paul, qu'ils devraient dans l'exercice de leurs fonctions suivre des mesures de prudence qui diminuent singulièrement le prix des services rendus par la charité légale. En effet, la charité légale ne peut s'exercer sans que l'on circoncrive la portion de territoire où chaque indigent a droit à l'assistance. Partout où elle existe, il y a donc *domicile de secours* légalement établi.

Lorsque l'on est obligé de pourvoir aux besoins des indigents, on est naturellement conduit à forcer au travail ceux qui sont valides, car il ne convient pas de nourrir des paresseux au détriment de personnes actives et industrieuses. On espère d'ailleurs, en occupant les pauvres, s'indemniser en tout ou en partie des dépenses que l'on fait pour eux. Il résulte de là que, dans la plupart des pays qui sont sous le régime de la charité légale, on assujettit les indigents valides à *l'obligation du travail*.

Enfin, si l'on s'impose la tâche de pourvoir aux besoins des pauvres, on veut du moins n'être pas obsédé par les mendiants, ce qui donne lieu à la *proscription de la mendicité*.

De l'ensemble de ces divers éléments du système résulte l'influence qu'il exerce sur la prospérité ou sur la décadence des peuples, influence que nous déterminons ici d'après un écrivain protestant qui, après avoir pris la plume pour défendre la cha-

rité légale, a fini par s'en constituer l'adversaire (1).

L'institution du domicile de secours établit une grande inégalité entre diverses circonscriptions territoriales, quant aux charges que l'indigence impose, le nombre des pauvres variant suivant les provinces; elle répartit très-inégalement la population ouvrière en attachant au sol ceux qu'elle entretient; donne lieu à des contestations sans fin pour la détermination du domicile légal; conduit à des mesures préventives pour écarter les pauvres du district, mesures qui sont une source de vexations de la part des comités, et d'actes immoraux de la part des indigents; crée, en les repoussant de toutes les contrées, une classe d'hommes n'ayant pas de domicile et se voyant réduits à une extrême misère; et nécessite enfin une administration qui met ses employés dans une position délicate et pénible à bien des égards.

L'obligation du travail consiste à faire travailler les indigents valides, soit en les plaçant chez des particuliers qui les occupent à leur bénéfice, soit en les réunissant dans des maisons industrielles de charité. Dans le premier cas, ces indigents font concurrence aux ouvriers libres, et ne prêtent aux fermiers qu'un concours plus onéreux qu'utile, arrivant quand ils ne sont bons à rien, se retirant quand ils deviendraient nécessaires, ou restant le plus souvent de mauvais travailleurs. Dans le second cas, les produits de l'*atelier national* qui les occupe se multiplient à un degré funeste aux ateliers particuliers, n'ont qu'une

(1) Naville: *De la charité légale*, 2 vol. in-8°.

mince valeur vénale et coûtent ordinairement beaucoup pour l'achat des matières premières. La paresse et tous les vices, dont elle est la mère, habitent d'ailleurs ces maisons de travail. Il faut alors y introduire des peines souvent sans proportion avec les délits, telles que la prison, le cachot, les coups, le retranchement de la nourriture, etc. C'est l'esclavage antique rétabli au nom de la charité.

Enfin la proscription de la mendicité expose les indigents à des traitements odieux, impose à la société la création d'agents de police, entraîne la défense de faire l'aumône et amène des mesures immorales et vexatoires, telles que : l'hospitalité interdite, le sanctuaire domestique envahi pour en arracher des malheureux, et la dénonciation récompensée ou même commandée sous peine d'amende. Du reste, s'il est facile d'inscrire sur un poteau : *Ici la mendicité est interdite*, il n'est point si facile de mettre à exécution cette loi, évidemment contraire au droit naturel. Indépendamment de l'impossibilité physique qu'il faut subir dans les années calamiteuses, il se rencontre, à l'honneur de la nature humaine, des obstacles moraux qu'aucune force ne surmontera jamais. Les mendiants ont toutes sortes de moyens pour se soustraire à l'action de la police ; les personnes charitables ne manquent pas non plus d'expédients ; et souvent ceux-là même qui devraient punir, sont les premiers à fermer les yeux.

A supposer que l'institution du domicile de secours, l'obligation du travail et la proscription de la mendi-

citée n'eussent que de minimes inconvénients, ce qui serait un grand point de perfection, la charité légale ne serait pas encore sans reproche. On devrait même la condamner, rien qu'à voir la manière dont elle distribue ses aumônes. Comme il s'agit simplement pour elle de régulariser des écritures, elle n'a égard dans le choix des personnes, ni à l'âge, ni au sexe, ni au mérite : l'homme comme la femme, l'âge mûr comme l'enfance ou la vieillesse, le vice et la vertu, sont l'objet d'une égale attention. La quotité du secours à donner est laissée à l'arbitraire. Le mode d'assistance n'est lui-même déterminé que par la distinction entre les indigents valides et les invalides, comme si l'humanité et les intérêts sacrés de la morale ne commandaient pas d'autres tempéraments. Ainsi, on ne s'inquiétera point si la jeune fille est condamnée à rester avec des vagabonds, si la veuve et le vieillard obtiennent les soulagements que réclament le malheur et les infirmités de l'âge. La loi, pour obvier au désordre, aura beau entrer dans les détails et donner même des prescriptions minutieuses. Que sont les lois sans les mœurs ? Un chiffon de papier jeté sur des plaies pour en voiler l'horreur.

En revanche, la charité légale n'épargnera pas les mesures préventives envers les personnes dont le caractère, les mœurs et la position gênée font craindre qu'ils ne tombent à sa charge. Le principal moyen qu'elle ait employé, ç'a été de poser des entraves à la liberté des mariages. Ces restrictions n'ont eu d'autre effet que de multiplier les enfants illégitimes, et c'est

à désespérer de la vertu dans les pays où ces barrières ne sont pas encore tombées sous la réprobation de la conscience publique.

Le système de la charité légale est donc doublement défectueux : défectueux, parce qu'il ne sait pas rendre les riches charitables ; défectueux, parce qu'il ne peut avoir d'institutions qui assurent à la charité sa puissance extérieure. Mais si l'indigence ne permet pas à l'Église de donner, et si l'ignorance ne permet pas à l'Etat de donner bien, la pauvreté s'accroîtra, et de trois choses l'une : ou les pauvres devront mourir de faim, ou, par haine de l'ordre établi, ils se jetteront dans les conspirations, ou il leur faudra demander à d'autres cieux une patrie plus hospitalière. Ces exigences de la logique sont devenues des faits de l'histoire. Le nombre des pauvres déconcerte et le flot de l'émigration monte. Malgré tout, les sociétés modernes ont quelque chose de plus que la misère commune à tous les temps. Cela s'exprime habilement par le mot de *paupérisme*, et le paupérisme voile des plaies qui s'élargiront fatalement, en face d'une bienfaisance trop peu féconde et d'un système administratif convaincu d'une radicale insuffisance.

En 1834, la *Revue d'économie politique* disait : « L'agitation et le malaise qui se manifestent de toutes parts nous annoncent que le temps est venu d'aborder ces hautes et difficiles questions. » Depuis, le malaise a grandi, l'agitation s'est étendue au loin, et les pauvres se sont levés un jour pour prendre ce qu'on ne leur avait point donné. Prenons garde : les pauvres

pourraient se lever encore, et, à supposer qu'ils dévorant l'amertume en silence ou que la force ait le secret de les contenir, Dieu, sensible à leurs plaintes, pourrait se charger de la vengeance : *Propter miseriam inopum et gemitum pauperum nunc exurgam, dicit Dominus.* (Psalm., xi.)

CHAPITRE XXXVIII.

Autres éléments de décadence : 4° Dans l'enseignement officiel.

« L'homme ne vit pas seulement de pain, mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu. » Quand donc l'économie sociale a assuré la subsistance aux membres de la communauté politique, il faut une institution qui répande dans leur âme, non la parole corrompue et nécessairement corruptrice de l'homme, mais la parole sainte et seule édifiante de Dieu. Cette tâche est dévolue à l'instruction publique. L'instruction publique est partagée entre l'Église et l'État, là où l'Église a une existence légale, et réservée dans le cas contraire aux écoles des gouvernements. Là même où l'Église peut exercer son droit d'enseigner, les empiétements des États, la destruction des ordres religieux, quelquefois même la rareté des vocation ecclésiastiques restreignent singulièrement le nombre de ses écoles et l'étendue de son influence. L'ensei-

gnement officiel gardant de droit ou de fait le monopole, nous consacrons ce chapitre à l'enseignement officiel.

« J'ai toujours cru, disait Leibnitz, qu'on réformerait le genre humain si l'on réformait l'éducation. » Cette parole pose dans les meilleurs termes un grand problème. On ne saurait, sans doute, rendre l'éducation responsable de tous les maux de la société. D'autres causes ajoutent à celle-là leur influence, et l'homme, qui ne sait le tout de rien, ne pourrait même apprécier les désastres de leur malheureuse fécondité. Du moins, on peut affirmer sans exagération que, dans l'ordre des influences, l'éducation est la première et la plus efficace. C'est elle qui, par l'action décisive qu'elle exerce sur l'enfant et la famille, éléments primitifs de la société, fait la grandeur des peuples, maintient leur prospérité et prévient leur décadence. C'est elle aussi qui répand le poison dans le berceau de l'enfance, elle qui enveloppe l'adolescence sous le réseau de contacts meurtriers, elle qui distille dans l'atmosphère ces courants d'idées fausses qui entraînent les peuples. Quand l'éducation en est là, c'est pour les peuples, dit Bossuet, un malheur plus grand que l'empoisonnement des fontaines publiques.

Aussi, depuis Quintilien, a-t-on entassé des volumes sur ce grave sujet. Notre intention ne saurait être de nous engager ici dans les questions de principe. Nous ne dirons rien de l'éducation en général, de ses espèces, de ses formes, des méthodes de direction et

d'enseignement, de la composition des professorats, des règles disciplinaires et d'autres points d'ailleurs intéressants. Nous rappelons seulement que l'éducation physique, intellectuelle et morale, est le moule dans lequel se coulent les générations. Si le moule est difforme, les générations deviennent boiteuses ; nous avons donc à constater les faits qui aident à apprécier la portée de l'éducation moderne. Pour mettre de l'ordre dans cette discussion, nous étudierons le principe, la méthode, l'enseignement et le personnel de l'éducation contemporaine. En suivant cet ordre, nous traiterons toutes les questions fondamentales du sujet dans leurs rapports avec le but de cet ouvrage.

I. Quels sont d'abord les principes de l'éducation officielle?

Toute organisation sociale repose, en dernière analyse, sur des principes. Ces principes sont sa raison d'être, et sa valeur se mesure à leur vérité. C'est d'eux que les institutions et les lois se déduisent, c'est d'eux que tout relève dans l'État. Des différents pouvoirs, celui-ci les promulgue, celui-là les applique, un autre les défend, tous les représentent. Au moyen âge, l'organisation des sociétés chrétiennes reposait sur les principes catholiques, et le ministère de l'Église rendait inutile la création dans l'État d'un pouvoir enseignant. Depuis l'apostasie politique des nations européennes, d'autres principes ont pris la place des principes catholiques. Ces principes ont pour organe des universités nationales ; ces universités inculquent

à la jeunesse, au nom de l'État, les principes sociaux des peuples modernes. Or, chez la plupart des peuples, ces principes ne sont que les notions vagues d'un christianisme sans Église, ou les éléments naturels de l'ordre social. Partout insuffisance de vérité, domination ou au moins liberté de l'erreur. Les États sont schismatiques, hérétiques, rationalistes, presque aucun n'est catholique. D'où il suit que l'éducation nationale est essentiellement mauvaise, là où les principes sont faux et nuls, où a prévalu la liberté des cultes. Mais l'homme a besoin d'éducation. L'éducation est une condition de sa nature et une nécessité de sa misère. Si donc vous ne lui donnez aucune éducation, ou, ce qui revient au même, si vous lui en donnez une mauvaise, vous pouvez l'instruire, mais vous le laissez vicieux. Vous ne disciplinez pas ses passions et vous ne faites qu'une docte brute.

L'éducation moderne, viciée déjà par les principes dont elle s'inspire, tourne encore au faux par le but qu'elle veut atteindre. Rousseau a soutenu, dans un discours célèbre, que la science a fait beaucoup de mal au monde. Sans adopter les paradoxes de cet écrit, il ne faut pas croire que tout y soit faux. La science rend l'homme paresseux, inhabile aux affaires et aux grandes entreprises, disputeur, entêté de ses propres opinions et méprisant celles d'autrui, observateur critique du gouvernement, novateur par essence, contempteur de l'autorité et des dogmes religieux. Aussi Bacon, génie autrement profond que Rousseau, a-t-il dit que *la religion est l'arome né-*

cessaire pour empêcher la science de se corrompre. En effet, la morale est nécessaire pour arrêter l'action dissolvante de la science dès qu'on la laisse marcher seule.

C'est ici que l'on s'est cruellement trompé. On a cru que l'éducation scientifique était l'éducation, tandis qu'elle n'en est que la partie, sans contredit, la moins intéressante, et qu'elle n'a de prix qu'autant qu'elle repose sur l'éducation morale. On a tourné tous les esprits vers la science et l'on a fait de la morale une espèce de hors-d'œuvre, un remplissage de pure convenance. Ce système, adopté depuis un siècle, a produit l'épouvantable génération qui agite l'Europe. Si l'on ne revient aux anciennes maximes, les maux qui nous attendent sont incalculables : nous serons abrutis par la science, et c'est le dernier degré de l'abrutissement (1).

II. Qu'elle est ensuite la méthode suivie dans l'enseignement ?

Dans les sociétés modernes, l'enseignement se donne à trois degrés : enseignement primaire, enseignement secondaire, enseignement supérieur. Un premier enseignement a précédé ceux-là, c'est l'enseignement *maternel*. Cet enseignement donne à l'enfant l'usage de la parole, lui apprend les devoirs de religion et les obligations essentielles de société. Quand cet enseignement de famille a posé les bases, l'ensei-

(1) J. de Maistre : *Lettres et Opuscules sur le principe générateur des constitutions politiques.*

gnement primaire développe les premières notions , l'enseignement secondaire les complète , l'enseignement supérieur les approfondit. Une discussion sur l'objet propre de chaque enseignement serait ici sans importance ; nous présentons, sans autre préambule, nos observations.

La première tombe sur l'enseignement maternel que nous croyons entaché çà et là d'un double abus. Dans les villes , au lieu de conserver un enfant au foyer domestique, on le place dans des salles d'asile. Si l'enfant est éloigné de sa mère, pour que celle-ci vaque à son travail, c'est une nécessité qu'il faut subir tout en la regrettant. Mais si l'enfant n'est écarté que pour *débarrasser* la mère , il faut dire que la mère se débarrasse de son devoir. Quand Dieu lui a donné un fils, il ne lui a pas envoyé un bienfait sans charges. A la mère , premièrement, le devoir d'élever ce fils ; et si elle trahit son devoir pour se procurer des loisirs auxquels elle n'a pas droit, elle prive son enfant de l'enseignement le plus précieux. Dieu seul pourrait nous faire comprendre quels maux résultent de ce triste abandon : la foi étouffée presque à sa naissance, des germes mortels qui se développent en secret, l'âme et le corps flétris dès les plus tendres années , et Dieu déjà redouté comme un ennemi par la conscience, dont le remords est le premier éveil.

Dans les campagnes, on évite cet abus pour tomber quelquefois dans l'abus opposé. Des mères, aveuglées par leur tendresse , craignent d'exposer leur enfants aux salutaires rigueurs des pensions. Sans

doute, l'éducation privée développe mieux l'esprit de famille, garde mieux le sanctuaire du cœur, et soumet l'enfant à une direction plus en harmonie avec ses tendances. Mais aussi cet enfant, soustrait à l'action de maîtres plus sévères, mis hors du contact d'autres condisciples, n'acquiert point le sens de l'émulation et n'a d'ordinaire ni la facilité de rapports, ni l'énergie de caractère qui remplissent dans la société un rôle si précieux. On doit donc laisser à l'enseignement maternel une durée convenable sans l'étendre jusqu'à la suppression de l'enseignement public.

L'enseignement primaire, là où il n'est plus confié à des congrégations religieuses, est travaillé d'un vice de méthode qui le rend singulièrement pernicieux. Avec des instituteurs voués à la pauvreté, les frais d'entretien étaient minimes et les maîtres aussi nombreux que le demande le nombre des élèves. Les congrégations, détruites ou gênées dans leur expansion, il fallut confier à des laïques l'enseignement de l'enfance. Des laïques qu'on ne peut astreindre au célibat sans danger pour les mœurs, et dont la famille exige des frais plus considérables d'entretien, ne peuvent être, avec la médiocrité de nos ressources, aussi nombreux que les maîtres sortis d'un institut monastique. Aussi voit-on communément les instituteurs primaires diriger soixante et même quatre-vingts élèves âgés de six à seize ans. Dans l'impossibilité où ils sont de les enseigner, il faut que les enfants s'enseignent entre eux : c'est la méthode *mutuelle*, d'origine

protestante, dont on ne peut qu'admirer l'ineptie.

En distinguant entre les enfants pour constituer les uns en dignité permanente, l'enseignement mutuel fait germer dans quelques jeunes cœurs l'orgueil de la domination et prescrit aux autres enfants un sentiment de dépendance qu'ils ne peuvent pas porter. L'agitation continuelle des écoliers qui tous marchent, tournent, défilent, crient, transforme les écoles en clubs. La continuité du bruit rend l'étude impossible et peut avoir sur l'intelligence de fâcheux effets. L'habitude de rester debout communique également à l'esprit de la mobilité et un fonds d'inquiétude. Ces inconvénients, graves en eux-mêmes, le sont plus encore dans l'éducation des jeunes filles, parce qu'ils contrastent avec la douceur de leur caractère, la modestie de leur sexe et l'objet ordinaire de leurs occupations.

L'enseignement primaire ne conserve, d'ailleurs, qu'une existence nominale pour les enfants qui doivent suivre l'enseignement secondaire. Dès qu'un enfant sait passablement lire, on lui met en main les éléments de la grammaire latine, dans l'espoir de le voir bachelier à l'âge où le fils du laboureur n'aura pas encore quitté l'école primaire. Et dire que la béate admiration de la foule a des éloges pour cette précocité mentuse ! Mais commencer à un âge si tendre l'étude des langues anciennes est préjudiciable à la santé : de là, cet affaiblissement sensible des complexions dans tous les établissements d'instruction publique. Ensuite ces jeunes intelligences se trou-

vant en face de charges qui excèdent leurs forces, le travail est mécanique, l'éducation de l'entendement nulle : de là, affaiblissement de la raison, développement exagéré de l'imagination et perversion du sens commun. Enfin, au point de vue moral un travail aussi précoce n'est pas et ne peut pas être sérieux ; il ne touche pas plus le cœur que l'esprit et forme des générations d'indifférents. Mais on se consolera de ces désavantages, en entrant de bonne heure... dans les carrières lucratives.

L'enseignement secondaire n'est pas dévoyé seulement par sa précocité, il l'est encore par son universalité. La rage encyclopédique est une des maladies du temps. Cette rage a porté au programme des collèges un monde de questions, dont nulle tête humaine ne peut mesurer l'étendue ni sonder les profondeurs. Langues mortes, langues vivantes, géographie, histoire, arithmétique, algèbre, géométrie, botanique, histoire naturelle, physique, chimie, astronomie, archéologie, géologie, philosophie, gymnastique, danse, natation, escrime : tout y est. Un homme de sens, à la vue de ces programmes qui sont devenus des livres, ne manquera pas de s'écrier : ou que les jeunes gens sont des anges, ou que leurs instituteurs relèvent de Bicêtre. Quoi ! toutes les nations de l'Europe, à l'époque de leur virilité, consacraient sept ans à l'étude de la langue latine et de la religion ; l'étude était constante, la discipline sévère ; et cependant c'était un proverbe qu'au collège on *apprenait à apprendre*. Et aujourd'hui on promettra aux parents que les

jeunes gens, au bout de huit ans, connaîtront les sciences, les lettres et les arts ! C'est une duperie manifeste ou une gobe-mouche désespérante. Le vrai est qu'on n'apprend rien, parce qu'on veut tout apprendre. Dans la nécessité d'obtenir un grade, les élèves effleurent les matières sans les pénétrer ; apprennent, mais ne comprennent pas ; et obtiennent en très-petit nombre, malgré la facilité des jurys d'examen, un diplôme que pas un ne mérite. L'opinion publique se venge, en faisant de ces bacheliers des types de nullité et des objets d'un légitime mépris. Quand on pense que la société se recrute à de pareilles levées d'hommes, il n'y a plus à s'étonner de l'affaiblissement des caractères et du déclin de la société.

III. Les principes et la méthode venant à manquer, on peut présumer que le choix des études et les idées fondamentales de l'enseignement ne sont pas sans reproches. Cette présomption n'est que trop fondée.

Dans le choix des études, on s'inspire uniquement des idées utilitaires. Les anciennes universités voulaient, avant tout, faire des hommes et des citoyens : elles assuraient d'abord la connaissance et la pratique du devoir ; l'instruction scientifique ne venait qu'après et avec raison : car de cette instruction il y en a toujours assez, et, s'il n'y en avait pas d'autre, il y en aurait toujours trop. Aujourd'hui on veut faire des savants. De cette différence de but résulte une opposition complète dans l'objet des études. Autrefois la

théologie était la reine des sciences ; sous forme de catéchisme et de *somme*, elle pénétrait les esprits, vivifiait les cœurs. Dans l'étude des autres sciences, on avait des procédés pour les ramener à la théologie. Le droit, la médecine, les sciences naturelles, la littérature, la poésie, l'éloquence, trouvaient là les principes de leur développement, comme les institutions de la société trouvaient leur base dans la doctrine de l'Église. Le choix des études actuelles est à l'encontre des anciens programmes. Bien que l'Europe soit affamée d'instruction religieuse, on a relegué la théologie dans quelques facultés désertes, inscrit l'instruction religieuse côte à côte avec les études de pur agrément, donné le premier rang aux sciences économiques et érigé les mathématiques en reines du monde intellectuel. Tristes dispositions qui, après avoir bouleversé les idées, ont agité le monde et préparent, si l'on n'y prend garde, des malheurs certains.

En s'inspirant des mêmes idées, on a jeté dans de fausses voies les études qui exercent sur la jeunesse l'influence la plus décisive. Les mathématiques ne sont qu'un objet d'étude sans rapport avec l'ordre moral ; au contraire la philosophie et l'histoire, l'une dans l'ordre des idées, l'autre dans l'ordre des faits, fournissent une base aux convictions, imposent à la conscience une règle et marquent à l'activité morale des devoirs. A ce titre, ces sciences sont naturellement religieuses et reviennent comme nécessairement à la religion. C'est la religion qui les inspire, les dirige et les rend puissantes pour le bien. Dès qu'elles aban-

donnent la religion, elles deviennent hostiles aux doctrines chrétiennes, s'égarent dans le dédale des systèmes et sont l'école de l'athéisme, bientôt le noviciat de la révolte.

Depuis trois siècles, les conséquences que nous déduisons sont devenues des faits européens. La philosophie, la première, a servi la cause du désordre : nous l'avons vu plus haut. Son nom collectif est matérialisme, et le matérialisme se produit sous des formes diverses, de plus en plus dégradées, jusqu'à ce qu'on arrive aux dernières, le *bestialisme* et le *végétalisme*. Ce sont ces pestes morales, nées, si j'ose ainsi dire, dans les marais de l'âme, qui tuent les vieux peuples. On les voit reparaître aujourd'hui avec un surcroît d'impudence. Après avoir traversé, comme un corps pesant, les différentes couches de la société, elles sont descendues dans la classe la moins instruite qui essaye de les appliquer, sans les comprendre, à la solution des problèmes sociaux. De là, des folies et des turpitudes sans nom. Ces débauches d'intelligence devaient, pensait-on, inspirer du dégoût au peuple. Il n'en est rien, le mal se poursuit, le jugement du peuple est de plus en plus faussé, et l'on doit s'attendre à voir bientôt à l'horizon la lueur sinistre de systèmes encore plus abominables.

Cependant l'affaiblissement de la raison met la philosophie en discrédit, et le discrédit de la philosophie donne de la vogue à l'histoire. Malheureusement, l'histoire est encore plus anarchique que la philosophie. Aucun genre de littérature n'est plus infecté ;

c'est depuis trois siècles une conspiration permanente contre l'Église et contre Dieu. Au lieu de suivre dans l'étude des événements le plan divin de la Providence, elle veut se rendre compte des faits, tantôt en supprimant la Providence, tantôt en écartant la liberté, tantôt en s'inspirant de la nature. Dans le premier cas, Dieu ôté de l'histoire, on ne voit plus dans le cours des siècles que l'action de la raison humaine, toujours en progrès, sans jamais atteindre la perfection. Les religions, les formes politiques, les institutions sociales sont autant d'œuvres de cette raison essentiellement perfectible; dès qu'elle avance d'un pas dans la vérité, elle les brise; à ces religions et à ces institutions nouvelles en succéderont bientôt d'autres; mais ne désespérez pas, l'humanité n'avance qu'autant qu'elle marche sur des ruines, et plus les formes se renouvellent, plus grands sont les progrès. Cette doctrine est celle de Lessing, de Condorcet, de la baronne de Staël, de P. Leroux et de tous les rationalistes tant soit peu logiciens.

Dans la seconde hypothèse, la liberté humaine supprimée, nous avons le fatalisme, l'histoire *à priori* comme l'écrivait Vico. Les peuples et les individus tournent dans un cercle rigoureux, par exemple pour le civil : religion, mariage, ensevelissement des morts; pour les formes politiques : variations toujours identiques aboutissant à la république universelle. Dans ce système, l'histoire est une métaphysique rigoureuse, et les peuples ne sont que des machines à répétition.

D'après la troisième théorie, la Providence et la liberté supprimées, il n'y a plus que les forces organiques de la nature dont l'action nécessaire produit tout ce que nous voyons en histoire. L'histoire exécute le plan caché de la nature qui tend à établir une parfaite constitution intérieure des sociétés, et, pour y parvenir, une constitution extérieure également parfaite, comme le seul ordre des choses où puissent se développer entièrement les dispositions qu'elle a placées dans l'espèce humaine. Cette doctrine, exposée par Kant dans la *Revue de Berlin*, est longuement développée dans les *Idées* de Herder sur *l'Histoire de l'humanité*. Proudhon l'a enseignée en France.

Ainsi, en dehors de la doctrine catholique, il n'y a, en classant les théories d'après les causes qu'elles assignent aux événements, que trois thèmes primitifs, dont les variations se poursuivent à l'infini. Ici ce sont les forces de la nature qui tendent inévitablement à leur but; là c'est la raison qui, dans sa marche variée, mais non moins nécessaire et toujours progressive, atteint son but partout et nulle part; là, enfin, l'homme est placé sous l'impulsion d'une providence implacable qui l'entraîne invinciblement et ne lui laisse qu'une vaine apparence de liberté (1).

Enfin aux rêves ignobles du philosophisme et aux théories absurdes de l'histoire, se joint, dans l'instruction, l'abus des classiques païens : c'est un point

(1) Freudenfeld : *Tableau analytique d'histoire universelle*. Préliminaires.

sur lequel nous nous sommes expliqué en parlant plus haut de la Renaissance.

IV. Quel est maintenant le personnel des corps enseignants?

L'éducation n'est autre que la religion appliquée au développement de l'enfance et de la jeunesse. Aussi avait-on pensé que le prêtre, chargé par Dieu d'enseigner la religion aux autres âges, devait à plus forte raison l'enseigner au jeune âge, et les prêtres avaient été pendant de longs siècles les éducateurs des peuples. Ceci n'appartient point seulement aux temps du christianisme, mais à tous les temps anciens. Quelques peuples même firent de la science la propriété du sacerdoce. Ce concert mérite attention, car il n'est jamais arrivé à personne de contredire impunément le bon sens de l'univers. L'Église, qui perfectionne tout ce qu'elle touche, choisit, parmi les prêtres, pour cette charge d'héroïque dévouement, ceux qui, par des vœux solennels, avaient fait profession d'héroïsme. Un ordre religieux, objet d'affection et de haines qui l'honorent également, brilla particulièrement dans cette difficile carrière. Ce qu'avaient fait les prêtres, les hommes de lettres l'ont défait. Depuis bientôt un siècle, l'éducation est confiée à peu près partout à des mains laïques, et cette innovation, digne de l'imbécillité bysantine, est un nouvel élément de décadence.

Dans l'enseignement primaire, on a substitué l'instituteur marié au frère de la doctrine chrétienne, même chez les nations restées catholiques. « Je ne

pense pas, dit le vicomte de Bonald, qu'un homme de sens préfère, pour l'instruction élémentaire de l'enfance, des laïques à des religieux. Tout laïque qui a une famille, ou qui veut en former une, doit être animé pour elle d'un amour exclusif, et les enfants des autres ne peuvent être dans ses affections qu'à une distance infinie des siens. Ce n'est pas même ce sentiment qu'ils peuvent lui inspirer, il n'y a plus de place à des affections de ce genre dans le cœur d'un père; et, s'il entre dans la pensée d'un devoir à remplir dans les soins qu'il prend d'enfants étrangers, ce devoir même se confond dans son esprit avec le devoir sacré de pourvoir à la subsistance de ses enfants. La nature le veut ainsi, la morale n'y répugne pas, et les règlements, les ordonnances et les appointements n'y changeront rien (1). » En effet, ils n'y ont rien changé. Nous les avons vus à l'œuvre les instituteurs laïques; nous les avons vus réguliers, empressés, polis; mais de l'abnégation, point, et rien qui manque à leur front plus que l'auréole du dévouement.

Dans l'enseignement secondaire, on a formé des agrégations de laïques chargées de régir les collèges. Cette institution manque de nombreux avantages et est accompagnée de graves inconvénients.

Des laïques ne peuvent pas faire corps pour des fonctions austères qui ne seront jamais honorables et lucratives, comme les fonctions de la magistrature et

(1) Bonald : *Mélanges*. On trouve dans les œuvres de ce grand homme un traité complet de l'éducation, et, çà et là, des considérations du plus haut intérêt.

de l'armée. Les laïques s'assemblent, ils ne s'unissent pas; ils mettent en commun leurs travaux, ils gardent en propre leur volonté et leurs intérêts. A supposer que des vues de lucre ou l'entraînement des passions politiques les déterminent momentanément à renoncer à leur individualité, cette contrainte, sans le baume de la religion, communiquerait à leur humeur une dureté qui rendrait la direction des classes rebutante et pourrait même dénaturer le caractère des enfants.

Ensuite l'éducation par des laïques met sous les yeux d'enfants qui ne devraient connaître que la famille et le collège, des hommes attachés au monde par les liens du mariage ou par le désir de les former. Voués à des fonctions d'autant plus fastidieuses que celui qui les exerce a plus de mérite, ces professeurs ne s'y livrent qu'avec le désir de les quitter, et, dans cette vue, ils s'attachent particulièrement aux enfants dont les parents peuvent seconder leurs projets. D'autres, pour courir la chance d'un établissement, se répandent dans les cercles, prennent part à toutes les intrigues, rapportent au collège ce qu'ils ont vu, quelquefois ce qu'ils ont fait, et inspirent ainsi aux enfants le dégoût de la vie scolastique et le regret d'un monde qu'ils ne connaîtront que trop tôt.

Ce qui caractérise surtout les établissements de ce genre, c'est qu'il n'y a que peu ou point de subordination entre les maîtres, et par conséquent peu d'esprit d'obéissance et de docilité dans les élèves. Ces maîtres laïques, fâcheux s'ils sont âgés, suffisants s'ils

sont jeunes, ne voient dans leur chef que leur égal ou même leur inférieur par les talents, et ne le regardent que comme l'homme chargé de les payer et de les nourrir. Ils sont les premiers à inspirer aux enfants, toujours secrets complices de l'insubordination, leur mécontentement, tantôt du salaire, tantôt de la nourriture, tantôt de la règle de la maison ; et je ne parle pas de ceux qui, sans réserve dans leurs propos ou dans leurs lectures, trop souvent peu réglés dans leurs mœurs, donnent aux élèves des leçons ou des exemples de corruption.

Que devient alors la partie morale et religieuse de l'enseignement ? Sans doute, on ordonnera de placer des crucifix dans les salles d'étude, de couvrir les murs de sentences morales, de mettre entre les mains des élèves tels livres de piété, et de faire à jour fixe des exercices religieux. Avec tout cela, cependant, on pourra n'élever que des séminaires d'athées. Il suffira d'un exemple d'indifférence ; que dis-je ? il suffira d'un rire moqueur, d'un geste de mépris jeté au milieu de la plus grave instruction, pour décréditer à jamais les leçons du maître et étouffer dans l'esprit des élèves le germe encore faible des vérités religieuses. La théologie s'enseigne, mais la religion s'inspire, et il faut que les maîtres de la jeunesse soient une leçon vivante de toutes les vertus qui font les âmes douces et les caractères forts (1).

V. Enfin que sont devenus les enfants soumis au

(1) Bonald : *Mélanges*, passim.

régime de l'éducation moderne? A-t-on vu se propager des habitudes d'ordre et d'obéissance? paraître des hommes dont le génie honore l'école qui les a formés? et se produire dans les arts, les sciences et les lettres des monuments pour recommander notre âge à la postérité?

Avant de donner la réponse à ces questions, citons un maître vieilli dans l'éducation de la jeunesse des collèges français :

« C'est une ingrate besogne que l'éducation de la jeunesse bourgeoise. Terrain usé, aride, stérile, où ne germent plus que les conseils de l'intérêt. Je les connais ces enfants de la bourgeoisie : la jeunesse est sur leur visage, elle n'est pas dans leur cœur. Ils spéculent dès le collège. Ce qu'ils y cherchent le moins, c'est le beau et le vrai; ils sont peu sensibles aux charmes des lettres et à la lumière des sciences. Leur ambition prochaine se concentre toute dans l'obtention d'un grade universitaire, qui leur ouvrira ce qu'on est convenu d'appeler une *carrière*; leur ambition la plus lointaine ne vise pas au delà d'une étude de notaire ou d'avoué, d'un diplôme d'avocat ou de médecin, d'une épaulette ou d'un habit brodé; et sous ces formes diverses, ce que tous aperçoivent et convoitent, c'est le bien-être matériel; c'est une bonne table; de beaux vêtements, un bon lit et le reste à l'avenant. Leur vertu dominante est la vertu des vieillards, la prudence. La gloire est pour eux une vaine fumée que les niais seuls poursuivent; le mérite est

un luxe qui ne vaut pas les peines qu'il coûte; bien sot qui y sacrifierait un plaisir. S'occupent-ils, par hasard, des affaires politiques, ils sont conservateurs sous la monarchie et réactionnaires sous la république. Ils appartiennent au grand parti de l'ordre; ils estiment que la religion est nécessaire pour le peuple, quoique déjà ils ne croient plus à rien; ils défendent la famille en général, sauf à affliger la leur par la paresse, et à la ruiner plus tard par leurs prodigalités; ils défendent aussi et, surtout, ils aiment la propriété, mais sans le travail. Il y a à cela des exceptions, je le sais; elles n'excitent d'ordinaire autour d'elles que la risée (1). »

Quelques traits ajoutés à cette citation achèvent le tableau. Si je voulais peindre les mœurs des collèges, je dirais des choses horribles. On n'a pas oublié le mémoire publié par les aumôniers des lycées de Paris, au milieu de la corruption philippiste. Voici quelques faits : un élève écrit à son frère : *Je ne connais d'autre divinité que Vénus et Bacchus*; — un autre va recevoir l'hostie sainte, la tire de sa bouche et la jette, après l'office, dans les latrines; — un troisième, un Caton de quinze ans, dit l'abbé Combalot, se pend avec sa cravate après avoir charbonné sur la muraille ce testament : *Je lègue mon âme aux mânes de Voltaire et de Jean-Jacques Rousseau*; — pendant longtemps, une classe entière se formait régulièrement deux fois

(1) Amédée Jacques : *Le Christianisme et la Démocratie*, ad finem.

par jour, en comité de débauche ; — dans une école militaire, la fureur des duels était telle qu'il fallut ôter aux élèves même leurs canifs. On se rappelle les scènes déplorables qui ont éclaté dans les collèges. L'histoire en est longue et instructive. Ces scènes se renouvellent d'ailleurs assez souvent pour qu'on regarde les établissements d'instruction publique comme des magasins de matières inflammables destinées à incendier l'Europe. Les élèves eux-mêmes se donnent pour l'avant-garde de l'humanité. En France, par exemple, ils ont été sous tous les régimes les ennemis du gouvernement, et dans chacune de nos révolutions ils ont joué un rôle. Aujourd'hui encore, il y a entre tous les étudiants d'Europe une entente cordiale dont le socialisme escompte les bénéfices. A-t-on jamais vu rien de semblable dans les collèges des Jésuites, et les gouvernements ne seraient-ils pas sages de confier à cette incomparable compagnie quelques-uns de leurs collèges ? Quoi qu'on fasse, cette absence d'esprit révolutionnaire dans les maisons d'éducation ecclésiastique prouve que les révoltes survenues ailleurs ne sont point le crime des hommes, mais la faute des institutions.

Si les souverains ne fermaient pas les yeux, disait le comte de Maistre, il leur suffirait de voir une chose pour trembler : l'éducation de la jeunesse. Quelques maîtres peuvent, en effet, être mauvais sans grand danger ; mais un système d'éducation, s'il n'est pas un bienfait, est un terrible fléau. Épreuve faite du système moderne, on peut affirmer au nom des princi-

pes et avec l'autorité de l'histoire, qu'il a été un des éléments les plus actifs du renversement des sociétés. A lui d'achever la démolition, s'il n'est réformé ; à lui de poser des appuis où il a fait brèche, si un œil intelligent discerne ses vices, et si une main ferme veut les corriger.

CHAPITRE XXXIX.

Autres éléments de décadence : 5° Dans la littérature

A parler philosophiquement, les sciences et les lettres sont une seule et même chose considérée sous des rapports différents : les sciences sont le fond, les lettres la forme de nos connaissances. Cependant, parce que à certaines époques de l'histoire, les hommes doctes, attachés à la vérité pure, avaient négligé son expression ; parce que, d'ailleurs, il est des sciences matérielles, par leur objet, qui peuvent s'enseigner à l'aide de moyens purement physiques, l'usage a prévalu d'appeler sciences les connaissances réduites en système, et de réserver à ces mêmes connaissances, surtout aux connaissances morales, parées des ornements de l'élocution, la dénomination de belles-lettres. Dans le premier cas, on considère la vérité dégagée de toute forme ; dans le second, on considère l'expression plutôt que la pensée. Comme les sciences

présentent à l'esprit quelque chose de plus profond, les lettres quelque chose de plus agréable, on s'est habitué à ne voir dans les sciences que l'exactitude, dans les lettres que l'amusement, et cette confusion a exercé sur les sciences morales une fâcheuse influence.

Nos aïeux, plus exacts dans leur langage parce qu'ils avaient des idées plus claires, avaient prévenu cette erreur en appelant les lettres *humaniores litteræ*; indiquant par là que dans la littérature il entre plus de l'homme, et que les lettres nous parlent principalement de nos rapports avec les êtres moraux. Ces *bonnes* lettres, comme disaient encore les anciens, on peut les envisager sous divers aspects : dans leurs combinaisons grammaticales et syntaxique, dans les principes philologiques qui expliquent leur formation, dans les monuments littéraires qui en présentent le beau idéal, enfin dans les rapports qu'elles ont avec l'ordre public. Dans ce chapitre, nous ne les envisageons que sous ce dernier aspect.

A ce point de vue, les lettres soutiennent avec la société un double rapport : elles sont l'expression de la société comme le style est l'expression de l'homme ; et elles constituent, dans leur ensemble, unes des forces les plus puissantes sur l'opinion publique, qui n'est la reine du monde qu'après en avoir été l'enfant. Elles reçoivent de la génération qui passe et des siècles qui ont précédé, leurs qualités bonnes ou mauvaises ; elles rendent ensuite ce qu'elles ont reçu en enveloppant les peuples sous l'inévitable réseau de leurs influences : saines, elles sont un gage de pros-

périté; corrompues, elles deviennent un élément de décadence.

Les lettres contemporaines sont-elles en bon point ? La réponse à cette question sera, non pas formulée, mais indiquée par les détails suivants sur les littérateurs et la littérature.

I. La littérature est le véhicule de la pensée d'un peuple et l'interprète de ses sentiments. A ce titre, l'homme de lettres n'est pas seulement un juge, comme dit le proverbe allemand, il est encore législateur, magistrat, soldat, résumant en sa personne un quadruple sacerdoce. Ces hautes fonctions exigent de lui, outre le talent dont Dieu est le dispensateur et l'habileté de style instrument de la pensée, l'ardeur au travail, l'éclat du savoir, l'intégrité du caractère et la dignité de la vertu.

Aujourd'hui, comme en tout autre temps, le talent ne fait pas défaut. On ne voit pas, je le reconnais, paraître des génies; ces astres brillants ne resplendissent qu'à l'horizon des grands siècles. On ne voit pas non plus se multiplier les hommes vraiment supérieurs; cette sorte de fécondité est le privilège des générations fortes. On voit seulement se produire, en nombre suffisant, des hommes d'une capacité suffisante pour continuer noblement les traditions. Le nombre en est d'autant plus grand que le niveau du mérite est moins élevé. Cette foule, eu égard à la multiplicité des modèles, acquiert facilement, par imitation, une certaine habileté de style. Ce style n'atteint sans doute

ni la hauteur des vers d'un Racine, ni la majesté de la prose d'un Bossuet ; il est même çà et là empreint de hardiesses peu conformes aux exigences du bon goût ; en général cependant il satisfait, d'autant mieux que la critique des lecteurs est peu sévère et que les hommes de lettres, négligeant le devoir d'instruire, paraissent rechercher uniquement le mérite de plaire.

A côté de ces dons de talents et de formes littéraires, on ne peut constater la solidité du fonds. La science vient lentement ; elle est d'acquisition difficile ; ses fruits sont tardifs, et la dette que contracte la société envers le véritable savant n'est presque jamais acquittée qu'envers sa mémoire. Le travail, indispensable pour l'étude de la science, est aujourd'hui plus facile qu'en d'autres temps. Plus on remonte le cours des âges, moins on rencontre de ressources. Avant l'invention de l'imprimerie seulement, il fallait à peu près vivre de son fonds. Avec nos inépuisables bibliothèques on peut tempérer l'aridité des méditations par l'agrément des recherches. Malgré cette abondance de ressources, au lieu d'apprendre avant d'écrire, nos littérateurs écrivent avant d'apprendre, comme ce Timoléon de Choisy qui disait : « Je vais composer mon histoire ecclésiastique, je l'étudierai après. » La plume n'est qu'un croc pour tirer l'or des paperasses. Un ouvrage lancé dans le flot dévorant des lecteurs, un autre prend place au pupitre. De travail, peu ou point. C'est ainsi qu'un historien de grand renom a laissé mettre en tête d'études sur ses travaux une

vue de son cabinet, et il n'y brille que par son absence. Un autre, le romancier Dumas, s'est vu réclamer par un commis-phrasier la propriété de dix-huit romans. On supplée, il est vrai, au *labor improbus* par la bizarrerie des titres, l'extravagance des sujets et surtout par l'appât du style. Pour prolonger une misérable existence, ces littérateurs sans idées font étalage de scandales et de paradoxes ; transforment les mots, renversent les idées, retournent les proverbes, confondent les caractères, et associent les contraires, unissant l'impiété à l'Évangile, Fénelon à Voltaire, Gassendi à Descartes, la chair à l'esprit. D'autres, au lieu de s'arrêter aux artifices du style, descendent aux choses triviales et ignobles, au ménage, à la cuisine, au boudoir, à la prison, à l'orgie, au bain, au mauvais lieu. Grâce à ces stratagèmes, l'homme de lettres, qui n'est que cela, jouit en personne de sa réputation ; la gloire est un fonds perdu pour sa mémoire, mais dont il tire de magnifiques profits.

La médiocrité intellectuelle des hommes de lettres n'est rien en comparaison de l'avilissement de leurs caractères et de la corruption de leurs mœurs. J'emprunte à un journal de la révolution ce tableau, un peu chaud de couleurs, mais généralement juste dans ses traits.

« A force de broyer la corruption, la littérature a fini par corrompre les littérateurs. Montrez-moi quelque part des consciences plus vénales, des esprits plus indifférents, des âmes plus lâches que dans la caste

lettrée? Combien en connaissez-vous dont la vertu soit restée hors d'atteinte? Qui est-ce qui, depuis trente ans, nous a versé à plein bords le relâchement des mœurs, le mépris du travail, le dégoût du devoir, l'outrage à la famille, si ce n'est la gent littéraire? Qui a le plus égaré les femmes, amolli la jeunesse, excité la nation à toutes sortes de débauches? Qui a délaissé le plus lâchement les princes après en avoir mendié les faveurs? Qui se rallie avec plus d'empressement à la contre-révolution? Des littérateurs, toujours des littérateurs. »

« Que leur importent la sainteté de la religion, la gravité de l'histoire, la sévérité de la morale? Ils passent, comme des filles perdues, de la légitimité à l'usurpation, de la monarchie à la république, de la politique au socialisme, de l'athéisme à la religion. Tout leur va, pourvu qu'ils en retirent de la vogue et de l'argent. Quelle soif de distinction! quelle fureur de jouir! mais surtout quelle hypocrisie! Flageorneurs du peuple, flageorneurs de la bourgeoisie, flageorneurs des rois, flatteurs de tous les pouvoirs, toujours prêts à saluer l'amphitryon où l'on dîne : ce qu'ils demandent, au nom de la patrie, de la famille, de la propriété, c'est de l'or, du luxe, des honneurs et des voluptés (1). »

II. La littérature a-t-elle suivi dans leur chute les littérateurs?

Tant qu'une nation civilisée n'a pas atteint la per-

(1) *Représentant du peuple*, numéro du 27 mai 1848.

fection littéraire, elle la demande à tous les ouvrages qui paraissent, et se plaît à admirer ce qui lui offre quelques traits du beau idéal qu'elle porte en son esprit. Une fois qu'elle a trouvé ce qu'elle cherchait, les ouvrages qui présentent une image parfaite de son original intellectuel épuisent en quelque sorte son admiration. Dégoutée par la perfection de ses chefs-d'œuvre de tout ce qui est moins parfait, elle n'accueille avec faveur que les ouvrages qui approchent de ses monuments littéraires. Mais ces monuments, à cause de leur perfection, rejettent loin d'eux tout autre écrit ; et la critique, souvent trop exigeante, ne craint pas d'imputer à décadence l'infériorité, en quelque sorte nécessaire, des ouvrages qui n'égalent pas les chefs-d'œuvre. La question du progrès et de la décadence des lettres n'est pas là cependant.

« Ainsi, dit très-justement le vicomte de Bonald, tant qu'une nation n'a pas perdu les principes, les idées, les sentiments qui ont inspiré les auteurs des ouvrages qu'elle admire comme des chefs-d'œuvre ; tant qu'elle parle la même langue, à prendre ce mot dans une acception plus étendue que celle de la grammaire, elle conserve le goût des modèles, et par conséquent du beau et du bon ; et ne dût-elle, pendant quelques siècles, rien ajouter à ses richesses de littérature, elle n'est pas plus en décadence littéraire qu'une grande nation n'est en décadence politique lorsque, parvenue à ses bornes naturelles, elle conserve son territoire ; ou une famille opulente en déca-

dence tant qu'elle n'a ni engagé ni aliéné son patrimoine. »

La question ramenée à ces termes, l'esprit des lettres contemporaines a-t-il été ce qu'il doit être dans des sociétés bien organisées? Les écrits qu'il inspire ont-ils suivi les saines traditions? les ouvrages, même les plus distingués, ne sont-ils pas au contraire infectés d'une disposition prochaine à tout attaquer pour tout renverser, à tout renverser pour tout reconstruire sur les plans de l'orgueil et de l'ignorance? Enfin cette disposition n'a-t-elle pas communiqué aux pensées quelque chose de vague, au style quelque chose de déclamatoire, à la littérature quelque chose d'énervant?

Ce qui caractérise d'une manière générale la situation présente des lettres, c'est qu'il y a foison d'ouvriers et disette d'œuvres. Si l'on réunissait en bataillon les membres d'Académies, les sociétés de gens de lettres, les sociétés d'auteurs dramatiques, les poètes, les romanciers, les critiques, les conteurs, ceux qui font des articles, des albums, des livrets, des revues, tous ceux qui vivent de leur plume ou qui en meurent, on aurait des armées aussi nombreuses que celles qui fondèrent les monarchies européennes. Et lorsqu'on cherche la pensée de tant de penseurs, le monument de tant d'architectes, on ne trouve qu'un éparpillement stérile d'efforts sans plan et sans but; des œuvres venues comme le sonnet d'Oronte, composées par des auteurs qui n'ont pas le temps d'écrire, pour un public qui n'a pas le temps de lire; des choses qui sont à peu près un roman, un drame, une

histoire ; dans lesquelles il y a à peu près de l'observation, de l'esprit, du savoir ; et que le valet de l'écrivain porte tous les jours à l'imprimeur, toutes les semaines à l'épicier (1).

Au milieu de cette confusion, le style, resté pur dans sa composition grammaticale et dans ses harmonies littéraires, n'a plus été, dans ses rapports avec les idées qu'il devait rendre, qu'un miroir infidèle. Ce qui distingue, en effet, les prosateurs les plus en vogue, c'est une absence étonnante d'idées substantielles et de pensées définies. En lisant, je ne dis pas Bossuet, mais ses contemporains de quelque valeur, on saisit de prime abord ce que l'auteur a voulu dire ; son expression est pleine de sa pensée, et les ornements même de son langage ne sont que des rayons qui réfléchissent les conceptions de son âme. Au contraire, en lisant, non pas Chateaubriand, mais les écrivains de son école, et cette école est celle du plus grand nombre, vous êtes envahi par un luxe de style sous lequel la pensée se présente à l'état d'énigme. On y soupçonne un sens, mais on ne l'y voit pas : la parole de ces écrivains n'est pas une glace qui répercute la lumière, c'est un prisme qui la décompose : elle n'éclaire pas, elle amuse ; elle n'instruit pas, elle distrait, et bientôt, hélas ! elle égare.

L'homme se complait naturellement dans ce qui récrée son esprit, sans l'obliger au travail. La foule des lecteurs s'est donc laissée prendre aux séductions de cette littérature. La continuité des lectures vaines

(1) *Réveil*, numéro 1, article signé G. de Cassagnac.

a désolé la terre de désolation, parce que personne n'a plus voulu réfléchir dans son cœur. Car les âmes, n'ayant plus l'habitude de se replier sur elles-mêmes pour s'y rendre compte des choses, se répandent tout entières dans les sens pour y chercher les distractions et le plaisir. Rien ne peut plus les élever au-dessus de cette sphère matérielle ; la parole divine elle-même n'arrive que difficilement à des intelligences qui, dans la parole, ne cherchent que les rencontres étonnantes de mots et l'enivrante mélodie des phrases.

Les lecteurs devenus inattentifs au sens intime de la parole et ne pratiquant la lecture que comme jouissance, se sont laissés éblouir d'abord par le mirage des fausses doctrines, et ont recherché bientôt l'erreur avec avidité. Les trois concupiscences sont sœurs ; quand on possède le plaisir des sens, on s'abandonne sans tarder à l'orgueil de l'esprit. L'art d'écrire n'étant plus qu'un métier, et encore un métier abandonné à des chevaliers d'industrie, les écrivains ont développé sans cesse ces funestes tendances et concilié ainsi les avantages du lucre avec les délices trompeuses de l'oisiveté. La correspondance des goûts et des livres a jeté peu à peu la littérature dans le faux, et de là est résultée la décadence des lettres, qui eussent dû rester la splendeur du vrai.

De là ces systèmes de philosophie, œuvres de l'imagination, ou inspirations d'une basse impiété qui nous donnent une métaphysique de ténèbres, une morale de théâtre et une politique de comptoir. Systèmes absurdes et infâmes, qui font de l'être un abîme

sans fond, de Dieu un X éternel, de l'homme un vil animal, de la religion un rêve de l'esprit, du pouvoir un mythe, de la propriété un vol, de la justice une asymptote, de la noblesse et de la gloire des masques.

De là ces prétendues histoires où les conceptions fantastiques de l'idéologie et les sentiments personnels de la sensibilité remplacent l'inflexible réalité des événements; où, supposé même l'exactitude matérielle des faits, tous les portraits sont altérés, toutes les situations faussées, toutes les causes dénaturées, toutes les conséquences méconnues. Et ces histoires sont l'objet d'une vogue insigne, d'une faveur presque universelle.

De là ces romans, où l'on a la prétention de rendre vivantes les théories de l'abstraction, de synthétiser les faits et de peindre les mœurs, c'est-à-dire de faire de la philosophie, de l'histoire et de la morale avec des fictions; ces romans abominables, où tous les principes du sens commun sont renversés, où les crimes les plus monstrueux sont revêtus des splendeurs de l'idéal, où les notions même du bien et du mal sont bouleversées, anéanties, où toute vertu est hideuse, où tout vice est aimable, où toute immoralité enfante l'héroïsme, où toute vertu mène à l'abrutissement. Ces écrits ne sont-ils pas acceptés, admirés par d'innombrables lecteurs, dans toutes les classes de la société, précisément à cause des défauts qui les rendent méprisables (1) ?

D'où vient ce renversement ? Pour plusieurs, sans

(1) Mgr Parisis : *De la littérature dans l'éducation*. (Discours pour la distribution des prix du petit séminaire de Langres, 1847. *Passim*.)

doute, il vient de la corruption du cœur, de la détermination bien arrêtée de se nourrir d'ignominies. Mais ces livres détestables ont un grand nombre d'admirateurs encore honnêtes : qu'elle est pour eux la source du plaisir qu'ils y trouvent, sinon le culte exclusif de la forme, sinon le goût dépravé de l'erreur qui enivre les sens et exalte l'orgueil au point qu'on ne peut plus ni résister au charme, ni cesser de désirer ces émotions meurtrières?

La décadence des lettres, démontrée par le nombre et la vogue des mauvais écrits, devient plus évidente par les imperfections et le crédit des meilleurs livres. Nous sommes juges aujourd'hui, demain nous serons jugés et condamnés pour avoir ceint de lauriers des fronts indignes de la couronne. Nos grands écrivains ont en effet quelque chose de vulgaire ; leurs ouvrages les plus remarquables sont tous salis de la poussière du siècle. On n'en voit point qui défie la critique et commande l'admiration. Le temps, qui passe tout au crible, retranchera des pages, des volumes même à ces bagages littéraires, et la postérité ne verra surnager sur les flots des âges qu'un petit nombre des productions contemporaines.

On objecte, pour contester la décadence des lettres, la foule des écrivains ecclésiastiques et l'éclatante supériorité de plusieurs évêques. En admettant le fait, il est permis de nier la conséquence. Rome impériale avait d'aussi grands évêques, et ni la profondeur de leur savoir, ni l'élévation de leur génie, ni la multitude de leurs écrits n'ont pu empêcher la décadence

des lettres latines. L'âge d'or de la littérature chrétienne coïncide même avec la chute de l'empire romain. Ce ne sont pas les hommes qui détruisent les sociétés, ce sont les faux principes. Ainsi que nos évêques dotent l'Eglise de monuments dignes de continuer ses traditions, cette circonstance n'empêche pas la décadence des littératures nationales, et n'atténue pas le danger social que révèle cette décadence.

En résumé donc, la littérature est découronnée ; c'est une reine vieillie dans l'opprobre qui cache sous de sordides haillons les signes de la décrépitude. Comme expression de la société, une telle littérature est un triste symptôme ; comme maîtresse de l'opinion, elle inspire des craintes encore plus inquiétantes. La dépravation des lettrés et la dépravation des lettres doivent amener les plus déplorables conséquences. Des peuples sans cesse en proie à cette surexcitation délirante, sans cesse emportés par ces courants impétueux de l'erreur, doivent tomber dans tous les genres d'affaiblissements et se porter à tous les excès. Quand la république romaine eut dompté l'univers par la force des armes, la philosophie grecque et le luxe asiatique préparèrent sa ruine en lui inoculant des vices et des sophismes. A supposer qu'un peuple occidental vienne à subjuguier l'Europe, la corruption des lettres, à défaut de la corruption des mœurs, suffirait à la vengeance des vaincus. On répéterait, mais dans un autre sens :

*Sævior armis,
Luxuria incubuit victumque ulciscitur orbem.*

CHAPITRE XL.

Autres éléments de décadence : 6° Au théâtre.

Il faut aux hommes des spectacles, parce qu'ils sont plutôt et mieux instruits par des exemples que par des préceptes : *Longum iter per præcepta, breve et efficax per exempla*. C'est sans doute en vue de venir en aide à l'infirmité humaine, que Dieu a déployé sous nos yeux le spectacle du monde. Cette belle nature qui étale avec complaisance ses richesses, ces astres qui roulent dans l'espace, ces sociétés qui s'élèvent et qui tombent, cette humanité qui s'en va de l'Éden au Calvaire et du Calvaire au tribunal du dernier jugement, qu'est-ce autre chose qu'un spectacle émouvant des œuvres de Dieu dans l'espace et dans le temps pour élever l'homme jusqu'à son divin auteur?

L'Église, société de Dieu avec l'homme pour ramener l'homme à Dieu, a, comme Dieu, ses spectacles. Sans doute, elle offre aux peuples des principes de

perfection dans ses dogmes, des règles de vertu dans sa morale et ses institutions. Elle présente aussi des modèles de beau idéal dans les pompes toujours symboliques de son culte. Son sacrifice est un drame auguste dans lequel Jésus-Christ, sacrificateur et victime, s'unit, par le prêtre, aux fidèles qui offrent et s'offrent avec lui à Dieu. Les autres offices publics des jours saints présentent des spectacles qui rappellent les circonstances mémorables de la vie du Sauveur, déjà rappelées, mais d'une manière insuffisante, au sacrifice des autels. Les sacrements sont entre Dieu et l'homme de touchantes conversations, qu'interrompent des invocations et qu'achève le don d'une grâce. Enfin dans les prières il y a des chants, des chœurs, des monologues, des dialogues, et toujours l'intervention d'En-Haut. A n'envisager ces cérémonies que comme œuvres d'art, on doit y reconnaître un puissant artiste. C'est à cette manifestation du christianisme par le culte qu'il faut rapporter en grande partie ce qu'il y a de raisonnable dans nos lois, d'élévé dans nos sentiments, de noble dans nos goûts, d'aimable dans nos usages, de sage même dans nos préjugés.

La société civile elle-même a eu de tout temps des spectacles. Les gouvernements de l'antiquité païenne réduisaient les devoirs de l'administration à deux choses : donner aux peuples du pain et des spectacles; — et ils leur donnaient un pain qui avait coûté bien des larmes, des spectacles qui faisaient répandre bien du sang! Avec ce pain mouillé de larmes et ces

spectacles souillés de sang, ils voulaient avilir les peuples pour leur faire oublier le malheur d'être soumis à des religions absurdes et à des gouvernements tyranniques. Les administrations modernes n'ont besoin pour la tranquillité de l'État et la paix des familles que de faire goûter à des peuples chrétiens le bonheur de vivre, sous des gouvernements éclairés, au sein d'une religion qui commande toutes les vertus.

Est-ce bien là le caractère du théâtre contemporain? C'est ce qu'il nous faut apprendre en étudiant les pièces, les acteurs et le public des théâtres, joints à quelques traits de mœurs propres à autoriser nos conclusions.

I. On représente sur les théâtres des compositions poétiques, ou soi-disant telles, écrites d'après certaines règles d'art et dans certaines formes littéraires. On distingue, dans la grande variété des genres et des espèces, la tragédie, la comédie et le drame. La tragédie met en scène quelque action héroïque; la comédie attaque les ridicules; et le drame, qui tient des deux, se propose à la fois de récréer et d'émouvoir. Les autres compositions ne sont que des variantes, souvent une corruption des genres principaux.

On peut considérer dans ces pièces le choix du sujet et la manière dont il est traité, au double point de vue du fond et de la forme.

Le choix du sujet a sans doute en lui-même une

mince importance : tout dépend de l'esprit qu'on apporte à l'étudier et de la manière dont on le présente. On ne saurait cependant lui refuser toute portée, surtout quand il affecte une forme didactique qui devient le résumé de la pièce. Or, à ne considérer que les titres et le choix des sujets, on voit les auteurs descendre sans cesse. Ainsi, pour ne parler que de la comédie, Molière avait mis sur la scène des étourdis, des misanthropes, des hypocrites, des avarés, des philosophes, des beaux esprits, des médecins, des femmes savantes; il avait ridiculisé la vanité des professions, les manies de la noblesse, les faiblesses d'un malade imaginaire, et les ineffables naïvetés de l'ignorance. Ses successeurs ont montré des joueurs, des distraits, des grondeurs, des bourrus bienfaisants, des glorieux, des méchants de société, des enthousiastes de poésie. Ensuite la comédie a exposé aux regards du public les ridicules de la bêtise ; c'est le genre niais du commencement de ce siècle. De nos jours, enfin, elle en est venue à célébrer les agréments du vice et l'héroïque générosité du crime. On n'entend plus parler que de fils naturels, de dames au camélias, de filles de marbre, de lionnes pauvres, de lorettes en décadence et d'autres sujets semblables, c'est-à-dire infâmes.

Le talent de mise en scène relève-t-il l'infirmité du sujet ? D'aucune façon. La moitié des frais est à la charge du machiniste et du costumier, et l'écrivain n'est lui-même qu'une machine d'un rang secondaire. En face d'un auditoire dont il connaît les instincts, il

ne perd pas son temps à poser des caractères et à nouer les fils de l'action. Sa voie est moins pénible. Le premier nom venu suffit au sujet. Le monstrueux donne l'intérêt. A une femme renommée pour sa piété, le poète prêterait l'effronterie du libertinage; d'un politique rusé il fera un coureur d'aventures; à l'ignoble courtisane il donne une pudeur énergique; et dans un valet de cour, usé sous le mépris, il ressuscitera la paternité vengeresse de Virginus. Ces noms, relevés d'aussi vulgaires artifices, servent de date au costume des acteurs et aux boiseries des décorations. La marche de l'action n'offre pas plus de difficultés. Avec un approvisionnement de visières et de cottes de mailles, de perles et de velours, à quoi bon le naturel des dialogues et la vraisemblance de la mise en scène. Un acteur vous gêne, vous lui ordonnez de sortir; une foule vous devient nécessaire, la coulisse vomit une meute de personnages. Il n'y a là ni rires, ni pleurs, ni émotion, ni attendrissement : c'est une pièce de théâtre.

Que dire du côté moral de ces pièces ? Hélas ! des choses qu'il faudrait ensevelir sous la réprobation d'un silence vengeur, mais qu'il faut nous résigner à châtier en leur infligeant le déshonneur de la publicité. Écoutez l'Horace gascon du *Journal des Débats*, avec sa fluide désinvolture :

« Il m'est venu tout récemment, dit H. Rigault, l'idée de m'éclairer sur une question bien souvent débattue, c'est « savoir si le théâtre est une école

« de mœurs, et j'ai pris la moyenne de sa moralité
 « pendant une semaine, en allant chaque soir voir
 « une nouveauté dramatique. Le lundi, dans un
 « théâtre où les étudiants apprennent à connaître le
 « monde et la vie, je me suis intéressé au sort d'une
 « jeune personne qui a fort mal vécu avant son ma-
 « riage, mais qui n'en vit que mieux après le sacre-
 « ment, et à qui son passé semble un titre de plus à
 « l'estime publique, puisque le repentir est plus beau
 « que la vertu. — Le mardi, sur une scène musicale,
 « chère au monde élégant, j'ai vu le duc de Mantoue
 « entrer, avec une arrière-pensée toute anacréon-
 « tique, dans une chambre à coucher où l'on vient
 « d'introduire une jeune fille enlevée; puis, au qua-
 « trième acte, je l'ai aperçu à la fenêtre d'un bouge,
 « où il passe la nuit; puis j'ai cessé de l'apercevoir,
 « parce qu'une fille de joie est venue fermer les ri-
 « deaux. — Le mercredi, j'ai appris au Théâtre-
 « Français que la société est une affreuse marâtre
 « pour les enfants qui naissent avec cette difformité
 « qu'on nomme le génie : au lieu de leur offrir mille
 « livres sterling de rente dès qu'ils ont dix-huit ans,
 « elle n'a à leur service qu'une place de valet de
 « chambre, et les pauvres petits se brûlent la cervelle,
 « cause de tous leurs maux. — Le jeudi, en entrant
 « dans la zone des spectacles populaires, j'ai décou-
 « vert combien un voleur peut être un galant homme,
 « et combien le public est coulant pour le crime,
 « quand on y met de l'entrain, de la bravoure et de
 « l'esprit. — Le vendredi, j'ai admiré à quel point

« une fille-mère peut être une honnête fille et une
« excellente mère. — Le samedi, dans un drame qui
« résume tous les autres, j'ai contemplé encore les
« vertus des filles-mères, les bons mouvements des vo-
« leurs, et le pathétique de l'ivresse mi-partie d'ab-
« sinthe et mi-partie d'amour. — Le dimanche, je
« me suis reposé, j'ai récapitulé mes impressions,
« calculé la moyenne de la moralité du théâtre pen-
« dant la quarante-neuvième semaine de l'année 1857,
« et conclu qu'elle ne montait pas haut. Décidément,
« pendant six jours, le théâtre n'a pas été moral. »

Les jours se suivent, dit le proverbe, et ne se res-
semblent pas. Au théâtre, les semaines et les années
se suivent sans changer de caractère. Après avoir en-
tendu l'Horace des *Débats*, donnons la parole au ré-
dacteur en chef (1) du *Réveil* :

« On ne saurait, dit Granier de Cassagnac, jeter un
coup d'œil sur la direction morale des œuvres poéti-
ques, sans en être navré.

« Nous ne parlons pas de ces scènes spécialement
grivoises où l'on ne se hasarde qu'en garçon et après
boire. Nous parlons de la scène française, dont aucune
autre au monde n'a jamais égalé l'autorité et la gloire,
et de ces scènes qui, pour venir bien loin après elle,
n'en ont pas moins été longtemps des écoles de gaieté
de bon aloi. Eh bien ! la bohème, le vice et l'argot ont

(1) Article intitulé : *Silence à l'orgie*.

tout envahi. Au Théâtre-Français, l'adultère effronté s'étale et se prélassé, prodigué sans vergogne par les maîtres de l'art et par les apprentis à la suite des maîtres. Quant aux théâtres secondaires, ils convient sans façon la société tout entière au spectacle de la vie intime des prostituées ; ils ouvrent audacieusement la porte du demi-monde au vrai monde *qui s'y précipite*, sans qu'on lui dise sur le seuil que, s'il y a un demi-monde, il n'y a ni un demi-honneur, ni une demi-morale, ni une demi-dignité ! Le théâtre a descendu peu à peu cette pente qui conduit à l'abîme au fond duquel il n'y a plus ni mœurs ni lettres. Il y est aujourd'hui si complètement plongé que ce serait une chose difficile de dire honnêtement tout ce qu'on joue ; et la coupable complicité de la critique ne laisse pas entrevoir le terme de cet égarement et de cette profanation. »

La scène française entraîne dans son orbite toutes les scènes de l'Europe ; elle leur donne ses pièces, leur prête ses acteurs, les pénètre de son esprit. Les bords de la Néva et les côtes de la Suède nous ont fait elles-mêmes de ces emprunts ; les grands en payent la rente ; et l'on ne sait, dit Eyzaguirre, ce que l'on doit plus admirer parmi eux ou l'indifférence ou la corruption des mœurs.

II. Les pièces ont pour interprètes les acteurs. Quelles sont, dans la société, leur condition et leur influence ?

Assurément il n'entre pas dans nos intentions de contester les vertus privées des acteurs. Nous tenons les acteurs, ou mieux certains acteurs, pour respectables, si l'on veut, dans leur intérieur. Mais aussi, en partant de ce principe éternel que la vertu est le plus noble ornement de l'homme, nous tenons leurs fonctions publiques pour avilissantes, pour déshonorantes même dans certains rôles.

Quel est le devoir de l'acteur? Jouer naturellement la passion de son héros. Et pour jouer naturellement cette passion, que faire? Réveiller ses propres passions avec la violence de leurs fureurs et les agréments trompeurs de leurs charmes. Voltaire, qui s'y entendait, disait qu'un bon acteur avait *le diable au corps*, et en ce point il s'exprimait avec une parfaite justesse. Le diable au corps! tel est, dans l'exercice de ses fonctions, le moteur de l'artiste dramatique! Le diable, qui l'identifie au héros de la pièce, l'agite, le transporte et le remplit d'un esprit méchant. Sans doute, ce rôle rempli, l'acteur reprendra son bon sens et retrouvera sa droiture; car s'il portait dans les rues l'esprit qui l'animait sur les planches, il faudrait l'enfermer dans une maison de correction. Mais telle n'est pas la question posée : il s'agit de savoir si un homme dont le métier est d'exciter habituellement ses passions, d'exciter surtout les passions les plus furieuses, si cet homme, enflammant sans cesse son imagination, énervant sa volonté, se livrant par devoir à l'ardeur des mauvais désirs, ne doit pas se préparer des chutes et *descendre au-dessous de ce qu'il*

eût été dans une condition meilleure. La seule réponse possible est l'affirmative. Ceux qui connaissent des acteurs doivent même découvrir dans leurs mœurs des traits de bassesse, qui, pour être cachés sous le masque trompeur des belles manières, n'en sont pas moins l'apanage de la faiblesse ou les stigmates du cynisme. Cette présomption est conforme au sentiment public. Si l'on vient vous dire qu'un tel acteur est honorable, vous le croyez volontiers, mais non sans surprise, et il reste facilement à votre adhésion quelque incertitude. Apprendre le contraire vous étonnerait moins. D'où nous concluons que, sauf exception, la condition des acteurs est de travailler à s'avilir.

Que dire des chanteuses, des comédiennes, femmes dont la parure porte à la licence, et qui tombent elles-mêmes les premières dans les pièges qu'elles tendent ? « N'est-ce rien, s'écrie Bossuet, que d'armer des chrétiennes contre les âmes faibles, de leur donner de ces flèches qui percent les cœurs et de les imposer à l'incontinence publique ? Quelle mère, je ne dis pas chrétienne, mais tant soit peu honnête, n'aimerait mieux voir sa fille dans le tombeau que sur le théâtre ? Qui ne regarde pas ces malheureuses comme des esclaves exposées, en qui la pudeur est éteinte, quand ce ne serait que par tant de regards qu'elles attirent ; elles que leur sexe avait consacrées à la modestie, dont l'infirmité naturelle demandait la sûre retraite d'une maison bien réglée ? Et voilà qu'elles s'évalent elles mêmes en plein théâtre avec tout l'atti-

rail de la vanité, comme ces sirènes dont parle Isaïe, qui font leur demeure dans les temples de la volupté; dont les regards sont mortels, et qui reçoivent de tous côtés, par les applaudissements qu'on leur renvoie, le poison qu'elles répandent par leur chant (1). » C'est bien là cette condition infâme que l'Église poursuit de ses censures et que les saintes Lettres frappent de leurs anathèmes.

Une loi constante veut que la condition faite aux personnes soit en harmonie avec leur dignité reconnue et les services qu'elles sont présumées rendre. Autrefois la profession d'acteur était réputée déshonorante; aujourd'hui elle est non-seulement tenue pour honorable, mais environnée des faveurs de l'opinion. La presse brûle son encens devant ces nouveaux dieux, et les directeurs de théâtre peuvent leur servir un traitement qui les égale aux princes. Naguère encore une comédienne était rétribuée comme quatre évêques, un comédien comme sept archevêques, et les danseuses de l'Opéra recevaient autant que tout le haut clergé. Avec ses émoluments d'actrice, la tragédienne Rachel a pu amasser douze millions et mener pendant dix-sept ans une vie de princesse. Aujourd'hui encore, en France, après l'Empereur, le personnage le mieux rémunéré n'est ni un dignitaire de peu importe quelle administration, ni un président d'assemblée, ni un ministre d'État; c'est un agent de change, et après un agent

(1) Bossuet : *Maximes et Réflexions sur la comédie*, et *Lettre au P. Caffaro*.

de change, c'est... un chanteur. On se proirait dans la Rome décrépète d'Héliogabale ou dans la Byzance dégénérée de Copronyme.

III. Mais les théâtres ne seront pas fréquentés, et la vertu publique laissera déserts ces noviciats de la débauche. Détrompez-vous; il retentit trop haut ce cri de la décadence païenne : *Panem et circenses*, pour qu'il soit possible de conserver ses illusions. A Paris, les recettes annuelles des théâtres varient de douze à treize millions. Ce chiffre, dans lequel les théâtres plus particulièrement fréquentés par le peuple entrent pour un tiers, indique la fureur d'amusements que la spéculation est parvenue à exciter dans l'âme du peuple. Dans les villes de province, les théâtres prospèrent. Des sociétés indigènes les défrayent dans le cours de l'hiver, et des troupes d'artistes parisiens les visitent à la chute de l'automne. La fureur des théâtres s'est répandue ainsi jusque dans les plus misérables bicoques. Un journal annonçait récemment que les chefs-lieux de canton allaient recevoir une salle de spectacle, et qu'une troupe par arrondissement ferait les frais de représentation. On joue des pièces dans les collèges. On jouait cet hiver dans toutes les grandes maisons de Paris; et nos soldats, sous le canon de Sébastopol, donnaient... des représentations.

Quelle peut être sur les mœurs publiques l'influence du théâtre? et quelle est d'abord son influence sur la santé du peuple?

Il est des lois de la nature humaine que rien ne peut changer. Qui donne le jour au travail doit donner la nuit au repos. Au dix-septième siècle, les théâtres n'étant suivis que par une aristocratie oisive, s'ouvraient dans l'après-midi. Lorsque les théâtres ont voulu recevoir le public qui travaille, il a fallu n'en ouvrir les portes que le soir, pour les fermer vers minuit. Le peuple, passionné pour le théâtre, a subi ces habitudes ; mais il n'a pas, comme les familles riches, la faculté de dormir la grasse matinée. S'il se repose, il perd son salaire ; s'il ne se repose pas, il perd sa santé. Aussi est-ce dans les populations rurales que s'élaborent les fortes natures et que naissent les bons soldats. La jeunesse des villes, qui d'ailleurs ne le cède pas en bravoure, succombe à la fatigue ; elle a vécu plus vite, elle meurt plus tôt.

L'influence du théâtre sur l'intelligence des peuples n'est pas meilleure. C'est d'abord un triste symptôme que cet engouement pour les représentations théâtrales. La conversation est morte, a-t-on dit : on le croirait rien qu'à voir ce goût effréné des spectacles. La journée remplie, on ne saurait vivifier la soirée par ces douces causeries dont le charme embellit toutes les existences sérieuses. La vie de famille s'éteint, les relations de cité se détendent. Au lieu donc de rechercher une société convenable, vous vous retirez dans ce désert turbulent qu'on nomme un théâtre. Là, point d'effort d'intelligence, aucune dépense d'esprit. Vous voyez se dérouler sous vos yeux une pièce quelconque, et vous rentrez au logis

après avoir savouré, dans une muette indolence, cet opium enivrant.

Et cette pièce, qu'a-t-elle pu vous apprendre ? Autrefois on montrait au peuple la passion de Jésus-Christ, maintenant on lui montre les passions des hommes. Au théâtre moderne, on fait dérision de la vertu, amusement du vice et école de sophisme. Le répertoire fournit des pièces contre toutes les vertus, contre tous les devoirs, contre toutes les institutions. C'est un béliet à mille têtes qui bat en brèche, sans relâche, les dernières assises de la société contemporaine. La famille, l'État, l'Église, la paternité, l'éducation, le respect, la charité, tout est attaqué. Du reste, le théâtre, au lieu d'ébranler l'ordre moral, voudrait l'affermir, qu'il n'y réussirait pas. On ne doit présenter au peuple que les exemples de Jésus-Christ et des saints ; il prend tous les autres à contresens. Vous montrez au peuple un riche bienfaisant, il taxera de dureté tous les riches, qui ne seront jamais assez généreux au gré de sa cupidité. Vous mettez sous ses yeux des exemples d'indulgence, il prendra en haine la sévérité la plus nécessaire. Si vous lui offrez le spectacle des égarements de la jeunesse, tenez pour certain qu'il prendra parti contre la fermeté des pères. Peut-être ne devrait-on assembler le peuple que sous les armes et à l'Église. Partout ailleurs il y a fermentation, et de la fermentation acide à la fermentation putride, il n'y a qu'un pas.

On revendique, il est vrai, en faveur du théâtre les droits du beau et les intérêts de l'art. Mais c'est là

une idée fausse qui circule dans la société comme une pièce de fausse monnaie : tout le monde s'en sert sans en vérifier le titre. Les pièces de théâtre, même les plus simples, ne trouveront jamais d'acteurs qui sachent les interpréter. En trouveraient-elles, que la représentation, loin de faire apprécier les beautés, ne serait propre qu'à les dissimuler. L'*Athalie* de Talma, sur la scène, ne vaut pas l'*Athalie* de Racine à la lecture : on peut en dire autant de toute pièce de théâtre dont le mérite est sérieux.

C'est surtout dans l'ordre moral qu'il faut étudier les effets du théâtre. Voltaire, que j'aime à citer en pareille matière, célèbre quelque part ce spectacle,

Où les beaux-arts, la danse et la musique,
L'art de tromper les yeux par les couleurs,
L'art plus heureux de séduire les cœurs
De cent plaisirs font un plaisir unique.

Après cet aveu de Voltaire, écoutons Bossuet réfutant ceux qui soutiennent l'innocuité du théâtre : « Si le but de la comédie n'est pas de flatter ces passions, qu'on veut appeler délicates, mais dont le fond est si grossier, d'où vient que l'âge où elles sont le plus violentes est aussi celui où l'on est touché plus vivement de leur expression ? Mais pourquoi en est-on si touché, si ce n'est, dit saint Augustin, qu'on y sent l'image, l'attrait, la pâture de ses passions ? Et cela qu'est-ce autre chose qu'une déplorable maladie du cœur ? On se voit soi-même dans ceux qui nous paraissent comme transportés par de semblables objets :

on devient bientôt un acteur secret dans la tragédie ; on y joue sa propre passion ; et la fiction au dehors est sans agrément si elle ne trouve au dedans une vérité qui lui réponde. C'est pourquoi ces plaisirs languissent dans un âge avancé, si ce n'est qu'on se transporte par un souvenir agréable dans ses jeunes ans, les plus beaux de la vie humaine à ne consulter que les sens, et qu'on en réveille l'ardeur, qui n'est jamais tout à fait éteinte (1). »

A défaut d'autorités, il ne faudrait, pour comprendre la funeste influence du théâtre sur les mœurs, qu'étudier les pièces en elles-mêmes et dans leur correspondance avec les mœurs de ceux qui les goûtent. Qu'est-ce qu'une tragédie ? Une pièce qui se noue par l'amour et se dénoue par l'homicide. Et une comédie ? Une pièce qui se noue par la galanterie et se dénoue par le triomphe, non pas moral, mais grossièrement victorieux de la passion dans le mariage. Et le drame, qu'est-ce ? Une pièce où s'entremêlent encore les tueries et les unions clandestines. Toutes les compositions théâtrales roulent sur ces données et ne varient que dans l'application. Ces représentations, qui suent la crapule et l'obscénité, fournissent donc plus qu'on ne pense à la séduction, au suicide, peut-être même à l'assassinat, des excuses et des exemples.

Ces exemples trouvent en effet, dans le peuple, des

(1) Bossuet : *loc. cit.* Il est curieux de rapprocher les *Réflexions* de Bossuet des *Lettres* de J. J. Rousseau contre les spectacles.

imitateurs. L'ignorance admire beaucoup, et de l'admiration à l'imitation il n'y a qu'un pas. Le théâtre mettant sans cesse sous les yeux de la populace des spectacles licencieux, la populace emprunte, aux héros de la dramaturgie, ses habitudes et son caractère. De là, dans l'infime population des villes, d'un côté, une grande adresse à mal faire, une étonnante fécondité d'invention pour tromper et dire des injures ; de l'autre, une profonde ignorance, une merveilleuse facilité à s'étonner de tout, à tout croire, à se prêter à tous les changements : double disposition qui fait les vauriens et les badauds qu'on rencontre toujours aux premiers rangs de l'émeute.

« Aussi, dit très - excellentment le vicomte Bonald, lorsqu'on réfléchit à tout ce que le spectacle présente au peuple d'idées fausses, de sentiments mal réglés, quelquefois d'actions répréhensibles, d'astuces, de fourberies, d'intrigues, de passions, de mépris pour l'autorité de l'âge, pour le pouvoir des pères ; ou si on réfléchit seulement à tout ce qu'il puise dans ces amusements frivoles et si entraînants, de dégoût pour une instruction solide et les devoirs ou les occupations de la vie domestique, on est toujours étonné que la classe éclairée, riche, et partout si peu nombreuse, voie sans alarme une populace forte de sa multitude, de son ignorance, de ses passions, de ses habitudes dures et grossières, s'enivrer de pareilles leçons, quelquefois même apprendre au théâtre à mépriser les rangs élevés de la société, et savourer la comparaison dangereuse et tou-

jours partielle des vices des grands et des vertus des petits. » (*Mélanges.*)

Ces réflexions nous invitent à étudier les effets politiques du théâtre : ce sera notre conclusion.

Le socialisme n'est point à craindre pour ses théories, mais pour les éléments de réussite qu'il rencontre dans nos institutions et dans nos mœurs. Des idéologues, des utopistes, des réformateurs, il y en a eu dans tous les temps, et en aucun temps ils n'ont été un péril pour l'ordre social. Aujourd'hui, de misérables utopies sont une réalité audacieuse : c'est qu'elles paraissent en Europe et au dix-neuvième siècle. Leur principale force est dans la diminution de nos vertus. Quand le socialisme aura triomphé, quand l'abomination de la désolation régnera, nous saurons ce que c'est qu'une révolution provoquée par des avocats, accomplie par des artistes, conduite par des romanciers et des poètes.

Néron aussi fut artiste, artiste lyrique et dramatique, amant passionné de l'idéal, adorateur de l'antique, philosophe, poète, orateur, un don Juan, un Lovelace, un gentilhomme plein d'esprit, de fantaisie, de sympathie, en qui regorgeaient la vie et la volupté... C'est pour cela qu'il fut Néron.

CHAPITRE XLI.

Autres éléments de décadence : 7° Dans nos mœurs.

Trois choses assurent la prospérité d'un peuple : une constitution, des lois et des mœurs. La constitution est la charte qui ordonne les relations des sujets et du pouvoir ; les lois sont l'expression écrite des rapports de l'individu avec la famille et des citoyens entre eux ; enfin les mœurs sont l'observation des lois constitutives de la société. Les mœurs se prennent aussi, dans un sens physique, pour les habitudes d'un peuple dans la manière de se loger, de se vêtir, de se nourrir, de pourvoir en un mot à tous les besoins de la vie. Nous traitons ici des mœurs principalement sous le rapport moral.

Les mœurs sont publiques ou privées. Les mœurs publiques sont, suivant leur objet, domestiques, civiles et politiques. Ayant parlé plus haut des mœurs privées

et des mœurs domestiques, dans leurs relations avec l'objet de ce livre, nous n'étudions ici que les mœurs politiques et les mœurs civiles.

I. Les mœurs politiques sont l'observation pratique des lois constitutionnelles de l'État. Les vertus dont elles se composent sont : le respect, l'obéissance et le dévouement : respect à la dignité du souverain, obéissance à ses lois et empressement à lui prêter le concours dont il aurait besoin dans l'administration, la magistrature ou l'armée. Ces vertus politiques sont commandées par le caractère et par la mission du pouvoir ; il est, dans la société, le représentant de Dieu.

Le respect, l'obéissance et le dévouement sont ébranlés, dans tous les temps, par l'orgueil et par l'égoïsme ; ils ont été, en ces derniers temps, particulièrement diminués par les doctrines modernes sur l'origine du pouvoir et par les révolutions successives qui ont créé dans chaque société des partis. Une fois qu'on avait effacé du front des rois le caractère divin, le pouvoir ne devait plus paraître qu'une odieuse usurpation. En admettant sa légitime dérivation de la souveraineté populaire, toutes les grandes maisons pouvaient briguer l'honneur de monter sur les trônes. Ces désirs sont devenus des faits victorieux ; il reste donc dans chaque pays des partisans des dynasties déchues. On est homme de progrès, citoyen de l'avenir, ami de l'humanité, mais ennemi de ses concitoyens s'ils ne partagent pas nos pensées, plus ennemi encore du chef de l'État, s'il n'est pas

l'homme de nos vœux. De là, cette haine violente de l'autorité et ces manœuvres sourdes qui préparent sans cesse des changements au bénéfice de nos préférences politiques.

Si les philosophes raisonnaient juste, si les disciples des philosophes prenaient conseil de l'honneur, ils sauraient que la dignité de l'homme consiste autant à bien obéir qu'à bien commander : tout dépend de la place assignée à chaque homme par la Providence. « Sans doute, dit un philosophe contemporain, il est permis d'aspirer au rang qui convient à ses mérites ; mais celui qui ne veut point avoir de supériorité, qui estime la sujétion un opprobre, est atteint d'une aussi grave folie que celui qui rougirait d'être fils et non père, jeune homme ou vieillard et non homme mûr, ou bien encore qui serait honteux de n'avoir point le génie de Dante ou les forces d'un athlète. La véritable gloire consiste à savoir remplir sagement ses obligations : un sujet irréprochable est beaucoup plus digne d'éloges qu'un mauvais prince... Si les générations prochaines ne se font pas une loi de dompter l'orgueil, il n'y aura plus aucun gouvernement possible en Europe. Il faut donc étouffer ce germe fatal, en apprenant aux hommes en quoi consiste le véritable honneur, et en persuadant à tous que les orgueilleux sont les plus grands ennemis de la liberté et de l'égalité véritables (1). »

(1) Gioberti, *Introd. à l'étude de la philos.*, t. II.

Si les hommes de parti prenaient conseil de la probité, ils sauraient que la médisance et la calomnie, condamnables quand elles s'adressent à l'homme privé, sont mille fois plus odieuses quand elles s'en prennent à l'homme public, quand elles s'attaquent aux rois, représentants particuliers de Dieu sur la terre. Ceux d'entre eux qui font profession de catholicisme devraient se rappeler qu'un pouvoir, reconnu par la Chaire apostolique, est, par cette reconnaissance même, un pouvoir légitime.

Comment ne se souvient-on jamais, dit Silvio Pellico dans ses *Lettres*, qu'un catholique ne peut logiquement condamner ce que l'Église approuve? Un gouvernement qui subsiste avec l'assentiment des papes ne peut, par aucun de nous, être proclamé une chose malfaisante. De telles haines ne devraient pas naître dans des âmes chrétiennes, car il répugne que cela puisse s'accorder avec le respect auquel ont droit Rome et ses décrets pour le gouvernement de l'Église.

II. Les mœurs civiles sont l'observation des lois qui règlent les rapports des citoyens entre eux. Ces lois sont de deux sortes : les unes touchent plus à l'ordre moral, les autres plus à l'ordre matériel ; celles-ci regardent plutôt l'état des terres, celles-là plutôt l'état des personnes. Dans ce paragraphe, nous ne parlons que des mœurs civiles dans leurs rapports avec les lois morales ; dans un précédent chapitre nous les avons étudiées dans leurs relations avec

l'économie matérielle des sociétés contemporaines.

Un premier fait nous éclaire sur la profondeur de la plaie qui ronge les mœurs publiques, c'est celui du suicide. Chez les anciens, ce crime était commun. La philosophie, en s'efforçant de concentrer sur la terre les désirs infinis d'un être immortel, donnait le désespoir pour terme à toutes ses joies et à toutes ses douleurs. Ce crime disparut, comme tant d'autres, à l'avènement du christianisme : en montrant l'Éden, le Calvaire et le Ciel, la religion faisait supporter avec une égale constance ces deux grandes épreuves des forces humaines, la prospérité et le malheur. Au moyen âge, un seul suicide jetait l'effroi dans une nation entière, et l'horreur publique, bien plus encore que l'autorité de la loi, faisait traîner le cadavre à la voirie. Le suicide ne reparut en Europe qu'à la suite du protestantisme et des systèmes philosophiques renouvelés des anciens. Aujourd'hui il est commis indistinctement par des hommes, par des femmes, et même par des enfants ; il est préparé de sang-froid et exécuté sans remords ; l'esprit public en supporte le récit avec indifférence, applaudit même à l'éloge funèbre du coupable ; et, non content de jeter des fleurs sur sa tombe, il exige du christianisme, pour son cadavre maudit, des honneurs profanés dans les temples du Dieu qui a dit : Tu ne tueras point !

Le docteur Lisle a publié un livre sur la statistique, la médecine, l'histoire et la législation du suicide.

Ce remarquable travail constate que, depuis le commencement du siècle, le nombre des suicides, en France, ne s'élève pas à moins de 300,000 ; et cette évaluation est peut-être en deçà de la vérité, car la statistique ne fournit des détails complets qu'à partir de l'année 1836. De 1836 à 1852, c'est-à-dire dans une période de dix-sept ans, il y a eu 52,126 suicides, soit, en moyenne, 3,066 par année.

« Et ce qu'il y a de plus triste à constater, disait un journal français, la *Patrie*, en citant ces chiffres, c'est que le fléau marche, marche toujours ; il ne s'arrête pas, ne se repose pas, comme ces maladies qui, à certains moments, semblent faire trêve à leurs ravages pour éclater subitement avec une intensité nouvelle. On dirait que ses progrès sont soumis à quelque loi inconnue. Il s'avance d'une façon constante et régulière, et, d'année en année, il voit augmenter le troupeau de ses pâles victimes. » (Juin 1857) (1).

Si nos doctrines ne laissent aux malheureux et aux riches fatigués d'autre refuge que la tombe, elles doivent à plus forte raison transformer le monde en vestibule de l'enfer. Que respecterait celui qui ne respecte pas même sa propre vie ? Toujours prêt à la quitter, il n'a de frein que sa volonté, de règle que ses désirs, et se porte, dans l'emportement des passions, à tous les attentats. On en trouve la preuve

(1) Le P. Debreyne assure que les suicides sont dix-sept fois plus nombreux dans les contrées protestantes que dans les pays catholiques.

péremptoire dans ce tableau de la criminalité européenne :

ÉTATS.	ANNÉES.	ACCUSATIONS.
Angleterre. . . .	1835. . . .	21,013
Bade	1827. . . .	1,431
Bavière	1828. . . .	3,200
Danemarck	1828. . . .	1,964
Écosse.	1835. . . .	2,778
France	1835. . . .	7,317
Irlande	1835. . . .	18,530
Pays-Bas.	1827. . . .	1,264
Prusse	1827. . . .	13,170
Suède.	1823. . . .	1,600
Wurtemberg. . . .	1827. . . .	3,331

L'auteur de ce tableau, Moreau de Jonnès, l'accompagne des réflexions suivantes :

« En comparant les rapports des crimes à la population moyenne dans le Royaume-Uni et en France, pendant les mêmes années, on arrive à ces conclusions : »

« Le meurtre est au moins quatre fois plus fréquent dans les Iles Britanniques qu'en France, même lorsque ce dernier pays est en état de révolution ;

« *L'assassinat est au moins moitié plus fréquent ;*

« Le viol est six ou sept fois aussi multiplié ;

« Les vols constatés devant les cours d'assises et la police correctionnelle sont quatre fois aussi communs, quand on considère leur nombre d'une manière ab-

solue, et ils sont au moins quintuples, comparés à la population des deux pays. »

Nous savons quelque chose de plus éloquent que ces réflexions, ce sont les progrès de la criminalité dont nous venons de rapporter le tableau. Voici la progression des affaires criminelles :

ANNÉES.	AFFAIRES.	PRÉVENUS.
1827.	34,908.	47,443
1846.	80,891.	101,433
1847.	95,914.	124,159

La progression va du même pas dans les tribunaux correctionnels :

1829.	108,390.	159,740
1845.	152,923.	197,913
1847.	184,922.	239,291

En analysant ces chiffres, naturellement on trouve que le nombre des coupables a augmenté particulièrement où s'est affaiblie la foi. Le détail des affaires révèle à son tour de profonds mystères d'iniquité. Ainsi, en France, la cour d'assises, dans ces derniers temps, a fait successivement passer sous nos yeux : la *bande Charpentier*, qui avait déclaré la guerre aux fortunes moyennes ; la *bande Courvoisier*, qui avait systématisé le pillage du faubourg Saint-Germain ; la *bande Gauthier*, qui s'attaquait à l'épargne des ouvriers ; et les bandes des *Auvergnats*, des *Endor-*

meurs, des *Étrangleurs*, etc., etc. A l'audace du crime s'est jointe l'habileté dans sa perpétration. A Londres, par exemple, on en est venu à détrousser les passants en plein jour à l'aide de la *garotte*; et pour circuler dans cette capitale de l'industrie, il faut s'armer comme pour traverser une forêt. Notons que ces attentats se commettent dans des sociétés dont l'habile organisation ôte aux malfaiteurs l'espoir de l'impunité. Qu'arriverait-il en cas de bouleversement ?

En additionnant maintenant, pour une période de dix ans, les chiffres de la criminalité, on voit se grossir une armée de trois millions cinq cent mille coupables, ayant eu maille à partir avec la justice. Quelle est la portée morale d'un tel fait ? A notre avis, elle est très-étendue. On voit sans doute par là que d'innombrables multitudes (car il faut supposer beaucoup plus de coupables que la justice n'en saisit) n'ont aucun souci de la loi, et s'abandonnent sans résistance aux emportements des passions. Ces criminels vivent joyeux, dorment sans insomnie, meurent tranquilles; ils assument sur eux avec sang-froid la responsabilité d'actes que l'on raconte avec indifférence; et l'insensibilité cynique de leur mort fait du spectacle de l'expiation un scandale de plus pour la société. De tels êtres ne rompent-ils pas manifestement le lien social, et leur conduite ne les pose-t-elle pas en tenants de la barbarie ?

D'aussi tristes faits, à la charge de la conscience publique, mettent à nu l'influence désastreuse du

système actuel d'éducation. Les recherches consciencieuses des économistes, tels que Guerry, Michel, Morogue, Dangeville, avaient prouvé que l'ignorance n'est pas une source de criminalité aussi grande qu'on pourrait le croire. La logique des chiffres officiels conduit aussi à ces conséquences :

1° Qu'à mesure que l'instruction s'est propagée d'année en année, le nombre des crimes et des délits s'est accru dans une proportion analogue ;

2° Que, dans le nombre de ces délits ou de ces crimes, la classe des accusés sachant lire et écrire entre pour un cinquième de plus que la classe des accusés complètement illettrés, et que la classe des accusés ayant reçu une haute instruction y entre pour deux tiers de plus ; toute proportion gardée entre les chiffres respectifs de la population de chacune de ces classes ;

3° Que le degré de perversité dans le crime, et les chances d'échapper aux poursuites de la justice et à la vindicte des lois, sont en proportion directe avec le degré d'instruction ;

4° Que les départements où l'instruction est le plus répandue sont ceux qui présentent le plus de crimes, c'est-à-dire que la moralité s'y trouve en degré inverse de l'instruction ;

5° Que les récidives sont plus fréquentes parmi les accusés ayant reçu de l'instruction que parmi ceux qui ne savent ni lire ni écrire.

Enfin, pour compléter les renseignements que fournit la statistique, il faut observer qu'il est une foule

d'actes qui violent la probité et la morale sans tomber sous la vindicte des lois. A chaque instant la législation reste muette en présence de délits que l'opinion publique réprouve ; et devant cette opinion même , combien d'actes auxquels se prête ou s'accommode l'honneur du monde , qui seraient justement flétris au tribunal d'une justice rigoureuse ! Certes le scandale de fortunes frauduleusement acquises , le scandale d'ambitions satisfaites au prix de serments trahis , de principes reniés , de pactes honteux ; le scandale de passions assouvies aux dépens de l'honneur et de l'avenir de malheureuses victimes séduites et sacrifiées ensuite avec une basse impudence : ces scandales , qui soulèvent les murmures contre la longue patience des justices éternelles , sont bien aussi des crimes propres à attirer sur nos têtes le courroux du ciel.

CHAPITRE XLII.

Des œuvres expiatoires qui réparent nos crimes.

Les crimes des peuples modernes, par leur nombre et leur gravité, dépassent toute mesure. Chaque branche de l'activité individuelle et sociale est atteinte de la lèpre, et ce fléau trouve partout des apologistes empressés, des théories justificatives et des troupes de victimes. La conséquence à tirer de là serait que la société contemporaine, épuisée de corruption, doit disparaître bientôt dans d'épouvantables catastrophes. Tirer cette conséquence après l'examen que nous venons de faire, serait manquer aux règles d'une saine logique. On doit sans doute apprécier le mal sans l'exagérer ; il faut aussi tenir compte du bien sans le diminuer. La connaissance de l'un faisait tout à l'heure trembler devant la justice de Dieu, la recherche de l'autre fait espérer maintenant en sa miséricorde. A cette consolation se joint l'avantage

d'apprécier, par leur côté appréciable, les éléments les plus délicats du problème social. On arrive ainsi, avec plus de sécurité, à une solution hors de conteste. Ce double motif nous engage à dresser un état sommaire des œuvres expiatoires qui réparent nos crimes, après avoir dressé l'état des crimes qui appellent des châtiments.

Ces œuvres expiatoires se produisent dans l'État et dans l'Église.

I. La société est une création morale de Dieu ; le pouvoir qui la dirige est le représentant de Dieu, et les ordonnances justes qu'il promulgue ne sont que le commentaire de sa volonté sainte. A ce titre, la loi peut ordonner des peines et le gouvernement, *qui ne porte pas le glaive sans raison* (ad Rom., XIII), peut frapper les coupables. La délégation divine lui en donne le droit, et la nécessité de réparer le mal lui en impose l'obligation. C'est du moins d'après ces principes que les sociétés chrétiennes avaient réglé la pénalité. La faute, avant d'être un délit, était un crime ; le coupable était un pécheur ; le cachot un pénitencier et l'échafaud un autel. On pensait, et avec raison, que si le châtiment expiait le péché, la gravité des peines, déjà avantageuse comme épouvantail, avait l'immense avantage de décharger la responsabilité des peuples. Le bras de l'exécuteur, en répandant le sang sur la terre, faisait disparaître les nuages du ciel, et changeait même quelquefois en rosée de bénédiction ces nuages qui eussent versé la foudre.

De nos jours l'athéisme de la loi et la sécularisation des États ont battu en brèche cette entente de la pénalité. C'était au nom de Dieu que les rois punissaient, et voilà qu'ils se séparent de Dieu. Aussitôt, par un instinct infailible, ils adoucissent la rigueur des châtimens, comme s'il sentaient diminuer leur droit de punir. Les théories relâchées des criminalistes modernes suivent dans sa décadence la société chrétienne. Le criminel, objet d'horreur pour les pères, devient pour les fils un objet de commisération. Ce n'est plus un pécheur qu'il faut tourmenter fortement, c'est un malheureux qu'il faut plaindre, en attendant le jour où, le gouvernement passant aux mains des malheureux, on ne connaîtra plus d'autre crime que l'innocence.

On croit rêver en voyant paraître ces étranges théories, et pourtant ces théories sont devenues des principes de droit. L'application qu'on en a faite a commencé par l'abolition de la peine de mort en matière politique. On a recherché avec une affectueuse tendresse tous les moyens de ne pas contrecarrer ceux qui songeraient à renverser, par la parole, la plume ou l'épée, l'ordre établi. Ce fut à qui trouverait les plus sûres garanties contre la sévérité des gouvernemens. Un pays devait être tenu pour barbare s'il n'avait ses aises de révolution. De là à avoir de saintes insurrections et des anges de meurtre, comme dit Lamartine, il n'y avait qu'un pas à faire, et ce pas fut fait. Avant la révolution, on n'avait vu qu'à de rares intervalles se tramer des conspirations; depuis, les

conspirateurs ont pullulé. Leur métier, car c'est un métier, est lucratif, honorable, et placé même sous la garantie du droit public. Après un attentat, il suffit, pour se mettre à l'abri des coups de la loi et devenir un héros, de passer la frontière. On vous accueille avec empressement, on ouvre des souscriptions, on frappe des médailles. Si ce coupable, fêté avec tant d'effusion, était un brigand vulgaire, s'il avait forcé la caisse d'un banquier, on demanderait son extradition, qui serait accordée; mais il ne s'agit que de la vie d'un prince, l'extradition n'est pas demandée, et le serait-elle, qu'elle serait refusée: passer la frontière pour appréhender un monstre, c'est violer le droit d'asile et restreindre la liberté des assassins.

La suppression de la peine de mort en matière politique doit amener la suppression de la peine de mort en matière civile, et même de toute pénalité. En effet, supprimer cette peine pour les crimes commis contre la vie des princes, et par suite contre la sécurité des individus qui composent la société, et la conserver pour les délits commis contre les simples particuliers, est une inconséquence qui ne peut résister longtemps à la marche toujours logique des événements. D'autre part, supprimer comme excessive la peine de mort, c'est se mettre dans la nécessité, pour rétablir la proportion entre les délits et les peines, de diminuer d'un degré les peines attachées précédemment aux délits. Dès lors il faudra supprimer toute peine pour les délits que punissaient les moindres

châtiments. Si d'ailleurs vous frappez l'assassin d'une peine qui n'est pas la peine de mort, toute autre peine appliquée aux autres crimes manquera aux règles d'une bonne progression et sera flétrie comme une injustice.

Ces conséquences, repoussées jusqu'ici par les législateurs, sont admises déjà, dans une certaine mesure, par la conscience publique, et existent même, comme tendance, dans le régime pénitentiaire [des peuples modernes. L'auteur du *Dernier Jour d'un condamné* a écrit l'Évangile de l'abolition de la peine de mort, et grand est le nombre de ceux qui croient, sur la foi des romanciers, que la société se rend coupable d'homicide en faisant exécuter les assassins. Le système insensé de l'indulgence envers les criminels a reçu d'ailleurs son commencement d'application.

« On s'est pris de mansuétude pour les voleurs, dit Romieu, on a réformé le Code pénal, et l'on a lancé des inspecteurs dans toutes les prisons, avec mission de veiller au bien-être de la détestable race qui s'y trouve. J'ai vu, dans les maisons centrales de détention, *des habitués* qui, à l'aide d'un petit crime, s'y faisaient remettre à chaque hiver, pour jouir des bienfaits du nouveau régime (1) ! » J'ai visité moi-même une de ces maisons, et je puis affirmer que les détenus ont une condition matériellement plus douce

(1) Romieu, le *Spectre rouge* de 1852.

que celle de nos pauvres mais honnêtes paysans, qui portent le poids du jour et de la chaleur.

Notre conclusion est donc que les sociétés modernes ne châtient pas convenablement les délits et les crimes ; il faut dès lors que Dieu intervienne pour rétablir l'équilibre. A cet égard, le passé répond de l'avenir. « Partout où la peine de mort a été abolie, la société a perdu le sang par tous ses pores. Sa suppression dans la Saxe royale fut suivie de cette grande bataille de mai qui mit l'État à deux doigts de l'abîme. Le seul principe de sa suppression, proclamé à Francfort au nom de la patrie commune, mit les affaires de l'Allemagne en plus grande confusion qu'à aucune époque de sa turbulente histoire. L'abolition de la peine de mort par le gouvernement provisoire de la République française fut suivie de ces terribles journées de juin, qui vivront éternellement avec toutes leurs horreurs dans la mémoire des hommes ; et une série épouvantable de pareils jours aurait continué si une victime sainte n'était venue se placer entre les colères de Dieu et les fautes de ce gouvernement coupable et de cette cité pécheresse (1). » Si l'abolition de la peine de mort a produit de tels effets, jusqu'où ses ravages n'iront-ils pas si on l'étend aux délits communs, et si l'on vient à se relâcher partout des salutaires rigueurs de la répression ?

II. Quand l'État manque à sa mission de grand

(1) Cortès, *Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme*.

justicier, l'Église, qui ne saurait défaillir, remplit la sienne de manière à enhardir l'espérance. Les mystères du christianisme d'une part, de l'autre les austères pratiques de la pénitence, les vertus communes des simples fidèles, les vertus héroïques des saints, sont autant de sources fécondes dont les flots, jaillissant vers l'éternité, embellissent de leurs eaux les rivages du temps.

L'Église, dit Moehler, continue en ce monde l'Incarnation du Sauveur. Nous compléterons ce mot illustre en ajoutant que l'Église continue également la Rédemption. C'est sur la consommation de ce mystère qu'est fondé son établissement et que repose l'économie de ses œuvres. La prière, les sacrements, le sacrifice, sont autant de canaux creusés au pied de la croix. La prière est toute-puissante, mais par la clause qui termine nos collectes : *Per Dominum nostrum Jesum-Christum* ; les sacrements ont une efficacité merveilleuse, mais parce qu'ils puisent leur sève au côté percé du Rédempteur ; le sang du sacrifice a une voix autrement éloquente que le sang d'Abel, mais parce qu'il a pour interprète la bouche des blessures du Christ, comme dit le grand poète espagnol. L'expiation opérée par le Christ et se perpétuant dans l'Église est l'âme du Christianisme. C'est là pour le chrétien un puissant motif d'espérance. Dieu peut envoyer son tonnerre ; mais, dirons-nous avec Desbarreaux, en quel endroit le fera-t-il tomber :

Qui ne soit tout couvert du sang de Jésus-Christ ?

Ce mystère d'expiation, consommé chaque jour en Jésus-Christ, a, par l'intermédiaire de l'Église, les hommes pour coopérateurs. L'Église a la science de nos infirmités et le secret des remèdes qui peuvent en cicatriser les plaies. Avec la double autorité de ses lumières et de son amour, elle prescrit à l'homme des jeûnes et des abstinences. Ces austérités payent la dette du pécheur. Mais hélas ! autant nous devons avoir foi au sang de Jésus-Christ, autant nous devons fonder de craintes sur l'absence d'œuvres satisfactrices. Jamais, depuis l'ère de grâce, l'abîme des prévarications n'avait atteint ces profondeurs, et jamais les œuvres de pénitence commune n'ont été en plus grand discrédit. Jeûne, abstinence, tout s'en va. La chair, dit-on avec un brutal sarcasme, est succulente même aux jours interdits ; l'Église pourrait avoir d'indulgence pour les enfants du siècle : qui sait ? peut-être, en limitant l'usage des viandes, se laisse-t-elle corrompre par un restant de manichéisme ! Bref, notre siècle, après avoir perdu dans les excès le courage du renoncement, demande à grands cris l'affranchissement de la chair, l'égalité de l'esprit et de la chair, les droits de la chair, la dignité de la chair, la réhabilitation de la chair. L'Église, toujours compatissante, croit devoir remettre quelque chose de la rigueur de sa loi, et le peu qui en reste n'est guère qu'une pierre d'achoppement. Le sensualisme nous tue, et le sang du crucifié, qui tout à l'heure criait miséricorde, doit maintenant crier vengeance contre

ces hommes qui refusent de *crucifier la chair avec ses désirs et ses convoitises*.

La foule ne remplissant plus les devoirs ordinaires de la pénitence, l'Église, saintement attentive à nos besoins, a dû ouvrir les sources extraordinaires de l'expiation. D'après la règle commune, chaque siècle n'a droit qu'à quatre jubilés : or, voici quatre indulgences jubilaires dans une période décennale. Qu'en conclure, sinon que là où les besoins abondent, l'Église a voulu faire abonder les grâces, et que là où les périls se pressent, elle a daigné multiplier les secours. Les chrétiens ont-ils mis plus de zèle à profiter de ces grâces ? Hélas ! de fades académiciens ont osé *blâmer les gémissements affectés de la chancellerie romaine*, et d'ineptes chansonniers n'ont pas craint de mettre en couplets les calomnies de Luther à son début. Les hommes sont restés avec une immobilité stupide dans l'éloignement de tout devoir religieux. Les femmes elles-mêmes, généralement plus fidèles, grâce à leur éducation, n'ont pas répondu partout aux espérances de l'Église. Manifestement ces faveurs exceptionnelles, occasion de salut pour un grand nombre, ont été pour un plus grand nombre occasion d'un nouveau crime et un pas nouveau de descente dans l'abîme.

Nous pouvons encore nous racheter en Jésus-Christ par le bien qu'opère sa grâce et par les avantages que procure la réversibilité des mérites. C'est, en effet, un principe certain que les vertus des bons font compensation aux crimes des méchants. Dix

justes eussent sauvé Sodome; et Ninive, à cause de l'ignorance des enfants, obtint miséricorde. L'histoire atteste d'ailleurs que les peuples tombent, non-seulement parce qu'ils ont des vices, mais surtout parce qu'ils n'ont pas de vertus. Si donc, il se trouvait en Europe une quantité suffisante de mérites, son poids ferait équilibre dans les balances de l'Éternel.

Le signe caractéristique de notre temps, c'est la séparation qui s'opère de plus en plus visiblement entre la cité de Dieu et la cité du démon. Ici ignorance honteuse, indifférence léthargique, convoitises effrénées, voluptueux matérialisme; là, piété dévouée, charité ardente, associations actives. A côté des causes de ruine s'élaborent les éléments de salut. L'insolence du blasphème n'empêche pas Dieu d'entendre le murmure de la prière; l'orgueil fastueux des œuvres humaines ne dérobe pas à ses regards l'humble travail des œuvres saintes; et tous les superbes qui se vantent de l'avoir enfin relégué dans son ciel solitaire, ne nous ont pas plus dépouillés de sa miséricorde, qu'ils ne l'ont dépouillé de sa foudre. Par la mystérieuse génération des sacrements, par la constante oblation du sacrifice, par le retentissement vigoureux de la parole apostolique, par l'admirable puissance de l'intercession, d'humbles vertus se perpétuent. Vous ne voyez pas de saints, dites-vous; c'est que vous regardez le monde. Il y a beaucoup de bons, cependant; et dans certaines contrées, leur nombre l'emporte sur celui des méchants. Comptez les petits enfants qui vivent de la

grâce du baptême ; comptez les pauvres paysans qui font le signe de la croix en commençant leur journée et qui remercient Dieu de leur repas de pain et de leur dur sommeil ; comptez les faibles femmes qui portent saintement dans la famille le poids de la tribulation ; comptez les ignorants de bonne foi dont la présence diffère l'éclat du châtiment ; comptez surtout les milliers d'âmes pures qui distinguent le bien du mal, s'éloignent de l'un en dépit de ses séductions, embrassant l'autre malgré ses âpretés. Dans la foule de ces âmes pures, il y en a d'héroïques. Les chrétiens en connaissent, Dieu en connaît davantage. Il repose d'amoureux regards sur ces dévouements obscurs, sur ces charités ignorées, sur ces grandeurs inaperçues des hommes. Dieu aime, en effet, d'un amour spécial ces âmes occupées de lui seul, obéissantes à faire ce qu'il prescrit, attentives à deviner ce qui peut lui plaire, acceptant les travaux, les humiliations, les souffrances, les croix intérieures, se fiant à lui d'un espoir et d'un zèle que ne peuvent ébranler ni le monde ni l'enfer. Qui nous dira les trésors de miséricorde cachés dans ces amours ? Dieu, qui, par amour, a créé le ciel et la terre ; Dieu, qui, par amour, a donné Jésus-Christ ; Dieu, qui se communique dans l'amour par le Saint-Esprit : c'est ce Dieu-là qui aime ces âmes, qui se rend attentif, et si j'ose ainsi dire, docile à leurs amoureuses prières. Que saurait-il leur refuser ?

Indépendamment de ces saints cachés dans la foule, il est dans l'Eglise des instituts de sainteté qui,

rendant vulgaire l'héroïsme des vertus, font compensation à la foule des crimes. Nous voulons parler des ordres religieux et attirer l'attention sur leur renaissance. Ces ordres, naguère encore objet d'ineptes sarcasmes et d'injurieux sévices, reprennent leur place au soleil de la grâce et se multiplient aux applaudissements des peuples. « Les voilà, non-seulement ces jésuites, dont la ruine, opérée par le criminel aveuglement des rois, a été partout l'avant-coureur de la chute des trônes, et qui partout répondent à leurs détracteurs par des prodiges de zèle, de patience et de charité; mais encore les bénédictins, humblement courbés sur l'ineffaçable sillon que leur ordre a tracé dans toutes les sciences et dans toutes les gloires; mais les fils de saint Bernard, plus nombreux et plus austères dans leurs trappes qu'on ne les avait vus au temps de Rancé; mais les dominicains régénérés par un homme qui est un saint religieux avant d'être un admirable orateur; mais jusqu'aux capucins, dont le froc, si longtemps méprisé, excite encore plus de sympathie que de surprise. Les voilà! non-seulement à Rome ou en France, mais dans les cités enfumées de l'industrie anglaise; dans les landes de la Westphalie, où ils confondent les prédictions des novateurs; en Algérie, où ils attirent le respect des Arabes; sur les rives des grands fleuves de l'Amérique, où ils défrichent les bois et les cœurs, comme autrefois les fils de saint Benoît aux bords du Danube et du Rhin. Les voilà au bagne, où ils convertissent les forçats; dans les champs et les

forêts, où leurs labeurs dépassent ceux du plus robuste prolétaire ; dans la chaire, où quelques-uns égalent l'éloquence des plus célèbres orateurs ; dans le confessionnal, où tous remuent les consciences, éclairent les esprits, consolent et pacifient les cœurs, et livrent à cet orgueil rationaliste, qu'une fausse science a fait descendre jusque dans les masses, une guerre permanente et victorieuse (1). »

Ce développement des œuvres monastiques répare les brèches de l'ordre social et fait ombre sur nos prévarications. D'ailleurs les ordres religieux ont pour obligation commune la pratique extraordinaire de la pénitence. Aucun d'eux, même parmi les moins sévères, qui n'ait ses œuvres satisfaites de surrogation. Ces bonnes œuvres des chrétiens généreux font contre-poids aux œuvres mauvaises des chrétiens lâches. La renaissance des anciens ordres monastiques est donc, dans l'état actuel de l'Europe, un des plus forts appuis de l'ordre moral. Chacune de leurs maisons est comme un paratonnerre dont le rayon d'influence est sans limites, puisqu'il va désarmer la colère de Dieu.

À côté des ordres qui renaissent, nous rencontrons le berceau de nouveaux ordres. L'Église, comme ces arbres géants des forêts vierges qui puisent des sucres plus vigoureux dans les branches desséchées qui couvrent leurs racines, l'Église tire à chaque siècle de son sein de nouveaux instituts. Avec le sens divin

(1) Montalembert : *Des Intérêts catholiques au dix-neuvième siècle*.

qu'elle a des développements de l'humanité à travers les âges, elle proportionne toujours ces instituts aux besoins du siècle. Les saints mystiques sont les instruments ordinaires de sa perspicace sollicitude. Ainsi, quand l'empire romain tombait de corruption, les Pères du désert fondaient, sous les climats les plus corrupteurs, le règne des plus austères vertus. Quand le flot des invasions couvrit les provinces de cet empire déchu, les enfants de saint Benoît vinrent défricher les landes, couper les forêts, assoler les terres, percer des routes, écrire l'histoire et conserver les chefs-d'œuvre de l'antiquité. Les hordes mahométanes menacent la foi et l'indépendance de l'Europe, les ordres militaires se lèvent. Cependant les débris obscurs des sectes manichéennes poussent les peuples à la jouissance, et la sophistication du temps va pervertir l'esprit des grands : on voit apparaître les mendiants de Saint-François d'Assise, et les Frères prêcheurs de Saint-Dominique. Une multitude de chrétiens, pendant les guerres des croisades, a été réduite en servitude ; les ordres de la Trinité et de la Merci vont racheter des millions de captifs. Le seizième siècle voit éclater la grande hérésie protestante ; mais Dieu a tiré de ses trésors Ignace de Loyola, et le blessé de Pampelune établit un ordre qui déjouera les attaques des protéés du protestantisme. « La pensée chrétienne, dit le socialiste Proudhon, avait rencontré juste quand elle provoquait tant d'institutions pour le soulagement de l'humanité. » Sa hauteur de vues ne l'abandonne pas aujourd'hui. A ce monde,

riche de pauvres et fécond en crimes, il fallait des œuvres qui vinssent au secours de la misère et songeassent à l'expiation : c'est le double caractère des œuvres de ce temps-ci. Vous voyez la robe noire et la cornette blanche paraître partout où il y a une larme à essuyer. Vous voyez aussi partout se former des associations réparatrices : association contre le blasphème, association contre la profanation du dimanche, association pour l'adoration perpétuelle, associations tendant toutes à nous attirer les bénédictions d'en haut.

Si notre civilisation doit être sauvée, ce sont ces humbles vertus des chrétiens et ces grandes institutions de l'Église qui l'arrêteront sur le penchant de la décadence. Les causes de ruine sont immenses et innombrables ; mais les éléments de salut abondent. Qu'un homme inspiré les étudie et s'en empare, il fera des prodiges. Dans l'ordre politique, toute grande chose a ses essais, tout grand homme a ses précurseurs et ses lieutenants. Les uns l'ont devancé, les autres l'attendent ; ceux-là préparent son œuvre, ceux-ci la secondent : de sorte qu'on se demande ce qu'il aurait fait à lui seul, et cependant les autres n'auraient rien fait sans lui. Dans l'ordre de la grâce il en va de même. « Là, le grand homme est un saint ; j'entends un de ceux que l'on pourrait appeler des saints *politiques*, non qu'ils fassent précisément de la politique, ni qu'ils soient plus saints que les autres ; mais à cause de leur action plus générale, ou du moins plus immédiate sur la marche des affaires hu-

maines. Ils entrent dans une voie déjà frayée, et ils ne s'y trouvent pas seuls : tels saint Grégoire VII, saint Bernard, saint Louis, et tant d'autres ; sans parler de la succession des papes, qui sont comme la présence réelle du Saint-Esprit sur la terre, pour suggérer, pour maintenir, pour suivre à propos, tantôt avec patience, tantôt avec ardeur, toutes les questions, tous les principes qui importent au salut de l'humanité. Un seul regard à travers l'histoire vous montre que quand ces hommes paraissent tout est prêt. Leurs lieutenants, leur peuple, leur armée les attendent. Ils prennent le commandement, et la victoire est certaine, *surtout* lorsqu'ils périssent. Très-souvent, au lieu d'une armée, il y en a deux, l'armée fidèle et l'armée infidèle. L'armée infidèle est cette multitude qui ne veut pas les servir, qui se soulève contre eux, et qui pourtant les sert (1), » même en leur résistant.

En ce moment les deux armées sont debout. Que la lutte s'engage, que Dieu se prononce, que le saint vienne, et ce qui n'était qu'un rêve aux yeux des sages se réalise au delà même du rêve. Les ouvriers vont accourir à l'œuvre méprisée ; des dévouements sublimes sont prêts à s'engager. Il y aura une main nouvelle dans le monde, elle y fera des œuvres nouvelles : c'était la main que le monde attendait, elle fait les œuvres dont le monde a besoin. « Elle porte les peuples à des entreprises qu'ils n'avaient

(1) *Univers*, 1853, art. *sur la sainteté*. Outre cette citation et la suivante, nous avons fait à cet article plusieurs emprunts.

point imaginées ; elle donne aux problèmes qui les tourmentent des solutions logiques et pourtant inattendues ; elle les ramène par des routes qu'ils ne connaissent plus au port d'où les écartaient leurs passions et leur ignorance, mais où leur âme les attire et où les pousse l'instinct même de leur conservation.

« C'est là le rôle temporel de la sainteté, qui n'a part avec Dieu dans le ciel qu'après avoir imité, accompli, étendu sur la terre l'œuvre du Fils de Dieu. Toutes les fois que le monde, à bout de voies, a semblé près de périr, Dieu lui a envoyé des légats extraordinaires, des saints. Tantôt revêtus du don des miracles, comme d'une marque ostensible de leur mission, tantôt puissants par la seule force de la vérité, secondés d'ailleurs par ce souffle qui *renouvelle la surface de la terre*, ils ont réalisé ou préparé pour un avenir prochain ces sortes de résurrections qui remettent les sociétés chrétiennes en possession de la plénitude de la vie. »

CHAPITRE XLIII.

Des châtimens ajoutés par Dieu à nos œuvres expiatoires.

« La foi nous enseigne, dit le concile de Trente, que nous pouvons satisfaire à Dieu par Jésus-Christ, non-seulement au moyen des peines que nous nous infligeons à nous-mêmes, ou par celles que les prêtres nous enjoignent selon la proportion de nos fautes, mais encore, ce qui est un dernier trait de miséricorde, *par les fléaux temporels* que Dieu nous envoie, si nous les endurons avec patience. » (Sess. XIV, cap. 9.)

Ces fléaux sont les uns ordinaires, les autres extraordinaires, mais restent en tout cas la solde du péché, *stipendium peccati*. Les fléaux ordinaires suffisent à la solde des dettes ordinaires. Quand les dettes se sont accumulées, la justice divine envoie simultanément, pour lever un tribut extraordinaire, ses ter-

ribles collecteurs d'impôts, la peste, la guerre et la famine. Dieu condense tous ces fléaux sur les peuples coupables, comme il entasse les nuées sur les terres marécageuses dont l'incessante dissolution élève vers le ciel des fluides qui vont, au sein des nuages, allumer la foudre.

Ces châtiments, dernier trait de miséricorde ou avant-coureurs de justice, n'ont pas manqué à l'Europe depuis soixante ans. Nous allons en fournir la preuve sommaire ; nous verrons ensuite si ces fléaux ont été accueillis avec les dispositions morales qui peuvent les convertir en mérites.

I. La France est à l'Europe ce que l'Europe est au monde ; elle est la tête et le cœur de la civilisation. Ces fonctions qu'exercent dans l'humanité l'Europe et la France ne préjudicient en rien à la mission de l'Église ; c'est par l'Église au contraire que la France rend à l'Europe et que l'Europe rend au monde les services qu'il est en droit d'en attendre. Qu'ont fait de ces hautes fonctions la France et l'Europe ?

La France s'est rendue la première coupable et a été la première châtiée. Ce serait un long examen que celui de sa conscience nationale. Il faudrait apprécier dans leur moralité tous les événements de son histoire, suivre dans leur développement toutes les institutions de la monarchie, et juger dans leur conduite toutes les classes de la société. Cette tâche excède nos forces et sortirait de notre plan ; nous détachons de ce tableau seulement quelques traits plus significatifs.

La France avait été, dès l'origine, environnée des affectueuses attentions de l'Église. En retour, elle avait pratiqué envers cette mère des nations une inaltérable obéissance. Fille aînée de l'Église, mais enfant toujours respectueuse, elle était devenue, en récompense de son dévouement, la reine de l'Europe. La France ne sut pas porter ce poids de gloire, parce qu'elle ne voulut pas conserver le mérite de la générosité. C'est la France qui, par son roi Philippe le Bel, porte les premiers coups à la société chrétienne du moyen âge. C'est la France qui, presque à elle seule, forme, au grand schisme d'Occident, l'obédience la moins justifiable. C'est elle qui, par ses rois, fait perdre à l'autorité souveraine le caractère de service public et de pouvoir limité ; elle qui, par sa noblesse, donne l'exemple de la corruption et tend la main aux doctrines révolutionnaires ; elle qui, par son clergé, porte atteinte aux prérogatives de la chaire apostolique. Un jour vint où le déisme anglais, importé en France par le porte-étendard de l'impiété, ourdit, contre la religion chrétienne, une conspiration formidable. *Dans vingt ans le Nazaréen devait avoir beau jeu.* Pour écraser cet infâme, on fit une guerre à outrance aux instituts monastiques ; on accapara, par l'intrigue, les honneurs des sociétés lettrées ; on inonda le pays de productions impies et ordurières ; on sapa, enfin, par tous les moyens imaginables, cette vieille Église dont les évêques avaient fait la France. Des princes, des ministres, des grands seigneurs et des magistrats prêtèrent à la conjura-

tion le prestige de leur crédit et le secours de leur fortune. On ne discutait pas, on tournait en dérision. « Le rire, dit le P. Lacordaire, passa des philosophes aux gens de cour, des académies dans les salons ; il atteignit les marches du trône ; on le vit sur les lèvres du prêtre ; il prit place au sanctuaire du foyer domestique entre la mère et les enfants. Et de quoi donc, grand Dieu ! de quoi riaient-ils tous ? — Ils riaient de Jésus-Christ et de l'Évangile ! et c'était la France (1) ! »

Que fit le Nazaréen ? Il aurait pu faire un ceroueil, il préféra se livrer aux jeux de sa justice. Les états généraux s'assemblent. L'esprit d'aveuglement, prélude ordinaire des grandes catastrophes, gagne toutes les têtes. Deux assemblées se succèdent qui tracent, dans leurs lois, le plan de la destruction. Après les barbouilleurs de lois viennent les bourreaux. L'exécution va commencer. Admirable attention de la Providence, qui ne choisit que d'innocentes victimes ! Un roi pieux monte à l'échafaud pour expier les crimes de la souveraineté nationale. Des nobles au cœur pur suivent le roi-martyr pour expier les crimes de la noblesse. Des prêtres, choisis parmi les plus saints, expient, sous le glaive ou dans l'exil, les fautes du clergé. De dignes Français de toutes les classes viennent à leur tour expier les crimes de la France. C'est un horrible pêle-mêle, une sanglante boucherie qui verse sur la France, transformée en autel, des fleuves

(1) *Discours sur la vocation de la France.*

d'un sang réparateur. La guillotine est en permanence dans toutes les cités. La guillotine ne suffit pas : on noie à Nantes, on mitraille à Lyon, on se bat en Vendée. Les châteaux brûlent, les églises sont saccagées. Des fourgons sillonnent le territoire de la république pour recueillir ce qu'a touché une main profanée. Dieu, pour purifier tout, fait table rase. L'autel de la patrie, servi par des suppôts de Satan, a reçu le divin mandat de dévorer les offrandes.

La France châtiée, vint le tour de l'Europe. L'Europe avait été d'abord l'élève trop docile, ensuite la complice empressée de la France. On l'avait vue, comblée des bienfaits de l'Église, s'enivrer des voluptueux parfums de la Renaissance, s'abandonner aux orgueilleux rêves des écoles philosophiques, applaudir aux cyniques triomphes de la Réforme, prêter la main aux envahissements du despotisme royal et aux attentats de l'anarchie populaire. Au dix-huitième siècle surtout, siècle ignoble qui commence par des orgies, se continue par des chimères et s'achève dans les massacres, le désordre était universel. Les idées et les mœurs du Bas-Empire avaient fait invasion dans toutes les capitales de l'Europe. Depuis que la société chrétienne avait une existence politique, la souveraineté ne s'était jamais signalée par un oubli plus unanime de ses devoirs et par un déchaînement plus fanatique contre la société religieuse. Sous un vernis de philosophie et de littérature, c'était partout le mépris de Dieu, de l'Église et de l'humanité poussé aux dernières limites. Les noms des rois et des grands

corps politiques sont autant de souvenirs de frivolité et de débauche, d'irréligion et de despotisme. En France, Louis XV, les parlements, les jansénistes, les encyclopédistes. En Allemagne, l'athée Frédéric cachait sous son manteau de philosophe le glaive de la persécution. Le *sacristain* Joseph II supprimait les séminaires, détruisait les couvents, s'arrogeait les investitures ecclésiastiques et préparait l'introduction de la langue allemande dans la liturgie. Au-dessous d'eux une foule corrompue de petits princes, dont les uns habitaient un sérail, dont les autres vendaient leurs sujets. Catherine la *grande* régnait en Russie, du fard sur les joues, du sang aux mains et les pieds dans la fange. Le monstrueux Joseph souillait d'ordures le trône de Portugal pendant que Pombal, son ministre, faisait monter la noblesse sur l'échafaud et le sacerdoce sur le bûcher. Charles III d'Espagne, peut-être incrédule sous des dehors chrétiens, livré en tous cas aux conseils des philosophes, étonnait l'opinion par l'une des plus violentes iniquités qui pèsent sur les mémoires royales. En Italie, on se souvient à peine des princes, mais on sait le nom des ministres, complices des encyclopédistes, véritables pionniers de la destruction. Enfin, les rois d'Angleterre brillaient à la fois par la galanterie des Français et l'ivrognerie des Allemands. Walpole était l'homme d'État du parlement britannique qui renouvelait contre l'Église les décrets les plus sanguinaires. Nulle part, pas même parmi ceux qui étaient marqués pour l'expiation, ne s'élevait une protestation courageuse

en faveur des droits de saint Pierre et de son indestructible primauté. Le pontife romain, contemplant l'univers, n'y voyait que des ennemis. Souverains, aristocraties, tout se détachait de l'Église, la haïssait, l'opprimait, ou pour s'enrichir de ses dépouilles, ou par un simple effet de cette affreuse maladie de l'âme qu'on appelle la haine de Dieu.

Voilà le crime, voici la vengeance : pendant que ces ennemis conjurés travaillaient à ciel ouvert, les sociétés secrètes avaient sapé les appuis du monde moral. Leurs initiés sortent maintenant des ténèbres, ramassent les limes des philosophes, en forgent des poignards, et la révolution éclate. Les guerres civiles et étrangères, les incendies, les assassinats, les famines, les meurtres juridiques, les proscriptions en masse, les invasions, qui se succèdent sans relâche ou éclatent simultanément, commencent l'œuvre de la justice divine. Quand la révolution a jeté partout l'épouvante, arrive Bonaparte. « Un orage de fer et de feu, dit éloquemment Louis Veuillot, se promène quinze ans à travers l'Europe. Dans cet écroulement des trônes, dans ces longs abaissements de toute l'aristocratie européenne, décimée tant de fois, dans ces antiques fortunes, ou radicalement anéanties, ou terriblement diminuées, dans cette domesticité de vieux rois remplissant les antichambres du roi de la révolution, aveugle qui ne veut pas voir la justice de Dieu. Oui ! ce sont des choses douloureusement sanglantes ! Jamais Dieu n'avait traité ainsi la souveraineté depuis que la croix surmontait les couronnes.

Mais pourquoi ces monarques n'en faisaient-ils qu'un vain ornement ? pourquoi plusieurs avaient-ils abjuré la croix ? pourquoi tous avaient-ils trouvé bon qu'un ramas de scribes entreprissent de rendre méprisable l'emblème sacré qui est le double gage des peuples et des rois, garant à ceux-ci de leur puissance, à ceux-là de leur dignité ? Ces rois, qui formaient la cour de Napoléon, qui venaient chercher ses ordres, qui, loin de lui, tremblaient devant ses ambassadeurs, ils avaient payé les blasphèmes de Voltaire et soudoyé le servilisme de quelques canonistes ; leurs pères eux-mêmes avaient refusé au vicaire de Jésus-Christ, non-seulement l'obéissance en matière spirituelle, mais jusqu'aux égards extérieurs qu'on se doit entre souverains. Le pape n'était pour eux qu'un prêtre, un homme de rien, un intrus qui déparait la famille des majestés humaines. Et les voilà inclinés devant ce soldat de fortune qui ôte et donne des couronnes !

Intelligite reges (1). »

Ces épouvantables châtiments ont-ils rendu à notre ciel la sérénité que l'histoire admire au ciel du moyen âge ? Non. « D'effrayantes tribulations, dit un digne émule de Salvien, s'obstinent à peser sur la plupart des nations européennes. Il semble que l'atmosphère ait bouleversé ses lois et changé la marche des saisons pour détruire la fécondité de la nature ; les champs ne nous ont donné que d'insuffisantes moissons ; à part quelques lieux privilégiés, le fruit de la vigne a péri sous un mal inconnu ; les espé-

(1) *La Guerre et l'homme de guerre*, chap. III.

rances que l'olivier permettait de concevoir ont été plusieurs fois démenties ; une foule d'autres récoltes, les unes chargées de suppléer auprès de la pauvreté le pain que sa misère lui refuse, les autres destinées à préparer à l'opulence les vêtements dont son luxe se pare, ont succombé sous les coups de causes aussi meurtrières qu'inexplicables, et quand, sur les bords de nos torrents ou de nos fleuves, les maladies, les frimas, le soleil ou les orages avaient respecté les productions de la terre, les grandes eaux sont venues à leur tour promener la désolation sur leurs rivages. Pendant que ces désastres éclataient autour de l'homme, d'autres fléaux, non moins dévastateurs, se sont abattus sur l'homme lui-même. Renversées par des secousses profondes, plusieurs cités ont enseveli de nombreux infortunés sous leurs ruines ; d'implacables épidémies ont dévoré d'immenses populations ; des flots de sang ont coulé dans les discordes civiles ; la guerre enfin, mettant le comble à tous ces maux, a fait aux vainqueurs eux-mêmes des blessures que les gloires du succès n'empêcheront pas de rester longtemps vives et douloureuses. Il est difficile de voir plus de calamités publiques accumulées sur une époque, et, s'il est vrai que nous ne dussions pas nous distinguer dans l'histoire par la puissance de nos œuvres et la majesté de nos vertus, on pourrait au moins supposer que nous nous signalerons par la solennité de nos épreuves (1). »

(1) Mgr Plantier : *Instruction pastorale sur les calamités publiques.*

II. Tels sont les châtimens que la miséricorde divine a prodigués aux peuples occidentaux. Les étudier dans leur succession et dans leurs caractères providentiels fournirait la matière d'un livre ; mais nous devons nous borner : le témoignage que rendent toutes les mémoires nous dispense d'ailleurs d'insister. Ces châtimens ont-ils été acceptés avec l'humilité d'esprit et la résignation de cœur qui doivent les rendre profitables ? C'est la seconde question que nous avons posée.

Un premier point hors de conteste, c'est que ces immolations d'hommes et ces ruines qui s'entassent les unes sur les autres, sont, pour Dieu qui s'offre lui-même de tels sacrifices, un holocauste d'agréable odeur. En voyant passer des peuples fiers de leurs richesses et s'étourdir dans la débauche des générations voluptueuses, le juste se prenait à dire : Est-ce donc sans raison que j'ai purifié mon cœur, et Dieu épargnerait-il ses foudres à ces monuments d'insolence ? Console-toi, juste. La désolation a visité ces campagnes enorgueillies de leurs moissons, des crises violentes ont frappé cette industrie qu'alimentent tant d'iniquités, et toutes les catastrophes réunies ont décimé les peuples amollis. Tout ce qui avait servi aux œuvres d'iniquité a porté le poids de l'anathème : *Qui in cunctis deliquimus in cunctis ferimur*. Dieu est vengé et la vertu rassurée.

De toutes ces expiations dues au malheur, il en est une qui revêt un caractère particulier de noblesse : c'est la guerre. Dominez les scènes lugubres du champ

de bataille et descendez dans l'âme du soldat, vous y découvrirez des choses merveilleuses. « Le dévouement, l'abnégation, l'héroïsme, le renoncement à toutes les affections, à tous les intérêts, le saint mépris de la vie, que sais-je ? tout ce qu'il y a dans l'homme de divin, voilà, dit l'un des Fénelons de l'épiscopat français, voilà l'esprit militaire, voilà le cœur du soldat. Et voilà ce qui va directement au cœur de Dieu. Souffrir et mourir, c'est quelque chose de vulgaire. L'homme souffre et meurt en tous lieux, à toute heure. Mais l'homme, à la guerre, souffre et meurt d'une façon spéciale, admirable. Ailleurs, la douleur et la mort, c'est, communément, la peine devant laquelle l'esclave s'incline, courbé par la nécessité. A la guerre, la douleur et la mort sont une obligation noble, généreuse, digne d'être offerte au ciel. La guerre est un véritable holocauste. Après le sang versé par le chrétien sur un échafaud, pour la religion et pour Dieu, je ne vois rien de beau comme le sang que le guerrier donne, sur un champ de bataille, au devoir, à l'honneur, à son pays. Comprenez comment la guerre est un sacrifice qui apaise la justice de Dieu ; comment la vapeur des combats, en montant vers le ciel, conjure les anathèmes prêts à éclater sur le monde, convertit en bénédictions les malédictions que les prévarications des hommes avaient amoncelées sur leurs têtes (1). »

(1) Mgr de Salinis : *Discours et mandements*, instruction pastorale sur la paix.

Mais, si nos malheurs publics ont rapporté à Dieu des hommages, il faut dire aussi qu'ils lui ont rapporté des injures. En effet, tous les fléaux dont l'homme est le ministre et la victime sont en même temps crime et châtiment : crime pour celui qui les inflige, châtiment pour celui qui les subit. La révolution française, par exemple, est un terrible châtiment; c'est aussi un épouvantable forfait. Un roi et une reine égorgés, une noblesse et un clergé décimés, un peuple jeté dans la consternation, des monuments dévastés, l'abomination dans le lieu saint : quelle réunion inouïe d'attentats inouïs ! A moins de renier toute morale, on doit dire que ces flots de sang ont payé pour le passé et engagé l'avenir. Au pied de tous les échafauds s'est creusé un abîme. Que ne faudra-t-il pas encore pour le combler ?

La révolution française n'est pas le seul événement contemporain qui ait à la fois désarmé et irrité Dieu ; on pourrait en citer d'autres. C'est même le caractère particulier de nos révolutions : elles sont le châtiment de ceux qui les provoquent et le crime de ceux qui les accomplissent. Du reste, les calamités dans lesquelles éclatait plus visiblement le doigt de Dieu n'ont guère prêté matière à de moindres prévarications.

Un grand évêque écrivait, il y a plus d'un siècle : « Que je méprise ces philosophes qui, mesurant les conseils de Dieu à leur pensée, ne le font auteur que d'un certain ordre général d'où le reste se développe comme il peut ! Comme s'il avait à notre manière des vues générales et confuses, et comme si la souveraine

Intelligence pouvait ne pas comprendre dans ses desseins les choses particulières qui seules subsistent véritablement (1) ! » « La race de ces sages aveugles n'est pas éteinte, continue l'éloquent évêque de Nîmes, elle a même révélé son existence avec plus d'éclat que jamais dans nos dernières calamités. Il tombe des pluies torrentielles et les fleuves surmontent leurs barrières ? Caprices des vapeurs et des nuages. Les frimas détruisent l'espoir des moissons dans les champs et celui des fruits sur les coteaux ? Bizarrerie de la température. Les peuples se déchirent dans des convulsions intestines ? Délires des passions que la faiblesse des pouvoirs n'a pas su contenir. Les trônes s'écroulent, les empires se dissolvent, les sociétés disparaissent, comme les arbres, abattus par la hache ou la tempête, disparaissent de la forêt d'où les emportent les bûcherons ? Inévitable destinée des choses humaines, qui doivent avoir leur décrépitude et périssent tour à tour sous les coups d'une puissance victorieuse aujourd'hui parce qu'elle est jeune, mais qui succombera demain parce qu'elle aura compté dans sa vie quelques heures de plus. C'est ainsi qu'on explique tous les malheurs. Désastres dans l'ordre matériel, désastres dans l'ordre social, tout part des fantaisies de la nature ou des folies de l'homme. Et si les évêques sont assez imprudents pour dire que celui qui fait l'ordre et le mouvement régulier du monde, est aussi l'auteur des bouleversements qui le dé-

(1) Bossuet : *Oraison funèbre de Marie-Thérèse d'Autriche*.

concertent et des fléaux qui le dévastent ; si surtout ils proclament que la prière est le grand moyen de faire rentrer dans ses trésors les maux et les tempêtes qui s'en échappent , on sourit , et l'on prétend que le seul bouclier des peuples contre ces calamités , ce sont les perfectionnements de l'agriculture , l'habileté de la politique , la vigueur des gouvernements et la force des armées (1). »

Ces erreurs de l'esprit n'étaient guère le crime que des doctes ignorants ; des faiblesses de cœur ont été le crime , ou , pour parler plus juste , la faute d'un plus grand nombre. Nous ne parlons ici ni de ces plaintes qui s'échappent même des âmes viriles aux prises avec l'adversité , ni de ces blasphèmes contre la Providence qui restent le triste apanage de l'apostasie. A plus forte raison ne voulons-nous rien dire des faits vraiment monstrueux qui restent à la charge de quelques malheureuses provinces , comme par exemple l'envoi nécessaire de la force armée pour dissiper les danses qui insultaient au courroux des épidémies. Ce sont là des choses ou trop vulgaires ou trop exceptionnelles pour servir de thème à nos observations. Nous parlerons seulement , par forme de conclusion , de deux faits dont le sens moral donne l'intelligence du temps présent : de l'attitude et de la conduite des populations en face des fléaux. L'attitude était morne et l'épouvante stupide. *Ils ne*

(1) Mgr Plantier : *Instruction pastorale sur les calamités publiques.*

mourraient pas tous , mais tous étaient frappés. On voyait le fond des cœurs; ils cachaien^t peu de foi et partant peu de bravoure. La conduite ordinaire ne révélait pas une connaissance plus intime du christianisme, la charité défail^lait comme l'espérance. Au moyen âge , quand des calamités frappaient les peuples, la foule encombraⁱt les temples, et des austérités volontaires s'empres^saient d'acquitter la dette du péché. Aujourd'hui , dans des circonstances analogues, les temples restent déserts. Au lieu de s'imposer des austérités particulières, on retranche même les austérités communes. Alors on voulait désarmer Dieu par la pénitence ; en ce moment on veut se roidir contre ses coups par un régime confortable , par des senteurs , par des assurances et par des travaux d'économie agricole. On dirait que les peuples modernes ont juré d'enlever à Dieu sa foudre et de rendre impossible l'éclat des châtim^ents providentiels. Détrompez-vous , peuples aveuglés , quand vous aurez fortifié vos corps , donné des digues à vos fleuves , des garanties à l'agriculture , des banques à l'industrie, Dieu pourra encore ouvrir les cataractes du ciel , desceller le puits de l'abîme , ou même prendre la terre par les pôles pour faire disparaître les scandales de l'impⁱété et les hontes de la corruption.

CHAPITRE XLIV.

Des issues possibles à un tel état de choses : 1° vivre avec les institutions et les mœurs modernes.

En présence de sociétés humaines en dissolution, d'œuvres expiatoires visiblement insuffisantes et de châtimens providentiels n'atteignant qu'imparfaitement leur but, on peut, sans écouter les conseils d'un esprit chagrin ni les alarmes d'un cœur pusillanime, concevoir de sérieuses craintes. Ces craintes sont aujourd'hui le sentiment de tous les hommes graves, l'épouvante de toutes les âmes élevées. En y prenant part comme il convient, il ne faut pas cependant s'abandonner à de vaines terreurs : ce serait préparer à l'invasion du mal la connivence de la faiblesse. Étudions donc avec fermeté les issues possibles à un tel état de choses ; aussi bien y trouverons-nous matière à d'importantes considérations.

La première solution du problème social consiste

à dire que nous pouvons attendre notre salut des mœurs et des institutions modernes. C'est la solution adoptée par un optimisme opiniâtre qui conviendra, si l'on veut, de la présence du mal, mais qui croira trouver le remède dans quelque combinaison politique dont le succès ne changerait rien du reste aux conditions actuelles de l'ordre social. Cette solution est inadmissible. Avant de la combattre, établissons nettement l'état de la question : une question clairement posée est une question à moitié résolue.

Le problème à résoudre ici n'est pas de savoir si la société contemporaine revenant au droit catholique et laissant à l'Église la liberté du bien, peut encore être sauvée. La question ainsi posée ne supporte pas l'ombre d'un doute : *Sanabiles fecit Deus nationes*. (Sap. 1, 14). Quels que soient la corruption des mœurs, le dévergondage du théâtre, la décadence de la littérature, l'influence de l'enseignement officiel, l'insuffisance de la charité légale, les orgies de la spéculation, la dissolution de la famille, l'ébranlement de l'État, l'esclavage de l'Église et l'oubli de la religion, le mal n'est pas sans remède et notre ruine n'est point un arrêt de la fatalité. La société rendue à la religion et l'Église rendue à la société suffisent pour cicatriser toutes les plaies. Par le concert des deux puissances on reverrait, et bientôt, l'ordre matériel trouver un contre-poids à tous ses progrès, et l'ordre moral se rasseoir sur la solide base des convictions et des vertus.

Le problème à résoudre, disons-nous, n'est pas

celui-là, mais celui-ci : la majorité des Européens restant en dehors du catholicisme, l'Église gardant ses chaînes, la société conservant sa constitution, l'enseignement officiel épuisant son influence, la littérature suivant sa voie, le théâtre perpétuant ses mêmes représentations et les mœurs publiques inclinant sur la même pente,—tout cela étant donné, — peut-on espérer non-seulement que l'Europe ne fera pas naufrage, mais fournira une carrière heureuse sous un ciel serein? A cette question nous répondons sans que notre plume hésite : non, la société ne saurait attendre la prospérité de pareils principes, elle ne peut au contraire en recevoir que la mort.

A ne considérer que les faits contemporains, on devrait pencher vers ce sentiment. Quelle effrayante mobilité dans les pouvoirs publics depuis soixante ans! Que de trônes renversés et relevés pour être renversés encore! Des rois égorgés, des rois exilés, des rois chassés comme des valets infidèles, quel spectacle! Dans une société si ébranlée, comment croire à la stabilité des trônes? Et si le pouvoir est frappé, qu'advient-il du monde? Ses agitations seront-elles des crises dont il sortira plus fort? Personne ne l'espère, ni ceux qui ont tout à craindre, ni ceux qui s'imaginent pouvoir espérer quoi que ce soit des discordes civiles. On ne croit pas à la vitalité des principes modernes, et la société qu'ils ont produite tremble : elle redoute ou elle désire une débâcle universelle. Dans cette prévision, tous les partis

qui convoitent l'autorité proposent des réformes dont le radicalisme atteste pertinemment l'insuffisance avérée d'une politique vieillie.

Dans une matière si délicate, ces projets, ces terreurs et ces espérances ne sauraient venir d'un égarement de l'opinion, tel qu'on en voit se produire parfois sur des matières litigieuses ; ce sont des sentiments profonds, réfléchis, qui trouvent d'ailleurs leur confirmation dans les principes de la science et dans les données de l'histoire.

Avant de recueillir leur témoignage, disons brièvement ce qu'il faut entendre par la prospérité des peuples. Digression inutile, dira-t-on, puisque tous les cœurs sains et tous les esprits droits se forment une juste idée de la stabilité des nations. Sans doute, si toutes les âmes possédaient ces précieuses qualités, les discussions seraient singulièrement abrégées, à supposer qu'elles fussent nécessaires. D'ailleurs, le préjugé que nous combattons repose précisément sur une fausse notion de la prospérité nationale. Disons-le donc : si l'on entend qu'un peuple n'a rien à ambitionner quand les produits abondent et quand la rue est sans trouble, on estime ce peuple juste à la valeur d'un troupeau. Non, ce n'est pas là l'*unum necessarium*, ce n'est que l'*et cætera*, comme dit le Sauveur avec un superbe dédain ; ce n'est pas le royaume de Dieu, c'est le surcroît dont la jouissance, assurée dans le royaume de Dieu, ne se trouve point au dehors. Les problèmes sociaux ne sont jamais des questions de pot-au-feu, mais des *desiderata* de

vertus. La société est donc prospère quand elle a des sujets soumis et des pouvoirs respectés ; quand l'Église est libre et la religion florissante ; quand l'individu, la famille, la commune, la province et l'État gravitent sans obstacle dans leurs sphères respectives.

Dès que cet idéal ne trouve plus sa correspondance dans la réalité, il y a désordre, et ce désordre, par le principe faux qui le constitue, tend à la ruine complète de l'ordre social.

C'est le cas présent ; et si tous les esprits n'acceptent pas la conséquence, aucun ne conteste la présence du désordre. Un mal, un mal immense, ronge comme un cancer la société européenne : c'est le pressentiment de toutes les âmes et le cri de toutes les bouches ; et la science, d'accord avec le pressentiment des âmes, et l'histoire donnant raison aux voix de la foule, attestent que ce mal pousse à la destruction des sociétés modernes.

« Jamais, dit J. J. Rousseau, État ne fut fondé que la religion ne lui servît de base. » La religion qui fut, dans tous les temps, la lumière, la loi, la vie du genre humain, c'est le catholicisme. Le patriarche, le juif et le gentil ont vécu de lui par l'espérance, comme le chrétien en vit par la foi ; et la vie des peuples a été plus ou moins féconde, suivant qu'ils ont puisé avec plus ou moins d'abondance à cette source des vérités et des vertus. Ainsi la vigne est d'autant plus vivace qu'elle reçoit mieux la sève qui s'élève

de la souche nourricière. Aujourd'hui encore, on ne voit debout que des peuples chrétiens. Avancer donc que la société contemporaine puisse vivre sans le catholicisme, loin du catholicisme, malgré le catholicisme, c'est prétendre qu'elle peut vivre en dehors de la vie et se mettre en opposition manifeste avec le bon sens catholique.

C'est également se mettre en contradiction avec l'histoire. L'histoire universelle nous montre tous les peuples séparés de la religion et de l'Église, ou recevoir leur châtement, ou le prévenir par leur retour au bien. Le monde païen anéanti, ombre effrayante qui erre encore parmi les ruines ; Israël dispersé aux quatre vents, cadavre immortel d'un peuple attaché depuis dix-huit siècles au gibet, sont des monuments authentiques de cette loi divine du châtement. Dans la glorieuse famille des peuples chrétiens, nous voyons de temps à autre des enfants rebelles. Dès qu'ils s'égarent, l'affliction les visite. S'obstinent-ils dans le mal, comme la Grèce et l'Orient ? le fléau de Dieu éclate, et l'Orient et la Grèce sont effacés de la carte du monde. Plus souvent, humiliés et repentants, ils conjurent par des expiations solennelles la foudre suspendue sur leur tête. Les archives de la vieille Europe sont pleines de ces amendes honorables des nations, des provinces et des cités.

Toutefois, remarquons-le bien, leur révolte n'était d'ordinaire que le mouvement passionné d'un fils qui, tout en résistant à son père, ne laisse pas de reconnaître son autorité. Le monde actuel, au contraire,

n'est pas seulement en pleine révolte contre Jésus-Christ et contre l'Église, il appelle encore leur autorité une tyrannie, l'exercice de cette autorité un envahissement, la révolte un devoir. Le voilà qui aspire de toute la puissance de ses vœux et de toute l'énergie de ses efforts à bannir le catholicisme de ses lois et de ses affaires. Loin de songer au repentir, il se fait gloire de cet attentat et le décore du nom pompeux d'émancipation. Et ce monde prétendrait vivre !

Mais, s'il pouvait en être ainsi, le mal aurait vaincu. Ce serait l'anéantissement de la raison, le démenti le plus formel donné à l'expérience des siècles, la plus terrible tentation contre la foi et le renversement complet de l'ordre de la Providence. Dans cette supposition, Satan pourrait dire à l'homme, cette fois vainqueur de son Dieu : « Pendant votre union avec Jésus-Christ, vous étiez soumis aux châtiments, astreint aux expiations, et, en cas d'impénitence, condamné à mort ; en vous séparant du christianisme, vous avez trouvé la paix et vous êtes entré dans la voie du progrès. J'avais donc eu raison de dire aux peuples : Brisez le joug du christianisme, et vous serez comme des dieux, heureux en ce monde, ne redoutant rien en l'autre, puisqu'il n'est pas pour les nations d'enfer au delà du tombeau. » Certes, ce serait bien la prime d'encouragement la plus séduisante donnée à tous les crimes nationaux : plus de Dieu pour les peuples, pour eux plus de responsabilité morale ! La terre ainsi serait un séjour plus redoutable que l'enfer ; car, dans l'enfer, il y a un bras qui en-

chaîne le méchant et une justice qui le punit. La logique, l'expérience et la foi sont donc en défaut, ou le monde marche à l'abîme s'il continue de secouer avec orgueil le joug de l'Agneau dominateur (1).

(1) Gaume : *Où Allons-nous?* coup d'œil sur les tendances de l'époque actuelle, *passim*.

CHAPITRE XLV.

Des issues possibles, etc. : 2^e subir une invasion.

« Nous ne sommes pas, disait Mirabeau, des sauvages venus des bords de l'Orénoque; nous sommes au contraire des peuples vieux, bien vieux, et pour nous régénérer il faut une transfusion de sang nouveau. » Cette parole du fougueux orateur nous rappelle la seconde issue possible à la situation présente : l'invasion de l'Occident par les peuples du Nord. La prévision d'une telle catastrophe n'est qu'une conjecture. A première vue, l'étendue des forces militaires de l'Europe devrait faire reléguer cette conjecture au pays des chimères. On voit partout d'innombrables armées et d'intrépides généraux. Vienne l'ennemi, ces armées, combattant *pro aris et focis*, sauront arrêter l'invasion; et si la victoire était infidèle à leur drapeau, chaque pays deviendrait une Vendée, chaque

buisson cacherait un patriote, chaque patriote serait un héros. Malheureusement cette facile conjuration du danger n'a pas subi l'épreuve des circonstances. En allant au fond des choses, on découvre du côté du Midi et du côté du Nord des symptômes bien capables de décourager l'espérance.

D'abord, l'Europe est politiquement divisée en États de premier, de second et de troisième ordre. Ces États, séparés de culte, sont divisés par des haines vivaces ou unis par des alliances contre nature. Les grands États font chavirer à leur profit l'équilibre européen; les petits États ne comptent que comme proie offerte à l'ambition des conquérants. La Grande-Bretagne subordonne partout aux intérêts de son commerce les intérêts de l'humanité. La France et l'Autriche, puissances catholiques et continentales, qui pourraient former un centre de résistance invincible, surtout par l'adjonction des puissances méridionales, se refusent toutes les deux à un accord dont l'une et l'autre ont besoin. L'empire ottoman, qui ne saurait avoir pire ennemi que l'islamisme, doit dans un laps de temps tomber d'une chute irréparable. Cet héritage à partager ajoutera aux anciennes divisions un nouveau ferment de discorde, et la discorde rendra difficile l'emploi des forces militaires. D'ailleurs ces forces déclinent sous l'action de causes secrètes. Ainsi, en France, depuis soixante ans il a fallu diminuer de trois pouces le *minimum* de taille exigé des soldats. De 1816 à 1840, le chiffre des exemptés a plus que doublé. En 1839, le ministre de la guerre

ayant demandé des hommes robustes pour former un corps d'élite, le défaut de taille et la faiblesse des complexions ne permirent pas de remplir les vœux du ministre (1). Et les soldats français jouissent en Europe d'un renom de bravoure qui suppose un restant d'énergie.

La décadence morale de l'Europe est plus inquiétante encore que sa division politique. Le patriotisme européen est complètement éteint, parce que la politique et l'hérésie ont détruit le patriotisme catholique. Dans chaque nation le patriotisme local est affaibli, sinon ruiné, par les haines de parti, par la lèpre des idées révolutionnaires et par l'affaiblissement des croyances. Les peuples à qui on a ôté la foi antique ont perdu véritablement leur patrie; les trois quarts des hommes n'ont plus rien à défendre sur une terre dont ils ne vénèrent plus les autels, dont ils ne respectent plus les tombeaux. L'homme est comme déraciné, arraché du sol, ne tenant plus par aucune fibre à sa nationalité; frère, suivant l'opinion qu'il s'est faite et l'intérêt qui l'occupe, de l'Anglais, de l'Italien, du Russe, mais aussi volontiers ennemi de ses frères de langue, de sang et de baptême; citoyen du monde entier, non de sa terre natale; adorateur, ici de la force, là de la révolte, presque partout du succès; mais ici, là et partout infidèle à son Dieu. Tel est l'homme d'aujourd'hui: flottant de doctrine en doctrine, courant de jouissance en jouis-

(1) Dufau : *Traité de statistique*.

sance, incertain et lâche, même lorsqu'il est bon. Il se demande si, après tout, n'ayant d'autre dieu que lui-même, il a une autre patrie que le monde. Hélas ! oui, il est déraciné, il ne tient plus au passé, il ne songe pas à l'avenir. C'est cette poussière vivante qui tiendrait devant un ouragan de fer et de feu, poussé par le fanatisme de la conquête (1) !

La décadence morale et la division politique peuvent enfin, au premier bouleversement, être singulièrement aggravées par la révolution. Lamentable destinée de l'Europe, dont les membres sont tous divisés entre eux, dont chaque membre est armé contre lui-même ! Au sein de chaque nation s'agitent désormais deux frères ennemis, deux peuples : le peuple de ceux qui jouissent, le peuple de ceux qui demandent à jouir. Cela s'appelle le parti de l'ordre et le parti du progrès. Le parti de l'ordre a préparé les voies au despotisme par l'habile organisation de la police, par la construction des chemins de fer, des télégraphes électriques, et par tous les abus de la centralisation administrative ; choses nécessaires pour contenir des peuples ingouvernables, mais fatales à l'indépendance dès qu'elles passeront aux mains de l'oppression. Le parti du progrès a ses chefs, ses armées, ses impôts, ses places de campagne ; il ne dissimule pas ses sympathies, et travaille même ouvertement au bénéfice de l'invasion. Au jour du

(1) Louis Veuillot : *Mélanges*, t. vi, plusieurs articles sur la guerre d'Orient.

triomphe, il détruirait tout ce qu'il doit naturellement détruire. Quand la révolution aura anéanti les armées permanentes par la guerre civile, la propriété par les confiscations, la famille par les mœurs, qu'il n'y aura plus en Europe que des spoliateurs et des spoliés, alors l'heure de l'Europe sonnera.

Quand la division politique, la décadence morale et la révolution auront produit leurs fruits naturels, qui sera l'exécuteur des vengeances divines ?

Dans l'état général du monde et dans la situation particulière de l'Europe, cette mission écherra à l'Angleterre ou à la Russie. L'une et l'autre possèdent de vastes contrées, comptent de nombreuses populations et suivent une politique d'envahissement ; toutes les deux ont dépassé en force le haut empire romain. En restant fidèles à leur tradition politique, elles doivent grandir sans cesse, et se trouver un jour assez puissantes pour écraser l'Europe affaiblie d'avance par ses déchirements.

Ce périlleux honneur ne paraît pas cependant dévolu à l'Angleterre. L'Angleterre a de vastes provinces, mais elles ne sont point unies ; elle a de nombreuses populations, mais elles sont séparées par d'implacables haines ; elle suit une politique d'envahissement, mais c'est moins une politique de conquête qu'une politique de mercantilisme. Or, l'empire du monde n'est pas réservé à la matière ; c'est à l'esprit, c'est à l'idée à le conquérir. Le marchand doit rester marchand, l'apôtre seul devient roi. En cas de rivalité, Carthage, à supposer qu'elle soit puissante, doi

céder la place à Rome, et se résigner même à n'être qu'une province du grand empire.

L'Angleterre, du reste, travaille activement à la ruine des sociétés occidentales par sa propagande protestante. La recrudescence actuelle de cette propagande ne saurait inspirer de craintes sérieuses quant au progrès de l'hérésie : la période d'expansion du protestantisme est dès longtemps passée. Nous ne sommes plus assez chrétiens pour devenir hérétiques, et le protestantisme, avec sa traite des consciences, ne travaille qu'au profit de l'incrédulité. Or, la pratique de l'incrédulité n'est autre chose que la destruction sociale. L'Angleterre elle-même le sait, puisqu'elle donne asile *aux vieux de la Montagne* et permet à tous les agents de son propagandisme de tendre la main aux séides de la révolution.

La Russie, mieux que l'Angleterre, réunit les avantages nécessaires à la conquête du monde.

La première condition à remplir, c'est d'avoir sous la main une population nombreuse qui permette d'occuper les pays conquis sans affaiblir la mère patrie. Or, la Russie est aujourd'hui, comme au temps de Jornandès, une pépinière de peuples. Ainsi sa population a doublé et au delà en cinquante ans, tandis que celle des États de l'Occident et du Midi n'a pas atteint, pendant cette période, la moitié de son doublement. Aujourd'hui la population de la France est stationnaire, et celle de la Russie suit la progression géométrique découverte par Malthus.

• Ces chiffres sont prophétiques, dit un statisticien

célèbre ; ils enseignent que maintenant, comme au commencement du moyen âge, il s'amasse au nord et à l'orient de l'Europe des populations colossales qui s'accroissent immensément par leur propre fécondité, et puis encore par la guerre, en incorporant dans leurs rangs les peuples qu'elles subjuguent. L'Occident, menacé par leur agrandissement, n'a point sur elles l'avantage que la civilisation donnait jadis à l'empire romain contre les invasions des barbares, et il n'a pas, comme lui, cette unité politique, dont la puissance était si formidable et dont la durée fut si longue (1). »

Cette population, il faut des forces matérielles et morales pour la précipiter à la conquête du monde : la Russie a ces forces. Son empire est vaste, ses provinces sont homogènes, ses armées innombrables, ses marines puissantes, ses chemins de fer en construction, ses paysans en voie d'émancipation, ses espérances inépuisables. Son peuple n'est ni un peuple de marchands, ni un peuple de viveurs ; c'est un peuple agricole, un rude peuple, et il a une foi : il croit que saint André, son saint national, a hérité des clefs de saint Pierre et que l'épée de Constantin est passée, à la chute de Constantinople, aux mains des czars. Ces czars, ils ont aussi leur idée : ils veulent rattacher, autant que possible, les Slaves à leur empire et les Grecs à leur communion. La croix est le

(1) Moreau de Jonnés : *Population de la France comparée à celle des autres États de l'Europe*, p. 13.

drapeau qui cache ces idées sous ses plis, et la croix est le seul drapeau qui sache conquérir.

La Russie pense-t-elle déchaîner ses forces contre l'Europe? Écoutez Pierre le Grand :

« Le grand Dieu, de qui nous tenons notre existence et notre couronne, nous ayant constamment éclairé de ses lumières et soutenu de son divin appui, me permet de croire le peuple russe appelé, dans l'avenir, à la domination générale de l'Europe. Je fonde cette pensée sur ce que les nations européennes sont arrivées, pour la plupart, à un état de vieillesse voisin de la caducité, ou qu'elles y marchent à grands pas; il s'ensuit donc qu'elles doivent être facilement et indubitablement conquises par un peuple jeune et neuf, quand ce dernier aura atteint toute sa force et toute sa croissance. Je regarde l'invasion future des pays de l'Occident et de l'Orient par le Nord, comme un mouvement périodique arrêté dans les desseins de la Providence, qui a ainsi régénéré le peuple romain par l'invasion des barbares. Ces émigrations des hommes polaires sont comme le flux du Nil qui, à certaines époques, vient engraisser de son limon les terres amaigries de l'Égypte. J'ai trouvé la Russie *rivière*, je la laisse *fleuve*; mes successeurs en feront *une grande mer destinée à fertiliser l'Europe appauvrie*, et ses flots déborderont malgré toutes les digues que des mains affaiblies pourront leur opposer, si mes descendants savent en diriger le cours. C'est pourquoi je leur laisse les enseignements suivants; je

les recommande à leur attention et à leur observation constante. »

Après ce préambule, l'autocrate trace le programme de la politique russe : 1° entretenir la nation dans un état de guerre continuelle pour aguerrir l'armée ; 2° appeler de chez les peuples instruits des capitaines et des savants ; 3° prendre part à toutes les affaires de l'Europe, surtout à celles d'Allemagne ; 4° diviser la Pologne pour en préparer le démembrement ; 5° empiéter sur la Suède et l'isoler du Danemarck ; 6° prendre toujours les épouses des princes russes parmi les princesses d'Allemagne, pour rapprocher les intérêts en multipliant les alliances ; 7° rechercher l'alliance de l'Angleterre en faveur du commerce et de la marine ; 8° s'étendre sans relâche le long de la Baltique et de la mer Noire ; 9° approcher le plus possible de Constantinople et des Indes, par conséquent hâter la décadence de la Perse ; 10° entretenir l'alliance de l'Autriche et exciter contre elle la jalousie des princes ; 11° intéresser la maison d'Autriche à l'expulsion des Turcs du continent européen ; 12° réunir autour de soi tous les Grecs schismatiques ; 13° la Suède démembrée, la Perse vaincue, la Pologne subjuguée, la Turquie conquise, proposer secrètement et séparément aux cours de Vienne et de Versailles le partage de l'univers : si l'une des deux accepte, s'en servir pour écraser l'autre ; si toutes les deux refusent, les épuiser par des divisions. Alors, profitant d'un moment décisif, la Russie ferait fondre

ses troupes rassemblées d'avance sur l'Allemagne, en même temps que deux flottes considérables partiraient, l'une de la mer d'Azof, l'autre d'Arkhangel, chargées de hordes asiatiques. S'avancant par la Méditerranée et par l'Océan, elles inonderaient la France d'un côté, tandis que l'Allemagne le serait de l'autre, et, ces deux contrées vaincues, le reste de l'Europe passerait facilement sous le joug. Ainsi peut et doit être subjuguée l'Europe (1) !

Ce testament politique, esquissé par Pierre le Grand, fut formulé définitivement, en 1730, par le chancelier Ostermann : il projette une lueur sinistre sur les conquêtes de l'empire russe. Quand le vainqueur de Pultawa donnait aux rêves de son ambition cette formule prophétique, la Russie n'était qu'une rivière, et encore une rivière perdue dans les marais. Aujourd'hui c'est plus qu'un fleuve, c'est une mer dont les flots couvrent le nord de l'Amérique, le tiers de l'Europe et la moitié de l'Asie. Ses eaux envahissantes s'ouvrent de nouvelles issues. La Suède a perdu la Finlande, l'Allemagne est pulvérisée, la Prusse roule dans une orbite orthodoxe, des flottes russes mouillent dans la Baltique et dans la mer Noire, des armées russes approchent de Constantinople, protègent la Perse, tiennent les entrées de l'Inde, ont mis les pieds en Chine et s'avancent vers les Etats de l'Union américaine.

« Les Tartares deviendront un jour nos maîtres,

(1) Léonard Chodzko : *Histoire de Pologne*, donne en entier le testament de Pierre le Grand.

disait J. J. Rousseau, cette révolution est infaillible.» Napoléon, partageant cette pensée, ajoutait : *Dans cinquante ans*, l'Europe sera républicaine ou cosaque. Le grand et pieux Valdégamas, croyant à la prochaine réalisation de ces menaces, n'en parlait qu'avec une espèce d'épouvante. Une telle unité de vues de la part d'hommes si différents vient sans doute de l'intuition du génie, comme d'une révélation naturelle de la Providence. En ce cas, nous reverrions l'accomplissement des paroles du prophète : *Ecce ego suscitabo super eos Medos qui argentum non quærant, nec aurum velint* (1).

(1) Isaïe, XIII, 17. L'origine mède des Sarmates est une vérité prouvée par l'auteur des *Recherches sur les Sarmates, les Slaves et les Esclavons*.

CHAPITRE XLVI.

Des issues possibles, etc. : 3^e attendre une révélation nouvelle.

Au lieu de redouter les châtimens de la justice, il en est qui veulent espérer dans la condescendance des miséricordes divines ; ils ne craignent ni les triomphes de la révolution, ni l'invasion de l'étranger, ils attendent une révélation nouvelle. Ceux qui partagent cette attente se font de l'événement qu'ils prévoient des idées très-diverses, et même contradictoires : les uns promettent l'éclosion d'un dogme nouveau ; les autres croient au perfectionnement du christianisme ; d'autres enfin disent que le christianisme, restant ce qu'il est, sera mieux connu et plus universellement appliqué. Pour procéder avec méthode, il faut examiner successivement ces opinions.

I. La découverte d'un dogme nouveau, tel est le

but de nos éternels chercheurs de vérité. La marche logique de l'erreur devait aboutir à ce terme. Les premiers ennemis de la vérité révélée avaient été des hérétiques, et ces hérétiques avaient nié tous les articles du symbole. Après les hérétiques étaient venus les philosophes, qui avaient discuté la foi, non plus dans son objet, mais dans son principe, et avaient nié avec la foi la distinction des deux ordres de nature et de grâce, la mission de l'Église et la divinité du christianisme. L'humanité a besoin d'une foi ; qui-conque attaque la foi antique, ne l'attaque, s'il est sérieux, que pour élever sur ses ruines une religion nouvelle. Après les égarements de l'hérésie et du philosophisme, l'esprit d'erreur devait donc s'essayer à la création d'un nouveau culte. Depuis trente ans les révélateurs pullulent ; les symboles affluent. En France seulement, Saint-Simon, Fourier, Cabet, Pierre Leroux, ont déployé leur bannière, et le pauvre abbé de Lamennais s'est éteint, croyant à l'apparition d'un culte que produirait le travail de l'humanité.

Cette présomption chimérique repose sur une fausse idée de la religion et sur une complète ignorance de ses développements historiques. La religion n'est pas la fille du temps, elle est l'enfant de l'éternité, et elle reste immuable dans son fonds, comme les rapports dont elle est la base, l'expression et la sauvegarde. Cependant plusieurs religions se partagent l'humanité. Mais puisqu'il en est plusieurs, toutes contradictoires en des points essentiels, néces-

sairement une seule est vraie; toutes les autres sont convaincues de fausseté. La religion vraie est la religion catholique, c'est-à-dire la religion d'Adam au paradis terrestre, la religion des patriarches sous la tente, des juifs dans la cité sainte, des gentils dans leurs empires, et des chrétiens dans tout l'univers. En dehors de cette religion de vérité, vous rencontrez les religions fausses, qui ne sont telles que par leur opposition à la vérité révélée. Ces religions, dont l'établissement est postérieur à l'établissement de la religion catholique, ne sont qu'une contrefaçon du catholicisme : elles en conservent quelques éléments enfouis sous un ajoutage d'éléments étrangers. De là leur fonds commun de doctrines vraies et de pratiques pures; de là aussi leur mythologie ténébreuse, leurs préceptes immoraux et leur corruption finale. En présence de ces faits victorieux et après six mille ans d'un passé qui sans doute n'est pas sans gloire, vous proposez un dogme nouveau, vous aspirez à la découverte d'une vérité qui contredira les religions locales dans leur fonds commun de catholicisme, et le catholicisme dans l'ensemble révélé de ses doctrines ! D'où viendra ce dogme ? de Dieu ou de l'homme ? Ni l'un ni l'autre, ainsi que le démontrent des raisons péremptoires.

Si ce dogme venait de Dieu, Dieu deviendrait coupable de contradictions et pourrait être accusé d'imposture. C'est d'ailleurs une vérité incontestable, que le christianisme est la dernière des révélations qui doit être donnée à la terre. A supposer qu'on le

conteste, il est facile d'interroger l'histoire. Que dit-elle ? que tous les grands événements de l'ordre divin ont été pressentis, figurés, annoncés longtemps à l'avance. Lorsque le Messie parut, les Juifs l'attendaient. Les traditions répandues parmi les païens étaient d'accord avec les prophéties d'Israël : le monde entier était dans l'attente. Une religion nouvelle destinée à succéder au christianisme, par conséquent plus parfaite que l'Évangile, serait un événement bien plus grave que la venue du Désiré des nations. Des voix plus nombreuses et plus éclatantes devraient donc préparer le monde à cette manifestation suprême de la Divinité ; et cependant rien qui l'annonce, point d'oracle sur la terre, point de signe au ciel. Voix de Dieu, pressentiments des peuples, traditions, prophéties, tout est muet.

Mais l'homme se chargera de cette rude tâche, c'est du moins la prétention des révélateurs. Ainsi un dogme, c'est-à-dire une vérité nouvelle, bien qu'éternelle, sortira d'un cerveau humain et se propagera sur la terre. Autant d'impossibilités. Quoi ! l'homme donnera une révélation, il constituera une Église, il découvrira de nouveaux cieux ! Jamais rêve ne réunit mieux toutes les données de l'impossible et toutes les conditions de l'absurde. Et puis, inventer un dogme n'est pas tout ; il faut, pour que ce dogme devienne la règle de l'humanité, ou l'imposer par la force ou lui concilier la foi par la persuasion, et le défendre ensuite contre l'action dissolvante de la raison humaine. L'imposer par la force ! obtenir l'assentiment avec le

sabre! tel est le désir de plusieurs. « La France, dit l'un, demandera aux topiques les plus violents l'éradication du virus catholique. » Un autre : « Il s'agit non-seulement de réfuter le papisme, mais de l'extirper, de le déshonorer, de l'étouffer dans la boue. » Un troisième : « L'échafaud a perdu 93 ; il faudra massacrer à domicile (1). » Ces cris féroces de la hyène ne sauraient nous faire trembler ni nous surprendre : quand on ne baise pas la croix, on embrasse le poignard, et le poignard n'a rien de terrible à qui porte la croix. Mais des haines ne suffisent pas : où sont les armes de ces nouveaux apôtres ? et si leurs livres ont été impuissants, qu'attendent-ils de l'assassinat ? Tous cependant ne veulent pas se porter à ces extrémités. « J'ai consulté les cordes de ma lyre, disait un réformateur moins sanguinaire, et je n'ai trouvé à chanter que l'amour. » *Amour, amour, quand tu nous tiens, on peut bien dire adieu prudence.* L'homme dirait donc à l'homme : crois à ma parole, ne la discute point, défends-la au contraire jusqu'au sacrifice de tes intérêts, jusqu'à l'effusion de ton sang. Le dogme nouveau, son inventeur et ses prosélytes tomberaient bientôt sous les huées de la foule. C'est le cas de dire avec Montaigne : S'ils étaient assez fous, ils ne seraient pas assez forts.

II. Ainsi, proposer un dogme nouveau, c'est patronner une chimère que repousse le bon sens

(1) Ces paroles sont d'Eugène Sue, d'Edgard Quinet et de Blanqui. J'en passe, et des meilleures.

et que condamne la religion. Dira-t-on avec plus d'autorité que le christianisme, passant au creuset, deviendra ce dogme nouveau dont la vitalité énergique fera tressaillir de vie le sein appauvri de la race humaine ? Le christianisme sera-t-il régénéré ?

Ceux qui forment de telles espérances sont en contradiction avec eux-mêmes. De deux choses l'une : ou ils croient à la divinité du christianisme, ou ils n'y croient pas. S'il y croient, ils tiennent le christianisme pour immuable, et partant non susceptible de perfectionnement ; s'ils n'y croient pas, ils considèrent le christianisme comme œuvre humaine, dont tous les développements accusent l'insuffisance, et dès lors leurs espérances sont chimériques.

Ensuite, où est dans le christianisme le besoin de régénération ? Le christianisme est un ensemble de dogmes divins, de lois et d'institutions divines. Ses dogmes s'imposent à la foi, ses lois commandent l'obéissance, ses institutions exigent le respect. Que le chrétien refuse le respect, l'obéissance ou la foi, que s'ensuit-il ? que le christianisme est à réformer ? Non ; il est au contraire à proclamer avec plus de force, pour que l'homme, cédant à l'attrait du mystère et aux injonctions de la loi, rentre dans les droits sentiers. Les chrétiens sont toujours à réformer, le christianisme jamais.

D'ailleurs, par qui le christianisme serait-il réformé ? par Dieu ? Mais le Sauveur a déclaré être avec son Église jusqu'à la consommation des siècles ; il a dit que les cieux et la terre passeraient sans qu'un iota

soit ajouté ou retranché à son dogme, (*Math.* xxviii, 20; v, 18.) Par l'homme? Mais qu'est-ce que l'homme pour toucher à l'œuvre de Dieu? L'homme perfectionnant l'ouvrage de Dieu! on croit rêver en entendant l'expression d'un pareil délire. Non, non, le Christ était hier, il est aujourd'hui, il sera de même dans tous les siècles.

Enfin quelles vérités et quelles vertus veut-on ajouter au christianisme? L'humanité a donc réalisé toutes les vertus qu'il prêche! Vous aimerez Dieu de tout votre cœur, de toute votre âme et de tout votre esprit; vous aimerez votre prochain comme vous-même pour l'amour de Dieu; vous serez parfait comme votre Père céleste est parfait: voilà en trois mots ce que prescrivait le christianisme. Ces commandements ne suffisent plus à notre siècle; il lui faut quelque chose de plus sublime. O dix-neuvième siècle, modèle de justice, de charité, de désintéressement, d'abnégation et d'amour de Dieu, le christianisme ne répond plus à l'ardeur de tes vœux! A ce monde si pur qui n'a pas assez de bagnes pour ses voleurs et ses assassins, il faut une religion plus parfaite, des mystères plus profonds, une morale plus sévère. Le christianisme est épuisé, et le dix-neuvième siècle a encore soif de perfection! L'humanité devrait expirer dans le vide, à défaut d'un aliment plus substantiel!... Et il est des hommes pour croire à de pareilles rêveries (1).

(1) Gaume : *Coup d'œil sur les tendances de l'époque actuelle.*

III. Mais si l'on ne peut ni attendre un dogme nouveau, ni souhaiter de perfectionnement au christianisme, ne pourrait-on pas espérer que le christianisme, restant ce qu'il est, sera, par un concours de circonstances difficiles à prévoir, et mieux connu et plus universellement appliqué? Chateaubriand et J. de Maistre ont répondu à cette question par l'affirmative. Après avoir indiqué plus haut les arguments qui combattent cette opinion, nous donnons ici les raisons qui l'appuient, laissant au lecteur le soin de prononcer un jugement (1).

L'événement que le comte de Maistre envisageait comme possible et même comme probable, était « une troisième explosion de la toute-puissante bonté en faveur du genre humain, une révélation de la révélation, » une manifestation qui lèverait les secrets des Écritures et vaincrait les résistances des cœurs. Le grand homme « saluait de loin cette grande unité vers laquelle nous marchons ; » et rien qu'à voir l'assurance de sa parole, on se prendrait à lui appliquer les paroles du Sauveur : *Vidit et gavisus est*.

Le premier motif qui avait déterminé la conviction du noble écrivain, était l'état navrant du monde religieux. L'Amérique recèle une foule de hordes barbares si étrangères au grand bienfait de la rédemption, qu'on serait tenté de les en croire exclues par quelque anathème primitif. L'Océanie garde, dans

(1) Cf. *Soirées de Saint-Petersbourg*, à la fin du deuxième et du dernier entretien ; — et une petite brochure intitulée : *Chateaubriand prophète*.

ses archipels immenses, des myriades d'hommes que la bonne nouvelle n'a pas atteints. Le cimetière du fils d'Ismaël a chassé presque entièrement le christianisme de l'Afrique et de l'Asie. Le grand lama seul a plus de sujets spirituels que le pape. L'Inde a deux cents millions d'habitants; la Chine, deux cent cinquante millions; le Japon, quarante millions. Et dans notre Europe, quel spectacle s'offre à l'œil religieux ! Le christianisme est radicalement détruit dans tous les pays soumis au schisme et à l'hérésie, et dans nos pays catholiques mêmes, il semble n'exister que de nom. Quelle haine d'un côté, de l'autre quelle prodigieuse indifférence ! ou mieux, quel déchaînement de tous les pouvoirs catholiques contre le chef de la religion ! A quelle extrémité les envahissements des princes n'ont-ils pas réduit l'ordre sacerdotal ! L'esprit qui inspire les princes est passé dans les peuples, et c'est partout une conspiration, disons le mot, une espèce de rage contre l'Eglise. Un tel état de choses peut-il durer ? et cette vaste apostasie n'est-elle pas la cause et le présage d'un mémorable jugement ?

Au milieu de ce monde qui se dissout paraissent des éléments de régénération. C'est d'abord l'unification matérielle de l'univers. Depuis la chute de Rome, on observe quelque chose d'analogue à ce qui s'était fait dans le monde ancien. Après les invasions des barbares, l'Europe avait été morcelée en principautés indépendantes. Ces États, manquant de liens spirituels, étaient tombés en poussière, et un jour

était venu où chaque château avait un seigneur. Les devoirs du vasselage firent place aux obligations moins onéreuses de la sujétion à quelque prince éloigné, et les grandes nations se dessinèrent. Ces nations ont grandi. Aujourd'hui la France, l'Angleterre, l'Autriche et la Russie pourraient se partager le monde. Au lieu de l'écraser sous leurs pieds égoïstes, elles travaillent, de gré ou de force, à le tirer de son abaissement. La politique est tout entière aux projets de civilisation et aux rêves d'apostolat. Les czars sont, dans l'ordre des souverainetés temporelles, les premiers représentants de ces nobles idées : ils ont dans leurs États des ressources et dans leurs postes avancés des portes qui leur ouvrent tous les chemins. Que Dieu touche le cœur de ces conquérants et les amène aux pieds du pontife dont le prédécesseur sut arrêter Attila. Au milieu de ces glaces et de ces neiges où la civilisation a pénétré tardivement, l'on verrait bientôt se dresser un Charlemagne agrandi qui serait l'empereur de la terre. Son épée ouvrirait tous les passages, abattrait toutes les murailles : l'Évangile n'aurait plus que de libres voies. Et dans la main puissante des czars, on verrait le globe couronné enfin de la croix pontificale, signe du salut des hommes et de l'affranchissement des peuples.

Fondre les nations dans l'unité ne suffit pas : après avoir rapproché les peuples, il faut rapprocher les hommes, et pour rapprocher les hommes, il faut unir les âmes. L'union des âmes s'opère par la parole et par la pensée ; la parole est le moyen de communica-

tion, la pensée en est le but. Or, la propagation des langues et la réforme des sciences prennent sous nos yeux des proportions remarquables. Dans toutes nos capitales de l'Europe, on apprend les langues des grands peuples de l'Asie. La France, qui ne se doutait pas, il y a soixante ans, qu'il y eût en Europe plus d'une langue vivante, les a toutes apprises et les enseigne aujourd'hui avec son ardeur habituelle. L'Angleterre, cependant, a porté nos langues en Orient; elle a fait traduire Newton et Boerhaave dans la langue de Mahomet, et les jeunes Anglais soutiennent à Calcutta des thèses en arabe, en persan et en bengali. Les missionnaires de toutes les communions font balbutier sous toutes les zones, à leurs prosélytes, l'idiome de la mère patrie. Des païens viennent d'outre-mer étudier dans nos universités. « On ne voit point encore, disait Bayer, à quoi servent ces travaux sur les langues; mais bientôt on s'en apercevra. Ce n'est pas sans un grand dessein de la Providence que les langues absolument ignorées en Europe, il y a deux siècles, ont été mises, de nos jours, à la portée de tout le monde. Il est permis déjà de soupçonner ce dessein, et c'est un devoir sacré pour nous d'y concourir de toutes nos forces (1). » Que dirait Bayer s'il vivait de nos jours? la marche de la Providence lui paraîtrait accélérée.

Entre toutes les langues, il en est une qui prend de plus en plus le caractère d'universalité : c'est la

(1) *Museum sinicum*, t. II.

langue française. Étrange anomalie ! sa puissance semble augmenter avec sa stérilité. Ses beaux jours sont passés ; cependant tout le monde l'entend, tout le monde la parle, et il n'est pas en Europe une ville où quelque homme ne sache l'écrire. Cette magistrature de la langue française, langue essentiellement catholique, est un second événement qui ne fait point de bruit, car Dieu n'en fait point, mais qui peut avoir des suites plus heureuses que le premier.

Voyez maintenant où nous conduit la marche des sciences. S'il y a quelque chose d'évident pour l'esprit humain, c'est que les mouvements de l'univers ne peuvent s'expliquer par des lois mécaniques. Les théories matérielles ne rendent raison de rien et ne satisfont nullement l'intelligence. La science contemporaine les a répudiées ; elle ne tire plus la raison des phénomènes que du jeu des fluides impondérables. En suivant cette voie (c'est la droite voie ; par conséquent, elle sera suivie), on arrive à la science antique, cette humble fille de la foi, élevée à son tour aux honneurs de la maternité. Que nos vains docteurs en prennent donc leur parti ; la science qu'ils ont faite sera honnie par une postérité qui les accusera justement de n'avoir pas su tirer de la vérité des conséquences plus précieuses pour l'homme. Alors, toute la science changera de face ; l'esprit, longtemps détrôné, reprendra son rang ; les idées se modifieront, et une foule d'élus s'écriera de concert : Venez, Seigneur, venez !

Les barrières sont déjà abaissées, avons-nous dit,

par l'unification matérielle de l'univers. La science, dans ses applications, apporte à ce travail un énergique concours. Le monde semble, entre ses mains, ce qu'est un jouet aux mains d'un enfant. Tous les éléments asservis sont devenus ses vassaux ; la terre a perdu son étendue, la mer ses abîmes, le ciel ses secrets. Chaque jour amène une nouvelle découverte, et chaque découverte met en nos mains une force nouvelle. Cette génération perverse et adultère ne met, il est vrai, à contribution les progrès des sciences que pour injurier Dieu. Mais qu'importe ? Dieu a des châtimens pour tous les crimes et ses vues dans toutes les inventions. On les verra un jour, ces machines, profanées par notre égoïsme, dédaigner nos étroits calculs et arborer noblement l'étendard de la charité.

Enfin, une institution à remarquer dans cet ensemble de circonstances, c'est la société biblique. Lorsqu'un roi d'Égypte fit traduire la Bible en grec, il croyait satisfaire sa curiosité, sa bienfaisance et sa politique. Les vrais Israélites ne virent pas sans un extrême déplaisir cette loi vénérable cesser de parler exclusivement l'idiome sacré. Mais le Christ allait descendre ; les traducteurs travaillaient pour ses apôtres. La version des septante monta subitement avec eux dans toutes les chaires. La société biblique, avec des intentions moins pures, fait quelque chose de plus grand. La Bible, traduite en des myriades d'idiomes, va, par ses soins, habiter toutes les plages de l'univers. Les missionnaires s'en serviront un jour, *emen-*

datis emendandis, pour chasser le doute de la cité de Dieu ; et les ennemis de l'unité auront travaillé à l'établir.

Ajoutons à toutes ces raisons l'admirable coïncidence des mouvements politiques. Les longs voyages ont cessé d'effrayer l'imagination. Avec nos paquebots, un chemin de fer sous les montagnes de Panama, et un canal sur l'isthme de Suez, ils ont en effet perdu leurs longueurs et écarté les périls. Tous les grands navigateurs sont Européens, et l'Orient cède à l'ascendant de la civilisation qu'ils représentent. Le croissant, pressé sur ses deux pointes, à Constantinople et à Delhi, doit nécessairement éclater par le milieu. Les événements ont donné à la Grande-Bretagne quinze cents lieues de frontières avec le Thibet et la Chine. La France occupe le littoral nord de l'Afrique et réclame justement le protectorat de la Cochinchine. La Russie a ses positions sur les bords du fleuve Amour. Les États-Unis viennent de forcer les portes du Japon. Le canon européen va bientôt porter ses *ultimatum* sous les murs de Pékin. L'Église, cependant, le cœur plein de miséricorde et les mains pleines de grâces, l'Église est visitée par l'esprit du Cénacle. La propagation de la foi lève des millions doublement précieux et par les vertus qui les produisent et par les vertus qu'ils propagent. Des séminaires de missions sont élevés à Paris, à Louvain, à Vienne, à Milan, à Naples. Chaque année des légions d'apôtres vont semer la parole aux

quatre vents du ciel. Manifestement, la Providence agite le monde ; ici elle le broie, là elle le relève : elle veut construire : *Rorate cœli desuper, et nubes pluviant justos !*

CHAPITRE XLVII.

Des issues possibles, etc. : 4° se préparer à la fin du monde.

Le monde a toujours eu un secret pressentiment de sa fin. A défaut des saintes Écritures, les auteurs juifs et chrétiens, et, à défaut des auteurs chrétiens et juifs, les philosophes et les poètes du paganisme, rendraient témoignage à cette vérité. Au fait, puisque le monde a commencé, il faudra bien qu'il finisse. Dans les temps modernes, ce pressentiment est plus répandu que dans l'antiquité, et la raison en est simple : avant la rédemption, le genre humain, au milieu de tous ses malheurs, gardait l'attente du Messie; et, depuis la rédemption, au milieu même de la prospérité, il ne peut se dissimuler l'approche de la fatale catastrophe.

Quand doit finir le monde ? Question téméraire dont la réponse est soustraite aux investigations hu-

maines, et refusée même à la connaissance des purs esprits. Cependant c'est une tradition respectable par son antiquité et recommandée par de grands noms : que le monde doit finir dans le cours du sixième millénaire, et que des signes avant-coureurs doivent annoncer cet événement. Chez les Hébreux, cette tradition avait cours sous le nom d'Élie : « La maison d'Élie, dit le Thalmud, enseigne que le monde durera six mille ans. » Dans l'Église, elle est représentée particulièrement par saint Barnabé, saint Irénée, Tertulien, Lactance, saint Hilaire, saint Jérôme, saint Augustin, saint Jean-Chrysostome, saint Cyrille, saint Isidore, saint Germain de Constantinople, saint Gaudence de Besse, Bellarmin, Sixte de Sienne et Nicolas de Cusa. Malgré le nombre et le poids de ces autorités, leur sentiment sur la fin des temps n'est qu'une opinion. On peut dire, en faveur de l'opinion contraire, que, s'il a fallu quatre mille ans de préparation pour attendre le bienfait de l'Évangile, il ne serait pas étonnant qu'un nombre au moins égal d'années fût accordé pour mettre à profit cette grâce par excellence. A supposer cette raison sans valeur et en admettant la certitude de l'opinion première, on ne pourrait encore marquer l'époque précise de la fin du monde, soit à cause des divergences de la chronologie sur la date de la création, soit parce que les jours de la dernière épreuve seront abrégés en faveur des élus.

L'approche de la fin du monde doit se reconnaître à certains signes. Ces signes sont de deux sortes, les

uns *éloignés*, les autres *prochains*. Entre les premiers, il en est qui sont indiqués par la tradition, à savoir : la chute de l'empire romain et la fin du règne de Mahomet, suivie d'un grand empire antichrétien ; d'autres sont consignés dans l'Écriture : c'est la prédication de l'Évangile par toute la terre et l'apostasie générale. Quant aux signes prochains, ils sont réservés plutôt pour accompagner que pour annoncer la terrible catastrophe. On en compte deux principaux : la conversion des juifs et l'agonie de la nature. En étudiant avec une scrupuleuse impartialité chacun de ces signes, nous verrons le degré d'accomplissement qu'ils ont reçu et les éléments d'induction qu'ils fournissent sur l'approche du dernier jour.

Premier signe : la chute de l'empire romain. — Les premiers chrétiens, instruits par une tradition mystérieuse, priaient avec une ferveur particulière pour la conservation des empereurs romains, parce qu'ils regardaient leur chute comme le prélude imminent de la fin du monde. Un grand nombre de Pères, une foule d'écrivains ecclésiastiques et de commentateurs rapportent ce fait, et s'en prévalent tantôt pour repousser une calomnie des païens, tantôt pour expliquer un passage des Écritures. Cette tradition, recueillie par les théologiens modernes, est entrée dans l'enseignement catholique, non pas comme article de foi, mais comme sentiment très-respectable.

Que faut-il entendre par cet empire romain dont la chute annonce la fin du monde? En histoire, on

entend, sous cette dénomination : 1° la puissance romaine du haut et du bas empire, et 2° le saint empire romain, inauguré dans la personne de Charlemagne. En théologie, on entend par là, d'après saint Thomas, le pouvoir des pontifes romains sur les *nations chrétiennes*. Ces divers empires n'existent plus. Le haut empire a été renversé par les barbares aux grandes invasions du quatrième siècle ; le bas-empire est tombé avec Constantinople sous les coups des Turcs ; le saint empire romain, qui, au temps de Voltaire, n'était plus ni empire, ni saint, ni romain, a disparu, même de nom, au commencement de ce siècle, par la destruction des électors et par la renonciation de François II au titre et aux droits d'empereur des Romains ; enfin la puissance des papes sur les nations chrétiennes n'est plus reconnue : pour les peuples protestants, le successeur de saint Pierre est l'antechrist ; pour les autres peuples, il n'est plus qu'un souverain étranger.

Maintenant, l'empire romain, dont la chute est le signe traditionnel de la dernière catastrophe, doit-il être pris parmi ces divers empires dont la ruine n'est pas contestable ? On peut répondre oui, on peut répondre non. Les premiers chrétiens l'entendaient de l'empire qui tomba avec Romulus-Augustule ; des écrivains grecs l'ont entendu de l'empire qui tomba avec Constantin Dragasès, et l'*ange du jugement*, saint Vincent Ferrier, l'entendait du saint empire romain. Cette diversité d'interprétation nous autorise à penser qu'il pourrait s'élever un nouvel empire plus romain

que tous les autres. D'ailleurs, il n'est point sûr que l'empire romain, entendu du pouvoir des papes sur les nations chrétiennes, ait cessé : si le pouvoir temporel sur les nations comme corps a disparu, le pouvoir spirituel sur leurs membres subsiste. En somme, il n'est pas absolument certain que la chute de l'empire romain annonce la fin des temps, et il est deux fois douteux que cet empire soit tombé.

Second signe : la chute du règne de Mahomet. — Il est dans la destinée de l'Église d'avoir toujours à lutter contre un empire persécuteur. Rome égorga, pendant trois siècles, les martyrs du Christ. Lorsque Constantin se convertit, le glaive passa aux mains des monarques persans. Quand la Perse tomba en proie à la guerre civile, Mahomet parut. Lorsque Mahomet tombera, Satan excitera Gog et Magog, les précurseurs de l'antechrist. La tâche des précurseurs ne sera pas de longue durée; en sorte que la fin du règne de Mahomet précédera de quelque temps seulement la fin des siècles.

Ce Mahomet dont il est ici question est le Mahomet de l'histoire. Le règne ou royaume dont il est le fondateur peut s'entendre, ou de la société politique des sultans, ou de la société religieuse de l'Islam. La société politique fondée par Mahomet a subi de perpétuelles vicissitudes. Morcelée en califats, occupée par différentes dynasties, renversée deux fois par les Mongols, régénérée enfin par les invasions des Seldjoucides et des Ottomans, elle est gouvernée aujourd'hui par la Sublime-Porte, et ne ressemble que

trop à un vieillard épuisé de débauches, qui peut s'agiter encore sur sa couche funèbre, sans pouvoir espérer le retour de la vie. Les traditions mahométanes disent même que cette génération ne passera pas avant que tombe l'empire ottoman. En ce point, elles font écho à d'anciennes prophéties et aux révélations de l'Apocalypse.

La société religieuse de l'Islam a eu également ses sectes et ses vicissitudes. Maîtresse d'abord, puis indépendante du pouvoir politique, elle est depuis longtemps son humble servante. A ces accidents de fortune se sont jointes des divisions intérieures. Mais, gardien toujours fidèle des principaux points de l'orthodoxie mahométane, si l'Islam ne fait plus de conquêtes, il garde du moins ses sectateurs. A voir leur fanatisme, on doit même reconnaître qu'il faudra ou la pression d'événements exceptionnels ou les sacrifices d'un long et pénible apostolat pour convertir les musulmans. Si donc le règne de Mahomet penche vers sa ruine, quant à la puissance politique, il conserve intact son prestige religieux. En sorte que ce second signe de la fin des temps, d'une autorité déjà douteuse, n'a obtenu qu'un accomplissement plus douteux encore.

Troisième signe : la prédication de l'Évangile. — En quittant le terrain mouvant des opinions pour entrer dans le domaine de la foi, nous rencontrons deux autres signes de la fin des temps : la prédication de l'Évangile et l'apostasie générale. Le premier est marqué en ces termes : Cet Évangile sera prêché dans

tout l'univers en témoignage à tous les peuples, et alors viendra la consommation. (*Matth.*, xxiv, 14.) L'Évangile dont parle le Sauveur est l'Évangile du royaume de Dieu ; il sera prêché, non d'une manière rapide, mais de manière à obtenir une profession publique ; il sera prêché à tous les peuples, et par conséquent on verra fleurir dans toutes les contrées le christianisme. Les juifs cependant ne devront leur conversion qu'aux prédications d'Énoch et d'Élie, antagonistes de l'antechrist. Cette tardive conversion des juifs étant la seule exception signalée, il y aurait indiscretion à en supposer d'autres avant l'apparition du royaume antichrétien.

L'Évangile a-t-il été prêché par toute la terre ? Oui et non. Oui, il a été prêché, en ce sens que la parole apostolique a retenti, à quelques exceptions près, sur toutes les plages de l'univers. Non, en ce sens que l'Évangile ait pris corps partout dans des églises régulièrement constituées, ayant des fidèles soumis à la hiérarchie ordinaire et comptant une durée quelconque ; la preuve de cette double réponse est dans les considérations suivantes :

Depuis l'ascension du Sauveur, l'Eglise a toujours eu des communautés établies et des missions apostoliques. Les apôtres étaient à la fois évêques et missionnaires : évêques de ces communautés régulièrement constituées, missionnaires des pays qui n'avaient pas encore entendu la divine parole. A la fin du premier siècle de l'ère chrétienne, l'Évangile n'avait pas pris racine partout de manière à produire de vigou-

reux rejetons, mais la bonne semence avait été répandue dans toutes les nations civilisées de l'antiquité païenne. Depuis, c'est un phénomène constant dans l'Église que cette évangélisation des peuples dès l'instant de leur découverte. Les apôtres suivent les voyageurs quand ils ne les précèdent pas ; derrière tous les Christophe Colomb viennent des Las-Casas. Las-Casas a la douleur de voir les négociants trafiquer des corps au détriment des âmes ; il peut faire entendre des plaintes inutiles et mourir accablé par les fatigues d'un labeur infécond. Mais les églises établies possèdent des enfants qui entendent la divine parole : *euntes docete* ; et tant que de nouvelles églises ne s'élèvent pas sur ces terres ingrates, des apôtres brûlés du feu divin s'élancent vers les plages infidèles. Quand celles qui étaient stériles enfantent à la religion de nouveaux enfants et à l'Église un sacerdoce, les anciennes églises peuvent se couvrir de rides et tomber. Alors, par une admirable réciprocité, les jeunes églises, mères désormais fécondes, envoient aux églises déchuës leurs enfants, apôtres à leur tour. Cependant l'Église marche ; elle visite les pays brûlés par les feux des tropiques ou glacés par les froids du pôle aussi bien que les climats tempérés des moyennes régions. Dans cette course majestueuse, elle paraît suivre, comme la lumière du soleil, la voie qui resplendit de l'Orient à l'Occident. Partie de Jérusalem, elle a parcouru l'Asie-Mineure, l'Égypte, le nord de l'Afrique, la Grèce, la Macédoine, la Russie, les pays slaves et la Grande-Bretagne. Aujourd'hui elle arrive

aux extrémités de l'Europe. En suivant sa ligne, elle passerait de là dans les deux Amériques, où l'œil de l'observateur discerne déjà la brillante aurore de la civilisation chrétienne. De l'Amérique elle irait ou dans les archipels de l'Océanie, dont les églises sont aujourd'hui au berceau, ou dans ces grands empires d'Asie dont les églises vieillissent dans une éternelle enfance. Enfin, elle se retrouverait à Jérusalem, son point de départ et son point d'arrivée. Le Sauveur, qui a offert là le sacrifice de l'agneau, viendrait aux lieux arrosés de son sang rendre l'arrêt de la justice.

A l'appui de ces analogies historiques on peut invoquer la raison. Le catholicisme doit démontrer la divinité de son origine en triomphant des hérésies qui naissent dans son sein et des religions païennes qui avaient pris naissance dans le monde avant sa venue : *Christus vincit*. Le catholicisme, vainqueur des hérésies, n'a abattu encore que les paganismes syrien, égyptien, grec, romain, celte, germain, slave et scandinave ; il règne sur leurs débris : *Christus regnat*. Le fétichisme de l'Océanie, le brahmanisme, le bouddhisme, les cultes de Confucius, de Fo, de Sinto, de Manek et du Grand-Lama attendent encore ses coups ; il les vaincra et établira sur leurs ruines sa domination : *Christus imperat*. L'Évangile doit donc être prêché jusqu'à ce que tombent les temples des dernières idoles : tâche immense qui réclame des siècles et recule d'autant la venue du dernier jour.

Quatrième signe : l'apostasie générale. — La prédication de l'Évangile par toute la terre est la condition

préalable de la ruine du monde ; l'apostasie en sera la cause. Toutes les nations ont été données en héritage à Jésus-Christ ; quand ses droits seront partout méconnus, le monde aura perdu la raison de son existence. *C'est pour cela*, dit saint Paul, *que le grand jour n'arrivera pas, à moins que l'apostasie ne soit venue.* (II ad Thess. II, 2, 3, 4.) Or, elle sera venue, reprennent d'une voix unanime les Pères de l'Église et les interprètes de l'Écriture, quand la plupart des peuples se sépareront de l'Église, et quand la foi sera affaiblie parmi les nations, non pas au point d'être éteinte, mais de manière que le nombre des chrétiens gardant la foi animée par la charité, soit plus que jamais restreint en comparaison de la multitude des infidèles.

Malheureusement ces traits de l'apostasie se retrouvent dans la plupart des nations occidentales. N'oublions pas cependant qu'il s'agit ici, non de l'apostasie de l'Europe, mais de l'apostasie de toutes les parties du monde. Pour que le genre humain commette ce crime des crimes, il faut qu'il ait été soumis à l'Église et s'en soit séparé. L'Arabie a donné le jour à Mahomet (encore est-ce avant d'avoir donné son cœur à l'Évangile) ; l'Égypte a vu naître Arius ; la Grèce est la patrie de Macédonius, de Nestorius, d'Eutychès, de Photius et de Michel Cérulaire ; la Saxe a produit Luther, la Prusse Albert de Brandebourg, la Suède Gustave Wasa, l'Angleterre Henri VIII, et la France a donné Calvin à la Suisse, déjà mère de Zwingli. Ni l'Asie, ni l'Afrique, ni l'Amérique, ni

l'Océanie n'ont rien produit de semblable. Il faut que ces terres, encore infectées de l'ancien paganisme, deviennent catholiques, et germent ensuite de nouveaux mahométismes, de nouveaux protestantismes ; alors seulement l'apostasie sera consommée dans toute la terre. L'incidence suffisamment justifiée de telles hérésies, en de tels pays, ajourne indéfiniment la consommation des siècles.

Que dire maintenant des signes prochains de la fin des temps ?

Voici sur l'état actuel des juifs le témoignage d'un homme compétent : « Depuis quelques années, les israélites reviennent en foule et dans tous les pays à la sainte foi catholique, la véritable religion de nos pères. Partout, grâce à Dieu, vos regards rencontrent un bon nombre de vos frères régénérés par les eaux salutaires du baptême. Nous ne sommes que d'hier, pouvons-nous dire, nous autres israélites catholiques, et déjà nous remplissons vos villes, vos comptoirs, vos rendez-vous de commerce, vos consistoires mêmes (1). » Le même auteur cite un grand nombre de juifs convertis qui se sont faits prêtres et une multitude de demoiselles juives qui ont embrassé la vie religieuse. « Depuis dix ans, disait un jour au courageux abbé Gaume le savant rabbin, il s'est converti plus de juifs que pendant deux siècles. »

Quant à l'agonie de la nature, tout le monde a remarqué le dérangement des saisons, la fréquence des

(1) Drach : *Harmonie entre l'Église et la Synagogue*, t. 1.

tremblements de terre, la médiocrité des récoltes, l'arrivée des grands fléaux, et particulièrement l'éclat de maladies inconnues s'attaquant à l'homme pour le tuer, ou aux végétaux pour tarir les sources de l'alimentation publique. Toutefois l'agonie de la nature et la conversion finale des juifs doivent se reconnaître à d'autres circonstances. On doit voir encore le règne antichrétien dans l'insolence fastueuse des persécutions, le retour en masse des juifs à la parole triomphante d'Énoch, le soleil pâli, la lune rouge de sang, les étoiles ébranlées, la mer sortie de son lit, la terre entr'ouverte, les hommes desséchés de frayeur. De solennels préliminaires doivent précéder ces catastrophes. Alors viendra le Saint dans la gloire de Dieu. Le livre de vie paraîtra, les sept sceaux seront levés et les sept trompettes seront entendues. On entendra ensuite les gémissements et les lamentations. On verra se déchaîner des malheurs qu'aggraveront bientôt sept grandes plaies. Enfin Babylone sera condamnée et le règne de mille ans commencera dans la céleste Jérusalem (1).

(1) Cf. Lachèze : *le Dernier Accomplissement des saintes Écritures*; — Holzhauser ; *Explication de l'Apocalypse*. Ces sortes d'ouvrages ne pèchent pas ordinairement par excès de discrétion,

CHAPITRE XLVIII.

Des devoirs des individus dans les circonstances présentes.

La prospérité ou la décadence des peuples, le bonheur ou le malheur des temps tiennent, en dernière analyse, à l'ordre qui règne dans l'homme et à l'harmonie qu'établit la société entre ses institutions et les destinées de l'homme. Quand les intelligences adhèrent, par la foi, aux vérités révélées; quand les volontés sont soumises, en toute obéissance, aux lois divines; quand l'activité humaine est rendue féconde par la grâce d'en haut, les corps sont soumis aux âmes, les âmes à Dieu, et l'homme est comme une lyre dont les accents embellissent la terre et réjouissent le ciel. Quand ensuite l'Église jouit d'une pleine indépendance; quand l'État, soumis à l'Église, s'applique, dans la mesure de ses moyens, à rendre meilleurs son chef et ses membres, les entraînements de

la société répondent aux aspirations de l'homme, et l'ordre divin, déjà respecté dans les hommes, l'est encore dans les institutions. Mais si l'intelligence se révolte contre l'enseignement de Dieu, si la volonté se soustrait à sa loi, si l'activité ne veut relever que d'elle-même, l'homme apprend bien vite, au prix douloureux de ses chutes, qu'une indépendance usurpée lui ôte la paix, objet de ses désirs, et enlève à Dieu la gloire dont ses œuvres lui doivent le tribut. Ensuite si l'État asservit l'Église à ses vues toujours étroites; s'il assigne, pour but unique, à l'activité sociale, le bien-être matériel; s'il fait reposer la paix sur l'antagonisme des forces et assure l'avenir par l'équilibre des intérêts, on entend bientôt, dans les entrailles de la société, les sourds murmures qui présagent la tempête, et, peu après, l'on voit couler le sang sur les boulevards des cités ou sur les champs de bataille d'une guerre étrangère.

La question n'est plus de savoir si l'ordre divin règne aujourd'hui dans l'homme et si la société s'occupe sérieusement de faire régner dans son sein l'ordre de Dieu. La réponse à cette double question a été donnée dans ce volume et motivée par un exposé de principes et un enchaînement de faits qui ne peuvent trouver ici qu'une mention sommaire. Nous cherchons maintenant, dans la nature du mal, le secret du remède et l'efficacité de la guérison.

I. Le mal s'appelle aujourd'hui d'un nom collectif, le socialisme. Dire socialisme, c'est indiquer briève-

ment les désordres individuels et sociaux élevés à la dignité d'une science et présentés comme aspiration légitime au progrès. Ces désordres peuvent être considérés dans les théories qui les justifient et dans les mœurs qui leur préparent des triomphes : d'un côté c'est le socialisme spéculatif, de l'autre la pratique anticipée des rêves crapuleux de la spéculation.

Le socialisme spéculatif n'est ni un fait particulier à ce temps, ni une doctrine uniforme. A toutes les époques de bouleversements, l'agitation des choses humaines pousse à la surface une sorte de vase, et les feux du jour, dardés sur ces matières corrompues, en dégagent des lumières incertaines, *émanation d'une mer en courroux qui jette au loin son écume, astres errants qui provoquent la tempête et épaississent les ténèbres* (1). Les égarements des derniers siècles ont donné de nos jours, à ce fait de tous les temps mauvais, une importance que révèlent nos révolutions. En devenant inquiétant, le socialisme n'est pas devenu plus sage, il n'a pas trouvé le secret de se mettre d'accord avec lui-même. Cependant, en supprimant les détours et en écartant les voiles pour aller au cœur de l'idole, on voit toutes les idées les plus contradictoires partir d'une idée fondamentale qui les contient et se résumer dans une contradiction suprême qui les explique. Voici cette idée dans sa nudité, et cette contradiction dans la rigueur de ses exigences.

(1) *Epist. cath. B. Judæ*, v. 13.

Tous les hommes ont un droit égal au bonheur.

Le bonheur, c'est la jouissance indéfinie des biens existants ou possibles, soit des biens naturels que le monde contient, soit des biens conquis par l'intelligence et le travail de l'homme.

La plupart de ces biens sont devenus la jouissance exclusive de certains hommes, de certaines familles et de certaines classes de citoyens.

Cette absorption de tous les biens, au profit de quelques-uns, est l'inévitable conséquence de la propriété.

Une telle confiscation est contraire au droit des hommes de la même génération, qui doivent tous jouir de ces biens ; contraire aussi au droit des générations successives, qui, en entrant dans la vie, doivent en trouver les avantages également accessibles, et en jouir sans restriction.

On doit donc détruire l'appropriation spéciale et perpétuelle des biens qui donnent le bonheur et des moyens de se procurer des biens pour en assurer l'égalité répartition et la jouissance universelle.

Comment abolir la propriété ? comment la transformer, du moins, de manière à l'annuler dans ses effets sociaux et permanents.

Ici, les chefs du socialisme diffèrent de vues et de moyens. Les uns recourent aux combinaisons politiques, les autres aux combinaisons économiques et financières. Ceux-ci proposent des mesures lentes et douces, ceux-là poussent aux mesures promptes et décisives. Mais tous partent du même dessein et ten-

dent au même but : abolition de la propriété en vue de la jouissance.

Cette théorie du bonheur n'a qu'un défaut, c'est de ne voir dans le monde que des hommes, et de ne voir dans l'homme qu'un vil animal. La propriété, la famille, l'Etat, l'Eglise, Dieu lui-même, ne sont rien pour elle. L'homme n'a qu'à prendre en passant les biens de la terre et les plaisirs de la vie, dans la mesure de ses besoins et l'étendue de ses forces, qui sont, pour lui, l'expression du droit et la limite du devoir.

Cette théorie, cependant, est aujourd'hui une réalité audacieuse. C'est un problème dont la solution intéresse les hommes d'Etat. Comment expliquer la force d'un parti dont les chefs sont en exil, dont la police suit toutes les trames, et qui vit, qui se recrute de lui-même, dont on peut couper la tête, disperser les membres, mais que l'on ne saurait tuer ; qui se fortifie même sans travail, et prend une attitude de plus en plus menaçante ?

C'est que le socialisme ne puisait sa force ni dans les plaisantes élucubrations de Considérant, ni dans les obscurités mystiques de P. Leroux, ni dans le style enchanteur de Louis Blanc, ni dans la verve paradoxale de Proudhon, ni dans la bouillante éloquence de Ledru-Rollin. Le socialisme n'était pas seulement dans les clubs, dans les conspirations, dans les sociétés secrètes, *il était encore dans les âmes*, et leurs dispositions lui assuraient les plus puissants auxiliaires. C'est là qu'il couve aujourd'hui comme

un feu souterrain, là qu'il se développe, là qu'il ronge sourdement les dernières assises de l'ordre social, et c'est de là qu'il fera éruption s'il revient incendier nos villes et agiter nos campagnes.

D'où viennent ces dispositions, qui rendent les âmes secrètement complices du socialisme? De l'affaiblissement de la foi et de la corruption des mœurs qui suit fatalement la perte des croyances. « Toute femme qui accouche, disait un jour Eugène Pelletan, accouche d'un socialiste, » si elle n'est pas chrétienne.

En effet, pour l'homme qui n'est pas chrétien, ce qui ressemble le plus au bonheur c'est la fortune; ce qui en éloigne le plus, c'est la pauvreté. La nature abhorre le travail, les privations, la servitude; elle aime le repos, les jouissances, le commandement. La fortune lui assure les joies du commandement, les ivresses de la jouissance et les douceurs du repos. On peut sans doute philosopher sur l'embarras des richesses et sur les avantages d'une *médiocrité dorée*. En dehors du christianisme et des compensations d'une autre vie aux misères de celle-ci, ce sont là propos de rhéteurs, dont se soucie peu le gros du monde. Si le ciel est une chimère, la terre doit être un paradis. La soif de bonheur qui me tourmente, désespérant de trouver ses ardeurs satisfaites au delà du tombeau, me pousse, sans repos ni trêve, à la recherche du bien-être. Le bien-être c'est le bonheur. Il faut donc que je devienne riche. Or, pour le devenir, il n'y a que deux moyens : l'un, qui est lent, pénible, incertain, c'est le travail avec ordre et

économie ; l'autre, violent, mais rapide et sûr, la spoliation des riches, le partage des terres, le socialisme.

De ces deux moyens, lequel prendra celui qui n'est pas chrétien ? Sur cinquante pauvres qui ne croient pas efficacement à une autre vie, il n'y en aura pas un qui ne préfère, au moins en secret, le partage au travail, le socialisme à la société. Et cela est logique, car il ne suffit pas de devenir riche, il faut le devenir à temps. Qu'importe d'arriver à la fortune à un âge où l'on ne peut plus en jouir ? Et pourquoi ne pas me précipiter dans les aventures, puisque la vie est courte et qu'il faut se hâter ?

Ils ont raison, les insensés ! Si ce monde est le tout de l'homme, pourquoi les jouissances n'y sont-elles pas égales ? et puisqu'elles n'y sont point, faisons des ruines, pour trouver sous leurs débris un peu de bien-être, ou nous procurer du moins des consolations dans l'égalité du malheur (1).

II. A une société qui a ainsi perdu la foi et qui s'élance, avec une ardeur sauvage, à la poursuite du bien-être, ce qu'il faut pour la défendre contre ses propres fureurs, c'est la dictature. Le pouvoir sort de ses limites pour faire rentrer les sujets sous le joug du devoir, et leur faire accepter les vertus opposées aux vices qui mettent l'ordre social en péril. En descendant au cœur de cette question, nous découvrons

(1) Daras : *La Dictature du président*, *passim*.

des aperçus immenses et le secret d'une solution lumineuse.

Le monde n'est pas tout entier corrompu , mais il est corrompu dans toutes ses parties , car tout ce qui est dans le monde est concupiscence. Concupiscence signifie désir. Ce mot a une double acception , une acception philosophique et une acception théologique. Dans son sens philosophique, il indique les passions considérées comme forces spirituelles , indifférentes de leur nature, mais bonnes ou mauvaises suivant l'objet qu'elles recherchent. Dans son acception théologique , il s'entend des passions s'écartant de leur fin pour tendre à un but opposé. Sous ce dernier rapport , la concupiscence est essentiellement mauvaise ; elle obscurcit les principes, désordonne les affections et pousse les peuples dans une voie rétrograde. Les passions principales qui la composent sont : l'orgueil , la cupidité et l'amour des plaisirs sensuels. L'orgueil est la séparation de l'homme avec Dieu ; c'est l'homme trouvant trop humble sa condition native , et se faisant soi-même son principe et sa fin. Bientôt accablé d'ennuis sur le trône solitaire de sa majesté, il demande aux sens des adorations pour son orgueil , il fait des plaisirs charnels le tribut d'honneur de sa divinité , et , pour avoir voulu être Dieu , il devient bête. Descendu jusqu'à l'infime région des sens , il a besoin de descendre encore ; car les sens, pour arriver à leur satisfaction , appellent les biens terrestres ; l'homme les poursuit donc de toute l'ardeur de ses désirs , et, d'animal qu'il était , il devient

•

matière ; et la matière et la chair et l'orgueil , pétris ensemble dans les ignominies de l'âme et les orgies du corps , font l'homme des trois concupiscences , l'homme-brute.

Ces trois vices ne sont pas seulement la ruine de l'homme , ils sont encore le renversement de la société. L'orgueil fatigue l'autorité de ses révoltes , blesse la fraternité par ses dédains , et écrase l'infériorité sous la tyrannie de ses caprices. La volupté ôte à l'homme son génie , son caractère , sa pudeur , sa force même , et prive la société des appuis que lui donnent des générations saines. La cupidité met obstacle à la constitution de la famille , en réalisant , par la puissance de l'or , des unions que repoussent les cœurs ; elle met obstacle à sa propagation en tarissant les sources de la vie pour agrandir les héritages d'une rare jeunesse ; elle met obstacle à sa conservation par les discordes que suscitent entre frères les partages ; enfin elle sème partout des haines fratricides : en bas, des haines que produit l'essor des mauvais désirs ; en haut, des haines qu'allume l'attraction implacable des grandes fortunes ; au milieu, des haines, filles de l'injustice et mères de la dissolution.

En présence de ces ruines que faire ? relever l'homme et la société par la réaction des vertus ; opposer l'humilité à l'orgueil , la chasteté au sensualisme , et le renoncement à la cupidité. L'humilité, en effet, abaisse l'homme en lui-même pour l'élever en Dieu et faire éclater dans son infirmité la force d'En-Haut. La chasteté durcit son corps pour le travail et fortifie

son âme par la résistance. Le renoncement l'affranchit en l'élevant au-dessus du désir, le grandit en lui faisant rechercher la noblesse intérieure de l'âme, et l'arme d'une intrépidité généreuse qui ignore la crainte. L'humilité ensuite commande l'obéissance, le respect et l'amour de l'autorité : supérieure, elle commande avec douceur et force ; inférieure, elle obéit avec empressement et discrétion ; égale, elle enlace tous ces frères dans de joyeux embrassements. La chasteté donne le jour à des hommes forts et vertueux ; elle substitue la fermeté à la mollesse et oppose à la réhabilitation de la chair une digue insurmontable. Enfin le renoncement atteste le droit de propriété par les dépouillements volontaires, l'affermnit en diminuant dans les âmes le désir de la possession, et le sanctifie en consacrant au soulagement de la misère le superflu, quelquefois même le nécessaire du riche. Et le renoncement, et la chasteté, et l'humilité relèvent la dignité de l'homme, et s'embrassent dans l'amour pour donner à l'État, à la famille, à la propriété, une force invincible, contre ces haines sauvages partout déchaînées contre la propriété, la famille et l'État.

Ces toutes-puissantes vertus sont des vertus catholiques, des vertus réservées en apanage à l'Église de Dieu. Hors de son sein, on n'en trouve que des imitations imparfaites et des contrefaçons hypocrites. C'est que le schisme, l'hérésie, le philosophisme, toutes les erreurs enfin, sous des formes diverses, ne sont qu'une même chose, *l'idolâtrie de l'homme* ; car

l'homme oubliant, dans l'orgueil, les misères de sa nature et les lois suprêmes de sa condition, pour s'ériger en Dieu, c'est l'homme-animal, l'homme-matière, enseveli sous les ruines d'une grandeur usurpée (1).

A ces vertus, qui relèvent l'homme et font sentir dans la société le contre-coup de leur influence, il faut joindre d'autres vertus, ou plutôt des formes particulières de ces mêmes vertus, pour rattacher plus directement l'homme aux institutions. Nous voulons parler ici de l'esprit de famille, de l'esprit politique et de l'esprit religieux, puissances morales, douées d'une grande force de résistance contre les entraînements de la révolution.

La famille est le premier élément et le dernier rempart de la société. Pendant que la société s'ébranle, la famille conserve le besoin de la durée et l'instinct du sacrifice. C'est là que se retranchent les idées justes et les vertus fortes qui font contre-poids au mouvement désordonné que provoquent les grands foyers de civilisation. Nos grandes villes, avec le tourbillon de leurs affaires, les excès de leurs plaisirs et les perturbations qu'elles amènent dans l'économie publique, jetteraient la société dans un état irrémédiable de fermentation et de relâchement, si la vie domestique n'opposait à ce péril de solides barrières. C'est là aussi, sous l'œil grave du père, et au milieu des sollicitudes amoureuses de la mère, que se maintient

(1) Cf. Le P. Félix : *Le Progrès par le christianisme*, t. II et III ; — et le P. Lacordaire : *Conférences de Notre-Dame*, t. II.

plus sûrement la moralité privée. C'est là enfin que se développent la partie affectueuse de notre nature , l'amitié , la reconnaissance , le dévouement , les liens qui unissent les cœurs dans le rapprochement des destinées.

Ces humbles vertus et les nobles sentiments qu'elles inspirent , prennent insensiblement place dans la vie publique et combinent avec les relations officielles des affections dévouées ; c'est un des principaux éléments de l'esprit politique. L'esprit politique n'est autre que le dévouement. Remplir sa mission sans l'emploi de la violence si l'on est aux affaires , accepter sa position sans murmure si l'on est aux degrés inférieurs de l'échelle sociale , voir ce qui est , vouloir ce qu'on peut , chercher cependant , non à s'élever , mais à être parfait dans sa condition : voilà l'esprit politique. L'exacte appréciation des choses amène la mesure dans les intentions et la prudence dans les démarches. Cette modération , fruit de la sagesse ou effloraison de la vertu , conduit au respect du droit et des pouvoirs légaux , éloigne tout choc des rapports entre citoyens , et élève le principe d'autorité dans le gouvernement des États.

L'esprit de famille et l'esprit politique ne rendraient , sans le concours décisif de l'esprit religieux , que des services bien précaires. C'est le propre de la religion , et de la religion seule , de parler aux grands et aux petits , de se faire écouter des heureux et des malheureux , de monter sans effort dans tous les rangs , de descendre sans répugnance dans toutes les régions

de la société. Et c'est l'un des traits admirables de la hiérarchie catholique d'avoir des ministres répandus partout, vivant à côté des chaumières comme des palais, consolateurs de toutes les misères, conseillers de toutes les grandeurs. « Que les sociétés modernes ne craignent donc pas la religion, et ne lui disputent pas aigrement son influence naturelle; ce serait une terreur puérile et une funeste terreur. Vous êtes en présence d'une multitude immense, ardente. Vous vous plaignez que les moyens vous manquent pour agir sur elle, pour l'éclairer, la diriger, la contenir, la calmer; que vous n'entrez guère en rapport avec elle que par les percepteurs et les gendarmes; qu'elle est livrée sans défense aux mensonges des charlatans et aux excitations des démagogues, à l'aveuglement et à l'emportement de ses propres passions. Vous avez partout, au milieu de cette multitude, des hommes qui ont précisément pour mission, pour occupation constante, de le diriger dans ses croyances, de le consoler dans ses misères, de lui inculquer le devoir, de lui ouvrir l'espérance; qui exercent sur elle cette action morale que vous ne trouvez plus ailleurs. Et vous n'accepteriez pas de bonne grâce l'influence de ces hommes! vous ne vous empresseriez pas de les seconder dans leur œuvre, eux qui peuvent vous seconder si puissamment dans la vôtre, précisément là où vous pénétrez si peu, et où vos ennemis, les ennemis de l'ordre social, entrent et sapent incessamment! »

L'écrivain auquel nous empruntons ces paroles

avait appris de la fragilité de ses œuvres le danger de ne pas s'appuyer sur la religion ; il ajoute : J'en conviens , une condition est attachée au bon vouloir et à l'efficacité politique de l'esprit religieux : *il veut du respect , du respect vrai et de la liberté*. Je reconnattrai même que , dans ses craintes et dans ses désirs , il est quelquefois ombrageux, susceptible, exigeant. Je n'en dirai pas moins : ne disputez pas avec la religion ; ne redoutez pas les influences religieuses, les libertés religieuses ; laissez-les s'exercer et se déployer grandement, puissamment ; elles vous apporteront en définitive plus de paix que de lutte, plus de secours que d'embarras (1). »

(1) Guizot : *Démocratie en France*.

CHAPITRE XLIX.

Des devoirs des sociétés politiques dans les circonstances présentes.

« *Encore quarante jours*, disait Jonas, *et Ninive sera renversée.* » Quarante jours se passent et Ninive reste debout : comment expliquer la parole du prophète ? « Vous vous trompez, répond saint Augustin, Ninive est véritablement détruite. Qu'est-ce, en effet, que Ninive ? Un ramas de gens qui mangeaient et buvaient, achetaient et vendaient, plantaient, bâtissaient, se parjuraient, s'enivraient, se prostituaient : voilà ce qu'était Ninive. Qu'est-elle aujourd'hui ? On y pleure, on y fait pénitence sur le cilice et la cendre, on y jeûne, on y prie. Reconnaissez-vous là l'ancienne Ninive, et n'est-il pas vrai qu'elle a été détruite (1) ? Car, dit ailleurs cet incomparable docteur,

(1) S. Aug. Serm. CCCLXI, 20.

en qui s'incarna , si j'ose ainsi dire , l'esprit catholique, une nation pécheresse peut être renversée de deux manières , ou bien comme Sodome que le feu du ciel a détruite à cause de ses crimes , ou bien comme Ninive qui a pris les devants et s'est en quelque sorte renversée elle-même en détruisant jusqu'à la racine de ses iniquités. Dans l'un et l'autre cas, ce que Dieu avait prédit est arrivé. La Ninive qui était mauvaise a été abattue, et la bonne qui n'existait pas a été élevée à sa place. Les remparts et les murs restent debout , la cité a été renversée dans ses mœurs dissolues (1). »

Tel est donc le premier devoir de la révolution salutaire qui pourra mettre un terme à toutes les autres : purifier les mœurs, détruire le péché pour conserver les hommes. Ce mouvement réparateur n'atteindrait qu'imparfaitement son but, s'il laissait subsister dans les principes de la politique des causes de perversion. La seconde tâche qu'il doit remplir est donc de faire rentrer dans les voies catholiques les institutions sociales pour conserver la société. Dans une question aussi complexe, il est difficile d'arriver à une solution qui embrasse tous les éléments du problème. D'un côté, l'histoire nous montre, dans leur succession, les événements dont est sortie la société moderne ; de l'autre, l'expérience nous fait voir comment la réalité des choses a subi l'influence des événements.

(1) Civit. Dei lib. XXI, 24.

En combinant les déductions de l'histoire avec les données de l'expérience, nous arriverons à une conclusion non pas complète, mais sûre dans ses principes et défendue par là contre les périls de la pratique. Du reste, la nécessité d'agir est une lumière indispensable à qui veut faire autre chose que poser des principes d'action.

I. La destinée de l'humanité est un mystère profond qui a reçu deux explications contradictoires : celle du catholicisme et celle du socialisme. L'ensemble de chacune de ces explications, leur nom même le dit, constitue une civilisation complète. Entre ces deux civilisations, il y a un abîme insondable, un antagonisme absolu. D'un côté c'est l'ensemble des affirmations divines, de l'autre l'ensemble des négations humaines, coordonnées en systèmes opposés. Les tentatives pour amener entre eux une transaction ont été, sont et seront toujours vaines. L'un est la vérité, l'autre est l'erreur ; celui-là est le bien, celui-ci est le mal. Il faut donc faire un choix suprême, et, ce choix fait, proclamer l'un et condamner l'autre dans toutes ses parties. Ceux qui flottent entre les deux, prenant ici des principes, là des conséquences, sont hors de la catégorie des grandes intelligences, autrement ils verraient leur pensée aboutir à l'absurde et leur vie s'abîmer dans l'impossible.

On peut considérer la civilisation catholique sous deux aspects : en elle-même et dans son application ; en elle-même, c'est un certain ensemble de principes

religieux et sociaux ; dans sa réalité historique , c'est la combinaison des principes avec la liberté humaine, sous la pression des événements. Considérée sous le premier point de vue , la civilisation catholique est parfaite ; considérée sous le second point de vue , la civilisation catholique , dans son développement au sein du temps et dans son extension au sein de l'espace, est assujettie aux imperfections et aux vicissitudes de tout ce qui s'étend dans l'espace et se prolonge dans le temps (1).

Au XIII^e siècle de notre ère , le catholicisme , libre dans son action , avait donné une civilisation forte aux peuples européens : il avait soumis aux doctrines et aux lois révélées les individus et les sociétés, non pas d'une manière absolue , mais avec tous les succès que permettaient de remporter l'éternelle résistance de la corruption humaine et les embarras, tant intérieurs qu'extérieurs , particuliers au moyen âge. Ce progrès chrétien aurait pu continuer sa marche et atteindre des hauteurs jusque-là inabordées ; il n'en fut pas ainsi. De grands événements s'accomplirent qui entravèrent l'action de l'Eglise et arrêchèrent en Europe le progrès chrétien. La Renaissance, sans attaquer directement l'œuvre catholique, en prépara la ruine en faisant prévaloir des principes païens dans les arts, les sciences, les lettres et l'éducation. Le protestantisme et le philosophisme commencèrent cette ruine et l'achevèrent même dans les âmes qu'ils

(1) Donoso Cortès : *Lettres et discours*.

séduisirent en proclamant l'autonomie de la raison , l'indépendance des passions , en d'autres termes, la divinité de l'homme. Le césarisme et la révolution française, qu'on appellerait mieux européenne, la poursuivirent dans la société en proclamant l'indépendance des rois , puis , par une conséquence bien légitime, l'indépendance absolue des peuples. Enfin, de nos jours, le socialisme est venu résumer dans un syncrétisme monstrueux et une opposition suprême, la renaissance, le protestantisme, le philosophisme, le césarisme, et, pour tout dire d'un mot, la Révolution : il réclame les bénéfices de la déification de l'homme et la constitution d'une société en harmonie avec ses mauvais penchants.

Tous ces événements, le socialisme excepté, sont passés, avec leur sens doctrinal, dans les institutions des peuples. La Renaissance a eu pour organe particulier le système moderne d'éducation ; elle trouve d'ailleurs de puissants renforts dans les monuments de l'art et dans les innombrables productions de la littérature. Le protestantisme s'est établi en vainqueur en Allemagne, en Angleterre et dans tous les pays du Nord : de là, il corrompt, par sa propagande, les contrées catholiques. Le philosophisme a trouvé son triomphe dans la reconnaissance de la philosophie comme science indépendante, dans son enseignement officiel, dans les écarts de professeurs célèbres et dans les préjugés haineux qu'ils ont semés dans les têtes. Le césarisme est, à peu près partout, la doctrine ou la tendance des pouvoirs temporels. Enfin,

le socialisme , fort des principes dont il réclame les conséquences et des passions populaires dont il veut escompter les fureurs , aspire à emporter d'assaut une société dont on lui a livré les avenues.

On se méprendrait cependant sur notre pensée, si l'on venait à croire que l'éducation est tout entière pénétrée de l'esprit païen, le protestantisme l'unique religion des peuples qu'il séduit , le philosophisme l'unique cause de la diminution des vérités, le césarisme l'unique tendance des pouvoirs, et le socialisme l'unique aspiration de la société contemporaine. S'il en était ainsi, ce serait la corruption universelle. Mais, grâces à Dieu , les choses ne se passent pas ainsi. Le catholicisme est comme le socialisme, il est partout. Quand la révolution attaque, l'Église défend ; où Satan exerce ses ravages , Jésus-Christ oppose le prix de son sang. La cité de Dieu et la cité du monde coexistent donc, et toujours elles coexisteront sur la terre, sans que l'une et l'autre obtiennent , avant la fin des temps , une complète victoire.

Tel est donc l'état de la question. La cité de Satan , qui toujours presse de ses étreintes la cité de Dieu, a pris des développements sans danger pour l'Église, mais pleins de périls pour la société européenne. Il y a encore dans les institutions des principes chrétiens, le socialisme cherche à les extirper ; le catholicisme résiste à cette expulsion et veut même détruire le socialisme. Là est le combat. Les gouvernements , placés entre ces deux adversaires , appartiennent à l'Église par tout ce qu'ils ont conservé de principes

chrétiens, au socialisme par tout ce qu'ils ont admis d'antichrétien dans les institutions. Dans une situation si délicate, ils voudraient rester neutres : ne point revenir à l'Église, qui commande à César de rendre à Dieu ce qui est à Dieu, ni s'abandonner à la révolution qui leur demande d'enlever à Dieu tout ce qu'ils lui ont laissé. C'est vouloir se tenir en équilibre dans le vide sans point d'appui ni fil de suspension. Aussi la force des choses oblige-t-elle de recourir aux expédients. Ces tentatives de restauration n'aboutissent que pour un temps ; elles sont insuffisantes, parce qu'on ne donne pas assez à l'Église, ou désastreuses, parce qu'on donne trop à la révolution. Ce fait seul, sans parler des causes secondaires, explique la fréquence des commotions sociales et l'ébranlement des trônes. A la première déception, on se remet à l'œuvre pour se préparer de nouveaux mécomptes. A bout d'expériences, il faudra reconnaître que les sociétés européennes, qui s'égarent depuis trois siècles, doivent ou redevenir chrétiennes ou périr.

La solution catholique du problème social se réduit à ces termes : faire rentrer l'individu, avec toutes ses puissances et facultés, sous l'action sanctifiante de l'Église ; — rendre à la famille cette constitution morale que lui a léguée la tradition des siècles et que lui prescrit le christianisme ; — restaurer dans les Etats ces rapports d'harmonie qui rendent les pouvoirs forts et les sujets heureux ; — rétablir entre les sociétés politiques ce vieux droit international que remplace aujourd'hui un équilibre sans base et sans

garantie; — enfin, pour couronner l'œuvre, laisser à l'Eglise le libre développement de ses institutions et rendre la religion à son influence vivifiante sur la civilisation européenne.

Le devoir d'un gouvernement catholique est donc de rendre à l'Eglise tout ce que la révolution lui a déjà enlevé et menace de lui enlever encore. Ou, pour donner une solution vraiment pratique, il faut reconnaître à l'Eglise toutes les libertés qu'elle a reçues de Jésus-Christ et rendre à l'État les institutions catholiques qu'il avait reçues de l'Eglise.

Et qu'on ne dise pas : le mal n'est pas plus grand aujourd'hui qu'autrefois ; les hommes ont toujours été les mêmes, tous les siècles se ressemblent ; notre époque ne redoute pas les comparaisons. Ce serait affirmer qu'aujourd'hui le catholicisme est appliqué à l'individu, à la famille, à la société, d'une manière aussi intime qu'autrefois : affirmation contraire aux faits les mieux constatés de l'expérience et aux déductions les plus sûres de l'histoire. Ces maximes générales ne sont du reste que des inventions de la paresse et de la pauvreté. Sans doute, il y a toujours eu des vices dans le monde ; mais ces vices diffèrent de nature et donnent, par suite, à chaque siècle son caractère, et à la succession des siècles son sens providentiel. Ce qu'il y a d'extrêmement remarquable, c'est qu'à mesure que les siècles s'écoulent, les attaques contre l'édifice catholique deviennent plus fortes et les progrès de la corruption plus effrayants. De

sorte qu'en disant toujours : il n'y a rien au delà, on se trompe toujours.

Qu'on n'allègue pas non plus que le socialisme a été vaincu, vaincu en Angleterre, vaincu en Allemagne, vaincu en Autriche, en Suisse, en Italie, en Espagne. Non, telle n'est pas la vérité. La vérité est que toutes les forces sociales, remises aux mains du pouvoir et portées à leur plus haut degré de puissance, ont suffi à peine et n'ont rien fait de plus que suffire à peine à contenir le monstre. Malgré ces victoires, le sphinx est devant nos yeux, et il ne s'est trouvé jusqu'ici personne pour déchiffrer l'énigme. Or, en pareil cas, ce n'est rien faire que museler le dragon, il faut trouver le mot fatidique ou être dévoré.

Qu'on ne présente pas davantage comme palliatifs les réformes économiques. Qu'est-ce donc que le socialisme, sinon une secte économique ? le socialisme, dit Donoso Cortès, est fils de l'économie politique, comme le vipéreau est fils de la vipère, lequel, à peine né, dévore celle qui vient de lui donner la vie. Le combattre par de tels moyens, c'est donc adopter ces principes et lui préparer le bienveillant concours des passions. Si l'on veut combattre le socialisme de manière à le faire reculer, et sans cela toute lutte est vaine, il faut recourir à cette religion qui enseigne la charité aux riches, aux pauvres la patience, qui apprend aux pauvres à être résignés, aux riches à être miséricordieux.

Il n'y a pas aujourd'hui en Europe deux questions, il n'y en a qu'une : la question révolutionnaire ; et

cette question n'a qu'une réponse sérieuse : la réponse catholique.

En face de ce problème ainsi résolu, toute hésitation est une faute, tout moyen terme un danger, tout doute un crime. De cette solution seule peut résulter une réaction décisive contre les principes de désordre et un retour complet aux grandes traditions. De là bientôt pour les sociétés temporelles les plus signalés avantages. La révolution est refoulée dans l'abîme. Les questions d'ordre et de liberté, de sécurité et de bien-être, trouvent une solution rassurante. Le respect témoigné à l'autorité ecclésiastique rejaillit sur l'autorité civile, et le droit reconnu à la propriété cléricale rend sacrée la propriété laïque. L'Eglise cependant, le cœur plein de miséricorde et les mains pleines de grâce, appelle ses ordres religieux à la cure de toutes nos plaies, ouvre ses collèges, ses hôpitaux, et le retentissement de son influence sur la société, uni à l'action de ses bienfaits sur les individus, triomphe d'obstacles autrement insurmontables.

Etonnante infirmité du genre humain, qu'il faille, après dix-huit siècles de christianisme, trois siècles d'égarements et soixante ans de révolutions, rappeler à des chrétiens de tels enseignements et douter encore de leur adhésion ! On dirait des peuples qui veulent périr. Déjà nous sommes devenus disputeurs comme toutes les nations à leur déclin. Prenons garde : derrière les disputeurs viennent les sophistes ; derrière les sophistes les voluptueux ; derrière les voluptueux les bourreaux ; derrière les bourreaux les barbares ;

les barbares qui passent par les armes bourreaux et voluptueux, sophistes et disputeurs.

II. Espérons que ces avanies sanglantes seront conjurées par des réformes radicales. Déjà s'est rencontré un Etat qui, après avoir tenu l'Eglise un siècle sous le joug administratif, après avoir eu des séminaires philosophiques, des théologiens libres penseurs et des rois *sacristains*, comme disait Frédéric, a vu monter sur son trône un digne fils des Habsbourg et rétablir dans ses provinces l'ordre extérieur des relations ecclésiastiques. Un concordat a été signé qui rappelle les plus nobles monuments de l'histoire. L'Eglise, affranchie maintenant en Autriche, jette partout les flots de sa sève et fait reposer l'avenir de la prospérité nationale sur les solides assises d'une régénération religieuse. Un tel exemple, en présence de telles perspectives, resterait-il sans imitateurs?

La France, saintement jalouse de n'avoir pas pris cette glorieuse initiative, doit la première s'en adjuger les bénéfices. Sa mission lui en fait un devoir, ses malheurs une nécessité et les douleurs de l'Eglise une stricte obligation.

De toutes les nations modernes, la France a été la première appelée à la foi. Cet appel est une grâce de choix et un mérite : une grâce, car Dieu ne le devait pas plus aux Francs qu'aux Vandales ; un mérite, parce que les Francs ont répondu à l'appel. Cette vocation revêt de prime abord ce caractère d'être à la

fois un bienfait pour les Francs, un bienfait pour l'Europe, un bienfait pour l'Eglise.

Clovis, à peine dépouillé de la robe des néophytes, met son épée au service de sa foi et conquiert, en un clin d'œil, toutes les Gaules. Ses soldats, comme lui convertis et avec lui victorieux, changent les épées en socs de charrue, s'assoient à l'école des évêques, quittent la braie pour la cuculle et se constituent en corps de nation, tandis que d'autres tribus, rebelles au don de la grâce ou infidèles à ses faveurs, disparaissent sans laisser d'établissements.

Cette conversion des Francs, première assise de la grandeur nationale, est aussi le premier élément régénérateur de l'Occident, bouleversé par les invasions. Ce peuple qui se fixe, ces tribus qui renoncent à l'isolement, ces bandes qui disent adieu aux aventures guerrières, arrêtent, sur les bords du Rhin, les barbares prêts à suivre leurs devanciers, et laissent jouir d'un calme réparateur ceux qui ont déjà occupé la Bourgogne, les Espagnes, l'Afrique et l'Italie. Naguère, le monde ancien croulait, et le monde nouveau n'était qu'une cohue de races ennemies : il y avait suspension dans la vie sociale. Maintenant, les nations vont sortir du berceau, grâce à la conversion des Francs.

Enfin, le christianisme prend racine au cœur de la race franque à un moment décisif pour l'Eglise. L'empire d'Orient est livré à l'hérésie d'Eutychès. L'arianisme a infecté, en Italie, Théodoric et ses Ostrogoths; en Espagne, Alaric et les Visigoths; dans les

Gaules, Gondebaud et les Burgondes ; en Afrique, Thrasamond et les Vandales. L'Eglise est réduite à un vieux pape, à quelques vieux évêques, déjà meurtris par le glaive des barbares. Mais Clovis se convertit. Le fier Sicambre, défenseur armé du pontife romain, ne permettra pas qu'une main ambitieuse se porte sur la chaire apostolique. Là commence le royaume *très-chrétien* ; là son roi acquiert le titre de fils aîné de l'Eglise.

Les Francs, appelés à la foi les premiers, sont restés, jusqu'à ce jour, fidèles à leur vocation. Jamais l'hérésie n'a trouvé grâce ni dans les rangs du peuple, ni sous le manteau des rois. D'autres nations ont eu des princes théologiens et des sujets disputeurs ; chez nous, bon sens à tous les degrés de la hiérarchie sociale et toujours adhésion honorable à l'enseignement de l'Eglise. Sans doute, pour conserver sa foi, la France a dû repousser les sophismes de l'erreur, les décevantes promesses du schisme et les tentatives ambitieuses de César. Sans doute encore, elle a dû verser son sang dans les champs de Poitiers, dans les luttes des croisades, durant l'héroïque insurrection de la Ligue et sur les échafauds de la Terreur. Mais c'est là ce qui rend plus étonnante sa fidélité et plus méritoire sa persévérance.

En retour de sa persévérance, la France a été conservée comme par miracle en corps de nation. Les attentions du ciel sont visibles à chaque page de son histoire ; elles éclatent particulièrement dans la succession des dynasties, dans l'agrandissement du

territoire national autour du domaine des rois, dans la mission de Jeanne d'Arc aux derniers actes d'une guerre de cent ans, dans les exploits politiques de la Ligue, enfin dans la vocation des deux Bonaparte, après les orgies du Directoire et les funestes divisions des partis.

Du reste, cette persévérance dans la foi soutien de la nationalité franque a eu aussi pour l'Eglise ses avantages. Quand la Grèce et la Russie sont alliées au schisme photien, quand les royaumes scandinaves appartiennent au protestantisme, quand la Grande-Bretagne s'identifie avec un anglicanisme mesquin, quand l'Allemagne et la Suisse sont morcelées en sectes innombrables, la France, fidèle à Dieu, reste fidèle à l'Eglise. Au milieu des vicissitudes de l'histoire, elle sert toujours de refuge à la papauté proscrite ; et, si un pontife est obligé de demander abri à une terre plus voisine, c'est toujours la France qui reconquiert Rome sur elle-même, pour la rendre à l'Europe et au monde.

En approfondissant ce grave sujet, on voit l'histoire de France se résumer dans le dévouement à l'Eglise, et, par suite, dans le dévouement à l'humanité ; double dévouement qui n'astreint la France au sacrifice que pour l'élever à la dignité de reine.

La France, d'abord, s'est faite apôtre. C'est elle qui, sur l'indispensable initiative de Rome, par la prédication et par les mariages de princesses chrétiennes, convertit l'Europe aux temps barbares ; elle qui con-

vertit les Normands au neuvième siècle ; elle qui, au treizième, envoie des Frères mineurs aux Mongols ; et c'est elle qui, depuis deux siècles, répand, avec une ardeur sans égale, l'obole des pauvres, l'or du riche, la parole et le sang du prêtre sur les plages infidèles.

Missionnaire au dehors, elle a voulu être en dedans une insigne bienfaitrice. On la voit élever, par le bras des Mérovingiens, la chaire apostolique au-dessus des barbares ; constituer définitivement, par la main des Carlovingiens, la souveraineté temporelle des papes ; assurer plus tard aux souverains pontifes l'exercice du haut domaine qu'ils tiennent de Dieu sur les couronnes ; fonder de nombreuses écoles et de glorieuses universités ; multiplier les monastères, et donner à l'Église des légions de savants et de saints, qui furent autant de bienfaiteurs de l'humanité.

Ce dévouement à l'Église était utile aux peuples ; la France était de plus pour eux un défenseur armé, et par eux l'initiateur du monde aux secrets de la civilisation. A elle la gloire d'avoir pris l'initiative des croisades et d'avoir arrêté l'ennemi à toutes les frontières, par la parole du missionnaire ou par le glaive des guerriers. Inappréciable bienfait qui a sauvé l'Europe en brisant l'épée saxonne, le cimetière mahométan et le knout moscovite.

Résister au choc de la destruction ne suffit pas ; il faut vivre de sa vie propre, il faut grandir. Et c'est la France qui a constitué l'unité germanique des

nations européennes ; la France qui a donné dans Charlemagne l'idéal de l'empire catholique, dans saint Louis l'idéal de la royauté ; la France qui a rendu plus facile l'éducation des peuples par le système féodal, qui a substitué au système féodal des communes, espérance de la liberté, qui a donné à la société du moyen âge des soldats par la chevalerie, et suivi partout une politique féconde en progrès sérieux.

Voilà bien, comme dit le vieux chroniqueur, *les gestes de Dieu par les Francs*. Mais aussi quelle magnificence de la part de Dieu envers ses serviteurs ! De sa main il a soutenu leur glorieuse monarchie. A cette monarchie il a joint d'autres empires : l'empire d'Occident en la personne de Charlemagne, l'empire d'Orient dans la personne de Baudouin de Flandres, le royaume de Jérusalem dans la personne de Godefroy de Bouillon, le royaume de Chypre dans la famille de Lusignan, la Grande-Bretagne par Guillaume de Normandie, le Canada qui, depuis... mais alors la couronne était sur le front de Sardanapale ; enfin, l'empire d'Afrique, où le génie franc se rencontre avec le génie arabe pour décider peut-être l'avenir de la civilisation. Et l'Eglise, qui représente Dieu ici-bas, l'Eglise, dans sa liturgie, appelle, par un barbarisme sublime, la France, *christianissimum regnum* ; un pape la définit *regnum Mariæ* ; les pontifes romains accordent à ses rois le titre de *filz aînés* de l'Eglise, et ses enfants donnent leur nom de *francs* aux

chrétiens dans les Echelles du Levant, en Chine et jusqu'au Japon.

La France, dévouée au triomphe de l'Eglise, et, par suite, au progrès de l'humanité, a reçu de Dieu les qualités qu'appelle sa noble mission. Le privilège de sa langue, la spontanéité de son génie, le cosmopolitisme de son caractère, ses formes successives de gouvernement et les avantages de sa position continentale, sont autant de dons providentiels, qui rendent plus facile l'exercice de sa magistrature sur le monde et la pratique de son dévouement à l'Eglise. L'union de ces forces constitue sa puissance, l'usage qu'elle en fait décide de sa grandeur ; l'abus entraînerait des catastrophes. Que la France soit fidèle, et le monde poursuit avec allégresse sa carrière à travers les âges. Que la France, au contraire, trahisse quelque devoir de sa vocation, l'Eglise est privée des éléments humains qui préparent ses succès, les peuples sont livrés à de funestes entraînements, et la France elle-même visitée par les plus grands revers. Dieu, cependant, ne l'abandonne pas même dans ses égarements. Sa mission subsiste, et les qualités qu'elle a reçues pour y répondre la rendent tellement inhabile au service des mauvaises causes, que ses écarts donnent à sa vocation un nouveau signe d'évidence. Si l'erreur essaye de pénétrer parmi nous, le génie français la dévore ; si le mal vient à s'infiltrer dans nos institutions, de profondes agitations nous forcent bientôt à repousser son venin. Le mal nous répugne, et l'épreuve qu'il subit comme fatalement en France

entraîne sa condamnation au tribunal du genre humain. Dans nos infidélités comme dans nos vertus, dans nos infortunes comme dans nos prospérités, nous sommes toujours le peuple dévoué, la nation très-chrétienne.

CHAPITRE L.



Conclusion : devoirs du gouvernement français.

Fuit homo missus a Deo, dit l'Évangile lorsqu'il annonce la venue du Précurseur. C'est dans les mêmes termes que l'histoire doit saluer l'apparition d'un homme providentiel. Dieu seul l'appelle, lui marque sa tâche et le soutient dans l'accomplissement quand il voit de profondes plaies à guérir ou de grandes restaurations à opérer. Citons en preuve Constantin après trois siècles de persécution, Charlemagne après les invasions des barbares, saint Thomas au milieu des investigations embarrassées de la scolastique, saint Louis aux premières heures de l'âge moderne, et, après les égarements de la révolution, Bonaparte. Quand on embrasse dans sa pensée l'état actuel de l'Europe, on comprend que, si la civilisation contemporaine ne doit point périr, nous devons aussi atten-

dre un grand homme. Les hommes ne font pas défaut, mais l'homme de Dieu ne paraît point ; les éléments de bien ne manquent pas, mais les principes des maux se développent. C'est une lente décomposition. L'Occident aux abois se penche sur les bords de sa couche funèbre pour crier à ceux qui entourent de leurs respects son agonie : *Hominem quæro!*

L'homme qu'il invoque devra unir à une haute intelligence une grande force d'action. Haute intelligence pour saisir dans toutes ses données le problème européen, grande force d'action pour marcher au but en faisant ses moyens même des obstacles. Quand l'homme travaille pour rétablir l'ordre, l'auteur de l'ordre s'associe à ses œuvres. L'action du grand homme a donc visiblement quelque chose de divin ; elle est tout à la fois douce et impérieuse ; elle ne force rien, et elle hâte par son audace la maturité des temps. A mesure qu'elle agit on voit cesser cette inquiétude, cette agitation pénible qui est l'effet et le signe du désordre. Dieu avait rendu dociles toutes les causes secondes, et maintenant elles recueillent le prix de leur obéissance.

S'il est permis de hasarder des conjectures sur le grand œuvre qu'accomplira ce grand homme, nous dirons qu'il a pour but de réagir contre la révolution et de reprendre à sa base le progrès catholique. Réagir contre la révolution, les souverains seulement intelligents le tentent ; mais c'est une erreur de croire que, pour se défaire d'un tel ennemi, il suffise de l'arrêter : on n'a rien fait si l'on ne l'oblige à reculer.

Prendre à sa base le progrès catholique, les souverains seulement chrétiens se persuadent le faire ; mais c'est une autre erreur de s'imaginer qu'on puisse y travailler d'une manière décisive par partie : progrès catholique signifie progrès universel et suppose une réforme radicale. Le libérateur de l'Europe fera donc rentrer dans sa source ce torrent qui menace de tout emporter, et étendra au loin son bras pour tout rebâtir. Mais, quelles que soient ses vues, on peut affirmer qu'il rendra d'abord à l'Église sa pleine indépendance et mettra son peuple au service de l'Église. Car l'Église, en représentant les intérêts de l'éternité, sauvegarde les intérêts du temps ; sa liberté touche à tout : son indépendance ou son asservissement décideront donc de la ruine ou du salut du monde.

Quelle que soit l'heure de Dieu, les gouvernements ont envers l'Église des devoirs à remplir, et, s'il ne nous est point permis de les leur rappeler, du moins il n'est pas défendu de demander à l'histoire quels sont, relativement à la liberté de l'Église, les devoirs particuliers du gouvernement français. Dieu veuille nous diriger, dans cette étude, entre le péril de l'indiscrétion et le danger de la flatterie !

I. Le gouvernement doit reconnaître à l'Église une pleine et entière indépendance : l'Église y a droit ; l'État ne peut la lui refuser, et des raisons particulières commandent à Sa Majesté d'abroger toute loi restrictive des libertés ecclésiastiques.

Le premier motif qui commande à Sa Majesté l'abrogation de ces lois, c'est sa mission de prince chrétien.

Deux sociétés subsistent pour l'éducation de l'homme : l'Eglise et l'Etat. L'Eglise, société spirituelle, pourvoit au bien des âmes et aux intérêts de l'éternité. L'Etat, société temporelle, s'occupe du bien des corps et des intérêts du temps. Ces deux sociétés sont indépendantes, chacune dans sa sphère ; mais elles doivent être en même temps unies et subordonnées à raison de l'unité de leur objet et de la noblesse inégale de leurs fins. Si l'Etat empiète sur l'Eglise, l'harmonie est rompue et les conflits naissent. L'Eglise, n'ayant plus sa plénitude d'action, ne peut pas lutter suffisamment contre les mauvais instincts. L'Etat, intervenant dans cette lutte, n'y apporte que des forces inefficaces : il séduit par l'intérêt ou comprime par la force. Alors les passions, ces bêtes féroces avec lesquelles il faut toujours compter, attisées par l'attrait corrupteur de la cupidité ou révoltées des rigueurs de la répression, s'élèvent contre la force publique, brisent les trônes et jettent les peuples dans la consternation.

Par une prévarication à peu près générale, l'Eglise a été tenue partout depuis longtemps dans une oppression injustifiable. Les princes alors ont dû veiller à leur garde avec une plus attentive sollicitude. La force publique a reçu un développement inouï, et il est vrai de dire qu'elle jouit d'une sorte d'omniprésence par l'armée, l'administration, la magistrature et la

police. Malgré ce déploiement de forces, les pouvoirs s'affaiblissent au lieu de se fortifier. Depuis soixante ans la révolution parcourt l'Europe, ébranle les dynasties, abrège les règnes et réduit les souverains à telle condition aléatoire, qu'on peut en quelque sorte les comparer à des serviteurs à gages et ne voir dans leurs palais qu'une tente de voyage élevée à la hâte sur une grève mouvante. Au milieu de ces révoltes, de ces luttes, tantôt honteuses, tantôt sanglantes, où les rois et les peuples s'infligent réciproquement des châtimens mérités, chose plus désastreuse, la foi sincère à l'autorité s'en va. Nous avons donc raison de dire qu'il appartient à Sa Majesté, *comme prince chrétien*, de donner à la famille des souverains un mémorable exemple par la reconnaissance complète des droits de l'Église. A cette seule condition pourrait se relever la souveraineté en France et en Europe.

La mission de Sa Majesté, *comme prince français*, ne lui impose pas une autre obligation.

La France, nous l'avons vu, doit remplir dans la grande famille des peuples une haute vocation. Sa langue et sa position continentale, son cœur et son caractère, sa foi et ses vertus, ses gloires et ses malheurs, les quatorze siècles de son histoire, enfin, nous la montrent toujours dévouée au triomphe de l'Église et au progrès de l'humanité. Cette mission a été reconnue en quelque manière quand la France, par ses rois, a prêté la main au renversement de la société chrétienne; quand elle a formé, presque à elle seule,

au grand schisme, l'obéissance la moins justifiable ; quand elle a formulé le symbole de la révolte dans une *déclaration* célèbre dite à tort *du clergé de France* ; quand enfin elle a déchaîné sur l'Europe d'épouvantables catastrophes. Dieu, dont les présents sont sans repentance, n'a point transmis à d'autres cette mission qui fait la gloire et même la vie de la France. La corruption a pu monter à son cœur, la ruse assiéger son esprit, la violence la presser de menaces, le schisme la bercer de promesses, l'hérésie l'enivrer de haine, la révolution même surprendre ses faveurs, sans que la France veuille refuser à Dieu son service et sans que Dieu veuille refuser le service de la France. Cependant la condescendance, jusqu'ici inépuisable, des miséricordes divines pourrait s'épuiser. D'ailleurs la France a besoin de l'Église. Mais l'Église ne peut lui porter aide et lui concilier les faveurs d'en haut que débarrassée de toute contrainte, laissée au libre développement de ses institutions, à l'épanouissement de son énergique vitalité. Et voilà pourquoi il appartient à un prince français, *dévoué défenseur de l'Église romaine*, comme disait Charlemagne, de lui lever ces entraves, souvenirs malheureux d'événements lugubres et ombre jetée sur de réjouissantes espérances.

Ce n'est pas tout : Sa Majesté porte un nom qui oblige, et ce nom est tout un programme de liberté quand on comprend la vocation providentielle des Bonaparte.

Si chaque peuple a sa mission, pour les mêmes

motifs et dans les mêmes vues, chaque famille de rois ou d'empereurs a aussi la sienne. C'est dire qu'une dynastie peut être fidèle ou infidèle à sa vocation, s'affermir ou s'user au gouvernement des États, se voir, par conséquent, conservée ou repoussée de la Providence. La dynastie des Bonaparte est soumise comme toutes les autres à ces principes ; seulement l'application est difficile, parce qu'elle compte peu de têtes couronnées. Les éléments d'induction ne font pourtant pas complètement défaut. Ainsi, l'apparition de cette famille presque plébéienne sur le premier trône du monde est environnée de circonstances tellement frappantes et son règne illustré par de si grands exploits, qu'il faut d'abord croire à une mission particulière. Ensuite le rôle quasi identique échu aux deux Napoléons donne à penser que cette mission se réduit à cette formule : sauver l'État et affranchir l'Église pour assurer le salut de la société. Maintenant, si Dieu donne aux Napoléons une si noble tâche, il doit leur assurer les moyens de l'accomplir. Voyez comme ils sont abondamment pourvus : quelle foi vive au cœur, quelle haine du sophisme, quelle haute intelligence, quelle suite dans les desseins, quel génie de reconstruction ! Enfin, si cette famille manque à son œuvre, elle subit le sort des familles infidèles à leur vocation. Le signataire du concordat, circonvenu par les vieux tenants du gallicanisme, signe les articles organiques ; aussitôt vous pressentez les attristantes séances du Concile de Paris et les violences de Fontainebleau ; mais aussi vous voyez se

déchaîner les fléaux de 1813, et s'élever à l'horizon le rocher de Sainte-Hélène.

La mission de Napoléon III reproduit ces caractères.

Vous vous rappelez cet homme qui se crut toujours appelé à régner ; qui, deux fois, contre toute espérance, tenta de monter sur un trône, et que nous avons vu s'évader d'une prison d'État sous la blouse d'un ouvrier. Le voici qui rentre en France, à la naissance d'une république aventureuse, ne présentant guère la rapide décision de sa fortune. L'étonnement de sa présence inspire à tous un mystérieux respect. Les suffrages populaires ouvrent au nouveau venu la porte des assemblées. Il y paraît enveloppé de silence et constant objet d'observations inquiètes. L'urne électorale se rouvre ; du scrutin sort un nom, synonyme de gloire, qu'un souvenir seul a recommandé. Le fauteuil de la présidence reçoit l'élu. Autour de ce fauteuil se croisent les espérances, s'agitent les partis, gronde la révolution. On ne fait rien, on ne dit rien, on ne sait rien. La foule commence à s'inquiéter, lorsqu'un jour elle s'éveille en état de siège, donne au président la dictature décennale et ensuite l'empire. Étonnante succession d'événements, merveilleux tissu de singularités ! Eh bien, cet homme, dont la jeunesse est étrange, l'apparition phénoménale, et le triomphe miraculeux, c'est un Napoléon que Dieu a conduit par la main pour arrêter la France sur les bords de l'abîme d'où l'avait tirée l'autre. Belle mission sans doute, mais

elle n'est pas achevée, elle commence. Napoléon III a sauvé la France. Que Napoléon III laisse l'Église à sa liberté, remette la France au service de l'Église, et Dieu gardera, dans sa postérité, ce digne ouvrier de sa Providence.

Même obligation à Napoléon III comme second fondateur de dynastie.

Parcourez les fastes de notre histoire, voyez se succéder les dynasties aux dynasties, et, dans une même dynastie, les familles aux familles. Mesurez maintenant la durée comparative de chaque dynastie, la fortune diverse de chaque famille, et dites si cette durée n'est pas en corrélation, cette fortune en correspondance avec les services rendus à l'Église par ces mêmes dynasties, par ces mêmes familles. On voit Dieu ici dans notre histoire. Un Clovis converti, un Charlemagne dévoué défenseur de l'Église, des Capets très-chrétiens assurent des siècles à leur descendance. Un Bourbon poussant à l'absolutisme est suivi d'un Bourbon qui monte à l'échafaud ; un Napoléon qui porte la main sur le vicaire du Christ attire à lui-même d'étonnantes catastrophes, à sa famille trente ans d'ostracisme ; un d'Orléans qui persécute administrativement l'Église voit son trône renversé et sa famille condamnée aux angoisses de l'exil. *Et nunc, reges, intelligite !* Comprenez, princes, que l'autel peut se passer du trône, mais que le trône ne peut s'appuyer qu'à la marche de l'autel. De grâce, cependant, ne faites pas entrer l'autel là où est le trône : on accuserait le trône d'hypocrisie et l'autel

de servilisme; portez-le plutôt là où est l'autel, et adossez-le à cette pierre toujours jeune qui vit le berceau de la monarchie. Il trouvera ainsi la stabilité qu'on peut promettre encore aujourd'hui à un trône.

II. Ces raisons sont décisives; mais voici venir les difficultés : le respect dû aux prédécesseurs, la prudence en des circonstances difficiles, etc.; etc.; mieux vaut attendre. Nous pourrions répondre que le respect dû aux prédécesseurs exige qu'on désapprouve les errements par lesquels ils ont payé tribut à la faiblesse humaine et que la prudence n'autorise jamais à remettre un devoir supérieur lui-même à toute nécessité. Mais des détails ne seront point superflus.

En ce siècle de mollesse, le grand obstacle à tout bien sérieux, c'est la prudence. On ne se dévoue plus, on louvoie, ou plutôt, parce que attendre est moins pénible encore, on attend. « Le mieux, dit-on, est l'ennemi du bien; tout arrive à point à celui qui sait temporiser, » et, cela dit, on s'endort sur l'oreiller de la quiétude, attendant, pour recueillir le bien, qu'il tombe comme fruit mûr de l'arbre des années. Si je ne m'abuse, cette prudence est elle-même l'ennemie de tout bien, le plus solennel démenti jeté à toutes les nobles âmes. Dieu veut à son service des soldats, non des diplomates; il veut qu'on se précipite dans la mêlée, et non qu'on s'ingénie à combiner des ruses ou à dormir en perspective d'une facile victoire. Aussi ses grands serviteurs sont-ils tous d'illustres imprudents. Voyez les apôtres affronter fièrement les répugnances du peuple, les menaces du

sanhédrin et le glaive des Gentils. Voyez les premiers successeurs de Pierre cueillir à l'envi la palme du martyre. Comptez les papes, les évêques, les prêtres, les rois, aux prises avec de cruels adversaires et d'énormes difficultés. Que penser de Constantin appelant l'Église au bienfait de la vie publique? Imprudence!... de Charlemagne poussant les barbares dans le giron de l'Église? Imprudence!... de Napoléon I^{er} étouffant, au dix-huit brumaire, l'hydre de l'anarchie?... de Napoléon III arrêtant, au 2 décembre, de sa forte main, le socialisme?... Imprudence! imprudence! Puisque tous les grands hommes ont été imprudents, pourquoi ne pas dire qu'il faut l'être? Laisser la vérité faire toute seule ses affaires, c'est n'être pas son ami. La servir sans péril n'a rien de méritoire. Mais si vous vous dévouez pour une grande cause, malgré les périls, oh! alors, j'entends la postérité acclamer votre sacrifice, et j'aperçois, au terme de votre carrière, Dieu tenant une couronne.

Mais les périls sont-ils donc si graves, les ennemis si redoutables, pour qu'un prince chrétien, un prince français, un restaurateur de dynastie, un Napoléon, s'arrête en présence d'une œuvre que réclament de concert son devoir et son intérêt? Nous ne le pensons pas. La France n'est plus ce pays qui semblait, il y a quinze ans seulement, n'avoir pas assez de réputation pour l'influence du clergé, pas assez de dédains pour les institutions religieuses. L'Église y est aujourd'hui plus aimée et plus populaire qu'à aucune époque de notre histoire moderne. Tous les hommes

que le flot des événements a portés au pouvoir ont tour à tour invoqué son appui ; et la grande majorité des assemblées lui a prodigué sans cesse des témoignages de respect, surpassés encore par le témoignage de ses votes. Dans la vie publique, les catholiques, longtemps relégués au rang des rêveurs importuns et des pétitionnaires dédaignés, ont assez triomphé pour connaître le secret de leur force et la valeur de leur concours. On offre aux évêques plus de maisons qu'ils n'en peuvent diriger. Ces mêmes évêques ont donné à la chrétienté étonnée le spectacle de dix-sept conciles provinciaux, tous rivalisant de zèle dans l'expression de leur sollicitude pour les intérêts moraux de la France et de leur dévouement aux prérogatives du Saint-Siège. Les ordres religieux renaissent partout. A côté des ordres d'hommes se presse l'immense armée des congrégations de femmes. Cette race immortelle se propage avec une flexibilité de dévouement qui déconcerte la multitude des infirmités humaines : dans chaque ville, dans chaque bourgade, à l'ombre de tous les clochers, sur le seuil de toutes les écoles, partout resplendit ce visage calme et pur qu'encadre la cornette blanche. A la suite de ces instituts marchent des associations ou moins élevées ou moins étendues, des milices laïques qui transportent dans la vie séculière les habitudes de l'héroïsme. Enfin, pour expliquer tous ces triomphes, il faut ajouter que la vie intérieure s'est renouvelée ; que la foi, la charité, la piété, ont remporté successivement leurs pacifiques victoires ; et que l'assemblée des hommes se renou-

velle dans une jeunesse aguerrie par le mépris des préjugés, la défaite des passions et les mâles voluptés du sacrifice.

En somme, les dispositions des esprits sont favorables. Partout se présentent des célébrités avides de restaurations, un clergé modèle, des ordres religieux pleins de force, et des populations animées d'une foi héréditaire qui se plaît chez nous à transporter les montagnes. Et c'est dans cette France, redevenant chrétienne comme aux anciens jours ; dans cette France où la vérité a toujours fait brèche, où le dévouement a toujours obtenu des sympathies ; dans cette France, œuvre des évêques, qu'on redouterait la liberté de l'Église ? Je cherche des motifs de désapprobation, je n'en trouve pas ; des adversaires, aucun ne paraît. Mais qu'il s'en présente ; n'ont-ils pas l'habitude de prendre le mot d'ordre au soleil levant ? Et, en les supposant capables d'audace, trois lignes de prose impériale ne les réduiraient-ils pas au silence ? Mettons la chose au pis : il faudra vaincre des résistances. Depuis quand fait-on le bien sans luttes, remporte-t-on la couronne sans victoire, et conquiert-on l'immortalité sans péril ? L'absence d'obstacles sérieux et l'assurance d'un concours énergique doivent être un stimulant à l'action et une présomption de succès ; la perspective de résistances, même opiniâtres, devrait ajouter à ce stimulant une force, à cette présomption une garantie.

A quoi bon discuter plus longtemps des hypothèses et déduire timidement nos raisons ? Avons-nous donc

un gouvernement qui s'arrête aux demi-mesures? un prince dont on puisse suspecter la hauteur de vue et la générosité dans le choix des moyens? Il s'agit d'une œuvre française, plus que cela, d'une œuvre catholique, et, dans le vrai sens du mot, d'une œuvre humanitaire : il s'agit de rendre l'Église à une complète liberté, et la France a sa mission providentielle. L'entreprise demande un Charlemagne ou un Constantin ; elle n'est pas au-dessus d'un Bonaparte, surtout avec une France si noblement transformée. Les princes de l'Église, appelés dans les conseils de la nation ; les évêques, environnés d'un respect qui grandit plus encore ceux qui le témoignent que ceux qui le reçoivent ; le clergé inférieur, objet d'attentions également honorables ; les vétérans du sanctuaire, pourvus d'une pension qui relève la dignité de leur vieillesse ; des aumôniers donnés aux flottes et aux armées d'expédition ; Sainte-Geneviève rendue au culte, sont autant d'actes qui appellent un glorieux couronnement. Le sang versé par nos soldats sous les murs de Rome, et sur la vieille terre de Tauride, crie à Sa Majesté de rendre à l'Europe un service nouveau. Les vagissements qui s'échappaient naguère d'un berceau béni par Pie IX supplient un auguste Père de faire tressaillir la chaire apostolique à la nouvelle d'ouvertures qui rivalisent avec les actes des Habsbourg. Les pierres de Notre-Dame elles-mêmes s'émeuvent saintement avides d'entendre quelque *Te Deum*, digne écho des espérances qui accueillirent le concordat, prémices non équivo-

ques de l'allégresse française et avant-coureur certain des applaudissements de la postérité.

Quand la Pologne, foulée aux pieds de ses bourreaux, eut examiné, avec une maturité qui n'exclut pas l'héroïsme, les chances favorables au recouvrement de son indépendance, elle laissa retomber tristement vers la terre ses bras meurtris, son regard mouillé de larmes, et, murmurant ces mots qui désarment l'histoire : Dieu est trop haut, dit-elle, et la France trop loin ! En méditant aujourd'hui les chances favorables à la complète indépendance de l'Église, nous ne saurions, par de tels propos, justifier notre inertie. La France, la vraie France, celle de Clovis, de Charlemagne et de saint Louis, prépare ses couronnes, et l'Église ses bénédictions. Dieu au ciel, la France et l'Église sur la terre, c'est tout ce qu'il faut à un Napoléon pour rassurer le présent, décider l'avenir, et entraîner l'Europe.

FIN DU SECOND VOLUME.

4 DE 61

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	I
-----------------------	---

CHAPITRE XXVI.

Des crimes individuels qui doivent attirer aujourd'hui des catastrophes.	4
--	---

CHAPITRE XXVII.

Des crimes nationaux qui doivent également attirer des catastrophes : crimes contre la religion . . .	21
---	----

CHAPITRE XXVIII.

Des crimes des nations contre l'Église.	35
---	----

CHAPITRE XXIX.

Des crimes des nations contemporaines contre la famille.	53
--	----

CHAPITRE XXX.

Des crimes des sociétés modernes contre la société politique : 1° dans l'organisation des pouvoirs. .	68
---	----

CHAPITRE XXXI.

Des crimes des sociétés modernes contre la société politique : 2° dans les libertés constitutionnelles reconnues aux sujets : liberté de pensée, liberté de conscience.	85
---	----

CHAPITRE XXXII.

Des crimes des sociétés modernes contre l'ordre politique : 1° dans les libertés constitutionnelles laissées aux sujets. — Liberté des cultes.	93
--	----

CHAPITRE XXXIII.

Des crimes des sociétés modernes contre l'ordre politique : 2° dans les libertés constitutionnelles laissées aux sujets. — Liberté de la presse.	101
--	-----

CHAPITRE XXXIV.

Des crimes des sociétés modernes contre l'ordre politique : 3° dans les rapports des pouvoirs avec les sujets.	113
--	-----

CHAPITRE XXXV.

Autres faits sociaux qui sont tantôt crimes, tantôt éléments de décadence : 1° dans l'économie politique.	123
---	-----

CHAPITRE XXXVI.

Nouveaux éléments de décadence : 2° dans la spéculation boursière.	144
--	-----

CHAPITRE XXXVII.

Autres éléments de décadence : 3° dans l'économie charitable.	157
---	-----

•

169194203223234251269277289303

CHAPITRE XLVIII.

Des devoirs des individus dans les circonstances présentes.	317
---	-----

CHAPITRE XLIX.

Des devoirs des sociétés politiques dans les circonstances présentes.	331
---	-----

CHAPITRE L.

Conclusion : devoirs du gouvernement français . . .	349
---	-----

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

4 DE 61

7
1
9

